



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



BUILDING
USE ONLY

BUILDING
USE ONLY



BUILDING
USE ONLY

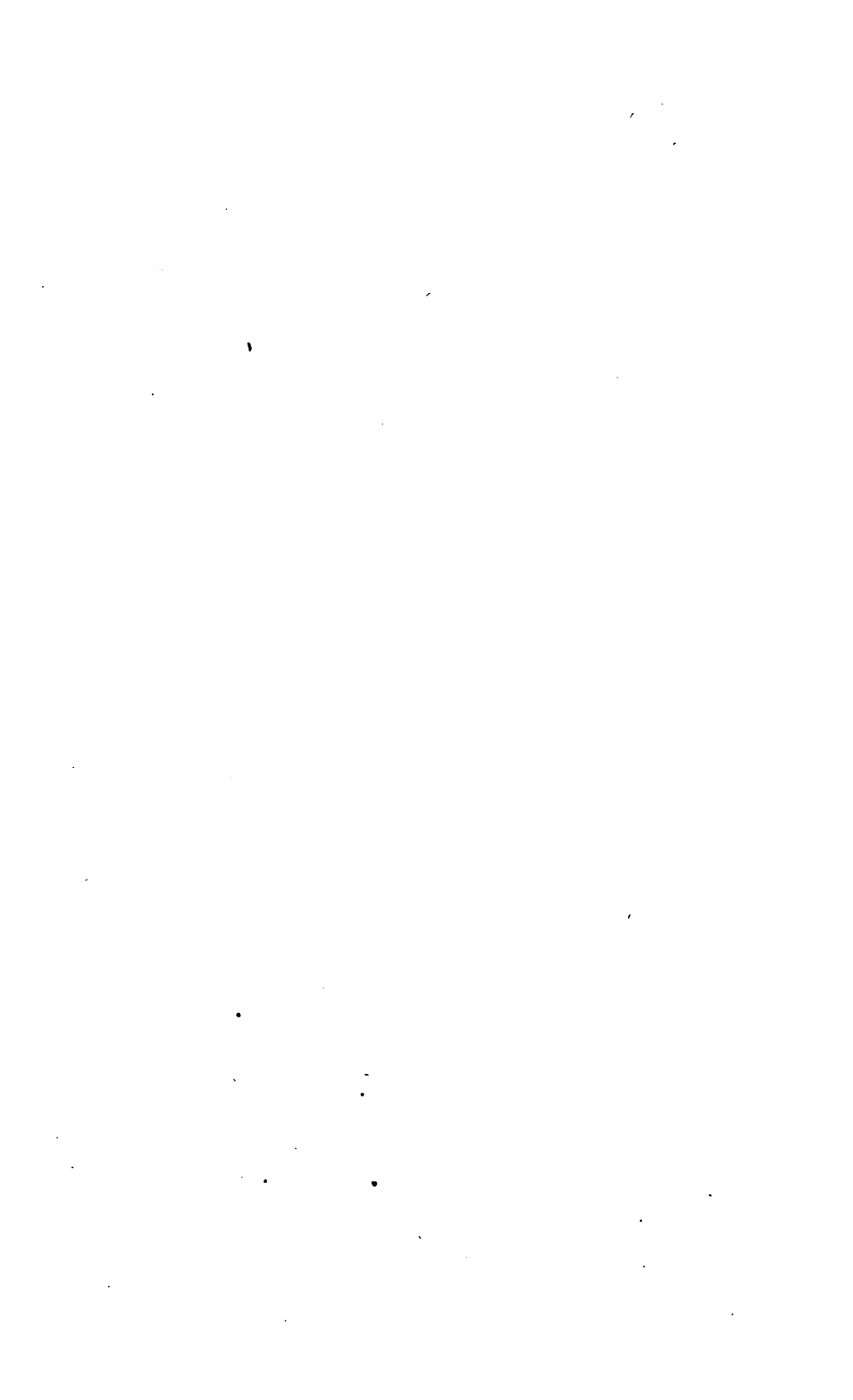
g-Team-Raphael

TARGET

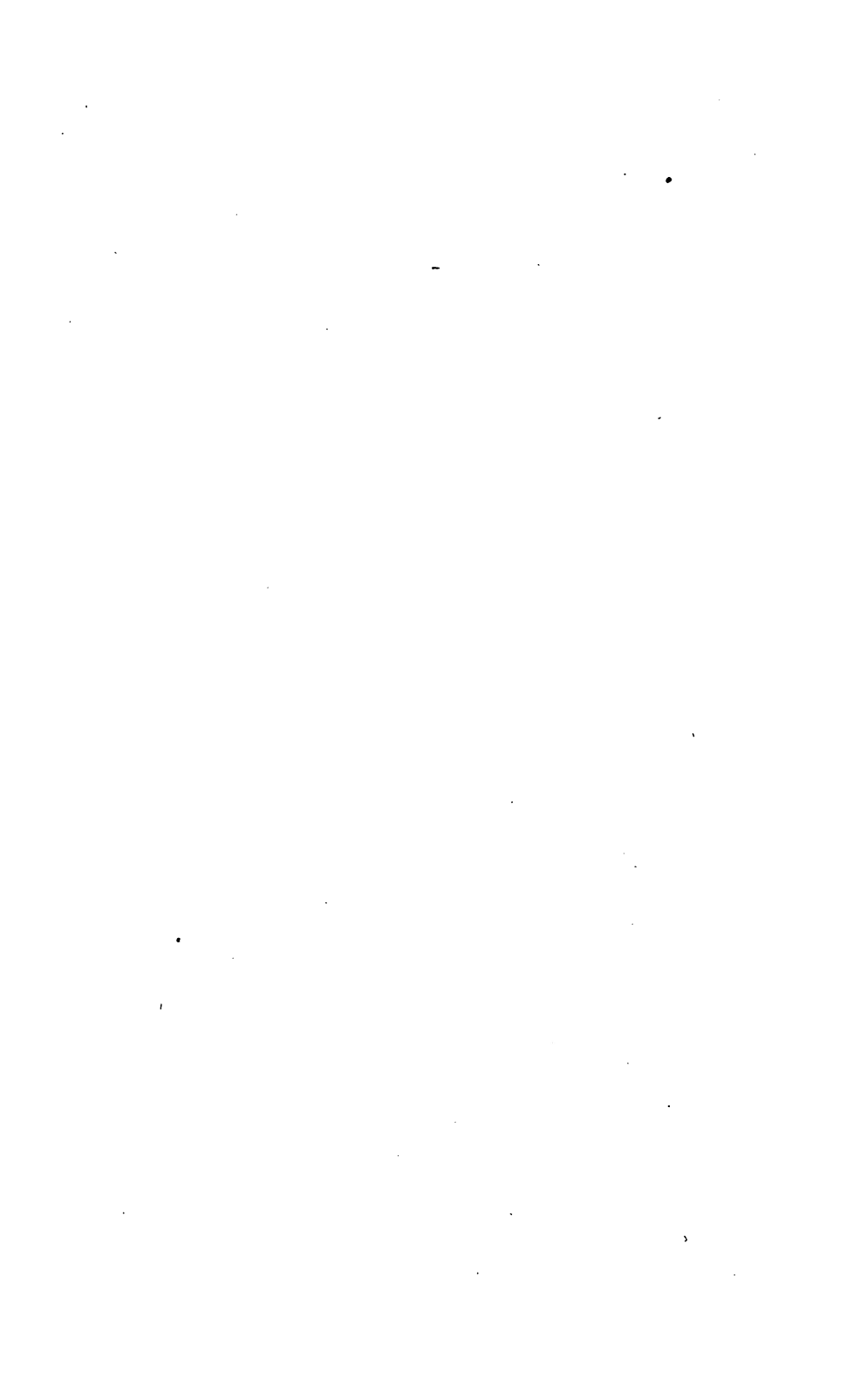
BUILDIN
USE ON

BUILDIN
USE ONL

BUILDIN
USE ONL







L' E S P R I T

D E S

C A H I E R S,

**PRÉSENTÉS AUX ÉTATS-GÉNÉRAUX
DE L'AN 1789.**

On trouve chez les Libraires, à Paris: *De
l'Ensemble ou Essai sur les grands principes de
l'Administration*, 2 vol. in-8°. . . 7 liv. 4 f.

PARIS

DE LA LIBRAIRIE DE LA RUE DE LA HARPE

DE LA HARPE

arget, Guy Jean Dap...

L' E S P R I T

D E S

C A H I E R S,

PRÉSENTÉS AUX ÉTATS-GÉNÉRAUX
DE L'AN 1789,

AUGMENTÉ DE VUES NOUVELLES,

o u

PROJET COMPLET

DE LA RÉGÉNÉRATION DU ROYAUME
DE FRANCE.

LE TOUT EN BREF.

PAR M. L. T.

T O M E P R E M I E R.



Juin 1789.

DC

141.5

44

718

REPUBLIC

DES

AMERIQUES

LE JOURNAL DE LA PRESSE

LE 15 JANVIER 1900

PARIS

10

LE JOURNAL DE LA PRESSE

LE 15 JANVIER 1900

PARIS

LE 15 JANVIER 1900

PARIS

LE 15 JANVIER 1900

1900

1900

AVANT-PROPOS.

ENCORE une brochure, dira le public submergé d'écrits de toute espece. Eh! oui, sans doute, il en faut une encore, pour recueillir tant de matériaux épars, pour n'en former que des résultats succints & méthodiquement présentés; car c'est-là l'écrit qui nous manque.

Nos brochures, nos cahiers, contiennent sans doute chacune des vues de détail excellentes. Quelques-unes ont parcouru un grand espace dans le vaste champ des réformes; je n'en connois pas qui en aient embrassé, d'un coup-d'œil, toute la surface, pour la montrer en raccourci; c'est l'objet de cet ouvrage.

J'ai cru, en commençant l'extrait de tant de cahiers, que je n'aurois rien à fournir du mien, & que j'aurois pour résultat un système entier de constitution & d'administration politique: mais je n'ai eu que des lambeaux décousus, incohérens, inconciliables; & pour compléter le grand projet de la régénération du

royaume, j'ai eu bien des lacunes à remplir, même considérables.

En général, les réformateurs se sont plus attachés à détruire qu'à édifier, à censurer les vices de l'administration qu'à la remplacer par une meilleure. En faisant ma tâche, je n'ai presque vu que des décombres & des ruines : j'ai vu seulement par-ci par-là des édifices partiels à peine commencés ; j'ai cherché en vain un édifice complet & détaillé, d'économie politique, dont toutes les parties se raccordassent, & qui fût fait d'un bout à l'autre sur les mêmes principes, & dans les mêmes vues ; j'ai cherché en vain une masse entière d'administration & d'institutions utiles substituée à la masse des abus, & une nouvelle France élevée sur les ruines de la France gottique.

Mille brochures, presque tous les cahiers, ont voulu une constitution : je ne connois ni cahiers ni brochure qui en ait donné un projet achevé, ni qui ait proposé en détail tous les moyens de la maintenir ; ce qui étoit certainement la partie la plus difficile, & sans laquelle se régénérer seroit peine perdue. En

cela j'en suis allé plus loin que les écrits dont j'ai fait l'analyse.

En un mot, ce n'est qu'en ajoutant à la lettre des cahiers une quantité prodigieuse de détails très-nécessaires, & de vues en grand très-nouvelles, que j'ai réussi à remplir le titre de mon ouvrage, c'est-à-dire, à présenter l'*Esprit des cahiers*, bien plus étendu que leur texte.

Il s'en faut bien que je croie avoir fait le meilleur projet possible d'une régénération entière : mais j'ai fait à grands traits l'esquisse d'un projet complet, bon ou mauvais ; & c'est tout ce que j'ai voulu faire ; vingt autres après moi feront mieux, & m'en seront peut-être redevables, du moins en partie.

Les esprits à courtes vues qui ne percent que trois ou quatre années d'avenir, comme ces myopes qui ne voient devant eux qu'à trois ou quatre pas, traiteront d'espace imaginaire tout ce qui est dans mon écrit au-delà de la sphere ordinaire de leur prévoyance ; & tout ce que ne pourront faire les états-généraux de 1789, leur paroîtra, ou chimérique, ou prématuré. Ce sont-là des

politiques raisonnant comme vivent beaucoup d'hommes du jour à la journée : que ces anti-prophètes ne me lisent pas ; ils croiroient lire les contes des fées , en mille endroits. J'ai écrit principalement pour ces génies qui aiment à se faire du présent un point d'appui pour s'élancer dans l'avenir ; & qui calculant les effets successifs du choc des forces politiques & morales dans un empire , en présagent la grandeur ou la décadence , la régénération ou la corruption incurable qui doit en entraîner la chute & nécessiter une révolution : ainsi la sagacité de l'œil militaire lui fait prévoir à l'avance le gain ou la perte d'une bataille , le bon ou le mauvais succès d'une campagne , même le résultat d'une guerre. Ainsi l'astronome , en combinant les mouvemens célestes , prédit les éclipses & l'apparition des comètes.

Mais , sans faire le *Nostradamus* , ne peut-on pas désirer les biens qu'on ne sauroit prédire ? Ne peut-on pas demander tout-à-la fois les réformes nécessaires à la régénération de l'état ; sauf à les opérer successivement suivant les tems & les cir-

constances ? Pourquoi , surchargés de tant de maux , pressés de tant de besoins , ferions-nous filer nos plaintes au lieu de les cumuler ? Pourquoi ne demanderions-nous pas à connoître dès le commencement toute l'étendue du régime qui doit nous guérir insensiblement , au lieu de la stupide patience qui ne demanderoit à connoître les remèdes qu'à mesure que viendrait le moment de les employer ?

L'auguste malade qu'il faut ici guérir , même régénérer , c'est la France , c'est la patrie , c'est la nation entière. Je fais que cette guérison miraculeuse sera longue , pénible , & qu'elle ne peut être opérée que par des remèdes successifs : mais est-ce une raison de rejeter une consultation qui présenteroit un projet complet de remèdes & de régime , à exécuter avec ordre , avec mesure , & s'il le faut , à force de tems & de constance.

C'est dans cet esprit que j'ai proposé , dans le même ouvrage , & les projets du moment , & ceux dont l'exécution doit suivre de près , & ceux que j'ai jettés comme des germes qui

*
produiront des fruits dans leur tems, & qui, électrisés par nos écrits, seront peut-être précoces.

Ce fera marcher assez vite dans la vaste carrière de la réforme absolue de la constitution, des loix, des mœurs & des finances de ce grand empire, si certains des objets annoncés dans ce court écrit sont remplis par la prochaine assemblée des états-généraux, si d'autres sont résolus & arrêtés, sauf à s'occuper des moyens de les exécuter ; s'il est délibéré qu'on en soumettra certains aux lumières de la nation & à un examen plus approfondi, dans l'intervalle de la première à la seconde assemblée ; si d'autres enfin sont renvoyés encore plus loin, pour être pris en considération dans des tems plus heureux.

Mais commençons toujours par en dresser un projet complet. L'architecte ne met la main à l'œuvre qu'après un plan général. C'est pour n'avoir pas fait depuis long-tems, pour chacune de nos villes, un plan général d'embellissemens qu'elles semblent être l'horrible effet du hasard. On exécute tout

jours mal une grande entreprise quand on n'a conçu clairement , ni l'étendue ni l'ordre de ses opérations : plus elle doit avoir de durée & de suite , plus il est nécessaire de la voir toute-à-la-fois. Ne craignons donc pas le reproche d'avoir présenté en un jour l'ouvrage d'un demi-siècle , ce reproche seroit un éloge.

Comment aurois-je pu , dans un ouvrage destiné à composer de tous les vœux particuliers un vœu général , me borner aux moyens de remplir le besoin du moment ? Aurois-je pu me borner à présenter uniquement les opérations actuellement possibles , quand il s'agissoit d'une aussi grande œuvre que celle de poser , sur des bases également solides , le trône , d'une part , & d'autre part , la sûreté de la nation , les propriétés particulières , & la liberté des personnes ; d'opposer une égale barrière aux abus de l'autorité & aux écarts de l'indépendance ; de prévenir les révolutions qui pourroient altérer la nouvelle constitution ; d'anéantir toutes les aristocraties qui regnent , qui déchirent l'état prétendu monarchique

du royaume de France , pour n'en faire qu'un seul corps intimement uni sous un chef heureusement vivifié , & sagement circonscrit ; de renouveler dans les loix le prodige qui débrouilla le chaos , de corriger les grands vices de la balance de la justice & des mains qui la tiennent ; d'ôter à la féodalité tout ce qu'elle a d'odieux sans attenter aux propriétés plus qu'il n'est permis à la loi ; de concilier la police avec la liberté publique & individuelle ; de rendre au commerce , aux arts , aux esprits , tous êtres garotés par l'administration , la liberté des mouvemens ; d'arracher le peuple de la gueule du fisc ; d'obtenir du civisme de toutes les corporations , des sacrifices capables de combler un *déficit* énorme & d'éteindre une dette effrayante ; d'épurer un corps destiné à épurer tous les autres ; de former le vaste projet d'une éducation publique jusqu'à présent livrée au hasard , à l'arbitraire , au caprice , à l'ignorance , à la bizarrerie des méthodes & à mille abus ; de tout ramener dans le royaume à cette heureuse uniformité qui caractérise une même famille , & de simplifier le système d'administration le plus grotesquement compliqué.

Dans le grand nombre de matériaux épars que m'ont fourni les cahiers , j'en ai remarqué certains qui tenoient au système aristocratique , le fléau de la nation françoise ; je les ai rebutés.

J'en ai remarqué d'autres qui tenoient au système dirai-je monarchique ? non : c'est un faux titre que lui donnent , par intérêt personnel , ou par bassesse , des partisans de l'autorité souveraine , mal entendue , pendant que le monarque lui-même consent sagement à la circoncrire , pour la mieux affermir. J'ai laissé de côté ces restes misérables de l'esprit de servitude.

J'ai précieusement recueilli les matériaux communs au bonheur réciproque , à la sûreté respective de la nation & du trône , qui tiennent également au système populaire & au système légitimement monarchique ; car , quel autre qu'un méchant ou un parfait ignorant en politique pourroit séparer , moins encore opposer l'un à l'autre , les deux grands intérêts du peuple & du roi ? Mon écrit n'est donc pas l'esprit des cahiers inconciliables & contradictoires ; mais ce que

	Pages
Puissance commune au roi & à la nation ,	10
Vœu de la nation relativement aux ministres ,	<i>ibid.</i>
Puissance enseignante , ce que c'est ,	11
Puissance administrative , ce que c'est ,	12
Puissance judiciaire , ce que c'est ,	<i>ibid.</i>
Le chancelier ministre de la nation ,	13
Puissance féodale , ce que c'est ,	<i>ibid.</i>
Ne sera plus créé aucun noble héréditaire ,	14
Création de la noblesse personnelle ,	<i>ibid.</i>
Création des marques distinctives de trois degrés de noblesse héréditaire ,	15
Création de l'ordre civique en trois degrés , distingués par trois marques d'honneur différentes ,	16
Sévère recherche des faux nobles ,	<i>ibid.</i>
Création d'un registre public des généalogies ,	17
Création d'un registre public des nobles personnels ,	18
Fonctions de la commission intermédiaire des états-généraux , qui portera le nom de conseil national ,	<i>ibid.</i>
Code pénal du conseil national	19
Composition du conseil national ,	20
Siege des états-généraux & du conseil national ,	<i>ibid.</i>
Création	

Création de trois censeurs dans chaque province ,	21
Pouvoir des censeurs ,	<i>ibid.</i>
Création de trois censeurs secondaires dans chaque arrondissement ,	23
Qualité des secrétaires des censeurs principaux & secondaires ,	<i>ibid.</i>
Le public établi censeur des censeurs mêmes	24
Jugement de la conduite des ministres , congédiés ou décédés dans le ministère ,	<i>ibid.</i>

CHAPITRE II.

SUITE DU CHAPITRE PREMIER.

Détails importans de la constitution.

Plan de chapitre ,	25
Mauvaise division de la nation en trois ordres ,	<i>ibid.</i>
Division meilleure de la nation en six classes , subdivisées chacune en deux parties ,	26
Mal à propos le clergé se plaindrait de cette division ,	27
Mal à propos la noblesse se plaindrait de cette division ,	<i>ibid.</i>
Il faut diviser le royaume en trente-trois provinces , & non en bailliages ,	28
Les trente-trois provinces seront subdivisées en deux cents arrondissemens ,	<i>ibid.</i>

Election des électeurs dans chaque arrondissement ,	29
Election des députés par les électeurs ,	<i>ibid.</i>
Composition des états-généraux ,	<i>ibid.</i>
Quels sont ceux qui ne pourront élire ni être élus ,	<i>ibid.</i>
On prendra alternativement les députés dans les deux subdivisions de chaque classe ,	30
Division des états - généraux en sept bureaux ,	31
Composition des bureaux ,	<i>ibid.</i>
Quel sera le travail de chaque bureau ,	32
Les présidens des bureaux. Quels seront ,	34
Composition & régime des états provinciaux ,	<i>ibid.</i>
Compositions & fonctions des commissions intermédiaires des états provinciaux ,	35
Mutations de tous les citoyens qui auront part à l'administration du royaume & des provinces ,	36
Intervalle pour chaque citoyen entre sa sortie de l'administration & sa rentrée ,	37
Frais d'administration seront les moindres possibles.	38
Suppression des commissaires départis & du ministre des provinces ,	<i>ibid.</i>
Chaque assemblée jugera provisoirement ses propres contestations ,	39

Toutes les délibérations seront prises à la pluralité des classes ,	39
Dans l'état actuel est-ce par ordre qu'il faudra délibérer ou par tête ,	40
Trois manières de décider cette question ,	41
Raisons de préférer la forme de délibérer par tête ,	42
La nation assemblée pourroit par acclamation faire le roi arbitre de ce grand différent pour la première délibération seulement , <i>ibid.</i>	
Méthode de délibérer qui pourroit concilier les prétentions opposées ,	43
Faute de conciliation sur cette question , le tiers la décidera par sa prépondérance ,	44
Il est plus probable que la sagesse des trois ordres les portera à se concilier sur cette question préliminaire , <i>ibid.</i>	
Ne pourront être limités les pouvoirs des députés ,	45
Revision par intervalles de la constitution ,	47

CHAPITRE III.

Législation.

Raisons de remettre en des mains différentes le pouvoir législatif, l'exécutif & le judiciaire ,	48
En quels cas les cours souveraines empièteroient sur la puissance législative ,	49

Atteintes heureuses, ci-devant portées par la puissance judiciaire à la puissance qui, par usurpation, étoit devenue législative,	50
Etendue du pouvoir législatif, relativement aux propriétés,	51
Especie d'atteinte aux propriétés prohibée à la puissance législative,	53
Etendue du pouvoir législatif, relativement aux usufructiers nommés par la puissance publique,	53
Etendue du pouvoir législatif, relativement aux privilèges des ordres de l'état ou des différentes provinces,	55
Résumé de l'étendue du pouvoir législatif,	57
Maniere douce, sage & ferme dont s'exercera la puissance législative,	59
Premiers travaux de la puissance législative,	60
Code national divisé en six codes,	<i>ibid.</i>
Code constitutionnel ne pourra être ignoré d'aucun citoyen,	<i>ibid.</i>
Le code criminel sera totalement refondu,	61
Les crimes, les peines & les supplices ne seront infamans que pour les coupables,	<i>ibid.</i>
Supplices établis par le nouveau code moins rigoureux que les anciens supplices,	63

Toutes les délibérations seront prises à la pluralité des classes ,	39
Dans l'état actuel est-ce par ordre qu'il faudra délibérer ou par tête ,	40
Trois manières de décider cette question ,	41
Raisons de préférer la forme de délibérer par tête ,	42
La nation assemblée pourroit par acclamation faire le roi arbitre de ce grand différent pour la première délibération seulement ,	<i>ibid.</i>
Méthode de délibérer qui pourroit concilier les prétentions opposées ,	43
Faute de conciliation sur cette question , le tiers la décidera par sa prépondérance ,	44
Il est plus probable que la sagesse des trois ordres les portera à se concilier sur cette question préliminaire ,	<i>ibid.</i>
Ne pourront être limités les pouvoirs des députés ,	45
Revision par intervalles de la constitution ,	47

CHAPITRE III.

Législation.

Raisons de remettre en des mains différentes le pouvoir législatif, l'exécutif & le judiciaire ,	48
En quels cas les cours souveraines empièteroient sur la puissance législative ,	49

les cahiers contiennent de vœux saines & de vœux compatibles.

Le style de cet écrit sera , tantôt sec & concis comme celui de la loi , tantôt une censure des abus amère & véhémente, tantôt ce seront des morceaux colorés pour bannir la monotonie & ranimer l'attention du lecteur ; jamais ce ne sera le ton du sarcasme ni de l'invective contre les deux premiers ordres , vice qui gâte tant de brochures , d'ailleurs pleines de bonnes vues , & qui aigrit ces deux ordres au détriment de la chose publique. Mon objet , au contraire , sera de rapprocher les corps en enlevant tout sujet de discorde , & de les réunir fortement contre les efforts ou les artifices du despotisme , qui ne s'est établi & accru qu'à la faveur de leurs dissensions impolitiques , quelquefois fomentées par le gouvernement , qui les mettoit aux prises pour les contenir tous l'un par l'autre.

Je m'abstiendrai encore soigneusement de censurer les opinions d'autrui. Ma seule censure sera d'avoir une opinion différente , & je me bornerai à laisser de côté des vœux qui ne sont pas les miennes.

Il sera établi trois degrés d'honorifiques en remplacement des trois degrés de jus- tice ,	85
La suzeraineté sera conservée & désignée par un honorifique particulier ,	<i>ibid.</i>
Idée en gros & simplement ébauchée des ho- norifiques nouveaux ,	86
Il n'y aura plus en France de justice exer- cée qu'au nom du roi & par des juges royaux ,	<i>ibid.</i>
Raisons qu'on pourroit avoir de supprimer sans indemnité les droits féodaux ,	87
Raisons de dépouiller les seigneurs des droits féodaux , mais en les indemni- fant ,	88
Manière d'indemnifier les seigneurs de la perte des droits féodaux ,	89
Le droit de chasse exclusif dévolu à tout pro- priétaire de fonds de terre dans ses pos- sessions seulement ,	<i>ibid.</i>
Les capitaineries , autres que celles desti- nées aux chasses personnelles du roi , seront supprimées ,	91
Droits de pêche dévolu aux propriétaires des fonds riverains ,	92
Les droits du roi dans ses domaines seront compris dans la loi commune ,	93
Tous les domaines du roi seront aliénés en	

Atteintes heureuses, ci-devant portées par la puissance judiciaire à la puissance qui, par usurpation, étoit devenue législative,	50
Etendue du pouvoir législatif, relativement aux propriétés,	51
Especie d'atteinte aux propriétés prohibée à la puissance législative,	53
Etendue du pouvoir législatif, relativement aux usufructiers nommés par la puissance publique,	53
Etendue du pouvoir législatif, relativement aux privilèges des ordres de l'état ou des différentes provinces,	55
Résumé de l'étendue du pouvoir législatif,	57
Maniere douce, sage & ferme dont s'exercera la puissance législative,	59
Premiers travaux de la puissance législative,	60
Code national divisé en six codes,	<i>ibid.</i>
Code constitutionnel ne pourra être ignoré d'aucun citoyen,	<i>ibid.</i>
Le code criminel sera totalement refondu,	61
Les crimes, les peines & les supplices ne seront infamans que pour les coupables,	<i>ibid.</i>
Supplices établis par le nouveau code moins rigoureux que les anciens supplices,	63

Nombre de témoins augmenté pour compléter la preuve testimoniale ,	64
Peines autres que celle de mort ,	<i>ibid.</i>
Infamie encourue par degrés	65
Ce que fera le code civil national ,	66
Ordre des successions qui sera établi par le nouveau code ,	<i>ibid.</i>
Quand commencera le nouvel ordre de succession ,	67
Codes de l'église de la police & du commerce à faire , en les adoptant à la nouvelle constitution ,	<i>ibid.</i>
Par quelles épreuves passeront les six codes avant d'être définitivement adoptés ,	<i>ibid.</i>
Il sera fait pour les commerçans un abrégé de chacun des six codes ,	70
Code militaire sera fait par le roi , mais passera par les mêmes épreuves que les six autres ,	<i>ibid.</i>
Le code militaire ne laissera subsister dans l'état major que le despotisme essentiellement nécessaire envers les officiers subalternes ,	71
Par quelles épreuves devront passer , après la confection des codes , les projets des loix nouvelles ,	72
La masse des loix doit être simplifiée par de grands retranchemens ,	73

Suppression de tous les tribunaux d'exception , d'attribution & de privilège ,	116
Le conseil du roi dépouillé du contentieux , & borné à l'administration des départemens ,	<i>ibid.</i>
Ce que deviendra la juridiction prévôtale ,	117
Limites du tribunal des maréchaux de France ,	<i>ibid.</i>
Comment il faudra diviser la France après qu'elle aura adopté le code national.	<i>ibid.</i>
Création de vingt-cinq parlemens & de deux cents bailliages , en procédant à la nouvelle division de la France ,	118
Manière de déterminer alors le nombre des officiers de chaque parlement & de chaque bailliage ,	119
La commune occupera toujours la moitié au moins de toutes les places de magistrature , & de toute autre administration ,	120
Division en chambres de chaque bailliage & de chaque parlement ,	121
Fonctions du ministère public dans le cours de magistrature ,	
La nation seule pourra étendre la jurisprudence par des supplémens du code national ,	122
Abolition pour toujours de ce qu'on appelle jurisprudence des arrêts ,	123

Tout jugement sera motivé en bref ,	123
Peines encourues par les magistrats qui auront encouru par leur opinion à des arrêts notablement attentatoires à la constitution ,	
Abolition de la vénalité des charges de judicature.	124
Préférence accordée dans la formation des nouveaux tribunaux aux membres des tribunaux supprimés ,	<i>ibid.</i>
Tous les magistrats seront pensionnés par la nation , au moyen de quoi ils rendront gratuitement la justice ,	125
Toute sollicitation des juges prohibée , les frais des voyages & séjour supprimés ,	<i>ibid.</i>
Amende à laquelle sera condamné tout plaideur succombant ,	126
Les bailliages seront souverains jusqu'à mille livres seulement ,	128
Suppression des procureurs , dont les fonctions seront réunies à celle des avocats dans les bailliages ,	<i>ibid.</i>
Manière de déterminer le nombre d'avocats nécessaires dans chaque bailliage & dans chaque parlement ,	129
Manière de remplacer les avocats décédés , ou qui se seront démis ,	<i>ibid.</i>
Pépinière de sujets propres à remplacer les avocats ,	<i>ibid.</i>

	Pages
Toutes les places de magistrature seront par- reillement électives ,	131
Pépinierie de sujets propres à remplacer les magistrats ,	<i>ibid.</i>
Seules matières d'audience aux bailliages ,	<i>ibid.</i>
Nulle audience aux cours de parlement ,	132
L'accusé en matière criminelle ne sera pas jugé par le bailliage de son domicile ,	<i>ibid.</i>
En matière civile , chaque bailliage sera juge de son arrondissement dans les causes d'au- dience seulement ,	133
Les procès par écrit seront instruits au bail- liage où aura été donnée l'assignation , & jugés dans une autre province ,	<i>ibid.</i>
Par quels procédés on parviendra à être jugé dans une autre province en première instance ,	134
Par quels procédés on parviendra à être jugé en cause d'appel dans une autre province ,	137
Quel sera dans l'instruction le nombre des écrits ,	139
Tout procès sera instruit dans six mois ,	<i>ibid.</i>
Tous les écrits des avocats seront taxés aux bailliages & aux parlemens ,	140
Cette taxe sera réglée en blé , & payée en argent ,	142
Manière d'évaluer en argent toute taxe ou pension réglée en blé ,	<i>ibid.</i>

Un avocat médiocrement occupé pourra gagner annuellement 3000 liv. dans les bailliages ,	143
Dans les parlemens, un avocat médiocre- ment occupé pourra gagner annuellement 6000 liv. ,	<i>ibid.</i>
Pension des magistrats réglée en blé ,	<i>ibid.</i>
Revenu propre , dont il faudra faire preuve pour pouvoir être élu magistrat subalterne ou souverain ,	144
Par qui, & comment seront payés les hono- raires des avocats aux parlemens ,	<i>ibid.</i>
Fixation rigoureuse des vacances & du travail des parlemens ,	145
Magistrats & avocats tenus à la résidence ,	146
Médiateurs généraux dans chaque lieu ,	<i>ibid.</i>
Pauvres seront défendu <i>gratis</i> par les avocats alternativement ,	147
Suppression du papier timbré ,	<i>ibid.</i>
Le contrôle fiscal remplacé par une espece de contrôle gratuit ,	148

C H A P I T R E V I

Police intérieure du royaume.

Quels sont les vices & abus de la police ,	149
Toutes les places municipales seront élec- tives ,	151

Suppression de tous les tribunaux d'exception , d'attribution & de privilège ,	116
Le conseil du roi dépouillé du contentieux , & borné à l'administration des départemens ,	<i>ibid.</i>
Ce que deviendra la juridiction prévôtale ,	117
Limites du tribunal des maréchaux de France ,	<i>ibid.</i>
Comment il faudra diviser la France après qu'elle aura adopté le code national.	<i>ibid.</i>
Création de vingt-cinq parlemens & de deux cents bailliages , en procédant à la nouvelle division de la France ,	118
Manière de déterminer alors le nombre des officiers de chaque parlement & de chaque bailliage ,	119
La commune occupera toujours la moitié au moins de toutes les places de magistrature , & de toute autre administration ,	120
Division en chambres de chaque bailliage & de chaque parlement ,	121
Fonctions du ministère public dans le cours de magistrature ,	
La nation seule pourra étendre la jurisprudence par des supplémens du code national ,	122
Abolition pour toujours de ce qu'on appelle jurisprudence des arrêts ,	123

Tout jugement sera motivé en bref,	123
Peines encourues par les magistrats qui auront encouru par leur opinion à des arrêts notablement attentatoires à la constitution,	
Abolition de la vénalité des charges de judicature.	124
Préférence accordée dans la formation des nouveaux tribunaux aux membres des tribunaux supprimés,	<i>ibid.</i>
Tous les magistrats seront pensionnés par la nation, au moyen de quoi ils rendront gratuitement la justice,	125
Toute sollicitation des juges prohibée, les frais des voyages & séjour supprimés,	<i>ibid.</i>
Amende à laquelle sera condamné tout plaideur succombant,	126
Les bailliages seront souverains jusqu'à mille livres seulement,	128
Suppression des procureurs, dont les fonctions seront réunies à celle des avocats dans les bailliages,	<i>ibid.</i>
Manière de déterminer le nombre d'avocats nécessaires dans chaque bailliage & dans chaque parlement,	129
Manière de remplacer les avocats décédés, ou qui se seront démis,	<i>ibid.</i>
Pépinière de sujets propres à remplacer les avocats,	<i>ibid.</i>

	Pages
Toutes les places de magistrature seront pareillement électives ,	131
Pépinierie de sujets propres à remplacer les magistrats ,	<i>ibid.</i>
Seules matieres d'audience aux bailliages ,	<i>ibid.</i>
Nulle audience aux cours de parlement ,	132
L'accusé en matiere criminelle ne sera pas jugé par le bailliage de son domicile ,	<i>ibid.</i>
En matiere civile , chaque bailliage fera juge de son arrondissement dans les causes d'audience seulement ,	133
Les procès par écrit seront instruits au bailliage où aura été donnée l'assignation , & jugés dans une autre province ,	<i>ibid.</i>
Par quels procédés on parviendra à être jugé dans une autre province en premiere instance ,	134
Par quels procédés on parviendra à être jugé en cause d'appel dans une autre province ,	137
Quel sera dans l'instruction le nombre des écrits ,	139
Tout procès sera instruit dans six mois ,	<i>ibid.</i>
Tous les écrits des avocats seront taxés aux bailliages & aux parlemens ,	140
Cette taxe sera réglée en blé , & payée en argent ,	142
Maniere d'évaluer en argent toute taxe ou pension réglée en blé ,	<i>ibid.</i>

Un avocat médiocrement occupé pourra gagner annuellement 3000 liv. dans les bailliages ,	143
Dans les parlemens, un avocat médiocre- ment occupé pourra gagner annuellement 6000 liv. ,	<i>ibid.</i>
Pension des magistrats réglée en blé ,	<i>ibid.</i>
Revenu propre , dont il faudra faire preuve pour pouvoir être élu magistrat subalterne ou souverain ,	144
Par qui, & comment seront payés les hono- raires des avocats aux parlemens ,	<i>ibid.</i>
Fixation rigoureuse des vacances & du travail des parlemens ,	145
Magistrats & avocats tenus à la résidence ,	146
Médiateurs généraux dans chaque lieu ,	<i>ibid.</i>
Pauvres seront défendu <i>gratis</i> par les avocats alternativement ,	147
Suppression du papier timbré ,	<i>ibid.</i>
Le contrôle fiscal remplacé par une espece de contrôle gratuit ,	148

C H A P I T R E V I.

Police intérieure du royaume.

Quels sont les vices & abus de la police ,	149
Toutes les places municipales seront élec- tives ,	151

Effets admirables de la résolution que la nation aura prise de se charger elle-même de combler le <i>déficit</i> ,	214
Manière de partager les finances du royaume entre le monarque & la nation ,	218
Invincible éloignement de la nation pour la moindre apparence d'infidélité à ses engagements ,	219
L'état des dépenses fixes , donné par M. Necker , sert à régler le partage des finances entre le roi & la nation ,	221
Article de l'état des dépenses fixes du gouvernement qui continueront de lui être confiées ,	227
Les dépenses confiées au gouvernement resteront sur le même pied , & le même revenu leur restera affecté ,	228
Le total des revenus qui resteront à la couronne fera donc de 200 millions ,	229
Un secours extraordinaire mettra le roi en état de payer les pensions , jusqu'à ce qu'elles soient réduites à moitié ,	230
Le revenu national fera dans ce moment de 256 millions 294 mille liv. ,	<i>ibid.</i>
Emploi du revenu national ,	232
Le roi & la nation auront chacun leur trésor & leur contrôleur-général ,	233
Loge de M. Necker ,	234

Raisons plausibles qu'ont eues nos rois d'augmenter progressivement les impôts ,	235
Le revenu de la couronne ne fera pas de 200 millions en argent , mais fera la quantité de blé qui vaudroit aujourd'hui 200 millions ,	235
La quantité de blé valant 200 millions , au prix commun , monte à 6,666,666 setiers , mesure de Paris ,	236
Maniere de fixer , tous les dix ans , le prix commun du blé pendant les dix années précédentes ,	237
Le revenu national sera , ainsi que celui de la couronne , en blé qui sera évalué tous les dix ans ,	238
La nation , en cas de guerre , fournira des secours extraordinaires au gouvernement ,	<i>ibid.</i>
Le roi , par le pacte social , renoncera , pour toujours , à toute augmentation d'impôt ,	239
Grands avantages que trouvera la couronne dans le nouvel ordre des finances ,	<i>ibid.</i>
Ressources pour combler le <i>déficit</i> , indiquées par le discours de M. Neker ,	240
Montant du <i>déficit</i> dans les mains de la nation ,	241
Deux moyens de combler le <i>déficit</i> ,	<i>ibid.</i>

Examen des moyens de combler le <i>déficit</i> par des emprunts ,	242
Examen des moyens de combler le <i>déficit</i> par des impôts ,	<i>ibid.</i>
Les bonifications & les économies , seul moyen de combler le <i>déficit</i> dans l'ordre actuel de nos finances ,	243
Exposé des bonifications & des économies indiquées par M. Neker.	<i>ibid.</i>
Foiblesse d'une partie de ces ressources	245
Résumé des bonifications & des économies indiquées par M. Neker ,	<i>ibid.</i>
Ces bonifications & économies laisseroient encore 14 millions de déficit ,	246
Trois ressources pour combler les 14 millions formant le reste du déficit ,	<i>ibid.</i>
Pouvoir d'une nation plus efficace pour opérer des réformes que celui du gouvernement ,	249

SECTION DEUXIÈME.

<i>Maniere de remplacer les impôts actuels par d'autres mieux répartis , & d'une perception plus simple.</i>	
Principes sur l'origine & les bornes de l'autorité souveraine ,	251
Autres principes sur les droits du peuple relativement aux impôts ,	252

Quatre conséquences remarquables découlent de ces principes ,	254
Projet ébauché d'un nouvel impôt à substituer à tous les impôts actuels ,	256
Toutes les classes , tous les individus doivent être également soumis à l'impôt ,	<i>ibid.</i>
Iniquité des privilèges pécuniaires , portant exemption personnel de l'impôt ,	<i>ibid.</i>
Absurdité des privilèges attachés aux fonds de terre portant exemption réelle de l'impôt ,	257
Suppression du franc-fief ,	258
Nulle indemnité n'est due pour la suppression des privilèges , portant exemption réelle ou personnelle de l'impôt ,	<i>ibid.</i>
Objection de M. Neker , en faveur de cette indemnité ,	259
Réponse à l'objection de M. Neker ,	260
En conséquence de toute cette doctrine on propose un impôt unique & général , appelé le cinquieme.	261
Six especes de propriétés seront soumises au cinquieme.	262
Le cinquieme , en frappant sur ces six propriétés , se montrera sous six formes différentes ,	264
Octrois des villes à jamais supprimés ,	<i>idem.</i>

Effets admirables de la résolution que la nation aura prise de se charger elle-même de combler le <i>déficit</i> ,	214
Manière de partager les finances du royaume entre le monarque & la nation ,	218
Invincible éloignement de la nation pour la moindre apparence d'infidélité à ses engagements ,	219
L'état des dépenses fixes , donné par M. Necker , sert à régler le partage des finances entre le roi & la nation ,	221
Article de l'état des dépenses fixes du gouvernement qui continueront de lui être confiées ,	227
Les dépenses confiées au gouvernement resteront sur le même pied , & le même revenu leur restera affecté ,	228
Le total des revenus qui resteront à la couronne sera donc de 200 millions ,	229
Un secours extraordinaire mettra le roi en état de payer les pensions , jusqu'à ce qu'elles soient réduites à moitié ,	230
Le revenu national sera dans ce moment de 256 millions 294 mille liv. ,	<i>ibid.</i>
Emploi du revenu national ,	232
Le roi & la nation auront chacun leur trésor & leur contrôleur-général ,	233
Éloge de M. Necker ,	234

Raisons plausibles qu'ont eues nos rois d'augmenter progressivement les impôts ,	235
Le revenu de la couronne ne fera pas de 200 millions en argent , mais fera la quantité de blé qui vaudroit aujourd'hui 200 millions ,	235
La quantité de blé valant 200 millions , au prix commun , monte à 6,666,666 setiers , mesure de Paris ,	236
Maniere de fixer , tous les dix ans , le prix commun du blé pendant les dix années précédentes ,	237
Le revenu national sera , ainsi que celui de la couronne , en blé qui sera évalué tous les dix ans ,	238
La nation , en cas de guerre , fournira des secours extraordinaires au gouvernement ,	<i>ibid.</i>
Le roi , par le pacte social , renoncera , pour toujours , à toute augmentation d'impôt ,	239
Grands avantages que trouvera la couronne dans le nouvel ordre des finances ,	<i>ibid.</i>
Ressources pour combler le <i>déficit</i> , indiquées par le discours de M. Neker ,	240
Montant du <i>déficit</i> dans les mains de la nation ,	241
Deux moyens de combler le <i>déficit</i> ,	<i>ibid.</i>

Justification de l'article additionnel porté au n°. précédent,	<i>ibid.</i>
Vrai total de la dette publique en capital ,	289
Montant de la dette publique , 1°. en inté- rêts viagers , 2°. en intérêts perpétuels , 3°. en capital ,	<i>ibid.</i>
La dette publique ne doit être éteinte par aucun moyen inique ou violent ,	290
La voie des emprunts n'est propre qu'à aug- menter la dette publique ,	<i>ibid.</i>
La voie d'un surcroît d'impôts , pour étein- dre la dette publique , est une voie ini- que , impossible & mortelle pour le peu- ple ,	291
La banqueroute imaginée pour éteindre la dette publique , seroit une infamie en exé- cution à toute ame honnête ,	<i>ibid.</i>
Ce n'est que par un effort des trois ordres , généreusement combiné , que peut s'opé- rer , sans injustice & sans violence , la li- bération de l'état ,	292
Le clergé du royaume aura le principal mé- rite de cette libération ,	293
Les trois ordres concourront tous , d'une ma- niere ou d'autre , à cette libération ,	<i>ibid.</i>
Les trois ordres rempliront ainsi le devoir sacré du citoyen ,	296
Le seul intérêt personnel exigeroit des trois ordres les sacrifices dont on a parlé ,	<i>ibid.</i>

Intérêt particulier de la noblesse à changer la forme du revenu féodal ,	296
Intérêt particulier du clergé à délaïsser à la nation ses dîmes & ses domaines , moyennant indemnité ,	298
Nombre d'abus cesseront par l'aliénation des biens ecclésiastiques ,	199
Projet de concordat entre la nation & le clergé du royaume ,	300
28 articles , dont 14 , stipulés par le clergé , & 14 , par la nation ,	<i>ibid.</i>
Première stipulation du clergé , sur l'aliénation de ses biens ,	301
Deuxième stipulation du clergé , sur la destination des sommes qui proviendront de la vente de ses biens ,	<i>ibid.</i>
Troisième stipulation du clergé , sur certaines destinations du produit de ses biens ,	<i>ibid.</i>
Quatrième stipulation du clergé , sur la dette du corps & sur ses impositions ,	302
Cinquième stipulation du clergé , sur la nécessité de conserver aux ecclésiastiques le même revenu pendant leur vie ,	303
Sixième stipulation du clergé , sur la manière dont sera payé , à chaque ecclésiastique , son revenu ,	<i>ibid.</i>
Septième stipulation du clergé , sur la nécessité de régler , en blé , la subsistance ou gros de chaque ecclésiastique ,	304

Néanmoins les revenus en argent du clergé ne seront pas évalués en blé ,	305
Huitieme stipulation du clergé , sur la nécessité d'imprimer , tous les ans , l'état des ecclesiastique & leur revenu ,	306
Neuvieme stipulation du clergé , sur la conservation des chapitres dans les églises métropolitaines & cathédrales ,	307
Dixieme stipulation du clergé , sur la nécessité d'aliéner aussi les dîmes inféodées , les droits féodaux , les biens des villes , communautés & corporations quelconques ,	<i>ibid.</i>
Onzieme stipulation du clergé , sur la nécessité de rejeter sur la nation toutes réparations & reconstructions d'édifices publics , religieux ou civils ,	308
Douzieme stipulation du clergé , sur la nécessité d'aliéner aussi tous les biens domaniaux ,	309
Treizieme stipulation du clergé , sur la nécessité de faire renoncer la noblesse à tout privilège pécuniaire & subside personnel ,	310
Quatorzieme stipulation du clergé , sur sa renonciation aux honorifiques féodaux , à condition qu'ils ne seront pas dûs aux seigneurs laïcs absens de leurs terres ,	311
Acceptation faite par la nation des quatorze stipulation ci-dessus ,	312

On ne pourra lever un subside d'un si grand
produit, que parce que la perception en
fera très-économique , 282

SECTION III.

*Maniere d'éteindre la dette du gouvernement de-
venue la dette nationale.*

Le comblement du déficit laissera subsister la
dette nationale , . *idem.*

Calcul de la masse de la dette publique en
intérêts , tant viagers que perpétuels , *idem.*

Le calcul de la masse de la dette publique en
capital , ne peut être fait avec précision , 284

Différence , en 1781 , du montant des inté-
rêts viagers à celui des intérêts perpé-
tuels , 285

Premier accroissement de la dette en inté-
rêts quelconques , survenu depuis 1781. *idem.*

Second accroissement de la dette publique
en intérêts perpétuels , 286

Vraie somme en total des intérêts quelcon-
ques , dûs par le gouvernement , 287

Recherches sur la vraie somme de la dette
publique en capital ; *ibid.*

Article additionnel de 14 millions 320 mille
livres , pour avoir une somme ronde du
capital de la dette publique , 288

Justification de l'article additionnel porté au n°. précédent,	<i>ibid.</i>
Vrai total de la dette publique en capital ,	289
Montant de la dette publique , 1°. en inté- rêts viagers , 2°. en intérêts perpétuels , 3°. en capital ,	<i>ibid.</i>
La dette publique ne doit être éteinte par aucun moyen inique ou violent ,	290
La voie des emprunts n'est propre qu'à aug- menter la dette publique ,	<i>ibid.</i>
La voie d'un surcroît d'impôts, pour étein- dre la dette publique, est une voie ini- que , impossible & mortelle pour le peu- ple ,	291
La banqueroute imaginée pour éteindre la dette publique, seroit une infamie en exé- cration à toute ame honnête ,	<i>ibid.</i>
Ce n'est que par un effort des trois ordres , généreusement combiné , que peut s'opé- rer , sans injustice & sans violence, la li- bération de l'état ,	292
Le clergé du royaume aura le principal mé- rite de cette libération ,	293
Les trois ordres concourront tous, d'une ma- niere ou d'autre , à cette libération ,	<i>ibid.</i>
Les trois ordres rempliront ainsi le devoir sacré du citoyen ,	296
Le seul intérêt personnel exigeroit des trois ordres les sacrifices dont on a parlé ,	<i>ibid.</i>

Intérêt particulier de la noblesse à changer la forme du revenu féodal ,	296
Intérêt particulier du clergé à délaisser à la nation ses dîmes & ses domaines, moyennant indemnité ,	298
Nombre d'abus cesseront par l'aliénation des biens ecclésiastiques ,	199
Projet de concordat entre la nation & le clergé du royaume ,	300
28 articles , dont 14 , stipulés par le clergé , & 14 , par la nation ,	<i>ibid.</i>
Première stipulation du clergé , sur l'aliénation de ses biens ,	301
Deuxième stipulation du clergé , sur la destination des sommes qui proviendront de la vente de ses biens ,	<i>ibid.</i>
Troisième stipulation du clergé , sur certaines destinations du produit de ses biens ,	<i>ibid.</i>
Quatrième stipulation du clergé , sur la dette du corps & sur ses impositions ,	302
Cinquième stipulation du clergé , sur la nécessité de conserver aux ecclésiastiques le même revenu pendant leur vie ,	303
Sixième stipulation du clergé , sur la manière dont sera payé , à chaque ecclésiastique , son revenu ,	<i>ibid.</i>
Septième stipulation du clergé , sur la nécessité de régler , en blé , la subsistance ou gros de chaque ecclésiastique ,	304

Néanmoins les revenus en argent du clergé ne seront pas évalués en blé ,	305
Huitieme stipulation du clergé , sur la nécessité d'imprimer , tous les ans , l'état des ecclesiastique & leur revenu ,	306
Neuvieme stipulation du clergé , sur la con- servation des chapitres dans les églises métropolitaines & cathédrales ,	307
Dixieme stipulation du clergé , sur la néces- sité d'aliéner aussi les dîmes inféodées , les droits féodaux , les biens des villes , communautés & corporations quelcon- ques ,	<i>ibid.</i>
Onzieme stipulation du clergé , sur la néces- sité de rejeter sur la nation toutes répara- tions & reconstructions d'édifices publics , religieux ou civils ,	308
Douzieme stipulation du clergé , sur la né- cessité d'aliéner aussi tous les biens domo- niaux ,	309
Treizieme stipulation du clergé , sur la né- cessité de faire renoncer la noblesse à tout privilège pécuniaire & subside personnel ,	310
Quatorzieme stipulation du clergé , sur sa re- nonciation aux honorifiques féodaux , à condition qu'ils ne seront pas dûs aux sei- gneurs laïcs absens de leurs terres ,	311
Acceptation faite par la nation des quatorze stipulation ci-dessus ,	312

Le déficit une fois comblé laisse subsister la nécessité d'éteindre la dette ,	349
Il n'y a que cinq moyens différens d'étein- dre la dette publique ,	350
Banqueroute, moyen infâme d'éteindre la dette publique ,	<i>ibid.</i>
Papier-monnoie , moyen funeste d'éteindre la dette publique ,	351
Impôts, moyen impossible d'éteindre la dette publique ,	<i>ibid.</i>
Emprunts viagers , moyen illicite d'éteindre la dette publique, d'ailleurs foible, même capable de l'augmenter ,	352
Emprunts à rente perpétuelle, impossibles , même à la nation , si elle ne peut offrir des gages de l'emprunt ,	354
Les extinctions successives des rentes viage- res sont le seul gage que la nation puisse maintenant donner aux prêteurs ,	355
Vices de ce gage & des petits emprunts an- nuels qu'il procureroit tous les ans ,	356
Ce gage seroit suffisant , s'il étoit aidé de la confiance publique qu'opereroit mon système ,	357
Caisse d'amortissement inconciliable avec l'emprunt & la gêne des finances ,	358
Un superflu de recette est le seul fonds qui convient à une caisse d'amortissement ,	360

- Avantages de cette destination des vicaires
& de la réduction de leur nombre , 318
- Sixieme stipulation de la nation , sur la nécessité de vendre sans délai tous les biens qui lui seront abandonnés, 319
- Septieme stipulation de la nation , 1°. sur la nécessité de supprimer sans délai les dîmes inféodées, *ibid.*
- 2°. Sur la conversion de ces dîmes en un capital dont la nation sera chargée envers les possesseurs , 320
- 3°. Sur pareille obligation qui sera contractée envers la nation par les communautés qui auront profité de la suppression de ces dîmes, *ibid.*
- 4°. Sur l'amortissement annuel qui sera fait par ces communautés d'un vingtieme de ce capital , *ibid.*
- 5°. Sur l'impôt que leveront ces communautés , pour le paiement des intérêts de ce capital & de l'amortissement annuel, 321
- 6°. Sur toutes les mêmes dispositions à l'égard des droits féodaux , *ibid.*
- Huitieme stipulation de la nation , sur la suppression de tous droits de patronage , 322
- Neuvieme stipulation de la nation , sur l'augmentation du nombre des évêchés , analogue à une nouvelle division de la France , *ibid.*

Dixieme stipulation de la nation , sur la maniere de régler le gros de tous les ecclésiastiques du royaume ,	323
Onzieme stipulation de la nation , sur les détails de la stipulation précédente ,	324
Douzieme stipulation de la nation , sur la jurisdiction ecclésiastique ,	326
Treizieme stipulation de la nation , sur la suppression , pour l'avenir , du vœu de célibat dans l'église & dans les cloîtres ,	327
Le vœu de persévérance dans l'état religieux fera pareillement supprimé ,	328
Le vœu de pauvreté sera borné au tems où le religieux restera dans le cloître ,	329
Quatorzieme stipulation de la nation , sur la liberté qu'elle aura de vendre à des étrangers les domaines qui lui auront été abandonnés ,	<i>ibid.</i>
Echanges qui pourront être faits de ces domaines , pour la convenance des possesseurs voisins ,	330

SECTION IV.

Avantage du système des finances proposé dans les sections précédentes , même sa nécessité absolue.

Nécessité d'éteindre la dette publique en même tems qu'on comblera le déficit , 331

	Page
Maniere dont l'incrédule sera réfuté dans la partie dogmatique du code pastoral ,	387
L'esprit de persécution sera proscrit par la partie dogmatique du code pastoral ,	388
Les droits respectifs du peuple & du roi se- ront assurés par la partie dogmatique du code pastoral ,	389
Principe fondamental sur la source de l'auto- rité royale ,	390
Maximes qui n'ont rien de contraire à ce principe fondamental ,	391
Responsabilité des ministres ,	394
Le pacte social , quoique non écrit , n'est pas moins certain ,	396
Rigorisme théologique sur l'intérêt d'une somme prêtée à terme ,	397
Tolérance ou silence déplacé de la théologie , sur le vice des loteries ,	398
Ce que fera la partie morale du code pastoral ,	400
Eloge des philosophes moraux ,	401
Devoirs que prescrira aux prêtres la partie morale du code pastoral ,	403
Ce que fera la partie législative du code pas- toral ,	405
Le nouveau régime du clergé rendra inutiles les innombrables volumes de jurisprudence canonique ,	406
Ce que fera la partie-pratique du code pas- toral ,	407

Le déficit une fois comblé laisse subsister la nécessité d'éteindre la dette ,	349
Il n'y a que cinq moyens différens d'éteindre la dette publique ,	350
Banqueroute, moyen infâme d'éteindre la dette publique ,	<i>ibid.</i>
Papier-monnoie , moyen funeste d'éteindre la dette publique ,	351
Impôts, moyen impossible d'éteindre la dette publique ,	<i>ibid.</i>
Emprunts viagers , moyen illicite d'éteindre la dette publique, d'ailleurs foible, même capable de l'augmenter ,	352
Emprunts à rente perpétuelle, impossibles, même à la nation, si elle ne peut offrir des gages de l'emprunt ,	354
Les extinctions successives des rentes viagères sont le seul gage que la nation puisse maintenant donner aux prêteurs ,	355
Vices de ce gage & des petits emprunts annuels qu'il procureroit tous les ans ,	356
Ce gage seroit suffisant, s'il étoit aidé de la confiance publique qu'opereroit mon système ,	357
Caisse d'amortissement inconciliable avec l'emprunt & la gêne des finances ,	358
Un superflu de recette est le seul fonds qui convient à une caisse d'amortissement ,	360

	Page
Comment les fideles obtiendront-ils des prieres particulieres ?	417.
Maniere de composer , de sanctionner & d'étudier sans cesse le code pastoral ,	418
La maniere d'enseigner les cinq parties du code pastoral dans tous les séminaires du royaume ,	<i>ibid.</i>
L'enseignement des séminaires sera public & soumis à la police comme à l'évêque ,	419
Nécessité de régler avec sagesse le nombre des élèves , & le nombre des maîtres ,	<i>ibid.</i>
Nombre des maîtres , & maniere dont les cinq parties du code pastoral seront enseignées ,	<i>ibid.</i>
Occupations des élèves outre l'étude du code pastoral ,	420
Choix, fonctions & gros des cinq maîtres dans chaque séminaire ,	<i>ibid.</i>
Maniere , à-peu-près , de régler le nombre des élèves dans chaque séminaire ,	421
Obligation contractée par chaque élève , en recevant au séminaire une éducation & un entretien gratuits ,	422
On ne pourra être curé sans avoir été vicaire pendant cinq ans ,	<i>ibid.</i>
Maniere dont on procédera à la nomination des cures vacantes ,	<i>ibid.</i>

Résignations abolies. Maniere de procéder à des permutations ,	423
Asyle des curés vieux & infirmes ,	<i>ibid.</i>
Vacances des chanoines ,	424
Composition du bas chœur des chapitres ,	<i>ibid.</i>
Maniere de procéder à l'élection des évêques ,	425
L'élection des évêques justifiée par nos li- bertés ,	426
Age nécessaire pour être élu évêque ,	<i>ibid.</i>
Dignités affectées aux grands vicaires ,	427
Nombre fixe des grands vicaires que pourra choisir chaque évêque ,	<i>ibid.</i>
Toutes les élections tomberont alternative- ment sur la noblesse & sur les communes ,	<i>ibid.</i>
Inamovibilité de toute place élective dans l'é- glise , hors dans les cas prévus par la loi ,	428
La multiplicité des sermens est un grand abus à réformer ,	<i>ibid.</i>
Unique serment qui sera ordonné par une loi nationale ,	431
Objection relative aux sermens , & la ré- ponse ,	432
Bornes des deux puissances ,	<i>ibid.</i>
Projet de réforme à faire sur les cimetières ,	433
Nécessité de publier ce projet , quoique le tems de son exécution paroisse éloigné ,	434
Les cimetières présentent une image horrible pour nos mœurs ,	435

Maniere dont l'incrédule sera réfuté dans la partie dogmatique du code pastoral ,	387
L'esprit de persécution sera pros crit par la partie dogmatique du code pastoral ,	388
Les droits respectifs du peuple & du roi se- ront assurés par la partie dogmatique du code pastoral ,	389
Principe fondamental sur la source de l'auto- rité royale ,	390
Maximes qui n'ont rien de contraire à ce principe fondamental ,	391
Responsabilité des ministres ,	394
Le pacte social , quoique non écrit , n'est pas moins certain ,	396
Rigorisme théologique sur l'intérêt d'une somme prêtée à terme ,	397
Tolérance ou silence déplacé de la théologie , sur le vice des loteries ,	398
Ce que fera la partie morale du code pastoral ,	400
Eloge des philosophes moraux ,	401
Devoirs que prescrira aux prêtres la partie morale du code pastoral ,	403
Ce que fera la partie législative du code pas- toral ,	405
Le nouveau régime du clergé rendra inutiles les innombrables volumes de jurisprudence canonique ,	406
Ce que fera la partie-pratique du code pas- toral ,	407

Ce seroit un crime civil autant que religieux de troubler le culte public ,	408
Maximes de tolérance à l'égard des religions autres que la dominante , & de leurs cultes secrets ,	<i>ibid.</i>
Il convient de rendre le culte public par-tout uniforme ,	40
Il convient encore que le culte public ne fasse aucune distinction des personnes ,	412
Mausolées sont déplacés dans les temples ,	413
Déformais toutes les fonctions des prêtres seront gratuites ,	<i>ibid.</i>
Indécence des prédicateurs mercenaires étrangers aux églises où ils vont prêcher ,	414
Devoirs des chanoines & des évêques , relativement à la prédication ,	415
Il conviendrait de diminuer le nombre des sermons , & d'y substituer souvent des lectures pieuses ,	416
Quels seront les prédicateurs à la chapelle du roi ,	<i>ibid.</i>
Cas extraordinaire où un pasteur pourroit prêcher dans une église autre que la sienne ,	<i>ibid.</i>
Suppression de tous droits pécuniaires de la cour de Rome , du droit de déport des évêques & des droits de secrétariat ,	<i>ibid.</i>
Toutes les dispenses seront gratuitement accordées par les évêques ,	417

	Pages
Neuvieme, dixieme, onzieme & douzieme espees de leçons d'éducation générale ,	473
Education particuliere. Ce que c'est ,	<i>ibid.</i>
Sept écoles d'éducation particuliere ,	474
Premiere école d'éducation particuliere ,	<i>ibid.</i>
Seconde école d'éducation particuliere ,	<i>ibid.</i>
Troisieme école d'éducation particuliere ,	475
Quatrieme école d'éducation particuliere ,	<i>ibid.</i>
Cinquieme école d'éducation particuliere ,	476
Sixieme école d'éducation particuliere ,	<i>ibid.</i>
Par quelles écoles on doit avoir passé pour entrer dans celle de médecine ,	477
Maniere de faire deux cours à la fois ,	<i>ibid.</i>
Septieme école d'éducation particuliere ,	478
Education des arts libéraux. Ce que c'est ,	<i>ibid.</i>
Education populaire. Ce que c'est ,	479
Tribut qui sera payé aux maîtres & maîtresses d'école ,	<i>ibid.</i>
Supplément de tribut dans l'éducation générale & particuliere , pour des livres, instrumens & machines ,	<i>ibid.</i>
Education corporelle. Ce que c'est ,	480
Deux congrégations rivales seront chargées de l'éducation générale ,	481
Régime de ces deux congrégations ,	<i>ibid.</i>
A qui les collèges seront subordonnés ,	484
Dotation des collèges ,	<i>ibid.</i>
Trésorier comptable des revenus du collège ,	485

Les anciens révenus de chaque collège lui	
seront compris ,	485
Eleves gratuits ,	486
Fonctions du principal , sous - principal &	
préfer ,	<i>ibid.</i>
Fonctions des répétiteurs ,	<i>ibid.</i>
Taxe des répétiteurs ,	487
Maisons d'institution de chacune des deux	
congrégations enseignantes ,	<i>ibid.</i>
Durée de l'institution , & maniere de former	
les novices à l'enseignement ,	<i>ibid.</i>
Attention de ne vouër chaque professeur	
qu'au genre d'enseignement auquel il est	
le plus propre ,	488
Faveur accordée aux répétiteurs qui vou-	
dront entrer dans la congrégation ensei-	
gnante ,	489
Cauton que donnera chaque novice ,	<i>ibid.</i>
Traitement des professeurs dans l'éducation	
particuliere ,	<i>ibid.</i>
Traitement des professeurs émérites ,	490
Traitement des maîtres dans l'éducation des	
arts libéraux ,	<i>ibid.</i>
Quels seront les éducateurs des maîtres d'é-	
cole ,	<i>ibid.</i>
Quelles seront les éducatrices des maîtresses	
d'école ,	492
Education des demoiselles ,	<i>ibid.</i>

	Pages
Moyens de remédier à l'horreur des cimé- tieres ,	438
Réponse à quelques objections ,	439
Les cimetieres subsisteront pour quiconque voudra y être inhumé ,	440

C H A P I T R E X.

<i>Education publique ,</i>	442
Nécessité de l'uniformité dans l'éducation pu- blique ,	<i>ibid.</i>
Les mêmes livres seront la base de l'ensei- gnement en tous lieux ,	443
La nation fera composer sur chaque objet de l'enseignement , un ample traité & un traité élémentaire ,	444
Les élèves seront tenus d'acheter ces deux ouvrages ,	445
Par qui la nation fera composer ces ouvrages ,	446
Récompense des auteurs qui auront composé ces ouvrages ,	447
Maniere de perfectionner ces ouvrages à cha- que nouvelle édition ,	448
Six especes d'éducation nationale ,	<i>ibid.</i>
Education domestique. Ce que c'est.	449
Neuf especes de leçons comprises dans l'édu- cation domestique ,	<i>ibid.</i>
Premiere espece de leçons domestiques ,	450

Supplément important de cet Écrit.

La précipitation avec laquelle cet écrit a été composé & imprimé, a occasionné dans quelques *numéro* certaines omissions notables ; on va réparer ici les principales.

On a omis de dire , au numéro 249 , qu'en matière criminelle les juges du droit & du fait seront toujours différens ; que les premiers seront, en France , comme en Angleterre , *les jurés* : mais qu'on adoptera cette sage institution à la nouvelle législation du royaume , autant qu'il se pourra , sans compromettre la sûreté personnelle & la liberté publique.

Supplément
du numéro
249 concer-
nant le juge-
ment par ju-
rés.

On a omis de dire au n°. 448 que pour imposer l'argent du jeu , on conservera ; même qu'on augmentera l'impôt sur les cartes , & qu'on l'étendra sur les dés.

Supplément
du numéro
448 concer-
nant l'impôt
sur l'argent.

On a omis de dire au n°. 443 que , pour achever l'impôt sur les communications , on exigera de tout particulier , ayant pour son usage voiture ou chevaux , autres que des chevaux de labour ; comme aussi des loueurs de carrosses ou de chevaux , la valeur d'un demi-setier de blé par chaque cheval de trait ou de selle ; d'un setier de blé par chaque cocher , d'un demi-setier de blé par chaque voiture à deux roues , & d'un setier de blé par chaque voiture à quatre roues ; soit que

Supplément
du numéro
453 concer-
nant l'impôt
sur les com-
munications.

	Pages
Neuvieme , dixieme , onzieme & douzieme	
- especes de leçons d'éducation générale ,	473
Education particuliere. Ce que c'est ,	<i>ibid.</i>
Sept écoles d'éducation particuliere ,	474
Premiere école d'éducation particuliere ,	<i>ibid.</i>
Seconde école d'éducation particuliere ,	<i>ibid.</i>
Troisieme école d'éducation particuliere ,	475
Quatrieme école d'éducation particuliere ,	<i>ibid.</i>
Cinquieme école d'éducation particuliere ,	476
Sixieme école d'éducation particuliere ,	<i>ibid.</i>
Par quelles écoles on doit avoir passé pour entrer dans celle de médecine ,	477
Maniere de faire deux cours à la fois ,	<i>ibid.</i>
Septieme école d'éducation particuliere ,	478
Education des arts libéraux. Ce que c'est ,	<i>ibid.</i>
Education populaire. Ce que c'est ,	479
Tribut qui sera payé aux maîtres & maîtres- ses d'école ,	<i>ibid.</i>
Supplément de tribut dans l'éducation géné- rale & particuliere , pour des livres , inf- trumens & machines ,	<i>ibid.</i>
Education corporelle. Ce que c'est ,	480
Deux congrégations rivales seront chargées de l'éducation générale ,	482
Régime de ces deux congrégations ,	<i>ibid.</i>
A qui les collèges seront subordonnés ,	484
Dotation des collèges ,	<i>ibid.</i>
Trésorier comptable des revenus du collège ,	485

	lvij
	Pages
Les anciens revenus de chaque collège lui	
seront comptés ,	485
Eleves gratuits ,	486
Fonctions du principal , sous - principal &	
préfet ,	<i>ibid.</i>
Fonctions des répétiteurs ,	<i>ibid.</i>
Taxe des répétiteurs ,	487
Maisons d'institution de chacune des deux	
congrégations enseignantes ,	<i>ibid.</i>
Durée de l'institution , & maniere de former	
les novices à l'enseignement ,	<i>ibid.</i>
Attention de ne vouer chaque professeur	
qu'au genre d'enseignement auquel il est	
le plus propre ,	488
Faveur accordée aux répétiteurs qui vou-	
dront entrer dans la congrégation ensei-	
gnante ,	489
Cautiion que donnera chaque novice ,	<i>ibid.</i>
Traitement des professeurs dans l'éducation	
particulière ,	<i>ibid.</i>
Traitement des professeurs émérites ,	490
Traitement des maîtres dans l'éducation des	
arts libéraux ,	<i>ibid.</i>
Quels seront les éducateurs des maîtres d'é-	
cole ,	<i>ibid.</i>
Quelles seront les éducatrices des maîtresses	
d'école ,	492
Education des demoiselles ,	<i>ibid.</i>

	Pages
Nulle, clôture dans les couvens de filles,	492
Dotation des couvens de filles,	493
Titre & habit que prendront les maîtresses d'école,	<i>ibid.</i>
Comment seront élus les maîtres & maî- tresses d'école,	<i>ibid.</i>
Reproche qui sera fait à cet écrit,	<i>ibid.</i>
Injustice de ce reproche,	<i>ibid.</i>
Fausſes idées de la régénération,	496

Fin des Sommaires.

Supplément important de cet Écrit.

La précipitation avec laquelle cet écrit a été composé & imprimé, a occasionné dans quelques *numéro* certaines omissions notables ; on va réparer ici les principales.

On a omis de dire , au numéro 249 , qu'en matière criminelle les juges du droit & du fait seront toujours différens ; que les premiers seront, en France , comme en Angleterre , *les jurés* : mais qu'on adoptera cette sage institution à la nouvelle législation du royaume , autant qu'il se pourra , sans compromettre la sûreté personnelle & la liberté publique.

On a omis de dire au n°. 448 que pour imposer l'argent du jeu , on conservera , même qu'on augmentera l'impôt sur les cartes , & qu'on l'étendra sur les dés.

On a omis de dire au n°. 443 que , pour achever l'impôt sur les communications , on exigera de tout particulier , ayant pour son usage voiture ou chevaux , autres que des chevaux de labour ; comme aussi des loueurs de carrosses ou de chevaux , la valeur d'un demi-setier de blé par chaque cheval de trait ou de selle ; d'un setier de blé par chaque cocher , d'un demi-setier de blé par chaque voiture à deux roues , & d'un setier de blé par chaque voiture à quatre roues ; soit que

Supplément
du numéro
249 concer-
nant le juge-
ment par ju-
rés.

Supplément
du numéro
448 concer-
nant l'impôt
sur l'argent.

Supplément
du numéro
453 concer-
nant l'impôt
sur les com-
munications.

ces voitures soient destinées au public, ou appartenantes à des particuliers.

Supplément
du numéro
546 concer-
nant la ga-
belle & les
aides.

On a omis de dire, au numéro 546, qu'en substituant successivement les nouveaux subsides aux anciens, l'impôt sur le tabac sera le dernier supprimé; qu'en attendant il sera perçu également dans toutes les provinces; sauf une indemnité en faveur des provinces exemptes, telle qu'elle sera réglée par les états généraux: & qu'il sera recommandé au contrôleur-général des finances, d'adoucir, dès à présent, en certains lieux, les droits d'aides, en attendant que le moment soit venu de les supprimer entièrement.

Supplément
du numéro
509 concer-
nant les por-
tions con-
grues.

On a omis de dire au numéro 509 que provisoirement, & en attendant l'heureuse révolution qui doit remettre les biens ecclésiastiques dans les mains de la nation, les curés à portion congrue auront pour gros la valeur de quarante setiers de blé froment mesure de Paris, évalués pour le présent à la somme de 1200 livres, payable par les décimateurs, si mieux ils n'aiment faire un abandon absolu de toutes les dîmes de la paroisse.

Supplément
des numéros
484, 504 &
511 concer-
nant l'ordre
de Malthe.

On a omis enfin de comprendre nommément l'ordre de Malte, dans les dispositions des numéros 484, 504 & 511.



L' E S P R I T DES CAHIERS,

O U

P R O J E T C O M P L E T

DE LA RÉGÉNÉRATIGN DU ROYAUME
DE FRANCE.

QUE Louis XVI soit le plus heureux des rois , Double vœu de la nation. Objet de cet écrit.
comme il est de tous les rois le plus jaloux du
bonheur de son peuple.

Que la France soit de tous les empires le mieux
gouverné , comme elle est de tous les empires ce-
lui qui aime le plus ses rois ,

C'est pour effectuer ce double vœu de la na-
tion que j'ai fondu , dans ce court écrit des ca-
hiers & des brochures sans nombre, dans dix cha-
pitres dont voici l'objet :

I. *Le gros de la constitution de l'Etat.*

II. *Détails importants de cette constitution,*

Division de
cet écrit en
dix chapitres

A *

- III. *Législation.*
- IV. *Gouvernement féodal.*
- V. *Administration de la justice.*
- VI. *Police intérieure.*
- VII. *Nouveau genre de subside & nouvelle administration de finances.*
- IX. *Religion.*
- X. *Education publique.*



CHAPITRE PREMIER.

Constitution de l'État.

1.

LA France sera déclarée une monarchie tempérée, & gouvernée par des loix.

Nature de
notre gouver-
nement.

La nation sera représentée par des états-généraux périodiques, ayant à leur tête le roi de France.

Représen-
tans de la na-
tion, des pro-
vinces, & des
communau-
tés.

2.

Chacune des trente-deux provinces du royaume sera représentée par des états particuliers, qui porteront le nom d'états provinciaux, & qui s'assembleront tous les ans.

3.

La ville de Paris sera réputée une troisième province, & aura ses états particuliers.

4.

Chaque ville, bourg & village sera représenté par un corps municipal, qui s'assemblera toutes les semaines.

5.

Les états-généraux & provinciaux dans l'in-

(4)

intervalle d'une assemblée à l'autre , seront représentés chacun par une commission intermédiaire.

6.

Les corps municipaux seront représentés journellement par les officiers de police.

7.

Période fixe
des états-généraux.

L'immensité du travail urgent que demande l'entière régénération de la France , nécessite dans le commencement des assemblées générales très-rapprochées , en conséquence , la nation aux états-généraux prochains s'ajournera pour la seconde , troisième & quatrième assemblée , au premier janvier des années 1792 , 1796 & 1800.

8.

Les états-généraux qui suivront ceux de l'an 1800 auront entr'eux un intervalle de cinq années.

9.

La constitution réglera une fois pour toutes l'espece & le nombre des électeurs & des personnes éligibles , la forme des délibérations , le lieu des assemblées préliminaires , & de l'assemblée générale , l'année , le jour & le lieu de chacune de ces assemblées ; & à ce moyen les états-généraux s'assembleront , sans qu'il soit besoin de convocation de la part du roi , ni d'assignation donnée aux particuliers , pour se rendre

(5)

aux assemblées préliminaires. Leur durée ne fera point limitée ; c'est à eux seuls qu'il sera permis de dissoudre l'assemblée , & aucune puissance ne pourra en interrompre le cours en aucun cas.

10.

La nation se réservera de s'assembler extraordinairement , à la requiſition du roi ou de la commission intermédiaire des états - généraux , dans le cas d'un danger imminent de la chose publique , ou d'une atteinte grave portée à la constitution , & qui demanderoit un prompt remède ; ou dans le cas du décès du monarque , afin de pourvoir à la régence du royaume.

Etats-généraux extraordinaires.

11.

La commission intermédiaire fera cette convocation extraordinaire , en adressant tout simplement des lettres de convocation pour tel jour aux présidens de tous les états provinciaux , qui en enverront sans délai des copies imprimées à toutes les communautés de la province.

12.

La nation assemblée commencera par établir deux lois générales comme devant former les deux bases immuables de la constitution française.

Deux bases de la constitution essentiellement inséparables.

A 3

13.

La première imposera à la nation l'obligation sacrée d'être fidèle à son roi , & de laisser la couronne passer tranquillement sur la tête de ses descendans mâles , à l'exclusion des filles. Mais il sera déclaré en même tems que dans le cas où la maison régnante & domiciliée dans le royaume , viendrait à s'éteindre , la nation seule pourra se donner , par l'élection libre des états-généraux , un roi qui néanmoins ne pourra être choisi que parmi les françois régnicoles.

14.

La seconde imposera au roi de France l'obligation également sacrée de défendre l'état au-dehors , de maintenir le bon ordre au-dedans , en faisant respecter la loi ; de la respecter lui-même , autant que le moindre de ses sujets , & par conséquent de n'attenter jamais à la mesure de propriété , d'autorité , de liberté individuelle , qui sera assurée à chaque citoyen par la constitution françoise.

15.

Ces deux grandes loix fondamentales seront déclarées inséparables , & si essentiellement liées ensemble que l'une ne pourroit pas subsister sans l'autre.

La liberté d'une nation ne pouvant subsister que par la division constante & par l'équilibre des pouvoirs, voici comme ils seront distribués en France. Ils seront d'abord divisés en deux classes, savoir, la puissance législative, & la puissance exécutive.

Distribution
des pouvoirs
législatif &
exécutif.

La puissance législative appartiendra toute entière à la nation; & ne sera exercée que par ses représentans aux états-généraux.

La nation
seul législa-
teur.

La puissance exécutive sera partagée en plusieurs branches; & chaque branche sera confiée à des mains différentes.

Par puissance exécutive on entend tout grand corps de l'état, qui par une influence quelconque peut concourir au maintien de la constitution; & qui par conséquent recevra de la nation l'ordre d'employer à cette importante fonction, chacun à sa manière, ses forces physiques ou morales.

Division en
six branches
de la puissance
exécutive.

Cette définition annonce déjà que les différentes branches de la puissance exécutive seront la puissance royale, la puissance commune au roi & à la nation, la puissance enseignante, la

puissance administrative, la puissance judiciaire,
& la puissance féodale.

20.

Le roi étant le chef de toutes les branches
de la puissance exécutive, ces diverses puissances,
& notamment la judiciaire, doivent agir en son
nom seul, quoiqu'il ne puisse en aucun cas les
exercer par lui-même ; & comme chef de la
puissance législative, il doit sans doute concou-
rir à la législation, à la constitution même par
son suffrage, mais sans pouvoir empêcher au-
cune loi par un *veto* ; ce qui seroit le droit de
rendre illusoire la puissance législative, ou de
lui nuire essentiellement ; car ce seroit nuire
également à l'état que de faire une mauvaise
loi, ou d'en empêcher une bonne.

21.

Le *veto* royal pourra pourtant avoir lieu dans
les cas où la puissance législative entreprendroit
de restreindre la puissance royale, déjà réglée
par la constitution ; & ce privilège infiniment
juste doit convaincre la nation de la nécessité où
elle se trouve de circonscrire la puissance royale
d'une manière si tranchante & si peu susceptible
d'extension arbitraire, que le monarque ne puisse
jamais avoir une occasion équivoque d'augmen-
ter par un *veto* l'autorité souveraine, sous pré-
texte de maintenir sa puissance constitutionnelle.

La puissance royale comprendra les affaires étrangères , le commandement des troupes de terre & de mer , & la main forte pour l'exécution des jugemens. Puissance royale. Ce que c'est

Néanmoins la puissance militaire dévolue au roi sera subordonnée à la loi en deux manieres, 1^{re}. en ce qu'elle ne pourra jamais servir à contrarier ni à outre-passer la loi ; 2^o. en ce qu'elle ne pourra passer les bornes qui lui auront été prescrites par la puissance législative.

Les bornes que la puissance législative prescrira au commandement des troupes feront qu'elles ne pourront être employées contre des citoyens qu'à la requisition de la puissance législative de l'administrative ou de la judiciaire , au cas qu'il leur faille un secours extraordinaire , pour le libre exercice de leur pouvoir particulier.

Pour s'assurer que la puissance royale ne sortira jamais de ces bornes , ou qu'en vain on tenteroit de les lui faire franchir ; tout militaire prêtera serment de fidélité au roi & à la patrie , & jurera de ne jamais servir aucun des deux contre l'autre.

*Puissance
commune au
roi & à la na-
tion.*

La puissance commune au roi & à la nation sera le droit de déclarer la guerre aux puissances étrangères, de conclure avec elles des traités de commerce, de régir les finances de l'état, & de surveiller toutes les branches de la puissance exécutive, pour rappeler à son devoir celle qui l'auroit négligé, ou pour ramener dans les bornes de son pouvoir celle qui s'en seroit écartée, en empiétant sur les autres branches, de la puissance exécutive, ou sur la puissance législative dévolue à la nation seule.

*Vœu de la
nation relati-
vement aux
ministres.*

Il sera créé par le roi, pour être son conseil dans chaque département, un comité de dix personnes du choix de sa majesté, non compris le ministre du département, qui après le roi sera le chef du comité.

Comme le ministre & le comité de chaque département seront comptables à la nation des atteintes qu'ils pourroient donner à la constitution françoise, & qu'il est juste que la nation puisse distinguer ceux qui auront concouru par leurs suffrages à ces fortes d'attentats, de ceux qui auront été d'avis contraire, la nation se réservera d'interpeller par elle-même dans les états.

généraux, ou hors le tems des états-généraux, par ses censeurs, tous les membres des comités sur l'avis qu'ils auront donné en faveur ou au préjudice de la constitution, pour, d'après leur déclaration qui fera foi, être pris par les états-généraux telle résolution qu'il appartiendra.

29.

Est-il à propos que la France soit gouvernée par un premier ministre ? La question aujourd'hui est problématique : d'une part il semble qu'une telle autorité n'a pas plus d'inconvéniens, réunie sur la tête d'un seul homme que réunie sur la tête du roi ; d'autre part, cette masse de pouvoir dans une seule main a, pour la personne du monarque comme pour l'état, des dangers manifestes ; mais ces dangers cesseront quand la constitution aura acquis toute sa force, qu'elle assujettira également le souverain & la nation, & que celle-ci sera constamment représentée.

30.

La puissance enseignante appartiendra au clergé, à tous les corps enseignans, à toutes les académies, & à tous les auteurs qui auront éclairé la nation dans un genre utile. Cette branche sera par excellence puissance exécutive, en faisant aimer Dieu, le roi, la loi, la patrie, & les hommes en général. Qui pourroit douter que

la classe de la nation qui instruit ou éclaire tout le reste des classes, est toujours celle qui, avec le tems, forme l'opinion publique ? Or, n'est-ce pas l'opinion qui commande à la législation par les lumières, qui contient le despotisme en le rendant odieux, qui maintient les mœurs civiles & politiques par la censure, qui, en dirigeant la culture & les arts, enrichit l'état, qui défend ou recouvre la liberté générale par une suite constante de réclamations hardies & propres à relever le courage d'un peuple asservi ? En un mot, ce sont les livres qui, depuis la renaissance des lettres, gouvernent l'Europe, par l'empire de l'opinion publique. C'est donc la classe enseignante qui de toutes les branches de la puissance exécutive est la plus nécessaire, & celle dont une nation doit le plus attendre de moyens de se régénérer & de maintenir sa constitution nouvelle.

31.

Puissance
administrative. Ce que
c'est.

La puissance administrative appartiendra aux états provinciaux. Elle comprendra l'exécution des loix d'administration générale émanées des états-généraux, & l'exécution des loix d'administration particulière à chaque province, qui auront été décidées par les localités.

32.

Puissance
judiciaire. Ce
que c'est.

La puissance judiciaire sera attribuée, en ma-

tiere contentieuse , aux cours de justice de premiere instance & d'appel ; en matiere de police , aux officiers municipaux ; en matiere de commerce , aux juges & consuls ; sauf l'appel aux cours souveraines des jugemens de police & de la juridiction consulaire.

33.

Les magistrats des cours de justice subalternes ou souveraines ne seront amovibles que par jugement de leurs pairs ; tant il est nécessaire pour avoir des juges d'une intégrité & d'une fermeté à toute épreuve , qu'ils soient sûrs de leur état , malgré le ressentiment des hommes puissans , qu'ils auront condamnés , & malgré la réaction de l'autorité subalterne dont ils auront réprimé les abus

34.

Le chancelier étant essentiellement le ministre de la puissance législative , & l'œil par lequel elle surveillera toutes les branches de la puissance exécutive , sera le ministre , non du roi , mais de la nation ; & ne pourra être choisi que par délibération des états-généraux.

Le chancelier ministre de la nation.

35.

La puissance féodale sera celle du corps de la noblesse. Pour comprendre en quoi ce corps peut être regardé comme une des branches de

Puissance féodale. Ce que c'est.

la puissance exécutive , il faut distinguer ses rapports avec le souverain , de ses rapports avec le peuple. Sous ' ce dernier rapport , la puissance féodale ne peut être regardée que comme une puissance usurpée , & attentatoire à la liberté légitime des citoyens , de sa nature imprescriptible , ainsi qu'aux propriétés du peuple : mais la puissance féodale , considérée sous ses rapports avec le souverain , peut être regardée , comme une des branches de la puissance exécutive , même comme une branche essentielle , en ce que la noblesse , digne tout-à-la fois des respects du reste de la nation , & des égards du souverain , est autorisée par ses services rendus au roi & à la patrie , à repousser l'oppression ; & qu'en opposant une généreuse & mâle résistance à l'établissement ou aux progrès du despotisme , elle peut concourir puissamment , dans des tems critiques , à sauver la constitution.

36.

Ne sera plus
créé aucun
noble héréditaire.

Pour augmenter la splendeur de l'ordre de la noblesse il sera fait une loi fondamentale , par laquelle sera supprimé à jamais tout moyen d'acquérir la noblesse héréditaire , en conservant néanmoins celle qui existe aujourd'hui.

37 -

Création de
la noblesse
personnelle.

Pour augmenter encore davantage la considération & l'influence du corps de la noblesse ,

on y joindra , sous le titre de *Noblesse personnelle* ; les personnages de la nation qui se rendront dans la suite , ou qui se seront déjà rendus recommandables , par l'éclat d'un mérite personnel , dans un genre remarquable.

38.

La noblesse personnelle sera décernée par la nation seule , & par délibération des états généraux , pour prix d'un degré éminent de talent , de science , de valeur , d'honneur & de vertu civique , ou pour prix d'une grande & utile découverte ; ou bien encore pour prix d'une action héroïque , ou d'un service important rendu à l'état. Ces délibérations seront succinctement causées , ainsi que les brevets accordés en conséquence.

39.

Pour mieux distinguer la noblesse de la roture , la noblesse personnelle de la noblesse héréditaire , & dans cette dernière , l'ancienne noblesse de la récente , on distinguera par trois croix différentes , à différens rubans , ou par trois autres signes d'honneur attachés au vêtement , la noblesse plus ancienne que de l'an 1400 , de la noblesse qui s'est formée depuis cette époque , ou dont les preuves ne remontent pas plus haut ; & les anoblis depuis trente ans.

Création de
l'ordre civi-
que en trois
degrés distin-
gués par trois
marques
d'honneur
différentes.

Il n'y aura plus que deux ordres ; celui de saint-Louis & l'ordre civique. Le premier sera toujours militaire ; le second sera civil. Les membres du premier seront nommés par le roi ; les membres du second seront nommés par la nation assemblée. Ceux-ci porteront une médaille qui portera sur une face, la France avec l'exergue la France régénérée, & sur l'autre face, Louis XVI avec l'exergue, *Louis XVI, régénérateur.*

L'ordre civique aura trois degrés bien marqués ; savoir ; le premier par la médaille ci-dessus en argent , le second, par la médaille ci-dessus en or ; le troisième par la médaille en or , entourée d'une couronne civique aussi en or. C'est selon le degré de mérite que seront décernées l'une ou l'autre des trois médailles.

La noblesse personnelle ne sera pas attachée à la médaille en argent. Elle sera toujours attachée à la médaille en or ; & réciproquement cette médaille en or sera toujours le signe de la noblesse personnelle.

Severe re-
cherche des
faux nobles.

Il sera fait par une loi émanée des états-généraux , pour épurer le corps de la noblesse, une recherche

recherche sévère des faux nobles : & pour cette recherche, la nation assemblée nommera dix censeurs particuliers qui seront comptables envers elle de l'exactitude & de l'impartialité de leurs opérations.

44.

Chaque province, après cet épurement fait, aura dans le greffe de ses états particuliers, un registre contenant les noms des familles de la noblesse héréditaire, ancienne & moderne, originaire de la province, avec leur tableau généalogique. Création
d'un registre
public des gé-
néalogies.

45.

Les familles nobles feront ajouter dans ce registre à leur tableau généalogique chaque génération nouvelle, & l'extinction successive des branches d'une famille, ou de la famille entière, sera consignée dans ces registres, à mesure qu'elle aura lieu, à la requisiion de tout noble quelconque.

46.

Les généalogies, avant d'être inscrites sur les registres de la nation, seront imprimées en projet; pour être contredites par tout membre de la noblesse, si bon lui semble, dans l'intervalle de cinq ans; après lequel les généalogies non attaquées seront à l'abri de la censure.

Création
d'un registre
public des no-
bles person-
nels.

Un second registre contiendra les noms, l'état des personnes auxquelles aura été décernée la noblesse personnelle, & les motifs de cette faveur accordée par la nation, tels qu'ils auront été exprimés dans les brevets.

Un double de tous ces registres provinciaux sera déposé au greffe des états-généraux.

Fonctions
de la com-
mission inter-
médiaire des
états - géné-
raux.

La commission intermédiaire des états-généraux portera le nom de *conseil national* ; ses fonctions seront mi-parties de la puissance administrative & de la puissance judiciaire, en ce quelle sera chargée :

1°. De surveiller l'administration de chacun des états provinciaux, qui seront tenus de correspondre avec elle, & de lui communiquer tous les résultats de leur administration particulière.

2°. De décider provisoirement & jusqu'à l'assemblée générale prochaine, les contestations qui pourroient survenir aux états provinciaux, concernant l'administration, & qui auroient donné lieu à l'appel fait à la nation, ou par une classe entière, ou par un ordre entier, ou par vingt personnes de différentes classes, & tous membres des états.

3°. De juger & de punir , conformément à un code pénal , particulier , toute atteinte portée à la constitution par des corps ou par des particuliers , même par les ministres de sa Majesté.

4°. De casser tous arrêts des cours souveraines , lesquels , par quelque disposition , seront contraires en quelque chose à la constitution de l'état , ou à la législation administrative ; mais non les arrêts auxquels on ne pourroit reprocher que des erreurs dans la justice distributive , sans attentat aux loix constitutives , ou d'administration générale.

5°. De juger définitivement tous les crimes d'état. Pouvoir exclusif qui ne pourra , en aucun cas , être suspendu.

49.

Le code pénal de ce conseil , relativement aux infractions de la constitution , qui ne seront pas au premier chef , ou relativement à la contravention aux loix d'administration générale , ne portera , suivant la gravité du délit , que des admonitions , du blâme , des défenses de récidiver , des privations du droit de voter , ou de la qualité d'éligible dans telles ou telles assemblées , des exclusions à temps ou à vie de la branche de puissance exécutive , où sera le coupable ; le tout avec ou sans infamie , selon qu'il sera porté par le jugement. Le code ne portera la

Code pénal
du conseil na-
tional.

peine de mort que pour les crimes de lèse-nation ou de lèse-majesté au premier chef.

50

Composition
du conseil
national.

Le conseil national sera composé de députés aux états-généraux , qui seront par eux choisis au nombre de quatre parmi les députés de chaque province. Le premier dans le haut clergé , le second dans la haute noblesse héréditaire , le troisième dans la haute magistrature , & le quatrième dans l'ordre des avocats , comme étant la classe du tiers-état la plus propre à occuper dignement des places dans ce conseil important ; ce qui formera , à raison des trente-trois provinces , un corps de cent trente-deux personnes ; non compris le président.

51.

Le chancelier sera le président né du conseil national , & en l'absence du roi , il présidera les états-généraux.

52.

Siege des
états - gé-
né-
raux & du
conseil na-
tional.

La nation établira dans l'école militaire le siege des états-généraux & du conseil national ; en indemnisant le gouvernement des dépenses de cet établissement , qui désormais portera le nom de *palais national*.

53.

Les états-généraux nommeront , pour chaque province , trois censeurs domiciliés dans sa capitale , qui seront pris dans la première classe , dans la seconde & dans la troisième ; & un secrétaire greffier.

Création de
trois censeurs
dans chaque
capitale des
33 provinces.

54.

La ville de Paris étant considérée comme une province , aura trois censeurs , outre les trois autres censeurs nommés pour l'île de France.

55.

Les fonctions de ces censeurs seront :

Pouvoirs de
ces censeurs.

1°. De contraindre toute personne ayant quelque part à l'administration publique , de rester à son poste ou d'y retourner , si elle n'a une dispense délibérée par le conseil national ; laquelle sera d'une durée limitée , donnée pour un temps court , & pour bonne cause , énoncée dans la dispense.

56.

2°. De se présenter personnellement tous les trois à la fois , sur l'avis de deux au moins d'entr'eux , devant tout corps ou tout particulier , accompagnés de leur secrétaire , qui en leur présence , fera lecture de leur sommation écrite & signée d'eux , dans laquelle ils lui reprocheront avec dignité , la moindre atteinte

donnée à la constitution de l'état , par un procédé quelconque , ou autrement , & le sommeront de la réparer en la manière qu'ils auront prescrite ; & dans un délai préfix , qui sera toujours un délai de rigueur ; après quoi ils lui laisseront copie de la sommation signée du secrétaire seul , & n'y sera faite aucune réponse que par acte signifié aux censeurs , dans la personne du secrétaire , & toujours conçu avec le plus grand respect.

3°. Au cas que la sommation des censeurs n'ait pas eu , dans le délai fixé , son plein & entier effet notifié légalement à leur secrétaire , de rendre une *ordonnance de censure* qui ordonnera , pour le maintien de la constitution , ce qu'ils auront avisé bon être , & prononcera , conformément au code constitutionnel , une peine réparable en définitive ; au moyen de quoi l'ordonnance de censure aura toujours son exécution provisoire , sauf l'appel au conseil national , où le procureur-général du conseil , prendra le fait & cause des censeurs , & pourra requérir une plus grande peine.

Les ministres & le comité des départemens seront soumis dans la même forme aux sommations & ordonnances de censure des six censeurs à la fois de l'île de France & de la ville

de Paris, sur l'avis de quatre au moins d'entre eux ; dans le cas où les censeurs jugeroient que ces ministres ou leur comité se sont permis une infraction quelconque à la constitution de l'état, ou un abus d'autorité inconstitutionnel.

58.

Chacun des états provinciaux nommera dans chacun des chef-lieux des arrondissemens de la province, trois censeurs *secondaires* & leurs secrétaires, tous domiciliés dans ces villes, qui seront pris aussi dans les trois premières classes & qui exerceront dans leur arrondissement la même juridiction que les censeurs principaux dans l'arrondissement principal ; avec cette différence, qu'au lieu de rendre des ordonnances de censure, ils dresseront procès verbal de l'inexécution totale ou partielle de leur sommation, & l'adresseront au secrétaire des censeurs principaux, pour par eux y être fait droit, ainsi qu'il appartiendra.

Création de
trois censeurs
secondaires
dans chaque
chef-lieu
d'arrondissement.

59.

Le secrétaire des censeurs principaux sera toujours un avocat de cour souveraine, nommé aussi par les états-généraux. Celui des censeurs secondaires sera un avocat postulant dans la juridiction subalterne du chef-lieu de l'arrondissement, nommé par les états de la province.

Qualité des
secrétaires des
censeurs principaux & secondaires.

L'un & l'autre sera perpétuel & chargé du dépôt des sommations , des ordonnances de censure , des actes à lui signifiés , des jugemens du conseil national , rendus sur l'appel des ordonnances de censure , envoyés par les censeurs secondaires , & de tous autres actes relatifs à la juridiction des censeurs.

60.

Le public sera établi par les états - généraux le censeur des censeurs mêmes , en ce qu'il lui sera donné toute liberté de leur reprocher , par des écrits patriotiques , la lâcheté qui leur auroit fait tolérer de actes inconstitutionnels de la part des grands corps de l'état , des ministres , ou des individus ; & cette censure publique sera contr'eux une sorte de dénonciation aux états-généraux.

61.

Aussi-tôt qu'un ministre aura été renvoyé , ou aussi-tôt après son décès dans le ministère , les censeurs de chaque province adresseront au conseil national un court examen de son administration , dans lequel ils diront le bien qu'on peut en dire comme le mal. Ces différentes notes seront rédigées en une seule , par le conseil national ; & cette note revue & corrigée par les états-généraux , sera ensuite inscrite par leur ordre dans les registres du conseil national , re-

latifs aux opérations des censeurs ; & au cas que la note soit à un certain point incriminante, elle sera suivie d'un jugement.

CHAPITRE II.

SUITE DU CHAPITRE PREMIER.

Détails importants de la Constitution.

62.

Ces détails seront relatifs à la manière de diviser la nation & le royaume, à l'espece & au nombre des députés aux états tant provinciaux que généraux, au mode des élections, au lieu des assemblées, à leur régime & à la forme des délibérations la plus convenable. Rien en pareille matiere ne doit paraître minutieux. La négligence dans les détails de la constitution entraîneroit un désordre infaillible dans les grandes choses.

Plan de ce chapitre.

63.

La nation est mal divisée en trois ordres ; & le royaume est mal divisé en bailliages tant provinciaux que secondaires.

Mauvaise division de la nation en trois ordres.

La premiere de ces divisions , celle de la nation en trois ordres , est absolument arbitraire & ne paroît fondée que sur un usage peu réfléchi. Elle n'est pas plus raisonnable que celle qu'on feroit en trois degrés de revenu , ou en trois âges différens , ou en trois degrés de latitude.

Division
meilleure de
la nation en
six classes ,
subdivisées en
deux parties.

La nation paroît devoir être divisée en six classes utiles & bien distinctes l'une de l'autre.

Premiere classe. Le clergé haut & bas , qui mérite le premier rang , comme enseignant au peuple la science par excellence , celle des dogmes de la religion & de la morale évangélique.

Deuxieme classe. La noblesse héréditaire & personnelle des laïcs.

Troisieme classe. La magistrature haute & basse en y comprenant l'ordre des avocats.

Quatrieme classe. Les sciences & belles lettres , ce qui comprend tous les corps voués à l'enseignement public des lettres & des sciences profanes , toutes les académies , tous les auteurs qui ont éclairé la nation par des écrits d'un genre utile , ou qui l'ont illustrée par des talens littéraires , & qui ont ainsi mérité d'être mis , par jugement des états-généraux , dans la classe des sciences & des lettres.

Cinquieme classe. Le commerce , la bourgeoisie & les beaux arts.

Sixieme classe. Les manufactures dont l'agriculture est la principale , & les arts mécaniques.

66.

Chaque classe , comme on voit , a deux subdivisions qui doivent l'une & l'autre participer à l'administration générale.

Si le clergé se plaignoit de la quatrième classe , on pourroit lui répondre que son royaume n'est pas de ce monde ; il doit voir avec reconnaissance qu'on le fasse participer au gouvernement des royaumes d'ici-bas , & qu'on le place encore au premier rang ; qu'il n'est point classe utile comme classe célibataire ; qu'il n'est utile que comme classe qui enseigne au peuple les dogmes religieux , & la morale de l'évangile ; que , comme la religion ne peut être la seule science d'un état , il est juste d'associer à l'administration du royaume tous les instituteurs de la nation en matière profane ; toutes les académies , tous les auteurs d'un genre utile qui ont éclairé la nation , ou qui l'ont illustrée par un degré éminent de talens littéraires & de bon goût.

67.

Si la noblesse se plaignoit de la division de sa classe en noblesse héréditaire & personnelle , on lui répondroit que la noblesse a toujours été un préjugé , à la vérité utile à notre gouvernement , mais au fond préjugé que les lumières

Mal à propos le clergé se plaindrait de cette division.

Mal à propos la noblesse se plaindrait de cette division.

publiques feroient presque évanouir , si la nation ne le consacroit à jamais par sa constitution. Que l'union de la noblesse personnelle à la noblesse héréditaire , augmentera le lustre du corps entier , au lieu de l'avilir. Que la constitution de l'état , telle qu'on la présente , tend à faire honorer de plus en plus la noblesse du royaume & à lui assurer à jamais les cœurs du tiers-état ; & qu'au moyen de ces distinctions honorables , elle doit voir sans jalousie , vu sur-tout son petit nombre eu égard à tout le reste des François ; qu'elle ne formera plus qu'une des six classes qui composent la nation entiere.

68.

Il faut diviser le royaume en 33 provinces & non en bailliages.

On ne divisera plus la France en bailliages relativement aux états généraux. On emploiera la division toute faite en trente-deux provinces , auxquelles on ajoutera la ville de Paris , comme faisant l'équivalent de la trente-troisième.

69.

Les 33 provinces subdivisées en 200 arrondissemens.

Ces trente-trois provinces seront subdivisées en deux cents arrondissemens à-peu-près égaux en population. La ville principale de l'arrondissement en fera le *chef-lieu*.

70.

Dans chaque province il y aura plus ou moins d'arrondissement suivant sa population & son étendue.

71.

Aucun arrondissement ne fera partie des deux provinces différentes , quand même il faudroit pour cela mettre quelqu'inégalité dans certains arrondissemens ; ce qui seroit un vice excusable , comme étant forcé par des localités.

72.

Chaque communauté d'habitans du même arrondissement , s'assemblera au jour fixé une fois pour toutes , sans distinction d'ordres ni de classes , pour nommer un nombre d'électeurs proportionné à sa population.

Election des
électeurs dans
chaque ar-
rondissement

73.

Les électeurs seront pris indifféremment dans toutes les classes , au choix de l'assemblée.

74.

Tous les électeurs nommés dans les différentes assemblées de chaque arrondissement , se rendront au chef-lieu , le jour fixé aussi une fois pour toutes , afin de nommer des députés aux états-généraux.

Election des
députés par
les électeurs.

75.

Si la grandeur de la ville ne permettoit pas de rassembler dans un même lieu tous les habitans de toutes les classes , on la diviserait par

quartiers ou par paroisses. Chaque quartier ou chaque paroisse en ce cas nommera le nombre d'électeurs qui aura été déterminé , eu égard à la population.

76.

Composi-
tion des états-
généraux.

Chacun des deux 200 arrondissemens nommera six députés aux états-généraux , en prenant un député dans chacune des six classes ; ce qui fera une assemblée de douze cents députés.

77.

Quels sont
ceux qui ne
pourront éli-
re ni être élus.

Nul homme dans aucune classe ne pourra être électeur ni député , s'il n'est propriétaire d'une certaine quantité de fonds de terre , qui sera fixée par la nation , ou s'il ne paye une certaine somme à l'état , à titre d'impôt industriel. Cette quantité de fonds de terre , & cette somme d'impôt sera réglée par la nation , & portée plus haut qu'elle ne l'a été cette fois-ci.

78.

On prendra
alternative-
ment les dé-
putés dans les
deux subdivi-
sions de cha-
que classe.

Comme chacune des six classes a deux subdivisions , chaque arrondissement nommera dans chaque classe un député qui sera pris alternativement dans l'une & dans l'autre subdivision. C'est la seule manière de faire participer à l'administration publique , non-seulement toutes les classes de citoyens , mais encore les deux branches de chaque classe particulière.

79.

Sur les deux cents arrondissemens on en nommera cent qui commenceront l'alternative ci-dessus par la premiere subdivision de chaque classe. Les cent autres commenceront leur élection alternative par la seconde subdivision ; sans quoi il arriveroit que certains états-généraux n'auroient aucun député pris dans les secondes subdivisions des classes , &c. que d'autres états-généraux n'auroient aucun député pris dans les premieres subdivisions.

80.

Les états-généraux se partageront en six bureaux particuliers ; sur lesquels on choisira des hommes d'élite pour composer un septieme bureau.

Division des états-généraux en sept bureaux.

81.

Chacun des six premiers bureaux sera composé des députés d'une seule classe. Ils porteront le nom de *bureau de la premiere classe*, *bureau de la seconde classe*.

Composition des bureaux.

82.

Le septieme bureau sera composé de trente membres de chaque bureau , c'est-à-dire , de cent quatre-vingt personnes , &c. fera nommé *bureau général* ; il ne restera ainsi à chaque bureau particulier que cent soixante-dix membres.

Quel sera le
travail de
chaque bu-
reau.

Lorsque l'objet d'une délibération sera relatif à une des six classes, cette classe n'aura point voix délibérative, mais elle sera consultée, & elle pourra veiller à ses intérêts par des mémoires instructifs, qu'elle présentera aux cinq autres classes & sera tenue de se conformer à la délibération qui sera prise à la pluralité de ces classes.

La tâche du bureau général sera :

1°. D'examiner les mémoires destinés à être présentés à l'assemblée générale, pour juger s'ils sont dignes d'être lus en entier ou par extrait dans cette assemblée, sans quoi ils seront rejetés.

2°. De présenter ces mémoires à l'assemblée générale en entier ou par extrait, & d'en faire lecture par un des trois lecteurs à bel organe, qui seront choisis sur les douze cents députés.

3°. De recevoir par écrit l'avis motivé de chaque bureau particulier sur les affaires qui auront été livrées à sa discussion, de répondre si besoin est, aux avis des bureaux par des observations, ou en leur demandant de nouveaux éclaircissements.

4°. De donner son avis par écrit & motivé, sur les avis de chaque bureau particulier.

5°. De faire faire lecture à l'assemblée gé-
rale

nérale des avis des bureaux particuliers & de son avis ultérieur, pour tous lesdits avis lus & remis au greffier de l'assemblée générale, être par elle décidé ce qu'il appartiendra, par délibération générale sur les mêmes objets.

85.

Ceux des mémoires qui contiendront des objets relatifs à une seule classe, & que l'assemblée générale aura jugés dignes d'être examinés & discutés par la classe intéressée, seront, après lecture faite à l'assemblée générale, renvoyés au bureau de cette classe, pour fournir ses instructions, & à tous les autres bureaux pour fournir leur avis. Les mémoires qui contiendront des objets relatifs à plusieurs classes, seront renvoyés au bureau général, qui adressera à chaque bureau la partie de ces mémoires qui pourra le concerner, pour le mettre à même d'éclairer sur ses intérêts les autres classes.

86.

Les mémoires relatifs à des objets qui intéresseront toutes les classes à la fois, comme les finances & les loix générales, seront renvoyés à tous les bureaux sans exception, qui tous enverront leur avis motivé au bureau général.

Cet avis ne sera pas censé être leur avis ultérieur; il pourra être modifié ou même révoqué d'après la discussion qui aura été faite dans

C

l'assemblée générale par tous les ordres réunis.
C'est alors seulement que l'avis des classes ren-
trées dans leurs bureaux fera leur *ultimatum*.

87.

Les présidens
des bureaux.
Quels seront?

Dans tous les bureaux , le plus ancien membre
présidera jusques à ce qu'un autre président
ait été élu par le bureau même.

88.

Composition
& régime des
états provin-
ciaux.

Les états provinciaux seront formés exactement
sur le modèle des états - généraux , mais en
petit.

89.

Ils se diviseront de même en sept bureaux ,
dont chacun fera le même travail qu'aux états-
généraux.

90.

Les députés aux états provinciaux seront nom-
més par les divers arrondissemens de la pro-
vince , en la même forme & dans le même
tems que les députés aux états-généraux.

91.

Chaque arrondissement députera aux états de
la province quatre personnes prises dans cha-
cune des six classes ; ainsi chaque arrondissement
fournira vingt-quatre députés.

92.

En supposant que les plus grandes provinces

aient neuf arrondissemens , les moyennes six , les plus petites trois , les états des plus grandes provinces auront deux cents seize députés ; les moyennes en auront cent quarante-quatre ; les plus petites en auront soixante-douze.

93.

Le sixieme des députés de chacune des six classes , qui formeront les états d'une province , sera élu par ces états , pour former la commission intermédiaire ; ou si ce nombre paroît trop fort , ce sixieme élu par les états se réduira lui-même à la moitié.

Composition
& fonctions
des commissions
intermédiaires des
états provinciaux.

94.

La commission intermédiaire des états de chaque province n'aura d'autres fonctions que celle d'assurer l'exécution des délibérations prises par ces états , de les faire passer au conseil national , & de lui adresser aussi les résultats des opérations faites en conséquence.

95.

La premiere formation du conseil national se fera toute à la fois par les états-généraux ; & la premiere formation des états particuliers de chaque province se fera aussi toute à la fois par ses divers arrondissemens.

96.

Mutations Mais une constitution sage ne devant perpé-
 de tous les
 citoyens qui tuer aucun citoyen dans aucune sorte d'admi-
 auront part à nistration politique , moitié des membres de
 l'admini- nistration politique , moitié des membres de
 tion du chaque classe , composant le conseil national ,
 royaume & en sortira chaque fois que s'assembleront les états-
 des provinces généraux , qui remplaceront cette moitié par
 d'autres membres , en même nombre & tirés
 des mêmes classes.

97.

La moitié des membres du conseil national ,
 qui aura dix ans d'exercice sera celle qui for-
 tira.

98.

Comme , lors de la première mutation , tout
 les membres auront autant d'années d'exercice
 les uns que les autres ; chaque classe , cette
 fois-là , se réduira elle-même à la moitié , par
 le scrutin ou par la voie du sort , à son choix.

99.

Le chancelier sera de même changé tous les
 dix ans par les états-généraux.

100.

Les fonctions de tous les censeurs ex-
 pireront tous les cinq ans à l'époque de l'as-
 semblée des états-généraux , qui les remplace-

ront par un même nombre d'autres censeurs ; pris dans les mêmes provinces & dans les mêmes classes.

101.

Dans les états provinciaux , comme dans le conseil national , la moitié des membres de chaque classe se retirera , chaque fois que s'assembleront les états-généraux , & sera remplacée par même nombre d'autres députés des mêmes classes , nommés par les arrondissemens.

102.

Dans les états provinciaux , comme dans le conseil national , lors de la première mutation , chaque classe se réduira elle-même à la moitié ; & dans les mutations suivantes , ce sera la moitié des membres la plus ancienne en exercice qui se retirera.

103.

Au surplus , les députés aux états-généraux ou provinciaux , après en être sortis , ne pourront y rentrer qu'après dix ans d'intervalle.

Intervalle pour chaque citoyen entre sa sortie de l'administration & la rentrée.

104.

Les mêmes personnes pourront être députées en même tems par les arrondissemens aux états-généraux & aux états particuliers de la province.

Tout membre du conseil national qui sera décédé dans l'intervalle des deux assemblées d'états généraux , ou qui se sera démis , sera remplacé par le conseil même , & pris dans la même province & dans la même classe que son prédécesseur.

Frais d'administration
seront les
moindres possibles.

Les frais des états - généraux , du conseil national , des états provinciaux , & des commissions intermédiaires seront réglés par la nation , avec la plus grande économie ; & les députés seront invités à consentir que l'honneur supplée à l'insuffisance des émolumens.

Suppression
des commissions
des députés
des ministres
des provinces.

Les états-généraux , le conseil national , les états provinciaux avec leurs commissions intermédiaires & la justice réglée étant suffisans pour la police intérieure du royaume ; les commissaires départis seront supprimés , & il ne s'agira plus de la division de la France en généralités. Pour la même raison le département des provinces devient très-inutile dans le ministère , & le peu qui pourroit en rester sera réuni au contrôle général ; ce qui fera à la cour une superfluité de moins & une économie de plus.

Les contestations qui s'éleveront dans les assemblées quelconques seront décidées sur le champ par les assemblées mêmes , à la pluralité des suffrages ; & la décision sera provisoirement exécutée ; sauf à être réformée par le conseil national , si c'est la décision d'une assemblée de province , ou par les états-généraux , si c'est la décision du conseil national.

Chaque assemblée jugera provisoirement ses propres contestations.

Toutes les élections se feront au scrutin , & seulement par les présens , une première expérience ayant déjà fait connoître l'abus des procurations ; elles seront donc bannies des assemblées préliminaires , comme des états-généraux ?

Toutes les délibérations seront prises à la pluralité des classes.

Toutes les délibérations sur les affaires quelconques seront prises à la pluralité des suffrages donnés à haute voix , & , pour plus grande commodité , à la pluralité des classes.

Les six classes qui formeront les états-généraux étant également nombreuses , une délibération prise à la pluralité des classes sera nécessairement prise à la pluralité des suffrages particuliers.

Sur les six classes une seule étant hors du tiers, c'est-à-dire, la classe de la noblesse, deux autres étant mixtes, savoir, la classe du clergé haut & bas & celle de la magistrature, y compris l'ordre des avocats, les trois autres étant uniquement prises dans le tiers, il n'y aura nul inconvénient pour la masse de la nation, à ce que toute délibération soit prise par classe plutôt que par tête. Cette méthode abrégera les délibérations, ne laissera pas l'embarras de compter douze cents suffrages, & sera moins sujette à l'erreur ou à la supercherie.

Dans l'état
actuel est-ce
par ordre
qu'il faudra
délibérer ou
par tête.

Dans l'état actuel où la nation est encore divisée en trois ordres, est-ce par ordre ou par tête qu'il faut délibérer? C'est la question préliminaire qu'il faudra décider aux états-généraux.

Cette question ne peut être décidée par délibération, parce qu'on ne peut délibérer avant d'avoir adopté l'une des deux méthodes : la première délibération doit rouler sur la forme de délibérer : or il ne peut y avoir ni délibération première sans forme préalablement convenue, ni forme préalablement convenue sans une délibération première. Voilà donc les états-généraux me-

nacés d'être au premier instant paralysés , & d'être forcés , par l'obstination des trois ordres , de se dissoudre par le fait , sans avoir pu délibérer , même sur sa propre dissolution. Imaginer un moyen de sortir de ce cercle vicieux semble un problème insoluble. Il est en effet très-difficile à résoudre : je vais néanmoins en essayer la solution telle quelle.

115.

Il n'y aura que trois manieres de décider cette question , de toutes la plus importante , en ce qu'elle pourroit avoir de grandes suites , savoir : Trois manieres de décider cette question.
par *acclamation* , par *arbitrage* ou par *la force*.

116.

L'acclamation doit être l'effet des discussions motivées avec une logique éloquente ; le fruit de l'impartialité qu'on a droit d'attendre des représentans d'une nation éclairée , & sur-tout le résultat des négociations les plus sages.

117.

Une telle acclamation n'auroit le caractère décidé , ni d'acclamation par tête , ni d'acclamation par ordre , & ménageroit ainsi l'opinion des différens ordres , en ce qu'aucun ne paroîtroit céder à l'autre , & cependant ils concourroient tous à la fois à donner aux états-généraux une premiere impulsion qui en assureroit ensuite la marche légale.

Raisons de
préférer la
forme de dé-
libérer par tête.
Voici les raisons principales qui devraient faire
préférer par acclamation la forme de délibérer
par tête.

1°. Les délibérations par ordre se ressentiront toujours de l'esprit de corps , au lieu qu'elles ne devraient se ressentir que de l'esprit national.

2°. Le tiers formant le corps de la nation presque entier , la nation seroit très-insuffisamment représentée par un nombre de députés du tiers qui ne seroit pas , *pour le moins* , égal au nombre total des deux autres ordres ; & cette dernière vérité une fois reconnue comme incontestable , la délibération par ordre rendroit non-seulement inutile , mais dérisoire , l'augmentation faite au nombre des représentans du tiers-état.

3°. Les représentans du tiers étant aujourd'hui en nombre égal à ceux des deux autres ensemble , il pourroit arriver qu'une délibération par ordre prise contre l'avis du tiers , fût une délibération prise à la minorité des suffrages des représentans individuels de la nation entière , ce qui seroit absurde.

La nation
assemblée
pourroit , par
acclamation,
faire le roi
L'*arbitrage* ne pourroit non plus être adopté
que par acclamation ; & le seul arbitre que
puissent décemment se donner les grands corps

de la nation , dans une querelle aussi majeure , arbitre de ce
 c'est le monarque ; ce monarque si connu par son grand diffé-
 équité naturelle & par son grand amour pour son rent pour la
 peuple. En ce cas , l'acclamation consisteroit à re- premiere dé-
 mettre entre les mains du roi , & pour cette fois libération
 seulement , la puissance législative , dont le seul
 objet seroit de régler la forme dans laquelle la
 nation délibéreroit sur la question si ce seroit par
 ordre ou par tête qu'elle prendroit à l'avenir ses
 délibérations.

120.

Comme mon grand projet est de rapprocher *Méthode de*
 les corps , d'éteindre les haines , de supprimer *délibérer qui*
 entr'eux tout sujet de rivalité , d'écarter toute *pourroit con-*
 pierre d'achoppement que pourroit jeter sur *cilier les pré-*
 leurs pas l'intérêt personnel , & de concilier par *tentions op-*
 des tempéramens , les prétentions opposées , je *posées.*
 propose pour un bien de paix , & pour cimenter
 l'union des trois ordres que la nation en délibé-
 rant dans la forme réglée , par acclamation ou
 par le roi , sur la question si à l'avenir les délibé-
 rations seroient prises par ordre ou par tête ,
 adopte le parti mitoyen de délibérer par ordre ;
 mais avec la condition fondamentale que toutes
 les fois qu'une délibération ne seroit pas unanime ,
 elle seroit recommencée & prise par tête. Mais
 la division en six classes également nombreuses ,
 devant être substituée à la division en trois ordres ,
 les délibérations pourront être alors prises par

classe, sans aucune difficulté, mais avec les modifications portées par l'article 89.

121.

Faute de
conciliation
sur cette ques-
tion, le tiers
la décidera
par sa pré-
pondérance.

La force est la loi nécessaire quand la raison ne se fait plus entendre, ou quand on ne peut s'accorder, ni par acclamation, ni par arbitrage à adopter une forme de délibérer & de faire ainsi dominer la raison générale.

122.

Des trois ordres de l'état, c'est le tiers qui a la force dominante : c'est la force du nombre, la force des lumières, la force des richesses, avec la faculté d'en perpétuer la source, la force que donne l'avantage d'être le corps le plus utile à l'état par ses fonctions, par son industrie ou par son travail ; la force enfin de toutes la plus grande & la plus imposante, celle d'avoir raison dans cette contestation préliminaire. Avec toutes ces ressources, le tiers peut dire avec une mâle & froide assurance : *ma volonté, ma juste volonté fera ici la loi suprême. Ce premier pas une fois décidé par ma prépondérance, je n'en userai plus qu'avec les formes légales.*

123.

Il est plus
probable que
la sagesse des
trois ordres
les portera à

Non, le tiers n'aura pas l'occasion de tenir ce langage également juste & ferme, les lumières, l'équité le patriotisme des deux autres ordres ne

lui donneront , dans cette circonstance critique , ^{se concilier}
 que de nouvelles raisons de leur offrir un nou- ^{sur cette}
 veau tribut d'éloges & de remerciemens. ^{question pré-}
^{liminaire.}

124.

Loin de nous ces soupçons injurieux au clergé & à la noblesse que sement les méchans , & qui pourroient nous faire craindre que ces deux corps augustes attendent cette contestation préliminaire , pour arrêter par une résistance invincible , le cours d'une assemblée dont ils craignent les suites , ou pour la dissoudre par le seul fait d'une scission éclatante & de leur retraite insidieusement combinée ; ce seroit outrager indignement deux corps dignes des respects de la nation. Non , leur grande ame ne se rétrécira pas au point de ne s'occuper que des intérêts de leur petit corps , au moment où ils ne doivent s'occuper que du grand corps de l'état.

125.

Comment pourroit-on prêter à deux ordres aussi sages quelque disposition à une scission qui , bien loin de remplir leur objet , feroit échouer leurs prétentions sans ressource ? Peuvent-ils ignorer qu'un seul ordre , ou un composé de plusieurs ordres , resté en place , formeroit les états-généraux ? qu'il pourroit créer une constitution meurtrière pour les dissidens , & de cela seul qu'elle seroit faite *vocatis vocandis* , elle seroit pour eux

la loi la plus impérieuse , & une loi d'autant plus
 accablante pour les têtes les plus hautes , qu'elle
 leur feroit sentir tout le poids de la masse énorme
 du tiers-état.

126.

Elle sera donc sagement adoptée par acclamation
 la méthode si raisonnable de délibérer par tête ,
 du moins quand les trois ordres ne seront pas
 unanimes ; il n'est pas possible de douter que tel
 sera l'heureux fruit des négociations , & ce sera
 le signe certain de la pente commune des esprits
 à sacrifier généreusement leurs intérêts personnels
 au bien général.

127.

Ne pourront
 être limités
 les pouvoirs
 des députés.

Au surplus , que par une loi constitutionnelle ,
 très-impérieuse , soit à jamais proscrire toutes
 limitations rigoureuses des pouvoirs relatifs aux
 états-généraux , comme tendantes à subordonner
 le grand corps représentatif de la nation entière ,
 à chacun des petits corps séparément qui la com-
 posent , comme injurieuses à la confiance due à
 leurs députés , & comme capables de rendre toute
 délibération vraiment impossible.

128.

Voilà le gros & les détails les plus importants
 de la constitution qu'il est nécessaire de donner
 à la France. Mais se perpétuera-t elle sans alté-

ration , & bravera-t-elle la puissance révolution des siècles ? L'exemple des anciens gouvernemens doit nous rendre plus avisés qu'ils ne l'ont été , soit en formant leur constitution avec une précipitation téméraire , soit en n'en faisant point des révisions périodiques.

129.

En conséquence , la constitution françoise ne sera regardée comme achevée , qu'après quatre assemblées , au moins , d'états-généraux.

Révision par
intervalles de
la constitu-
tion.

130.

Tous les cent ans on examinera si la constitution a souffert quelque altération depuis son origine , malgré la vigilance des censeurs ; & on la ramenera à son état primitif.

131.

Il sera donné , tous les cent ans , à la constitution françoise , le degré de perfection nouvelle que pourroient demander les progrès des lumieres , le changement des mœurs , & les révolutions politiques.

CHAPITRE III.

Législation.

132.

Raisons de
remettre en
des mains
différentes le
pouvoir légis-
latif, l'exécu-
tif & le judi-
ciaire.

TOUTE législation suppose trois pouvoirs, celui de faire la loi, celui de juger les contrevenans à cette loi, & celui de faire exécuter les jugemens, en surveillant en même tems les jugés, de manière à les obliger de remplir leurs fonctions sans les outre-passer; c'est-à-dire, que toute législation suppose le pouvoir législatif, le judiciaire, & l'exécutif.

133.

Dans tout état bien organisé, ces trois pouvoirs sont dans des mains différentes. Deux de ces pouvoirs réunis dans un seul homme, mettroient en danger les propriétés & la liberté publique.

134.

Dans une monarchie, la réunion des pouvoirs législatif & exécutif tendroit au despotisme; & la réunion des pouvoirs législatif & judiciaire tendroit à l'aristocratie.

135.

On a vu au chapitre premier qu'en France
la

la nation aura le pouvoir législatif; que le roi aura le pouvoir exécutif; & que les magistrats auront le pouvoir judiciaire, sans qu'aucun des trois puisse empiéter sur le pouvoir des deux autres.

136.

Les cours souveraines ne peuvent, sans s'ar- En quels cas les cours souveraines empièteroient sur la puissance législative.
 roger une partie de la puissance législative, rendre des arrêts de régle-
 ment, interpréter à leur maniere les loix déjà faites, ni modifier
 à leur gré l'enregistrement des loix nouvelles; c'est par ce mélange de pouvoir législatif & de
 pouvoir judiciaire, que s'est accrue sans cesse la
 bizarre diversité des jurisprudences & la calamité des jugemens arbitraires.

C'est encore la jalouse rivalité des deux puissances royale & judiciaire, dont l'une s'étoit faisie de la législation, & dont l'autre s'efforçoit de la partager, qui a causé à la France ces convulsions politiques & les troubles funestes que le peuple abusé a cru être des combats livrés & soutenus pour son bonheur & pour ses droits.

137.

Le refus absolu de l'enregistrement feroit, de la part des cours souveraines, le droit de *veto* en législation; ce droit, d'enrayer le législateur & de repousser des loix, a quelque chose de supérieur au législateur même. Or, ce ne

D

peut être le droit d'une puissance purement judiciaire.

138.

Il est néanmoins très-sage de la part du législateur de consulter les magistrats sur tout projet de loi nouvelle ; mais consulter en ce cas des cours souveraines n'est pas les associer au pouvoir législatif , ni les faire les arbitres de la loi soumise à leur examen. Il est juste sans doute d'écouter attentivement leurs remontrances même redoublées ; mais le législateur ne doit à ces cours , ni le sacrifice de ses lumières , ni l'abandon de sa propre sagesse.

139.

Atteintes
heureuses ci-
devant por-
tées par la
puissance ju-
diciaire à la
puissance qui,
par usurpa-
tion , étoit
devenue lé-
gislative.

Il a été néanmoins heureux pour la France qu'à défaut d'une constitution saine , dans un tems où la nation étoit comme nulle , & où nos rois profitant de son apatie avoient saisi les rênes de la législation , les cours souveraines , aient entrepris de la représenter quoique foiblement , & que n'osant déployer l'étendard du législateur , elles se soient du moins rendues les censeurs souvent inexorables des loix civiles irréfléchies & de loix burlesques accablantes ; mais aujourd'hui que la constitution de l'état se régénère & se perfectionne , aujourd'hui que la nation réveillée de sa léthargie connoît ses droits , c'est aux magistrats à lui remettre ceux qu'ils

avoient exercés en son nom , & qu'ils avoient en quelque sorte arrachés au despotisme , par un effort généreux , & sans se laisser ébranler par des persécutions éclatantes , ni par des descriptions tyranniques.

140.

Jusqu'à quel point la nation assemblée peut-elle user du pouvoir législatif relativement aux propriétés particulières ? C'est - là une question préliminaire qu'il importe de résoudre pour servir de base au présent chapitre , & même à tout le reste de cet écrit ; il y a sur cela une gradation de principes que je vais suivre pas à pas.

Etendue du
pouvoir légis-
latif relative-
ment aux
propriétés.

141.

La puissance législative peut prendre sur les propriétés à titre d'impôt , tout ce qu'il en faut pour sauver le reste , tant des attentats du dedans que de ceux du dehors , & rien de plus ; mais en évitant soigneusement l'arbitraire de la répartition , & en préférant la perception la moins onéreuse.

142.

On ne peut prescrire ni contre le public ; ni contre les droits de la nature ; ainsi la possession la plus longue ne pouvant consacrer ni légitimer des usurpations de l'une ou de l'autre

espere. La puissance législative pourroit dépouiller , sans indemnité , les usurpateurs , & rétablir par des loix rigoureuses des propriétés que réclament l'intérêt public & la loi naturelle.

143.

L'état est le premier propriétaire des biens & des revenus du royaume. Les possesseurs n'en font que les propriétaires en sous-ordre. La puissance législative peut donc régler les droits de succession. Aussi la voit-on faire impérieusement en certaines provinces , sous le nom de coutume , le testament des citoyens , qu'elle leur permet sous le nom de droit écrit en d'autres provinces , de faire à leur gré.

144.

Si l'état est le premier propriétaire , il est évident que dans le cas où des propriétés particulières , quoique légitimes , seroient nuisibles à l'intérêt général , ou bien encore dans le cas que , sans lui être nuisibles par-elles mêmes , il pourroit résulter un bien public , notable du dépouillement des possesseurs ; ce dépouillement peut-être ordonné par la puissance législative , en leur payant néanmoins toute la valeur de la propriété qu'on leur enleve en nature.

145.

La puissance législative a néanmoins ses limites

sacrées, & qu'il ne lui est pas permis de franchir : elle ne peut, par exemple, disposer des propriétés individuelles, arbitrairement, sans nécessité pour l'intérêt public, ou dans la vue de favoriser des particuliers.

146.

Elle ne peut encore priver les possesseurs actuels & légitimes, leur vie durant, de leur propriété ou de sa valeur.

147.

Une autre atteinte à la propriété, que la puissance législative ne peut se permettre, est celle de ne laisser aux possesseurs légitimes actuels, leur vie durant, ni en nature ni en valeur, une propriété, lorsque cette propriété leur appartenait en vertu de la loi reçue. Elle doit à ce titre leur être conservée jusqu'à la mort, en nature ou en équivalent : car la loi, sous prétexte de se réformer elle-même, ne peut dépouiller l'individu qu'elle a investi ou protégé. Son exécution ne peut commencer qu'à la première mutation. Sans cela elle se formerait à elle-même des obstacles insurmontables, en armant l'égoïsme général contre les réformes les plus nécessaires.

Espece d'atteinte aux propriétés prohibée à la puissance législative.

148.

Les simples usufructiers sont soumis dans leur

Etendue du pouvoir légis-

relative- jouissance à l'empire de la puissance publique.
 et aux Cet usufruit empêche-t-il un bien général ? la
 ou les loi peut le faire cesser en nature , & le rendre-
 par la puissance publique. en équivalent.

149.

A l'égard des classes utiles d'usufruitiers qui exercent des fonctions publiques & qui sont à la nomination de l'état , c'est une pure faveur de la part de la puissance législative , de leur permettre de se choisir des successeurs & de transporter , même de leur vivant , leur usufruit sur d'autres têtes , soit à titre gratuit , soit en pactisant avec le successeur ; & cette faveur est révocable par sa nature.

150.

Si une classe entière de simples usufruitiers nommés par la puissance publique nuit au bien général ou peut-être remplacée par un plus grand bien , la même puissance peut , à plus forte raison , ordonner qu'une telle classe d'usufruitiers n'aura pas des successeurs , mais en laissant toujours aux individus actuellement jouissans , leur usufruit en nature ou en équivalent.

151.

S'il importe au bien public qu'il subsiste à l'avenir une certaine classe d'usufruitiers , mais avec une espèce d'usufruit de moindre valeur ,

ou de nature différente , la puissance législative fera la loi aux successeurs , telle que l'exigera le bien public , sans qu'ils aient aucun droit de s'en plaindre ; car en ce cas aucun individu n'ayant droit de succéder à l'usufruitier par préférence à un autre individu , la puissance législative peut le forcer à l'option du refus de la place qui lui est offerte , ou du nouveau traitement qui y est attaché par la loi.

152.

Ce que peut la puissance législative sur une portion de l'état , elle le peut sur l'autre ; & nul privilège particulier ne peut s'opposer légalement à ses dispositions générales.

Etendue du pouvoir législatif relativement aux privilèges des ordres de l'état ou des différentes provinces.

153.

Les privilèges sont les uns iniques , comme les privilèges pécuniaires ; les autres frivoles , tels sont les privilèges honorifiques du clergé & de la noblesse , qui n'ont d'autre base qu'un ancien usage & le préjugé de nos peres. Il en est de fondés sur des contrats nuls , comme faits par des usurpateurs , & contraires aux droits imprescriptibles du peuple françois ; tels sont les privilèges & droits féodaux : il en est de fondés sur la convention ou pacte social fait entre le gouvernement & les provinces qui s'y sont volontairement soumises ; ceux-là ne peuvent être

enfreints par la puissance royale , sans que ces provinces ne recouvrent le droit de les enfreindre aussi , l'obligation des deux parties étant parfaitement réciproque.

154.

Mais la puissance législative exercée par la nation entière dont les provinces font partie , peut-elle ramener à l'uniformité de régime & de jurisprudence toutes les provinces ? oui , sans doute pourvu que cette uniformité soit un bien général , & sur-tout encore s'il doit y avoir pour chaque province en particulier un grand avantage à préférer la forme générale à son ancienne forme particulière.

155.

Que sont au fond les privilèges des deux premiers ordres & ceux des différentes provinces ? Ce sont des obstacles à la réunion des forces communes contre les progrès toujours croissans de la puissance souveraine ; ce sont des pommes de discorde , qui , mettant sans cesse aux prises les deux ordres contre le tiers , ou les tenant tous dans la défiance , égarent leur énergie , l'usent dans cette guerre intestine , & la détournent de l'intérêt commun à tous les ordres , celui de se réunir contre les artifices ou les violences du despotisme. Ce sont des armes fournies par l'autorité royale à certains corps ,

pour l'aider à subjuguer les autres , afin de les asservir tous successivement. Mais comme la liberté commune dépend de l'union indissoluble de tous les corps & de toutes les provinces , & que cette union est comme impossible tant que les ordres de l'état ou les provinces différentes auront des intérêts différens , la meilleure des constitutions possibles en France sera celle qui fera évanouir tous les privilèges ; en augmentant le bonheur de ceux-mêmes qui les auront perdus , & qui ne laissera plus entre les ordres de l'état aucun intérêt à démêler.

156.

Ainsi en nous résumant , la puissance législative peut incontestablement , par des motifs de bien public avéré , & par l'organe de la loi , exercer sur nos propriétés l'empire ci-après énoncé. . . .

Résumé de
l'étendue du
pouvoir législatif.

1°. Diminuer les propriétés de toute leur quote-part des subsides nécessaires.

2°. Régler le transport qui pourroit s'en faire d'une tête à l'autre des citoyens , par succession , par contrat de mariage , vente , échange , donation , ou de toute autre manière.

3°. Substituer à une propriété légitime sa valeur entière , ou une propriété équivalente.

4°. Faire cesser toutes usurpations anciennes ou modernes , faites au préjudice des droits im-

prescriptibles du peuple , ou au préjudice de la loi naturelle.

5°. Restreindre ou modifier l'usage des propriétés par des loix prohibitives , administratives ou somptuaires.

6°. Faire cesser la succession des classes entières d'usufruitiers à la nomination de la puissance publique , quand de cette suppression doit résulter un bien général , mais en laissant subsister à vie les jouissances actuelles.

7°. Restreindre , augmenter , dénaturer sur la tête des successeurs l'usufruit des classes d'hommes utiles à la société , & qui sont à la nomination de la puissance publique , en ne changeant rien à l'état viager de ceux qui remplissent actuellement ces classes favorables & dignes d'être conservées.

8°. Rendre les loix de toute espee uniformes dans toutes les provinces.

9°. Abroger les privilèges qui séparent , d'intérêt le peuple de la noblesse & du clergé.

10°. Attacher , mais sous les formes les plus sages , la perte de la fortune , de l'honneur , de la liberté , & la perte même de la vie , aux actes nuisibles à la société , connus sous le nom de *délits* ou de *crimes* , mais avec une rigueur tempérée par nos mœurs , & avec une proportion entre les délits & les peines , plus sagement calculée qu'elle ne l'a été par nos peres.

La puissance législative s'exercera d'une manière également douce , ferme & sage. En conséquence , elle doit s'imposer à elle-même l'obligation de faire examiner par la nation entière , de faire aimer , de faire désirer une loi avant de lui donner aucune espèce de sanction. Les états-généraux n'exerçant eux-mêmes que le pouvoir législatif de la nation entière , ne doivent ni brusquement établir les meilleures loix , ni choquer les grands corps avant d'avoir eu l'attention de les éclairer sur leurs vrais intérêts , ni braver ou dédaigner l'opinion publique , cette reine du monde si supérieure à toutes les puissances de la terre. Ce seroit de leur part un abus révoltant de la puissance législative de l'exercer contrairement au résultat des lumières publiques , de négliger les voies douces de la persuasion , & de précipiter les institutions les plus sages , quand elles contrariérent les intérêts particuliers des grands corps & des provinces entières , sans leur laisser le tems moral de se dépouiller des préjugés , de surmonter la force de l'habitude , de renoncer à des privilèges trop chers , de généraliser l'esprit patriotique , & de substituer le citoyen françois , au prêtre , au noble , au citoyen provincial. Mais aussi le gros de la nation une fois décidé par l'éclat des lumières & par l'amour

Manière douce , sage & ferme , dont s'exercera la puissance législative.

(60)

du bien général , la puissance législative doit être sourde aux réclamations partielles , aux murmures de l'intérêt personnel , & à toute explosion d'esprit de corps , qui ne sera pas celle de l'esprit national.

158.

Premiers travaux de la puissance législative. Voilà les principes , en voici l'application aux premiers travaux de la puissance législative.

159.

Code national divisé en six codes. Il sera composé par ordre des états-généraux un code national en langue françoise , qui comprendra :

- 1°. Le code constitutionnel.
- 2°. Le code criminel.
- 3°. Le code civil.
- 4°. Le code ecclésiastique.
- 5°. Le code de police.
- 6°. Le code de commerce.

160.

Ces codes contiendront chacun dans son genre la seule jurisprudence & la seule administration qui puisse avoir lieu dans le royaume.

161.

Code constitutionnelne pourra être ignoré d'aucun citoyen. *Le code constitutionnel* comprendra , outre la constitution principale de l'état , toutes les loix

d'administration générale , qui tiendront à la constitution.

162.

Ce feront les élémens du citoyen , qu'il fera honteux à tout françois d'ignorer ; & pour que tout individu soit comme forcé d'en avoir une parfaite connoissance , ce sera le livre avec lequel on apprendra aux enfans à lire. Tout citoyen , pour entrer dans l'église , dans la magistrature , dans les académies , dans les corporations quelconques , subira sur ce code un examen sévère. On le subira avant d'être admis à la cérémonie du mariage. Chaque assemblée de communauté d'habitans ou d'autre corporation quelconque , commencera par la lecture d'un chapitre de ce code important.

163.

Le code criminel sera refondu entièrement & le plutôt possible. Il contiendra l'énumération de tous les délits & crimes ordinaires , & réglera la peine de chacun avec la modération qui convient à nos mœurs.

Le code criminel sera totalement refondu

164.

Les peines & supplices seront les mêmes pour tous les ordres des citoyens.

Les crimes , les peines & les supplices , ne seront infâmans que pour les coupables.

La nation réglera celles des peines du code criminel qui , n'étant que correctionnelles , n'emporteront point la tache d'infamie ; elle réglera aussi le degré d'ignominie qui sera attaché aux peines différentes.

L'infamie attachée au crime , ainsi qu'au supplice du coupable , lui sera personnelle entièrement , & il n'en réjaillira rien par l'opinion sur ses proches ou ses amis. Sa famille conservera après son supplice ses places & sa considération toute entière.

L'usage contraire sera déclaré par une loi formelle des états-généraux prochains , inconciliable avec les plus saines maximes de la raison , de l'équité naturelle , de la société humaine & de la politique.

Comme l'idée de l'infamie , commune au coupable & à sa famille , est dans l'esprit de la nation essentiellement liée à celle des supplices usités parmi nous , & qu'il serait bien difficile à la puissance législative de les désunir , tous nos châtimens & supplices seront abrogés , & il en sera imaginé d'autres , auxquels il sera plus facile d'attacher l'idée de l'infamie personnelle & incommunicable.

On évitera de distinguer les supplices par des gradations de souffrances , qui ne conviennent qu'à des nations barbares. La peine de mort fera la même pour tous les crimes dignes de mort. On ne cherchera dans le supplice d'autre peine que la perte de la vie ; & la manière la plus prompte de l'ôter au coupable , celle qui laissera le moins à faire à l'exécuteur de la haute justice , sera préférée par notre code criminel , comme la plus convenable à la nation de l'Europe qui a les mœurs les plus douces.

Supplices
établis par le
nouveau co-
de , moins ri-
goureux que
les anciens
supplices.

On propose un échafaud permanent , bâti en pierre dans les champs , à portée de la ville , & dans un emplacement qui restera inculte , & qui portera le nom de *place d'exécution* ; sur l'échafaud sera un gradin surmonté d'un poteau où le coupable sera attaché debout , ayant les yeux voilés. Sur un autre échafaud de la même hauteur , placé à une certaine distance , sera un petit canon chargé à mitraille , toujours pointé contre le poteau : l'exécuteur de la haute justice y mettra le feu ; le corps sera remis aux parens : à défaut de parens auxquels il puisse être remis , il sera inhumé de suite dans une fosse creusée à l'avance dans le vaste emplacement de l'exécution.

171.

Plus de serment exigé des prévenus pour les forcer , contre le droit naturel , de s'accuser & de se perdre eux-mêmes.

172.

Plus de question en aucun cas , ni de sellette ; mais s'il arrive que le prévenu se soit déclaré volontairement coupable du crime dont il aura été accusé , ou de tout autre , on exigera de lui qu'il s'oblige par serment à révéler ses complices.

173.

Nombre de
témoins aug-
menté pour
compléter la
preuve testi-
moniale.

Le serment des témoins étant devenu , par la corruption des mœurs & par l'affoiblissement de la foi , moins probant qu'autrefois , il faudra désormais pour condamner un citoyen à une peine quelconque , même pour compléter la preuve testimoniale en matière civile , la déposition de trois témoins , hors les cas de crime nocturne , & ceux où l'on admet les témoins nécessaires.

174.

Peines autres
que celle de
mort.

Les peines autres que celles de mort ne consisteront pas dans des souffrances , mais seulement & suivant les cas dans les travaux publics , dans des amendes pécuniaires plus ou moins grandes , dans la confusion attachée au pilori , dans la perte passagère ou perpétuelle de la liberté par la prison ,
ou

ou par une sphere de mouvement circonscrite , dans l'exclusion à tems , ou pour toujours des sociétés , des places , des dignités & des diverses administrations ; jamais par le bannissement , qui n'est qu'un échange de mauvais sujets fait entre les provinces , ni par les galeres , qui , pour un travail inutile , dérobent le coupable à la honte que leur feroient les regards de leurs concitoyens. Au contraire , tout coupable ayant encouru l'infamie , sera forcé de dévorer dans sa province la confusion continuelle de son crime , & sera condamné pour sa vie aux travaux publics , & les femmes à des travaux utiles dans des maisons de force.

175.

Le premier délit ou crime non digne de mort ne sera pas puni d'une maniere déclarée infamante. Cette peine , quoique honteuse , ne sera pour la premiere fois regardée que comme correctionnelle ; la récidive n'aura qu'un premier degré d'infamie , dont on sera tenu de porter pour un tems ou pour toujours la marque extérieure par la couleur de son chapeau ou de sa coëffure. Le troisieme délit dans le même genre ou dans un autre , & non digne de mort , sera puni par une marque ineffaçable d'infamie empreinte sur la joue , & qui par des lettres différentes distinguera les crimes , sans préjudice d'autres peines attachées à ce délit par le code criminel.

Infamie encourue par degrés.

E

Ce que sera le code civil national. *Le code civil renfermera deux parties , savoir : le code des loix & le code des formes.*

Par ce dernier code seront abrégées les formes de la procédure , autant que cela se pourra , sans exposer la sûreté des propriétés & des personnes.

Le code des loix civiles contiendra ce que les différentes coutumes & le droit écrit ont de plus raisonnable sur tous les objets de la justice distributive. Cet ample recueil sera la jurisprudence uniforme de toutes les provinces , qui , par conséquent seront invitées par les états-généraux à renoncer toutes à une certaine époque fixé , mais éloignée (par exemple dans vingt ans) à leurs coutumes particulieres ; pour adopter un code uniforme , tel qu'il convient à un peuple de freres ; & toutes les loix précédentes seront abrogées , sauf à y recourir dans les cas d'explication nécessaire des loix nouvelles.

Ordre de succession qui sera établi par le nouveau code. *L'ordre des successions , adopté par ce code , sera que le patrimoine des peres & meres sera partagé à tous leurs enfans par portions égales. C'est la seule maniere de concilier en ce genre la loi civile avec la loi naturelle. Quoique je me*

sois interdit les détails dans ce court écrit, cet article néanmoins est tellement important, qu'il convient de le classer dans les vues générales.

180.

Le respect dû aux propriétés déjà acquises par les loix reçues demande que tous les citoyens qui seront nés avant la publication de la loi précédente, ou plutôt avant une époque fixe & déterminée par la nation, avec la précision de l'an, du jour & de l'heure, aient à l'héritage de leurs pères la part qui leur étoit précédemment attribuée par les coutumes locales, & que l'exécution de cette loi nouvelle, & d'autres semblables du nouveau code ne commencera que par les individus nés postérieurement à cette époque déterminée.

Quand commencera le nouvel ordre de succession.

181.

Les codes de l'église, de la police & du commerce ne renfermeront que la partie judiciaire, & contiendront un recueil complet de loix canoniques, municipales & relatives au commerce, tant sur mer que sur terre, mais adaptées à la nouvelle constitution.

Codes de l'église, de la police & du commerce à faire, en les adaptant à la nouvelle constitution.

182.

Pour achever les six codes particuliers, dont l'ensemble doit faire le code national, les hommes les plus versés dans ces diverses jurisprudences

Par quelles épreuves passeront les six codes avant d'être définitivement adoptés.

emploieront, par ordre des états-généraux, jusqu'à vingt-ans de travail s'il est nécessaire.

183.

Six commissions particulières, établies dans chaque province par les états, & composées chacune de personnes d'un état analogue à chacun des six codes, s'occuperont du soin d'en dresser un projet, pour lequel on se servira, s'il le faut, des meilleurs ouvrages tout faits, en les perfectionnant, & en les adaptant à la constitution nouvelle.

184.

Le projet des six codes ci-dessus, à mesure qu'il y en aura quelqu'un d'achevé par les commissaires, sera adressé au conseil national.

185.

Six commissions particulières, composées de personnes d'élite, & d'un état analogue aux six codes particuliers, seront établies à Paris, sous le nom de *commissions principales*, pour rédiger les projets des 32 commissions provinciales sur chacun de ces codes, après que ces projets leur auront été adressés par le conseil national; & les six codes qui auront été formés à Paris des projets faits dans les provinces, seront présentés par les six commissions principales au conseil national, pour y avoir tel égard que de raison.

186.

Aussi-tôt que les six codes , composés par les six commissions principales , auront été par elles remis au conseil national , ce conseil les communiquera en projet aux états-généraux.

187.

Les états-généraux , auxquels les six codes auront été présentés en projet , les communiqueront tout à la fois au gouvernement , aux différentes cours de parlement , à tous les états provinciaux , & au public , par la voie de l'impression ; avec invitation à tous les corps & aux auteurs individuels répandus dans le royaume , de faire sur ces six projets de code toutes observations critiques qu'ils jugeront convenables.

188.

Le conseil national fera le rapport aux états-généraux suivans de toutes les observations sur les six codes , dignes de leur être présentées , avec leur avis sur les modifications qu'il conviendra de mettre à ces essais de législation.

189.

Sur ce rapport fait par le conseil national aux états-généraux , ceux-ci arrêteront un projet provisoire des six codes , qui sera soumis de nouveau aux observations & remontrances itératives des

corps & des particuliers , dans l'intervalle d'une assemblée d'états-généraux à l'autre assemblée.

190.

Sur ces observations itératives, dont le rapport aura été fait aux états-généraux par le conseil national , il sera dressé un *ultimatum* des six codes; lequel sera adressé par ordre des états-généraux à tous les états-provinciaux & à toutes les cours de magistrature , pour être enregistrés sans représentation , sans modification , & sans résistance.

191.

Il sera fait ,
pour les com-
merçans , un
abrégé de
chacun des
six codes.

Ces six codes étant une fois arrêtés définitivement , & enregistrés , il en sera fait incessamment , par les six commissions principales établies à Paris , six abrégés qui seront remis au conseil national; & ces abrégés , avant d'être définitivement adoptés par la nation assemblée , passeront par les mêmes épreuves que les codes eux-mêmes.

192.

Code mili-
taire sera fait
par le roi ,
mais passera
par les mê-
mes épreuves
que les six
autres.

Pendant que la nation s'occupera des six codes dont je viens de parler , le gouvernement s'occupera de son côté d'un code militaire , complet & moins variable qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Le roi aura seul le droit de le faire , comme seul chef des forces militaires de terre & de mer : mais comme ce code intéressera des citoyens

précieux à l'état, qui, en devenant militaires, n'auront pas cessé d'être citoyens, & dont par conséquent l'état & la destinée ne peuvent être indifférens à la nation, le roi fera passer le code militaire par les mêmes épreuves, auxquelles la nation soumit les siens, c'est-à-dire, par les épreuves d'une commission militaire dans chaque province, d'une commission principale séante à Paris, du conseil national, des états-généraux & du public, afin de pressentir ainsi les desirs de la nation, & de profiter de ses lumières.

193.

Quand il s'agira du code militaire, la nation remontrera au roi que quoique la subordination nécessaire dans le militaire, demande, dans ceux qui commandent, une autorité absolue, dans ceux qui sont commandés, une obéissance servile; néanmoins il est de la justice de sa majesté, que hors le cas où cette servile dépendance seroit indispensable pour le bien du service, les officiers subalternes pussent jouir d'une mesure honnête de bonheur & de liberté, conciliable avec les réglemens essentiels de la discipline militaire; qu'ils fussent affranchis du despotisme surabondant des supérieurs, capable de dégoûter le militaire & d'attiédir la valeur; & que pour concilier l'émulation avec les droits que donnent les années, l'avancement dans les grades militai-

Le code militaire ne laissera subsister dans l'état-major que le despotisme essentiellement nécessaire envers les officiers subalternes.

res fût alternativement la récompense du mérite personnel & de l'ancienneté des services

194.

Par quelles épreuves devront passer, après la confection des codes, les projets de lois nouvelles. Après la promulgation définitive des six codes ; il pourra être présenté aux états-généraux des projets de lois nouvelles, soit dans le genre d'administration soit dans le genre judiciaire ; à mesure que l'exigeront les circonstances : mais ces lois ne pourront être proposées à l'assemblée que par le roi ou par le bureau général.

195.

Les membres des états-généraux , qui auront à proposer des lois nouvelles, ne le pourront que par la voie du bureau général ; & après que ce bureau aura jugé le projet, non pas admissible , mais seulement digne d'être mis sous les yeux de l'assemblée , & d'être discuté.

196.

Ce projet , si l'assemblée générale le trouve digne d'être proposé à la nation, fera imprimé par ordre des états-généraux , comme simple projet , & communiqué , comme on l'a dit des six codes , au gouvernement , au conseil national , aux commissions provinciales & principales aux cours souveraines & au public. D'après toutes les observations qui en résulteront , & dont le rapport fera fait par le conseil national aux états-

généraux suivans, le même projet sera par l'assemblée générale repris en considération: il sera pour cela renvoyé aux sept bureaux pour avoir leur avis; sur ces avis la chose sera discutée dans une assemblée générale, sans aller aux opinions: & après cette discussion générale, les bureaux redonneront chacun séparément leur avis ultérieur; les avis des sept bureaux seront rapportés à l'assemblée générale, où la délibération sera prise à la pluralité des bureaux, sans nouvelle discussion, & couchée sur les registres de l'assemblée.

197.

La masse des loix augmentant sans cesse à mesure qu'une nation se corrompt, ou que son administration se complique, elles ne forment enfin qu'un cahos qui ramene l'arbitraire. La meilleure opération qu'ait à faire, en pareil cas, une nation qui se régénere, est de simplifier la législation, par le retranchement de toutes les branches qui ne sont pas, pour la société, d'une nécessité indispensable; retranchement d'autant plus salutaire, qu'il peut diminuer infiniment la multitude des procès, & , par une suite nécessaire, le nombre des magistrats.

La masse des loix doit être simplifiée pour des grands retranchemens.

198.

Voulez-vous un moyen tout simple de connoître les retranchemens possibles dans le corps énorme de la jurisprudence? Examinez quels sont les ob-

Maniere de discerner les retranchemens à faire dans la masse des loix.

jets de jurisprudence , sans lesquels la société ne sauroit se maintenir , tels que les contrats de vente, d'échange , de loyer, de société, de mariage, les obligations simples , à ordre , ou par lettres de change , &c. Laissez subsister ces branches utiles dans la jurisprudence ; & bornez-vous à les élaguer : mais supprimez sans miséricorde toutes les matieres à procès dont la société n'a pas un besoin indispensable, & qui tiennent plus à la fantaisie des citoyens qu'à la nécessité publique.

199.

Quelques
exemples des
retranche-
mens à faire
dans le code
civil.

Pour l'intelligence de l'article précédent , donnons ici quelques exemples des réformes à faire du luxe de la législation.

200.

Est-il bien nécessaire à la société de permettre aux propriétaires des dispositions de dernière volonté , par testament , ou par codicile ? N'est-il pas au contraire bien étrange que la loi ait permis à l'homme d'avoir encore une volonté après sa mort ; qu'elle soumette les vivans à des êtres inanimés ; & qu'un tas de cendres éteintes puisse commander aux générations futures ? L'état , comme premier propriétaire , ne peut-il pas disposer par une loi générale des biens vacans par la mort du second propriétaire, & épargner ainsi aux mourans les terreurs & les angoisses de leur dépouillement éternel ? Tout propriétaire est sans

doute de son vivant le maître absolu de garder ou de vendre sa propriété ; de la convertir en numéraire , & de donner ce numéraire de la main à la main à qui bon lui semble : mais est-il nécessaire qu'il puisse donner par acte public des immeubles & des effets mobiliers ? Ne souffrez donc dans le nouveau code , ni testament , ni codicile , ni substitutions , ni legs , ni fondations ni donations autre que la donation manuelle du numéraire.

201.

Est-il bien nécessaire à la société qu'une classe d'hommes privilégiés sous le nom de *seigneurs* tiennent le peuple asservi par le tas monstrueux des droits éternels de la féodalité ? Bannissez donc de la jurisprudence le scandale du code féodal tout entier , mais avec les ménagemens dûs à la propriété , & desquels il sera question au chapitre suivant.

202.

Est-il bien nécessaire que le contrat de louage se subdivise par la fantaisie des propriétaires en engagement , anticrèse , bail emphytéotique en contrats à rente foncière non rachetable ; que la gazzaille soit mise au nombre des contrats de société ; que les droits de servitude , si nécessaires pour la commodité des villes & pour le bien des campagnes , soient restreints à l'excès par une sorte de tyrannie de voisin à voisin ?

Est-il bien nécessaire que les mêmes biens restent toujours dans les mêmes familles au lieu de circuler , & que , par ce motif de pure fantaisie , soit établie l'odieuse entrave du retrait lignager ? Est-il bien nécessaire qu'il y ait une société de biens & de profits entre les époux ; & que la dot soit restituable ? Est-il bien nécessaire d'obliger les capitalistes timorés à aliéner leurs capitaux par des contrats de constitution de rente , sous peine de n'en pouvoir exiger l'intérêt ?

203.

Retranche-
ment de tout
procès relatif
à la sépara-
tion de deux
époux , même
pour cause
d'adultère.

Est-il bien nécessaire à la société de faire retentir le sanctuaire de la justice de plaidoyers scandaleux , pour séparer deux époux , dont l'un veut forcer l'autre à dévorer toutes les amertumes de l'antipathie ou des sévices ; ou dont l'un veut , par une barbare jalousie , se couvrir personnellement d'opprobre , déshonorer son nom & celui de sa femme ? Que le nouveau code tranche dans le vif cette partie révoltante de nos loix. Qu'il laisse à l'opinion publique à flétrir les vices du cœur. Les loix peuvent bien punir les crimes. C'est aux mœurs seules à corriger les mœurs , en leur imprimant le sceau de l'ignominie.

204.

Voici quelle peut être la loi simple & pu-

rement domestique des époux , dont l'un est mécontent de l'autre ; la présomption de l'injustice & de la tyrannie est du côté de la force. L'épouse , des deux êtres unis le plus foible , pourra donc , quand elle le voudra , se séparer de son mari , pourvu qu'elle rejoigne ses pere & mere de leur consentement , & à leur défaut , un proche parent. Il lui suffira de faire signifier au mari un acte extrajudiciaire portant le motif de la séparation. Le mari pourra y répondre par un acte extrajudiciaire justificatif , & tout en restera là. Mais à son tour , le mari , quand sa femme voudra le rejoindre , pourra s'y refuser. La subsistance de la femme ainsi séparée sera moitié du revenu de sa dot. Est-ce le mari qui sera mécontent de sa femme ? Il pourra la renvoyer à ses pere & mere , ou à leur défaut , à un proche parent , avec moitié du revenu de sa dot , & ne pourra la reprendre que de son consentement. Il suffira pour cette séparation qu'il fasse signifier à sa femme un acte extrajudiciaire portant le motif de la séparation ; & ce motif pourra être un soupçon d'adultere , sans qu'il puisse en affirmer la certitude ; tant il est possible qu'un mari soit égaré par les visions de la jalousie ; & ces actes de quelque manière qu'ils soient conçus , ne pourront donner lieu à aucun des deux époux de s'en plaindre comme d'une diffamation. Un tel acte au surplus n'étant

accompagné d'aucune conviction légale n'entraînera pas la tache d'infamie. La société pourra néanmoins entacher à un certain point par l'opinion , & punir par des humiliations sociales celui des deux époux qui aura mérité le blâme public. Cependant après une séparation faite par la volonté du mari , & motivée d'une manière humiliante pour la femme , celle-ci pourra se refuser à rejoindre son mari , s'il ne révoque auparavant l'acte de séparation , & le motif par un second acte. C'est tout ce qu'on peut imaginer de possible , pour se rapprocher des vues qu'un prince patriote a publiées sur le divorce.

205.

L'enfant d'une femme séparée pour cause quelconque sera réputé bâtard tant que le mari ne l'aura point reconnu ; & la mere , faute de conviction légale , & attendu la possibilité que le mari reconnoisse enfin cet enfant , ne pourra être en ce cas que soupçonnée d'adultère. En aucun cas elle ne pourra en être judiciairement accusée.

206.

Les détails de suppression des loix seroient infinis. Il sera aisé de faire l'application de mon principe général aux loix qui , dans tous les codes , paroîtront relatives à des objets de lé-

gislation peu nécessaires , ou qui se trouveront supprimés par le seul fait de la constitution nouvelle.

207.

Par exemple , on verra dans le dernier chapitre sur la religion , que l'état simple & noble où le clergé sera mis par la nouvelle constitution , ne laissera plus lieu aux contestations aussi multipliées que scandaleuses sur la théorie des bénéfices , sur les droits de patronnage ou de régale , sur les collations , résignations , permutations , pensions , dévoluts , sur tous rescrits de cour de Rome , sur les gradués & autres expectatives , sur les droits de dîmes contestés entre les curés & les paroissiens ou entre les décimateurs , sur la juridiction ecclésiastique qui sera réunie à la séculière , sur l'administration épiscopale en fait de discipline , qui sera réduite à des corrections verbales ou à des dénonciations aux juges séculiers par les censeurs diocésains , sous le nom de *promoteurs* , sur les appels comme d'abus qui finiront avec les ordonnances épiscopales ; la nation assemblée étant seule législateur & administrateur éminent , dans l'église comme dans l'état , sur les fabriques des églises qui n'existeront plus , &c. &c.

Retranche-
ment consi-
dérable à fai-
re dans le co-
de ecclésiasti-
que.

208.

L'administration du royaume est surchargée

Suppression
de presque

Les états-généraux borneront les loix somptuaires aux objets qui nous viennent de l'étranger ; lorsqu'elles seront nécessaires , pour retenir le numéraire dans le royaume , pour forcer , en faveur de la nation , la balance du commerce , ou pour en augmenter le résultat.

Mais que la nation se garde bien d'affoiblir le luxe relatif aux objets de commerce intérieur , sous prétexte de conserver les fortunes des familles , ou sous prétexte encore de rendre aux contribuables en économie forcée , ce qu'on leur enleveroit en impôts. Ces loix , mal-adroitement somptuaires , cette funeste économie , en diminuant les consommations , affameroient les arts , dessécheroient les manufactures , rétréciroient le commerce intérieur , & diminueroient ainsi la source de l'impôt.

Quelles sont les loix somptuaires que la nation ne doit pas faire.

Laissions le luxe en objets nationaux appauvrir les riches , enrichir les pauvres , subdiviser les propriétés , augmenter l'industrie par l'espoir de parvenir à la fortune , accélérer la circulation des immeubles , comme celle du numéraire , consoler l'indigence par l'idée que son tour pourra venir de partager les dépouilles de

Bons effets du luxe relatif aux objets nationaux.

Populence ruinée par son propre faste ; & gardons-nous de ralentir par de fausses vues le mouvement de la roue de fortune , si nécessaire aux grands empires.

CHAPITRE IV.

Gouvernement féodal.

203.

J'AI assez rendu hommage à la noblesse dans les deux premiers chapitres , pour ne devoir pas être soupçonné de passion & de partialité dans ce que je vais dire du gouvernement féodal.

204.

Tempéramens dans la réforme féodale.

Je professe au contraire que mon intention, en proposant dans ce chapitre de supprimer tout droit féodal , est :

1°. De conserver , de fortifier même le corps de la noblesse , & le gouvernement féodal sous une forme différente , & de faire de la puissance féodale un des plus grands & des plus fermes appuis de la constitution & de la liberté publique.

2°. De réserver aux possesseurs la valeur entière des droits féodaux supprimés.

3°. De les dédommager encore par des honneurs d'autant plus solides qu'ils tiendront à la

constitution, & d'autant plus flatteurs, qu'ils seront décernés par la nation assemblée.

4°. De conserver aux seigneurs la prééminence sur leurs vassaux dans les églises & dans les cérémonies publiques ; de leur assurer même des hommages solennels qui ranimeront les sentimens de dépendance & de respect, dont le gouvernement féodal n'obtient plus qu'une fausse image & des signes trompeurs.

5°. De conserver l'espece d'hyérarchie féodale que forment les différens degrés de justice, & la dépendance graduelle où sont les fiefs des seigneurs, & les seigneuries des suzerains.

6°. Que si je propose qu'on substitue aux privilèges & droits de la féodalité en nature leur valeur intrinsèque en capital, c'est pour rapprocher par cet acte de justice les cœurs du peuple de leurs seigneurs, & de les réunir tous pour la cause commune, en écartant toutes les causes d'intérêt particulier, capable de les diviser au grand préjudice de l'intérêt général.

205.

Après une telle profession de foi, je ne craindrai pas de remarquer avec tous les jurisconsultes ^{Les justices seigneuriales sont autant d'usurpations} que les justices seigneuriales sont une usurpation manifeste de la puissance législative & judiciaire tout ensemble ; que cette usurpation fut dans le principe le double effet de la faiblesse du gouver-

nement , de l'état de servitude où se trouvoit le peuple , & de l'ignorance où il étoit sur la question si la puissance judiciaire avoit été légitimement unie à la puissance féodale. Je dirai hardiment que cette usurpation ne s'est maintenue que par la force déployée contre des rois fainéans , & contre un peuple asservi ; que les abus de ces justices en ont fait de tous les tems une calamité publique , & une sorte de plaie féodale répandue sur toute la face du royaume ; qu'il est contraire à toute idée d'ordre public qu'un sujet du roi puisse être jugé au nom d'un autre sujet , & sans mission spéciale de la puissance législative : de tout cela je conclurai sans aucun doute que les justices seigneuriales étant des usurpations avérées , mais incapables de prescrire contre le droit public , la puissance législative pourroit les réunir , sans indemnité , aux plus prochaines justices exercées au nom du roi.

206.

Néanmoins
il convient
d'indemniser
les Seigneurs
par des hono-
rifiques.

Mais la modération que je me suis prescrite dans cet écrit réclame en faveur de la féodalité un dédommagement convenable. Il est vrai que le droit de justice n'étant qu'un droit honorifique , il suffit que l'indemnité d'une telle usurpation soit un droit de la même espèce , au lieu d'une indemnité pécuniaire.

Peu importe que parmi ces justices il y en ait eu certaines qui n'aient été concédées que moyennant finance ; cette même finance fera le prix du nouveau droit honorifique , bien plus honorable & bien plus solide qu'un droit de justice usurpé , odieux & précaire.

Ces honorifiques destinés à remplacer les justices seigneuriales seront donc réglés par la nation , & formeront trois degrés différens pour répondre aux trois degrés de dignités des justices hautes , des moyennes & des basses.

Il sera établi trois degrés d'honorifiques en remplacement des trois degrés de justice.

Ces trois degrés d'honorifiques seront chacun les mêmes en tous lieux du royaume pour chaque degré de juridiction féodale.

Des honorifiques particuliers seront établis par la nation pour marquer distinctement les dépendances des seigneuries les unes envers les autres , à la satisfaction des suzerains , qui verront ainsi les rangs de cette espece d'hyérarchie féodale , tracés par la constitution en caracteres indélébiles , en ce que tous les ans ils se regravent dans l'esprit du peuple par des hommages renouvelés.

La suzeraineté sera conservée & désignée par des honorifiques particuliers.

Idee en gros
& simple-
ment ébau-
chée des ho-
norifiques
nouveaux.

Pour donner une ébauche des devoirs hono-
rifiques en gros qui seront rendus aux seigneurs,
suivant le degré de leur seigneurie, il suffira de
dire ici qu'ils pourront être rendus dans l'église
de la seigneurie, par le curé, représentant la pa-
roisse; dans leur château, par la visite & les hom-
mages des officiers municipaux, représentans la
communauté des habitans; à la maison commune,
par le droit de présidence; dans les cérémonies
publiques, par la prééminence du rang; aux
champs, par des poteaux; à l'inhumation du
seigneur, par l'assistance, en habit de deuil, du
corps municipal; à la cérémonie de son mariage,
par des réjouissances publiques, déterminées,
ou par un bouquet expressif de la joie publique.
Mais en aucun tems, les hommages dus à la
personne du seigneur ne lui seront rendus par
des individus, en leur propre & privé nom.

Il n'y aura
plus en Fran-
ce de justice
exercée qu'au
nom du roi
& par des ju-
ges royaux.

Au moyen de ces dédommagemens de la sup-
pression des juridictions féodales, il n'y aura plus
de justice en France qui ne soit exercée par des
juges royaux, & au nom du roi, comme roi,
comme seul chef de toutes les branches de la
puissance exécutive, & spécialement de la puis-
sance judiciaire. Ce sera là un beau fleuron rendu
à la couronne.

Le gouvernement a si bien senti dans ces derniers tems qu'il ne devoit point partager avec les engagistes de ses domaines cette partie essentielle du pouvoir exécutif, qu'il excepte soigneusement de l'aliénation des domaines celle de la justice, & qu'il assujettit l'engagiste à laisser exercer la justice par le prochain juge royal, au nom seul de sa majesté.

Quant aux droits féodaux de toute espee, il n'est pas douteux, d'après les principes établis au chapitre précédent, que la puissance législative pourroit encore les supprimer sans indemnité, comme usurpés au préjudice de l'intérêt public & de la liberté individuelle, quoique consacrés par le tems & par les loix antiques.

Raïsons
qu'on pour-
roit avoir de
supprimer,
sans indem-
nité, les droits
féodaux.

Il est certain que les seigneurs se sont emparés par la force des terres qui n'étoient pas les leurs, ou qu'ils les ont acquises par concession du souverain qui donnoit ce qui ne lui appartenoit pas.

D'innombrables inféodations ont été la suite nécessaire de l'envahissement de ces grandes portions de terrain, supérieures aux facultés de l'usurpateur, & dans ses mains très-inutiles.

Il ne manque à ces contrats , pour être légitimés , que d'avoir été consentis originairement par le vrai propriétaire. C'étoient des concessions à *non domino*, en faveur des personnes qui avoient alors & précédemment bien plus de droit aux biens inféodés que les inféodateurs eux-mêmes.

Raisons de
dépouiller les
seigneurs des
droits féo-
daux , mais
en les indem-
nisant.

La nation seroit donc dispensée , si elle étoit moins généreuse , d'indemniser ces anciens usurpateurs , en les dépouillant enfin de leurs odieuses propriétés ; mais elle remarquera que ces propriétés ont été depuis acquises dans la bonne foi , & au prix de l'or , par d'honnêtes citoyens , sous les auspices de la loi. C'est donc le cas de tempérer ici la rigueur des principes. Aussi me bornerai-je à prétendre que la puissance législative pour substituer à ces propriétés calamiteuses tout ce qu'elles peuvent avoir de valeur numéraire en capital.

Quel seroit le partisan de la féodalité assez hardi pour contester les maux qu'elle fait sans cesse à la malheureuse classe des vassaux des emphytéotes & des censitaires ? Qui peut ignorer que les aveux & reconnoissances , les plaids , les dénombremens , toutes les opérations que demandent les papiers terriers , les non-paiemens de la part des rede-

vables , ont été une source intarissable de procès ruineux pour le peuple , des moyens d'oppression & de vexation toujours renaissans ? Qui peut ignorer que les redevances seigneuriales sont un impôt odieux établi par des sujets sur d'autres sujets ? Qui peut ignorer que par la barbare loi qui rend exigibles à perpétuité les redevances seigneuriales , la tyrannie féodale a imprimé sur le front des redevables , & de toutes leurs générations à venir , le sceau ineffaçable de la servitude ? Qui peut ignorer les entraves funestes que met à la circulation générale , seule capable de vivifier le royaume , l'institution grévante des péages , des banalités , & d'autres droits de cette espece ? Qui peut ignorer la charge également avilissante & intolérable qu'ont mise les corvées seigneuriales & autres prestations personnelles sur le dos des malheureux habitans , comme on charge malgré elles des bêtes de somme ? Qui peut ignorer les ravages que font aux récoltes du cultivateur ces nuées de pigeons voraces que les seigneurs font nourrir aux dépens du peuple , cette multitude de perdrix qui changent en basse-cour du seigneur l'étendue entière de sa directe ; ces fourmillieres de lapins qui dévorent en herbe les moissons & les forêts : comme si la barbarie féodale appelloit à son secours les animaux destructeurs pour achever les maux qui restoient à faire aux seigneurs & à leurs agens. Voilà les maux

publics ; les horribles maux que font au peuple, outre les abus de la justice , les malheureux tributs exigés par le gouvernement féodal. Ils doivent donc tous être supprimés à perpétuité , suivant les principes établis au chapitre de la législation.

210.

Manière d'indemniser les seigneurs de la perte des droits féodaux.

Quelle sera l'indemnité de cette suppression ? Elle est toute simple. Qu'il soit permis à tout redevable de se libérer de toute espèce d'assujettissement à des droits féodaux quelconques, en remboursant aux seigneurs le capital de la valeur annuelle de ces droits , sur le taux qui aura été réglé par la nation , & d'après une estimation par experts convenus ou nommés d'office. Mais ce capital restera constitué sur la tête de la communauté.

221.

Le code des chasses sera supprimé , comme faisant partie des usurpations féodales , quoiqu'elles aient été ensuite consacrées par la loi du prince , parce qu'elle a été surprise à sa justice , au préjudice des droits imprescriptibles du propriétaire des terres.

222.

Le droit de chasse exclusif dévolu à

Le droit de chasse appartiendra à tout propriétaire foncier , mais seulement dans ses pos-

sessions ; & ce droit sera exclusif , comme étant tout proprié-
taire de fonds
de terre dans
ses possessions
seulement.
une suite nécessaire de sa propriété.

223.

Ce tempérament concilie les droits de propriété de chaque cultivateur avec l'intérêt public qui s'oppose à la destruction absolue du gibier. En supprimant les chasseurs errans & vagabonds dans les terres d'autrui , qui ravagent tout , & en conservant à chaque propriétaire le droit naturel de tuer toute espèce de gibier qui vient dans son champ vivre à ses dépens , on étend infiniment le droit de chasse sans le rendre exterminateur.

224.

Chaque propriété des terres aura contre un chasseur , en tout tems , l'action que donne l'exercice d'une servitude indue , & pourra justement prétendre des dommages & intérêts.

225.

L'abus des capitaineries qui ne sont pas expressement destinées aux chasses de sa majesté , mérite une proscription bien plus grave encore que le droit de chasse ordinaire : & quant aux capitons réservés pour les plaisirs du roi , il n'est pas permis de douter que sa majesté ne se condamne elle-même , avec sa justice ordinaire , à des dédommagemens convenables aux propriétaires devenus les nourrisseries d'un essaim continuel d'animaux dévorans.

Les capitaineries , autres que celles destinées aux chasses personnelles du roi , seront supprimées.

Droit de
pêche dévolu
aux proprié-
taires des
fonds rive-
rains.

Les mêmes seigneurs qui ont usurpé le droit de faire dévorer les moissons d'autrui, se sont aussi emparés des rivières, bien, s'il en fut jamais, commun aux habitans des pays où elles ont leurs cours. De là les droits de pêche, de moulin banal, de flottage, &c. Heureusement ils n'ont pu mettre sous leur main exclusive l'air, comme ils y ont mis l'eau, la terre & le feu, sans quoi ils se seroient emparés des quatre éléments, & il faudroit un fief pour respirer à son aise, comme il en faut pour labourer son champ, pour arroser son pré & pour cuire son pain.

Pour substituer à ce surcroît d'usurpation des principes d'équité relatifs à la pêche dans les rivières qui ne sont ni navigables ni flottables, il semble que cette pêche doive appartenir exclusivement aux riverains jusques à moitié lit & tout le long des bords de leur possession, mouillés par la rivière; sauf le droit de pêcher pour tout habitant du territoire, qui pêchera étant dans le lit même de la rivière, & n'en sortant point, pour ne pas fouler les possessions riveraines; à moins que la nation ne juge plus convenable d'attribuer le droit de chasse à la communauté, dans l'étendue de son territoire, pour en jouir seulement par des adjudicataires de ce droit de pêche établis tous les trois ans aux enchères.

228.

Les particuliers ne pourront céder gratuitement ; ni à prix d'argent , le droit de chasse ou de pêche qui leur compétera , en vertu des articles précédens.

229.

Le roi , comme propriétaire de domaines très- considérables dans le royaume , jouit d'une immensité de droits féodaux qui seront compris dans la loi commune.

Les droits du roi dans ses domaines seront compris dans la loi commune.

230.

On verra , au chapitre de l'impôt , que la nation doit se charger d'acquitter la dette publique au moyen du produit d'un impôt national : mais pour que cet impôt soit le moindre possible , il importe à la nation de se procurer d'autres secours qui puissent accélérer la libération de l'état. Pour cela , le roi sera invité par les états-généraux à aliéner tous ses domaines , engagés ou non engagés , même ceux donnés en échange , mais seulement en faveur de la nation , qui lui assignera sur le produit du sol de la France un revenu égal au revenu total de ses domaines.

Tous les domaines du roi seront aliénés en faveur de la nation , qui assurera au roi , en représentation , un impôt en blé payé en argent & égal au produit de ses domaines.

231.

Les administrateurs des domaines seront tenus en conséquence de donner à la nation un état exact des revenus des domaines du roi ,

Les administrateurs seront tenus de donner à la nation un état

état des re-
venus doma-
niaux.

que sa majesté perçoit maintenant , d'éduction faite de tous frais d'administration , de tous subsides , & non valeurs. Ces administrateurs seront comptables à la nation de l'exactitude parfaite de leur état , & continueront d'être employés dans cette régie pour le compte de la nation , sous l'inspection du contrôleur général des finances nationales , autre que celui des finances royales , & dont on verra l'établissement au chapitre de l'impôt.

232.

Manière d'é-
valuer le prix
du blé dû au
au roi en re-
présentation
des revenus
domaniaux.

On supputera combien il faudroit de blé , mesure de Paris , estimé suivant le prix moyen des dix dernières années , pour égaler le produit des revenus actuels des domaines du roi ; & ce nombre de setiers de blé sera donné au roi par la nation , en échange du revenu de ses domaines aliénés , avec la clause qu'elle ne fera pas tenue de livrer ce blé en nature , mais seulement d'en verser au trésor royal annuellement le prix total , estimé tous les dix ans en la manière ci-dessus.

233.

Pour sûreté de ce tribut annuel en argent , qui , tous les dix ans , suivra la progression du prix moyen du blé dans les dix dernières , la nation donnera au roi une hypothèque sur le produit du sol entier de la France.

La nation, devenue propriétaire des domaines du roi, fera de suite procéder à l'estimation de tous les droits féodaux qui étoient dus au roi à raison de ses domaines, en fixera le capital, & ordonnera de plus que la communauté se chargera de ce capital à titre de constitution de rente, avec faculté de se libérer par sommes successives de cent pistoles; soit envers elle, soit envers les seigneurs particuliers.

Après cette opération resteront les seigneuries domaniales, qui ne consisteront plus que dans les honorifiques qui auront été déterminés pour chaque classe de seigneurie, dans le manoir seigneurial en l'état où il se trouvera, & dans l'enclos. Ce sont ces honorifiques, ce manoir, cet enclos qui seront aliénés par la nation à des particuliers.

Les honorifiques des seigneuries seront estimés par la nation, suivant les classes de ces seigneuries, & suivant leur population; c'est-à-dire, qu'à égale population, il y aura un prix différent pour les classes différentes: ce prix sera le même pour toutes les seigneuries de la même classe, & dont la population sera

la même. Ainsi dans chaque classe le prix de la seigneurie sera fixé dans la supposition de cent feux & au-dessous, & il augmentera dans une progression déterminée par chaque dizaine de feux qui se trouvera de plus ; car une seigneurie est d'autant plus appréciable qu'elle s'étend sur un plus grand nombre de vassaux.

237.

Il sera fait
un tableau de
toutes les sei-
gneuries do-
maniales avec
leur prix.

Le nombre des feux de chaque paroisse étant connus ou faciles à connoître, les diverses classes des seigneuries, & les dépendances de certaines envers d'autres, étant également connues, l'estimation du manoir & enclos seigneurial étant encore une opération aisée, & dans laquelle il ne pourra se glisser de grandes erreurs, pour peu que les états provinciaux y mettent de l'attention, il sera facile de faire par colonnes un tableau complet de toutes les seigneuries domaniales, qui comprendront 1°. la province ou l'arrondissement où elles sont situées, 2°. les classes où elles se trouvent, 3°. le nombre de feux qu'elles contiennent, 4°. le nombre d'arpens, mesure de Paris, que contient l'enclos seigneurial ; 5°. les classes où il convient de placer les terrains différens, pour les estimer avec exactitude ; 6°. le prix des bâtimens formant le château ou ses ruines ; 7°. enfin, le prix total de chaque seigneurie.

238.

Ce tableau sera imprimé & répandu dans tout le royaume. La préférence de l'acquisition , au prix énoncé dans le tableau , sera offerte aux engagistes actuellement possesseurs des seigneuries mises en vente ; & il leur sera prescrit un délai de trois mois qui sera de rigueur , pour accepter l'offre & verser au trésor national le prix de la vente ; après lequel tems passé la préférence sera donnée à l'acquéreur qui se sera fait inscrire le premier , après l'expiration du délai , dans le registre public qui sera tenu à cet effet par les administrateurs du domaine ; & au cas que plusieurs acquéreurs se soient fait inscrire le même jour , pour une même seigneurie , la préférence sera donnée entre ces concurrens au noble sur le roturier , & au noble le plus ancien sur le plus récent ; enfin , si leurs preuves de noblesse se perdent également dans l'antiquité , la préférence sera décidée par la voie du sort.

Les domaines du roi qui consisteront en fonds de terre seront vendus , dans chaque province , en détail & aux enchères , sous les yeux & par les soins des commissions intermédiaires des états provinciaux.

Les fonds domaniaux seront vendus en détail aux particuliers & aux enchères.

Emploi du
prix des do-
maines à l'ex-
tinction de la
dette publi-
que.

A mesure qu'auront lieu les paiemens des seigneuries, des droits féodaux, dont le peuple voudra se libérer, & des fonds de terre domaniaux, le produit sera employé en paiemens de la dette publique, suivant l'ordre dont il sera parlé au chapitre des finances.

Toute vente
& libération
relative aux
domaines du
roi sera ga-
rantie par la
nation.

La nation garantira aux acquéreurs la vente des seigneuries, & aux payeurs du capital des droits féodaux leur libération parfaite.

Manière d'es-
timer le capi-
tal qui sera
payé pour se
libérer des
lods & ventes
relatifs aux
domaines.

L'estimation du revenu des droits féodaux casuels, tels que les lods & ventes, se fera dans tout le royaume d'après une supposition uniforme, pour éviter l'arbitraire; par exemple, on supposera que chaque fonds de terre éprouve une mutation tous les deux cent ans, & qu'au bout de ce tems-là le seigneur retire, en faisant grace du tiers, le vingtième du prix de la vente.

Cela posé, supposons que le prix d'un fonds quelconque soit 1000 l.; le vingtième est 1000 f.; la deux centième partie de 1000 sols est cinq sous; tel sera le droit de lods par an pour un fonds valant 1000 liv. Le capital qui répond à un intérêt de cinq sous par an est cinq liv.; telle sera la somme à payer pour se racheter du droit de lods sur un

bien valant 1000 liv. avec ces deux données & l'estimation de chaque fonds, qui sera la troisième donnée, on trouveroit par la règle de trois, le droit de lods pour chaque fonds particulier; mais il vaut mieux estimer tous les fonds également, & fort bas.

243.

Car comme il s'agit ici d'un droit odieux & peu légitime, pour lequel la nation ne donne une indemnité que par un excès de modération, elle estimera également les fonds de toutes les classes & de tous les pays, même ceux qui porteront des bâtimens, & les estimera au plus bas prix des fonds de la dernière classe par chaque arpent, mesure de Paris; ce plus bas prix sera évalué à 200 liv. dont la deux centième partie est vingt sous; telle sera l'indemnité en capital du droit de lods sur chaque arpent de fonds quelconque. Chaque communauté d'habitans sera donc tenue, pour se libérer des lods & ventes, de faire arpenter toute la directe, contrairement avec le seigneur, distraction faite des fonds à lui appartenans, ou appartenans à la commune; afin de fixer par cet arpentage la somme totale de l'indemnité.

On verra au chapitre des finances la manière dont chaque communauté pourra se libérer de ce capital envers le seigneur.

244.

Cette appréciation fera loi pour les lods & ventes dus aux seigneurs.

Cette appréciation faite par la nation des lods & ventes dans les domaines du roi , fera loi pour tous les seigneurs du royaume dans leurs terres.

245.

Manière de faire l'apanage des nouveaux princes

Lorsqu'il s'agira de faire l'apanage d'un prince de la famille royale , la nation lui assurera un palais dans la capitale , & un château à la campagne , avec un arrondissement convenable de seigneuries ; & pour cela il sera réservé par la nation , principalement à quarante lieues autour de Paris , un certain nombre de seigneuries distinguées & de châteaux , qui ne seront pas compris dans la vente des domaines , & qui resteront en régie dans les mains de la nation , pour être au besoin converties en apanages.

246.

Quant aux revenus de chaque nouveau prince , le roi lui assignera une quote-part du revenu représentatif des anciens domaines , à prendre sur le trésor royal & national par moitié sur chacun.

247.

Aliénation des forêts royales autres

Les forêts royales seront aliénées à la nation comme tous les autres domaines , à l'exception

de celles qui servent aux chasses de sa majesté ; que celles qui sont destinées aux chasses du roi. & la nation les revendra , soit en gros , soit en détail , à des particuliers. Quant aux forêts des communautés d'habitans & gens de main morte , il en sera question aux chapitres de la police intérieure & de la religion.

CHAPITRE V.

Administration de la Justice.

248.

LES abus dans l'administration de la justice sont principalement les suivans. Courr'appre-
su des abus
qui regnent
dans l'admini-
stration de
la justice.

1°. L'exercice d'une autorité absolue sur les magistrats , de la part du premier magistrat.

2°. L'usurpation que la magistrature se permet quelquefois sur les droits de la puissance législative.

3°. La vénalité des charges qui porte souvent sur les fleurs de lys des personnes trop peu instruites , & trop inappliquées , pour mériter l'auguste fonction de juger les hommes.

4°. Le privilège qui affecte principalement à la noblesse les places de la haute magistrature.

5°. La bigarrure de la jurisprudence des arrêts , ajoutée à celle des coutumes & des loix.

6°. La multiplicité des tribunaux différens , ayant chacun des attributions particulières , mul-

tiplicité qui le plus souvent met le plaideur dans l'embarras de discerner son juge , & lui occasionne avant son procès un procès préliminaire sur la compétence , quelquefois une instance au conseil en règlement de juges.

7°. Les juges de *privilege* : à ce mot de *privilege* , quelque application qu'on en fasse , tout bon citoyen doit frémir , mot affreux , qui devoit être effacé du dictionnaire d'une nation policée , & qui ne présente en aucun cas que l'indécence d'une iniquité favorisée par le gouvernement.

8°. Le trop grand nombre de juges qui pèse sur l'état , & qui entraîne d'ailleurs l'inoccupation de chacun deux , vice qu'il est essentiel d'écarter sévèrement de toutes les charges publiques.

9°. La trop grande proximité du premier juge à l'égard de ses justiciables , principalement à l'égard des habitans des campagnes ; & le trop grand éloignement des juges d'appel.

10°. Les tribunaux peu nombreux , ou les premières sont en raison directe du nombre des magistrats.

11°. Les épices également arbitraires & immorales , le prix excessif que l'avocat met à son travail ; comme si le juge & l'avocat , quoique destinés à défendre le pauvre contre le riche , s'étoient conjurés pour rendre au premier la défense comme impossible.

12°. Le juridique brigandage du procureur qui, par le double emploi qu'il fait avec l'avocat, forme pour les plaideurs indigens une double barrière qui leur interdit l'accès du sanctuaire de la justice, & les laisse ainsi en proie à l'oppression du riche.

13°. Les écrits aussi énormes que multipliés des avocats; écrits plus utiles à leurs finances qu'à la cause des cliens, & qui, en rendant tout problématique, introduisent dans les jugemens l'arbitraire qu'ils devroient en bannir.

14°. La longueur des procès devenue presque interminable par le concours désastreux de la chicane du procureur, de l'écrivainerie de l'avocat, de la paresse du rapporteur, du peu de travail des tribunaux, & de l'insuffisance du numéraire dans les plaideurs, qui ne peuvent qu'avec le revenu de plusieurs années, mener à sa fin un procès dont la durée naturelle seroit de six mois.

15°. Trop de degrés de juridiction pour certains justiciables, & particulièrement pour les causes de peu d'importance, qui sont ordinairement celles des pauvres, déjà épuisés en première instance.

16°. La partialité comme nécessaire dans les magistrats, qui jugent des hommes de leur propre pays, des hommes qui leur sont connus, des hommes sur lesquels ils ont déjà des impressions en bien ou en mal, également nuisibles à l'équité

des jugemens ; des hommes avec lesquels ces magistrats ont des liaisons d'amitié , ou des querelles haineuses ; des hommes enfin , qui s'ils sont indifférens par eux-mêmes à leurs juges , leur deviennent bientôt odieux ou chers , par l'intérêt que prennent à la contestation les amis ou les ennemis du justiciable , selon qu'ils sont eux-mêmes les amis ou les ennemis du juge. Non , il n'y a qu'un ange , en pareil cas , qui résisteroit à la tentation de juger , plutôt les causes que les personnes.

17°. Les sollicitations des juges , par les parties & par leurs amis hautement tolérées , autorisées même par un usage scandaleux , & qui prouve à quel point nous sommes blasés sur les abus les plus révoltans , en fait d'administration de la justice.

18°. Les vices de la peine infligée au plaideur succombant ; en ce qu'au lieu de le condamner à des dépens de leur nature exorbitans , il faudroit lui épargner des dépens énormes , qui sont d'avance le fléau de la partie qui a raison , autant que de celle qui a tort , & le condamner par préférence à des amendes pécuniaires , dont on pourroit faire une destination très-utile.

19°. Beaucoup de facilités à s'engager dans un procès , aucun moyen public de le prévenir ou de le transiger.

20°. Nul secours offert par l'état au pauvre ,

contre lequel on se feroit armé pour l'opprimer, des voies judiciaires, primitivement destinées à le sauver de l'oppression.

21°. Un code criminel fourmillant d'abus révoltans, & qui semble fait plutôt pour chercher cruellement un coupable, que pour chercher l'innocence avec une tendre sollicitude.

249

On convient que ce dernier abus est plus le vice de la loi que des magistrats; & que cet objet semble plus appartenir au chapitre de la législation, qu'à celui de l'administration de la justice : mais qu'on convienne aussi que comme les mauvais juges corrompent les formes, les mauvaises formes corrompent les juges; & qu'avec de meilleures lois criminelles, nous aurions eu des magistrats moins cruels, c'est donc ici un mélange d'abus dans la législation criminelle & dans l'administration de la justice.

Détail des
abus de la jus-
tice crimi-
nelle.

Qu'il est affreux ce mélange d'horreurs! Soyons ici l'écho de toutes les réclamations qu'ont publiées à grand cris la philosophie, la morale, l'humanité, le patriotisme; mais pour ne pas entreprendre un volume, ne répétons, à la façon des échos, que le dernier mot de chacune de ces réclamations; contentons-nous, ici comme ailleurs, de mêler nos vues particulières à celles d'autrui.

Le citoyen, pour conserver le moindre de ses

par l'opinion publique , le premier & le moins suspect de tous les juges de la terre. Des fers, des supplices forgés par un magistrat dans les ombres du mystère, comme par un cyclope, ont quelque chose de l'horreur attachée à un assassinat nocturne.

Que l'accusateur & l'accusé aient les mêmes moyens, la même facilité d'attaquer & de se défendre ; que la justice conservant pour l'un & l'autre l'équilibre de sa balance, fasse marcher de front l'accusation & la défense ; l'information faite sur la plainte , & celle sur les faits justificatifs. On croiroit, sans cela, voir dans un accusé un homme ferré dans des bras vigoureux, retenu sans mouvement par une force majeure, & aveuglé par un bandeau, pour laisser au bras libre & cruel de son ennemi toutes les facilités de le poignarder à son aise.

Que chaque crime ait dans le nouveau code une peine déterminée, mais imaginée avec un mélange de justice, de sagesse & d'humanité.

Que la belle ame de Louis XVI ne passe pas à la postérité avec la tache de n'avoir eu qu'une clémence imparfaite, en abolissant la question préparatoire, sans abolir la question préalable ; réprochées l'une & l'autre par les mêmes raisons. O vous, nation si douce, ce bon roi vous appelle à son secours contre les ames dures, qui, contenant sa tendresse raisonnée, par de fausses consi-

dérations de prudence , l'ont contraint en cette occasion de n'être humain qu'à demi.

Qu'elle soit effacée avec indignation du code pénal cette barbare confiscation des biens du coupable , qui , sans punir celui que la mort va mettre à l'abri des besoins , condamne à la misère des enfans innocens , des veuves éplorées , déjà trop malheureux tous par l'absurde préjugé qui les déshonore , & par le souvenir d'un supplice qui leur a déchiré les entrailles , & les inonde de larmes de sang.

Qu'une éclatante justification des innocens , poursuivis par le ministère public , que des indemnités honorables prises sur le trésor royal , que des réparations solennelles , d'un genre aussi glorieux pour l'homme du roi , que pour la victime qu'il conduisoit par erreur à l'échafaud , la console d'avoir couru les risques du glaive de la justice ; & que la peine du talion soit la juste destinée de l'accusateur privé , qui aura succombé avec la tache d'une haine cruelle , armée de la subornation & de la mauvaise foi.

Rendons sur-tout avec attendrissement hommage à l'auguste prérogative attachée à la couronne , d'arracher à la mort des coupables dignes de la protection royale , & de commuer la peine de ceux dont le prince jugera devoir adoucir le jugement. Que sans mettre entre la condamnation & le supplice un intervalle réprouvé par la saine

propriétés, aura le choix de cent défenseurs, & si n'en auroit pas un quand il s'agit de défendre son honneur & sa vie? La nation pourroit-elle hésiter à rétablir ce droit de l'humanité violée, outragée par une législation barbare?

Tout dans un procès criminel dépend de l'information; elle commande impérieusement l'arrêt; & l'opinion de vingt magistrats de cour souveraine, est enchaînée par ce qu'a écrit, dans l'ombre du mystère, un seul homme, juge misérable d'une bicoque ou d'un village. Ah! ne prostituons plus ainsi la foi publique, en matière capitale: que ce juge informateur soit surveillé, dans tout le cours de la procédure, par deux avocats, pris alternativement dans la juridiction, qui veilleront également aux intérêts de la justice & de l'accusé, par la faculté d'interroger les témoins, quand il s'agira de les faire mieux s'expliquer, de concerter avec le juge le projet de chaque déposition avant de l'écrire, de faire au juge, le cas échéant, & en présence de témoins, des représentations décentes, & de faire au besoin, hors la présence du juge, un verbal correctif de certaines dépositions, qu'ils auront refusé de signer avec lui.

Que la foi du serment, tant affoiblie par la corruption des mœurs & par l'indifférence religieuse, soit corroborée par la loi qui ne fera plus dépendre l'honneur & la vie des citoyens,

que de la déposition claire & uniforme de trois témoins , hors le cas des crimes nocturnes.

Que hors ce cas , & pour des crimes qui ne seroient pas dignes de mort , il soit défendu aux ministres de l'église de compromettre & de profaner les monitoires & les censures ecclésiastiques.

Qu'à jamais soit bannie du sanctuaire des loix cette formalité sacrilège , qui s'aide de la religion pour forcer un accusé à se perdre lui-même , & qui mettant en contradiction la loi divine & la loi naturelle , le contraint à consommer par un serment le plus horrible suicide.

Que dans le cas seulement d'un crime digne de mort , un domicile soit décrété de prise de corps , & d'après une information incriminante ; & qu'à la faveur d'une caution , il soit provisoirement élargi , même réputé innocent , jusques à la condamnation définitive.

Pourquoi s'assureroit-on de la personne d'un accusé , susceptible seulement d'infamie , de peines pécuniaires , ou de confiscation de biens , dès qu'il peut , quoiqu'absent , être privé de son bien , ou frappé d'ignominie ?

Que toute la procédure soit connue de l'accusé , de l'accusateur & du public ; qu'elle soit même imprimée aux frais de l'accusateur , s'il en est requis par l'accusé , si , craignant l'erreur de ses juges , il veut les éclairer ou les contenter par

ni par des jugemens , ni par des arrêts , ni par des procédés , quelconques à la constitution de l'état ; & à ce que , sous aucun prétexte , elle ne se permette de suspendre ses fonctions , à peine de forfaiture.

252.

Au cas que le corps entier d'une cour souveraine eût donné lieu à la dénonciation des censeurs , comme coupables de forfaiture ; le roi , sur une telle dénonciation , sera invité de se rendre personnellement au conseil national , pour y tenir une chambre royale , à l'effet de juger la cour souveraine accusée.

253.

Au surplus , ce ne sera pas seulement en cette occasion , mais encore toutes les fois que bon lui semblera , que le roi , comme chef de la nation , pourra aller présider lui-même le conseil national , mais sans autre ni plus grand droit que celui de président né de l'assemblée , & de tous les hommages dus à la majesté royale.

254.

Limites de
l'autorité
royale sur le
même objet.

Voilà ce que pourra l'autorité royale sur la puissance judiciaire : mais voici ce qu'elle ne pourra pas. Elle ne pourra ni suspendre le cours de la justice sous aucun prétexte , à peine de forfaiture contre le ministre qui aura concouru à cet abus

abus de l'autorité royale, ni révoquer, casser ou annuler des provisions une fois données à des magistrats essentiellement inamovibles; ni enlever les individus à leurs fonctions judiciaires par l'autorité; ni ordonner aux corps entiers de magistrature de se déplacer pour un tems, ou de transférer leur siege pour toujours d'un lieu dans un autre; ni substituer aux juges établis par la nation des juges par commission royale, soit en matiere criminelle, soit en matiere civile. Chacun de ces abus d'autorité seroit regardé par la nation comme un atteinte notable portée à sa constitution sacrée.

255.

Si toutes les provinces étoient régies par un code national uniforme, au lieu d'une grotesque bigarrure, de coutumes, de loix & d'arrêts formant jurisprudence, qui déshonore le plus beau royaume du monde, rien ne seroit plus simple que de faire une division de la France en un nombre quelconque de provinces qui contiendroient une population à peu près égale; dont chacune contiendrait le même nombre d'arrondissemens, égaux aussi à peu près en population; mais malheureusement une division aussi régulière trouve dans la jurisprudence propre à chaque province un obstacle comme insurmontable. Je sais que la nation est toute puissante pour lever l'obstacle, d'abord par les voies douces de la

Le plan général des réformes que renferme ce chapitre ne peut être exécuté qu'avec le tems & par parties.

persuasion, du progrès de lumières, de l'accroissement du patriotisme, & d'une sorte d'enthousiasme civique; je fais qu'elle peut ensuite ajouter à ces forces motrices celle de l'autorité législative, qui, pour le bien commun, peut violenter un certain nombre de volontés privées, par l'ascendant de la volonté générale : mais le civisme françois n'ayant pas encore acquis la maturité suffisante pour une révolution aussi salutaire, & le code national, si le projet en est agréé, devant être l'ouvrage peut-être de vingt ans, nous ne pouvons dans ce chapitre présenter qu'un mélange de réformes, les unes praticables par l'assemblée actuelle des états-généraux, les autres par les assemblées prochaines, & d'autres enfin qu'il faut renvoyer à l'heureuse époque où la nation régie par les mêmes loix, soumise à la même constitution, ayant le même esprit national, purgée des privilèges, qui, divisant d'intérêt certaines classes des citoyens, ne servent qu'à déchirer la nation par des rivalités & par des haines intestines, ne présentera que la majestueuse & touchante image d'une même famille, dont les membres seront également unis les uns aux autres, & à leur chef auguste. Mais l'étendue de mon plan exige que je présente ici toutes à la fois les réformes dans l'administration de la justice qui ne peuvent s'opérer que successivement, c'est-à-dire, celles qui peuvent avoir lieu main-

tenant, celles qui ne peuvent être que l'ouvrage de plus ou de moins d'années, celles enfin qu'on ne peut montrer qu'en perspective, & à une distance qui ne permet guère à la moitié de la génération présente de voir naître ces sources fécondes de bonheur national & de gloire du nom françois. Dans les projets de réforme que je vais mettre sous les yeux du lecteur, les bons esprits discernent aisément ceux qui sont susceptibles d'une exécution prochaine, de ceux qu'on ne peut espérer que de la succession des tems, plus ou moins longue, & de la révolution des mœurs, plus ou moins rapide.

Cet écrit pourra bien n'être qu'éphémère, en subissant la destinée des brochures ordinaires : aussi l'ambition de l'auteur n'est-elle pas d'écrire pour la postérité, il n'a que celle d'écrire pour un espace de vingt ou de trente ans. Il se plaît, en présentant les biens que nous avons sous la main, à consoler les bons patriotes de ce qu'ils n'en apperçoivent d'autres que dans le lointain, & presque dans la région des chimères, à les leur montrer réservés à la génération prochaine, & peut-être accélérés par les progrès rapides des esprits, dans l'art de gouverner les hommes, & d'organiser les empires. Commençons.

256.

Aucun citoyen ne pourra, en matière personnelle, être traduit devant autre juge que celui

Seul lieu de l'intimation en matière réelle ou personnelle.

de son domicile, ni en matière réelle, devant autre juge que celui du lieu où sera située la chose en litige.

257.

Suppression
de tous les tri-
bunaux d'ex-
ception, d'at-
tribution &
de privilège.

Par conséquent, plus de juges de privilège, plus de tribunaux d'exception hors la juridiction consulaire, à laquelle sera réunie telle des amirautés : juridiction qu'il est nécessaire pour le bien du commerce & de la navigation, de maintenir en des mains séparées, parce qu'elle demande un ordre de citoyens particulièrement instruits des loix du commerce sur terre & sur mer.

258.

Par conséquent encore, plus de tribunaux qui ne subsistent que par des attributions particulières : par exemple, plus de grand conseil, qui, après avoir résisté à toutes les secousses de la rivalité des parlemens, doit fléchir sous l'autorité d'une nation qui se régénère par ses propres forces.

259.

Le conseil
du roi dé-
pouillé de
contentieux,
& borné à
l'administra-
tion des dé-
partemens.

Par conséquent enfin plus de juridiction contentieuse exercée par le conseil du roi ; car cette juridiction onéreuse à la nation par sa distance des justiciables, par la lenteur de sa marche, par l'influence des hommes puissans qui l'entourent, ne subsiste que par des attributions indues, par des évocations qui sont la suite de ces attri-

butions, & par des cassations qui offrent aux puissans une suite oppressive de ressources judiciaires contre les foibles.

260.

Le conseil du roi conservera néanmoins toute autorité d'administration, dans les départemens confiés à la souveraineté, & sa majesté aura toujours le droit de rendre de son chef toutes ordonnances convenables au chef de toutes les branches de la puissance exécutive.

261.

Il sera nommé dans chaque parlement, par le corps même, trois magistrats qui, dans le cas Ce que deviendra la juridiction prévôtale. seulement d'émeute & de sédition, exerceront la juridiction prévôtale dans toute l'étendue de leur ressort, & se porteront par-tout où leur présence sera nécessaire : ces magistrats seront changés tous les trois ans.

262.

On n'entend nullement comprendre au nombre des tribunaux d'exception les tribunaux militaires, Limites du tribunal des maréchaux de France. comme les conseils de guerre, ou le tribunal des maréchaux de France : mais ce dernier sera rigoureusement resserré dans les limites du régime militaire, & borné aux individus en exercice.

263.

La France, après qu'elle aura adopté le code Comment il faudra diviser la France.

ce après qu'il le aura adopté le code national. national dans toutes ses parties, sera divisée en vingt-cinq provinces, d'une population à-peu-près égale, dont Paris, avec une certaine étendue de pays à l'entour, sera la première, sous le nom de *province capitale*.

264.

Chaque province sera divisée en huit arrondissemens égaux, à-peu-près en population; ce qui formera, comme on l'a dit plus haut deux cents arrondissemens.

265.

Création de
24 parlemens
de 200
bailliages en
procédant à
la nouvelle
division de la
France.

Chacune des vingt-cinq provinces aura son parlement siégeant dans la capitale, c'est par cette multiplicité des cours souveraines, ayant chacune un ressort moins étendu que celui de nos parlemens, que le juge souverain sera convenablement rapproché des justiciables.

266.

Chaque arrondissement aura un bailliage fixé irrévocablement dans la ville qui sera choisie pour être le chef-lieu de l'arrondissement; sans préjudice des juridictions consulaires, par-tout où elles seront nécessaires, pour le bien du commerce,

267.

Il seroit convenable que dans l'arrondissement,

où sera placé le siège du parlement , cette cour & le bailliage ne fussent pas dans la même ville ; ce seroit vivifier par les consommations deux villes au lieu d'une , & les campagnes des environs ; rapprocher dans chaque province une ville de plus de ses premiers juges , & délivrer un tribunal subalterne de la présence d'une cour souveraine , qui la rabaisse au-dessous de son niveau , par la comparaison des deux autorités trop rapprochées , & quelquefois par une oppressive supériorité.

268.

Pour déterminer définitivement le nombre des magistrats qui doivent composer chaque bailliage, il faut combiner les causes qui doivent augmenter le travail de ces cours avec celles qui doivent le diminuer. Il est vrai que d'une part la suppression de tous les tribunaux d'exception ou d'attribution, & leur réunion aux bailliages doit augmenter le nombre de leurs officiers : mais d'autre part , ce nombre doit être réduit , en proportion de ce que la législation sera plus simple , que la souveraineté des bailliages sera étendue à une plus grande somme , & que le travail des cours sera plus assidu : or , ces deux especes de causes se compensant à peu-près , il ne restera plus qu'à tâtonner quel est le nombre de juges nécessaires dans chaque bailliage : je pense qu'il ne faudra le fixer définitivement que par l'expérience. En attendant

Manière de déterminer alors le nombre des officiers de chaque parlement & de chaque bailliage.

on pourra souffrir un nombre exagéré; sauf à le réduire par l'extinction successive des membres qui ne seront pas remplacés.

269.

Pour déterminer provisoirement le nombre de magistrats qui composeront les bailliages & les parlemens, on fera un premier total de tous les officiers des juridictions subalternes de toute espèce, mais toutes royales; & on divisera ce total en autant de parties qu'il y aura d'arrondissemens. Je divise la France en deux cents arrondissemens, ce sera dans mon projet la deux centième partie de ce total qui formera le nombre de chaque bailliage: c'est par une opération toute semblable qu'on déterminera provisoirement le nombre des officiers de chaque parlement; sauf à réduire ou à augmenter le nombre des juges, tant dans les cours souveraines que subalternes; selon que l'expérience de dix ans aura appris qu'il est excessif ou insuffisant, même avec une assiduité de travail supérieur au travail de nos cours.

270.

La commune occupera toujours la moitié, au moins, de toutes les places de magistrature & de toute autre administration.

La commune occupera toujours la moitié, au moins, de toutes les places de magistrature subalterne ou souveraine; & pour ne pas nous répéter à chaque chapitre, il en sera de même des grades militaires, des places municipales, des évêchés, des canonicats, des dignités de chapitre, & des

cures qui ne feront plus fans doute dédaignées par l'orgueil du noble en rabat. Ainfi la noblesse & la commune poffédant une fois , moitié chacune de toutes les places qui donnent quelque droit à l'adminiftration publique , les nobles & les non nobles fuccéderont alternativement aux places vacantes

271.

Chaque bailliage aura trois chambres ; la premiere , fous le nom de *chambre tournelle* , connoitra des matieres criminelles ; la feconde , fous le nom de *chambre d'adminiftration* , connoitra de toutes les conteftations relatives à la chofe publique , par exemple , aux impôts & à tous objets d'adminiftration générale , provinciale ou municipale ; la troifieme , fous le nom de *chambre ordinaire* , connoitra de toutes les conteftations nées fur les objets ordinaires de la juftice diftributive.

Division en
chambres de
chaque bail-
liage & de
chaque parle-
ment.

272.

Chaque parlement aura quatre chambres ; favoir , trois correfpondantes aux trois chambres de chaque bailliage , & une quatrieme , fous le nom de *chambre de commerce* , correfpondante à la jurifdiction réunie des confuls & des amirautés. L'appel des jugemens rendus dans les trois chambres des baillies , & dans la jurifdiction confulaire , ne pourra être porté qu'à la chambre correfpondante du parlement de la province.

La nation
seule pourra
étendre la ju-
risprudence
par des sup-
pléments du
code nation-
nal.

Il ne sera pas permis aux cours de judicature subalterne ou souveraine de faire, par leurs sentences ou par leurs arrêts, un supplément de code national, sous prétexte de l'interpréter ou de juger des questions, sur lesquelles il ne contiendrait pas une décision précise; ce seroit partager avec la nation la puissance législative sans son consentement & contre son gré : s'il se présente donc des questions que le code laisse indécises; elles ne seront jugées que provisoirement, & par analogie avec les loix déjà faites; le jugement déclarera qu'il n'est que provisoire, jusques à ce que la nation se soit expliquée; alors le procès sera jugé de nouveau à la requête de la partie qui se croira lésée par le jugement provisoire : mais elle ne pourra réclamer ni les dépens de l'instance provisoire, ni la restitution des fruits, ni des dommages intérêts pour la non-jouissance, contre une partie adverse qui, dans le silence de la loi, aura eu pour elle l'interprétation des magistrats, quoique par l'événement défavouée du corps législatif.

Les gens du roi, dans chaque parlement, seront obligés de tenir note des questions dans tous les genres, qui n'auront pu être définitivement jugées par le code national : toutes ces notes

seront adressées, tous les ans, aux censeurs de la province, qui les enverront au ministère public établi au conseil national; celui-ci y rédigera ces notes, & les mettra ensuite sous les yeux de ce tribunal, qui, par des commissaires, travaillera sans cesse à faire de toutes les notes dont je parle, un supplément de ce code par aperçu. Ce projet revu & discuté par le conseil, sera présenté ensuite aux états généraux; & avant d'être sanctionné, passera par les mêmes épreuves que le code lui-même.

275.

Au moyen de cette marche lente & sûre de la législation, la jurisprudence des arrêts sera à jamais anéantie; elle ne pourra jamais être invoquée en justice; son nom même seroit inconstitutionnel, & les jurisconsultes ne pourront être cités que comme un commentaire du code, non pas fait pour étendre ce code à des questions imprévues par le législateur, mais pour en éclaircir les obscurités, ou pour en faire évanouir les contradictions apparentes: & l'auteur, ou après lui son éditeur, sera tenu de corriger son commentaire d'après le supplément du code, où la nation aura développé ses premières loix par des loix nouvelles.

Abolition
pour toujours
de ce qu'on
appelle juris-
prudence des
arrêts.

276.

Chaque cour de judicature subalterne ou souveraine motivera ses jugemens en bref, à

Tout juge-
ment sera mo-
tivé en bref.

l'exemple du tribunal de la rote , qui en cela mérite l'hommage d'être imité de toute l'Europe.

277.

Abolition de
l' vénalité des
charges de ju-
dicature.

Les charges de magistrature ne seront plus vénales. Les offices de greffier , d'huissier & de notaire seront les seuls qu'on ne pourra acquérir que moyennant finance.

278.

Préférence
accordée dans
la formation
des nouveaux
tribunaux aux
membres des
tribunaux
supprimés.

Cependant les officiers des différentes juridictions subalternes ou souveraines , même des juridictions supprimées , seront placés par préférence dans les nouveaux bailliages ou dans les parlemens de nouvelle création ; & la nation se chargera de leur payer les intérêts de la somme à laquelle ils auront déjà évalué leur office. Elle se chargera même d'en rembourser le capital aussi-tôt que le lui permettra l'état de ses finances , aux anciens magistrats qui se seront démis , ou aux héritiers de ceux qui seront morts en exercice. C'est ainsi que la nation restera fidelle à la loi , également juste & sage , de rendre en valeur aux possesseurs légitimes les propriétés nuisibles à la chose publique , & qu'elle ne peut , pour cette raison , laisser subsister en nature.

279.

Tous les ma-
gistrats seront

La nation se chargera aussi de payer annuel-

lement à tous les officiers de judicature , pour le soin qu'ils auront de rendre la justice , un honoraire très-honnête , & qui sera plus considérable pour les officiers des cours souveraines que pour ceux des bailliages. On verra au chapitre de l'impôt ses ressources pour cet objet , & pour tant d'autres dont il nous faut parler dans la suite de cet écrit ; mais au moyen de cette récompense nationale , la justice sera gratuitement rendue dans tout le royaume par les magistrats , sans qu'aucun d'eux ni son secrétaire puisse , à peine de forfaiture , rien exiger ni rien recevoir à titre d'épices , de reconnoissance , de prompt expédition , ou à autre titre quelconque.

280.

Il sera de même défendu à tout magistrat de recevoir dans sa maison son justiciable , pendant procès , d'écouter ailleurs ses sollicitations ; ou ses instructions verbales , par sa bouche ou par celle des personnes interposées ; le tout à peine de punition exemplaire provoquée par le ministère public , ou par les censeurs , & encore à peine d'être exposé en cas de preuve à une récusation éclatante & honteuse de la part de la partie adverse. Il sera de même défendu aux deux parties également de se présenter chez leur juge , de le circonvenir hors de sa maison par elles-mêmes ou par autres , sous aucun pré-

ensionnés
par la nation,
au moyen de
quoi ils ren-
dront gratui-
tement la jus-
tice.

Toute solli-
citation de
juges prohibée , les frais
des voyages
& séjour sup-
primés.

Les bailliages
seront souve-
rains jusques
à mille livres
seulement.

Les bailliages ne jugeront souverainement que les causes dont l'objet ne passera point mille livres; porter cette somme plus haut, ce seroit rendre les parlemens presque inutiles : ce seroit enlever aux deux parties, quand elles ont de la fortune, l'avantage d'être mieux jugées par une seconde juridiction, toujours éclairée en proportion de l'importance de son siege, & du nombre de ses membres. La souveraineté des bailliages n'a été imaginée que pour délivrer les foibles & les pauvres d'une suite oppressive & vexatoire de poursuites de la part des puissans & des riches. On a cru compenser, par cet avantage, celui d'avoir la ressource d'un juge d'appel; or étendre plus loin la souveraineté des jugemens dans les bailliages, ce seroit l'étendre à une classe d'hommes pour laquelle cette compensation n'en seroit pas une.

Suppression
des procu-
reurs, dont
les fonctions
seront réunies
à celles des
avocats dans
les bailliages.

Il n'y aura plus de procureurs dans aucune juridiction: Leurs fonctions seront réunies à celles des avocats, sans préjudice à eux de se faire recevoir avocats, s'ils ont les lumieres & les talens convenables; ce seront encore des intérêts à payer pour la finance de ces offices supprimés, & des capitaux à rembourser dans le tems opportun.

facultés ou de son crédit , pour le dépouiller ou l'opprimer ; d'autre part , que les jouissances paitibles & légitimes , soient à l'abri du trouble que voudroit y porter l'envieuse avidité du pauvre : c'est par ces considérations qu'il sera décerné , indépendamment de la condamnation aux frais d'avocats & autres dépens , une amende contre tout plaideur qui aura succombé , & cette peine pécuniaire doit être assez forte pour faire craindre aux parties d'élever des prétentions iniques , ou de se défendre des prétentions légitimes.

283.

Cette peine sera , contre celui qui succombera devant le premier juge , le vingtième de la chose en litige : ce sera un autre vingtième si la même partie succombe en cause d'appel. Quand la partie qui aura succombé au bailliage , gagnera son procès au parlement avec dépens , la partie adverse sera condamnée aux deux vingtièmes de la chose en litige : & si la condamnation aux dépens n'est que partielle , la partie condamnée ne supportera qu'une partie de l'amende proportionnée à celle des dépens , la partie adverse en supportera le reste ; c'est ainsi que les juges seront forcés d'être aussi équitables dans la condamnation aux dépens , que dans le jugement du fond , & qu'ils cessent de s'attribuer sur cette espèce de condamnation un pouvoir arbitraire.

Les bailliages
seront souve-
rains jusques
à mil'e livres
seulement.

Les bailliages ne jugeront souverainement que les causes dont l'objet ne passera point mille livres; porter cette somme plus haut, ce seroit rendre les parlemens presque inutiles : ce seroit enlever aux deux parties, quand elles ont de la fortune, l'avantage d'être mieux jugées par une seconde juridiction, toujours éclairée en proportion de l'importance de son siege, & du nombre de ses membres. La souveraineté des bailliages n'a été imaginée que pour délivrer les foibles & les pauvres d'une suite oppressive & vexatoire de poursuites de la part des puissans & des riches. On a cru compenser, par cet avantage, celui d'avoir la ressource d'un juge d'appel; or étendre plus loin la souveraineté des jugemens dans les bailliages, ce seroit l'étendre à une classe d'hommes pour laquelle cette compensation n'en seroit pas une.

Suppression
des procu-
reurs, dont
les fonctions
seront réunies
à celles des
avocats dans
les bailliages.

Il n'y aura plus de procureurs dans aucune juridiction: Leurs fonctions seront réunies à celles des avocats, sans préjudice à eux de se faire recevoir avocats, s'ils ont les lumieres & les talens convenables; ce seront encore des intérêts à payer pour la finance de ces offices supprimés, & des capitaux à rembourser dans le tems opportun.

286.

Le nombre des avocats sera fixé dans chaque ^{Maniere de}jurisdiction , d'après la même expérience de dix ^{déterminer le}années au moins qui aura servi à fixer le nombre ^{nombre d'a-}des magistrats dans chaque bailliage & dans ^{vocats néces-}chaque parlement. En attendant on en gardera le ^{saire dans}nombre tel qu'il est aujourd'hui , sauf à le laisser ^{chaque bail-}se réduire par mort au nombre déterminé. ^{liage & dans}
^{chaque parle-}
^{ment.}

287.

Quand le nombre des avocats sera réduit par ^{Maniere de}mort à celui que la loi , aidée par l'expérience , ^{remplacer les}aura déterminé pour un bailliage , & pour un par- ^{avocats décé-}lement quelconque , ceux qui décéderont ou qui ^{dés ou qui se}se seront démis seront remplacés au scrutin par ^{seront démis.}tous les magistrats & par tous les avocats du bailliage ou du parlement où exerçoit celui qu'on voudra remplacer.

288.

Comme il faut une pépinière dans laquelle on ^{Pépinière de}puisse choisir des hommes propres à remplacer ^{sujets propres}les avocats décédés , chaque avocat , dans le nou- ^{à remplacer}veau régime , associera à son travail un ou plu- ^{les avocats.}sieurs avocats sous le titre d'*avocats auxiliaires*. L'un de ceux-là sera chargé de toutes les dili- gences & de l'espece de travail qui , dans l'an- cien ordre , eussent été de la compétence du pro- cureur. L'avocat auxiliaire pourra aussi , dans les

bailliages, plaider au nom de son principal; écrire pour lui dans les causes, même être admis aux conférences des avocats principaux pour consultation, mais sans voix délibérative. C'est dans cette classe que seront pris, par élection libre & secrète, les successeurs des avocats principaux, à mesure qu'ils seront décédés ou qu'ils auront effectué leur retraite.

289.

Néanmoins, comme des talens *éminens & connus*, en fait de jurisprudence, pourroient se trouver hors la classe des avocats auxiliaires, cette classe n'aura pas le privilège exclusif de renfermer les sujets éligibles; quoique par le fait elle paroisse propre à fixer presque toujours les suffrages des électeurs.

290.

Un avocat principal ne pourra se donner un avocat auxiliaire qu'après qu'il aura été reçu au scrutin dans une assemblée générale d'avocats auxiliaires & principaux: mais dans le commencement on admettra sans délibération à l'état d'avocat auxiliaire tout procureur supprimé, qui sera présenté par un avocat principal, à la charge par lui de prendre des grades d'avocat qui ne lui seront pas refusés.

291.

Les places de magistrature , soit dans les bailliages , soit dans les parlemens , seront électives , de même que celles des avocats principaux & des avocats auxiliaires ; & l'élection sera faite au scrutin par les officiers du corps joints aux avocats principaux exerçans dans la juridiction.

Toutes les places de magistrature seront pareillement électives.

292.

La pépinière principale des magistrats des bailliages sera l'ordre des avocats principaux exerçans dans un bailliage quelconque de la province ; & la pépinière des magistrats de chaque parlement sera la classe des avocats principaux exerçans dans cette cour souveraine , & des officiers des bailliages de tous les arrondissemens de son ressort.

Pépinière de sujets propres à remplacer les magistrats.

293.

Dans les audiences des bailliages , il ne sera ni plaidé , ni prononcé que sur des objets provisoires , & sur des matieres purement sommaires , mais il y sera prononcé en dernier ressort ; toutes les autres contestations seront des procès par écrit. Une audience occupe trop de juges à la fois , & laisse trop d'avocats à la fois dans l'inaction. Les grandes causes font dans le cours des plaidoiries une sorte d'engorgement nuisible à la circulation du palais. Mais il faudra nécessairement abrégér les procès par écrit , en proportion de ce qu'on

Seules matieres d'audience aux bailliages.

en augmentera le nombre par la suppression des grandes causes d'audience. C'est là aussi une réforme que je ne manquerai pas de proposer dans la suite de ce chapitre.

294.

Nulla au-
dience aux
cours de par-
lement.

Les causes provisoires & purement formelles devant être jugées en dernier ressort aux audiences des bailliages, cela rendra les audiences dans les cours de parlement inutiles & sans objet.

295.

L'accusé en
matière cri-
minelle ne se-
ra pas jugé
par le baillia-
ge de son do-
micile.

Comme il est également essentiel en matière criminelle de n'être jugé, ni par des juges trop éloignés, ni par ceux avec lesquels on est en usage de vivre, ni l'instruction, ni le jugement en matière criminelle ne se fera par le bailliage du lieu où l'accusé sera domicilié, encore que le délit ait été commis dans son ressort. L'accusé pourra être arrêté en flagrant délit, d'autorité du bailliage de son domicile; mais il sera jugé par le bailliage d'un autre arrondissement dans la même province, sur la plainte portée à ce bailliage, ou par la partie civile, ou par la partie publique. *Secus* si l'accusé est étranger à l'arrondissement où il a commis son délit; mais si la suite de la procédure implique comme complices des domiciliés dans l'arrondissement, le procès sera renvoyé à un autre bailliage, en l'état où il se trouvera.

Chacun des huit arrondissemens d'une province aura pour juge en matiere criminelle les sept autres successivement, chacun pendant deux ans ; après quoi on recommencera : & le parlement de chaque province sera toujours , en matiere criminelle, le juge d'appel des accusés qui auront été jugés par les bailliages de son ressort. Mais pour ne pas appeller les témoins de trop loin , chacun des magistrats du bailliage où l'affaire sera pendante , ira à son tour procéder sur les lieux à l'information , d'après une liste de témoins donnée par l'accusateur , & qui ne pourra être augmentée que dans le cas seulement où de nouveaux témoins lui seront indiqués par les dépositions.

En matiere civile , & en supposant que le code national fasse en tous lieux la loi uniforme du royaume , chaque arrondissement aura pour juge souverain son bailliage , mais dans les causes seulement d'audience qui ne seront plus , comme on l'a dit , que des causes sommaires & provisoires.

En matiere civile chaque bailliage sera juge de son arrondissement dans les causes d'audience seulement.

Quant aux procès par écrit , en matiere civile , l'assignation sera donnée à la vérité pardevant le bailliage compétent , suivant la nature réelle

Les procès par écrit seront instruits au bailliage où aura été

donnée l'as- ou personnelle de l'action: ces procès seront même
 signation, & instruits par les avocats du bailliage où on aura
 jugés dans être dûment intimé; mais ils seront jugés, tant
 une autre pro- en première instance que par appel, dans une
 vince. autre province, en la manière qui va être pro-
 posée.

499.

Par quels
 procédés on
 parviendra à
 être jugé dans
 une autre pro-
 vince en pre-
 mière instan-
 ce.

Quand l'instruction du procès sera finie au
 bailliage compétent, les deux sacs des parties
 seront remis promptement au greffier, sous son
 récépissé: celui-ci les enverra par la voie des di-
 ligences au greffier de celui des parlemens de
 France, qui sera de tour pour juger les affaires
 de la province; l'envoi des sacs se fera aux frais
 & avances de la partie la plus diligente, & ce
 dernier greffier en accusera la réception à son
 confrere.

500.

300.

Il faut expliquer ici ce que j'entends par celui
 des parlemens de France qui sera de tour pour
 juger les affaires de la province. Je suppose qu'a-
 près la promulgation du code national univer-
 sellement adopté, la France ait été divisée comme
 je l'ai proposé ci-dessus en vingt-cinq provinces;
 que chaque province ait eu son parlement, &
 chaque arrondissement son bailliage; enfin, que
 chaque province ait son numéro en commençant
 par celle de Paris qui sera appelée *province ca-
 pitale*.

Tout cela une fois supposé, il faudra que par convention générale, il soit réglé qu'une certaine année chaque province sera jugée par le parlement de la province du numéro immédiatement suivant, c'est-à-dire, que la province capitale, n°. 1. sera jugée cette année-là par le parlement de la province, n°. 2. ; que celle-ci sera jugée la même année par le parlement de la province n°. 3. , ainsi des autres. Cet ordre changera toutes les années, en ce que chaque province aura pour juge le parlement des différentes provinces successivement, en suivant l'ordre de leurs numéros.

Le parlement séant dans la province sera désignée par le nom de *parlement local*, & celui dont le tour sera venu de la juger, sera désigné par le nom de *parlement de tour*. Les mêmes dénominations seront employées pour les bailliages.

Le parlement de tour, après avoir reçu de son greffier les sacs des procès venus de la province soumise cette année-là à ses jugemens, distribuera sans choix ces sacs aux huit bailliages de son arrondissement ; & cette distribution réglée par le sort se renouvellera toutes les semaines.

Chaque bailliage observera scrupuleusement dans l'ordre des procès à juger, celui de leur numéro ; & chaque semaine le greffier de chaque bailliage enverra au greffier du *bailliage local* deux

expéditions en bonne forme, & *gratis*, des sentences qui le concernent; l'une pour être déposée au greffe local, l'autre pour être remise à l'avocat de la partie qui aura gagné son procès, & qui, en recevant la sentence, en paiera le papier & le port : quant aux sacs . ils demeureront en dépôt au bailliage de tour, jusqu'à ce que son greffier ait reçu l'avis de l'acquiescement de la partie condamnée, ou la copie de son appel.

Dans le premier cas, le greffier du bailliage de tour renverra les sacs au greffier du bailliage local, pour être rendus aux parties : dans le second cas, il enverra sans délai les sacs au greffier du parlement, qui alors sera de tour, pour la province où se trouve le bailliage local des deux parties : celui-ci mettra les deux sacs & l'appel sous les yeux de la compagnie, qui les numérottera, pour être jugés en dernier ressort, suivant l'ordre invariable des *numéro*.

Dans le cas d'une sentence du bailliage de tour, acquiescée par la partie condamnée, celle-ci sera contrainte de remettre à la caisse du greffe local l'amende à laquelle elle aura été condamnée : il en sera de même de la partie qui aura succombé sur l'appel jugé par le parlement de tour ; & tous les trois mois la caisse du greffe de chaque bail-

tiage versera dans celle du greffe du parlement local.

303.

Pour parvenir au jugement en dernier ressort des procès dont les sacs seront sous les yeux du parlement de tour, ce parlement les distribuera par égal nombre à tous les avocats exerçans dans cette cour souveraine, mais en observant de confier aux avocats du mérite le plus distingué les plus grandes causes. Les sacs des deux parties seront adressés au même avocat, pour les examiner en juge impartial, & pour faire sur leurs défenses respectives *un seul écrit* imprimé, dans lequel, après avoir rapporté en bref les faits dont la connoissance est nécessaire pour le jugement, & les raisons que chaque partie a dites, ou qu'elle auroit pu dire pour sa défense, il se fixera sur la raison de décider à la façon des gens du roi, & prendra telles conclusions qu'il avisera bon être pour la confirmation ou la réformation de la sentence du bailliage. Aussi les avocats au parlement porteront-ils le nom d'*avocats juges* pour les distinguer de ceux qui exerceront dans le bailliage, sous le nom de *simples avocats*.

Par quels
procédés on
parviendra à
être jugé en
cause d'appel
dans une au-
tre province.

304.

Cet écrit de l'avocat-juge sera remis, après l'impression, à tous les membres de la chambre qui doit juger le procès, & avant tout au rappor-

teur, avec les deux sacs. Celui-ci fera lecture de son rapport par écrit à la chambre ; ce rapport sera un travail du même genre que celui de l'avocat-juge ; mais dans son rapport le magistrat corrigera, autant qu'il le jugera convenable, la discussion & les conclusions de cet avocat. Ce rapporteur aura toujours une sorte d'adversaire dans un second rapporteur, sous le nom de *rapporteur adverse*, dont les fonctions seront de suppléer ce qui aura été omis dans le rapport fait par son collègue, ou de contredire son opinion avant qu'on aille aux voix. Celui-ci aura fait son rapport particulier, & en fera lecture, dans le cas où il auroit autrement conclu que le premier rapporteur, à moins qu'en l'entendant il ne se fût rangé à son avis.

L'arrêt une fois rendu & expédié à son tour, la grosse sera renvoyée, toujours par la voie des diligences, au greffier du bailliage local, avec les deux sacs, le tout *gratis*, sauf à ce dernier à se faire payer le port & le papier ou parchemin par la partie qui aura gagné son procès. C'est par cette suite de procédés, & non autrement, qu'on pourra parvenir à défendre la malheureuse classe des plaideurs de trois grands inconvéniens, dont le premier est d'être jugés par des hommes qui les connoissent trop, ou qui connoissent trop leurs amis ou leurs ennemis, dont le second est d'être

déffendus par des avocats ruineusement verbeux ; & dont le troisieme est d'être à la merci d'un rapporteur inexact ; qui , faute de contradicteur , & parlant à des juges qui n'ont rien lu , parce qu'ils avoient trop à lire , devient le maître de l'arrêt , & l'unique juge du procès.

306.

Il reste maintenant à régler , 1°. le nombre des écrits de premiere instance ; 2°. l'honoraire des simples avocats & des avocats-juges pour leurs écrits ; 3°. l'honoraire des juges , tant souverains que subalternes. Commençons par les avocats : ceux qui écrivent devant le bailliage local , ne pourront faire entrer en taxe que deux écrits ; & celui des avocats qui en aura fait un troisieme , sans nécessité , ou qui aura pu le renfermer dans les deux premiers pourra être repris par son ordre , comme coupable d'une sorte d'exaction envers son client , & condamné à lui en rendre l'honoraire.

Quel sera
dans l'instruction le nombre des écrits.

307.

Le premier des deux écrits sera signifié au plus tard un mois & demi après l'expiration du délai de l'assignation ; il ne pourra y avoir de même qu'un mois & demi d'intervalle entre la signification de chacun des autres : & ces délais seront de rigueur ; à moins qu'il n'en ait été autrement convenu par écrit signé des deux parties , ou qu'il

Tout procès sera instruit dans six mois.

n'ait été jugé à l'audience & contradictoirement , que l'une des deux parties a une raison légitime de demander une prorogation de délai , qui ne sera jamais réitérée. Hors ces deux cas , l'instruction de tout procès par écrit sera achevée dans six mois ; après lesquels les deux sacs seront renvoyés au parlement de tour.

Tout avocat qui , après avoir fait le premier écrit , jugera ne pouvoir dans le délai finir le second qui lui sera demandé par la partie , sera tenu d'écrire dans les deux premiers jours du délai , au bas de son premier écrit , ces mots , *par-devant autre* , de les dater & de les signer.

Tout écrit des avocats sera d'abord signifié en manuscrit ; ensuite imprimé exactement , jamais grossoyé ; si tous les quatre mémoires ne sont pas imprimés dans le délai de six mois , celui qui restera à imprimer ne restera ni taxé , ni mis en manuscrit dans le sac ; sauf à la partie qui sera retardée pour l'impression , à faire imprimer & signifier le mémoire retardé , pour être renvoyé par forme de supplément du sac au parlement de tour ; sans que , sous prétexte d'attendre ce supplément , le jugement puisse être retardé.

Tous les
écrits des avo-
cats seront
taxés aux
bailliages &
aux parle-
mens.

Les écrits des avocats juges , ainsi que ceux des simples avocats , seront tous imprimés dans le même format , avec le même caractère , & les

mêmes interlignes , en tous lieux du royaume , pour servir de base à une taxe uniforme ; ce format sera un *in-octavo* , ayant trente lignes à chaque page.

309.

Les écrits des simples avocats établis près des bailliages , seront taxés au taux qui sera réglé ci-après , pour les cinquante premières pages d'impression , à moitié moins pour les cinquante autres : ce sera *zero* pour le surplus. Quant aux avocats juges établis près des cours souveraines , ils seront réglés pour les cent premières pages , à un taux double de celui qui aura été fixé pour les cinquante premières des simples avocats ; ce taux sera de moitié moindre pour les cent autres pages ; ce sera *zero* pour le surplus : c'est la meilleure leçon de laconisme qu'on puisse donner à cette espece d'écrivains.

310.

Pour régler la taxe des écrits faits par les avocats , de la maniere la moins arbitraire , & à un taux assez élevé pour que d'excellens sujets puissent rechercher cette profession , d'ailleurs si digne d'être honorée , on supposera qu'un avocat principal , médiocrement occupé , peut , étant aidé d'un auxiliaire , composer cent pages d'impression ; par mois , du nombre des cinquante premières ; ce qui formera un volume de douze cents pages par an.

Cette taxe
sera réglée en
blé & payée
en argent.

Cette base une fois posée ; ce n'est point en argent qu'il faut faire la taxe de chaque page : car l'augmentation progressive du prix des denrées diminueroit progressivement la valeur intrinsèque du numéraire faisant le montant de la taxe , & obligerait à augmenter cette taxe par intervalles.

Manière d'é-
valuer en ar-
gent toute
taxe ou pen-
sion réglée en
blé.

C'est pour éviter de remonter comme une pen-
dule toutes les loix , qui auroient réglé en argent
la subsistance des hommes utiles à l'état , & sti-
pendiés par la nation , que j'ai l'attention
constante, dans toute la suite de cet écrit , de
proposer que ces sortes de subsistances soient ré-
glées en blé , & qu'elles soient payées en argent ,
au prix commun du blé , dans les dix dernières
années.

Je m'explique : tous les dix ans , on calculera
le prix moyen du septier de froment , mesure de
Paris , vendu , dans les années précédentes , à la
halle de cette capitale , dont le fourneau fera à
cet égard , dans tout le royaume , la base des
calculs pour la subsistance des pensionnaires de
la nation. Ce prix moyen une fois calculé & rendu
public par l'impression , dans toute l'étendue du
royaume , subsistera pendant dix ans , pour régler
la somme en argent due pour les pensions en blé.
Après ces dix années , on calculera de même le

prix moyen du blé des dix dernières années, pour servir de règle dans les dix suivantes; ainsi à l'infini.

313.

En appliquant cette règle à la taxe des écrits des simples avocats, chacune des cinquante premières pages pourroit être taxée à un demi-boisseau de blé froment, mesure de Paris, les douze cents pages, qui forment le travail moyen d'un avocat, pendant l'année, vaudront donc six cents boisseaux ou cent septiers qui, estimés aujourd'hui à 30 livres le septier, année commune, feroient pour l'avocat, médiocrement occupé, un revenu total de trois mille livres; à raison de cinquante sols par page, & c'est-là certainement un sort bien honnête.

Un avocat, médiocrement occupé, pour gagner annuellement 3000 l. dans les bailliages.

314.

Quant aux avocats juges établis près des parlements, chacune des cent premières pages pourroit être taxée à un boisseau de blé froment, mesure de Paris, & les cinquante autres à moitié moins; ce qui seroit, pour un travail par an de douze cents pages, du nombre des cent premières, un revenu de deux cents septiers, qui aujourd'hui valent six mille livres.

Dans les parlements un avocat médiocrement occupé pour gagner annuellement 6000 liv.

315.

On pourroit taxer de même à deux cents septiers l'honoraire que la nation paiera à chaque magistrat.

Penses des magistrats réglée en bloc.

trat de cour souveraine , & à cent septiers l'honoraire que la nation paiera à chaque magistrat dans les bailliages ; ce qui feroit , dans la suite , pour les premiers , un revenu national correspondant à un revenu actuel de 600 livres , & pour les derniers un revenu de 300 livres.

316.

Revenu propre dont il faudra faire preuve pour pouvoir être élu magistrat subalterne ou souverain.

Comme il importe à l'état d'avoir pour juges des hommes au-dessous des besoins ordinaires de la vie , afin qu'ils soient aussi au-dessus de toute séduction pécuniaire , on ne pourra être élu magistrat de cour souveraine , qu'autant qu'on fera preuve d'un revenu propre en argent clair & net , qui soit équivalent au prix de ce tems-là , de cent septiers de blé froment mesure de Paris , & on ne pourra être élu magistrat dans les bailliages , qu'autant qu'on fera preuve d'un revenu propre en argent clair & net , qui soit équivalent au prix de ce tems-là , de cinquante septiers : ainsi en cumulant le revenu patrimonial & national des magistrats , les officiers des parlemens auront en tout au moins un revenu correspondant à un revenu actuel de neuf mille livres ; & les officiers des bailliages en auront un de 4500 livres au moins , ce qui suffit pour la dignité de leur état.

317.

Par qui & comment seront payés les honoraires des avocats aux parlemens.

Qui paiera les honoraires des avocats juges , pour que la justice en cause d'appel ne coûte rien aux

aux parties? Voici sur cela un des projets qui peut être adopté : chaque greffier , dans les bailliages , sera trésorier , sous bonne & valable caution , de toutes les amendes prononcées , tant pour raison des différens délits , que pour raison des succombances dans les procès ; & vuidera , tous les six mois , sa caisse dans celle du greffier du parlement local , ainsi que je l'ai dit plus haut. C'est donc le greffier du parlement qui , sur les mandats des commissaires taxateurs , comptera aux avocats le montant de leurs honoraires , tous les trois mois.

318.

A l'époque du dernier trimestre de l'année , le greffier de chaque parlement enverra , au trésorier des états de la province , une note du résidu de sa caisse , ou du déficit qui s'y trouvera , pour payer le dernier trimestre de l'année : dans le premier cas , il versera le résidu dans la caisse de la province ; dans le second cas , il remplira son déficit par des mandats sur le trésorier de la province , signés de lui & des commissaires taxateurs , en faveur des avocats juges , dont il n'aura pu payer la taxe avec les fonds de sa caisse.

319.

Il y aura pour les magistrats & pour les avocats , tant des bailliages que des parlemens , deux mois

K

Fixation rigoureuse des vacances & du travail des parlemens.

de vacance & rien de plus : ce seront les mois d'août & de septembre ; parce que ce sont les deux mois de la moisson & des vendanges : le travail des juges se fera régulièrement chaque jour en deux séances, l'une le matin, l'autre l'après midi, de quatre heures au moins chacune. Tout cet article sera une loi de rigueur, recommandée à la sévère vigilance des censeurs.

320.

Magistrats
& avocats te-
nus à la rési-
dence.

Les censeurs pourront seuls à l'unanimité dispenser de la résidence un magistrat ou un avocat ; mais ils ne le pourront que pour juste cause, & pour un tems limité.

321.

Médiateurs
généraux
dans chaque
lieu.

Dans chaque communauté d'habitans, soit ville, soit bourg ou village, il sera nommé des prud'hommes, sous le nom de *médiateurs généraux* préposés pour prévenir, par des arrangements amiables, les procès qui naîtront entre les habitans : ils jugeront sur le champ sans frais & sans appel, les rixes, les indemnités, les dommages, & toute demande n'excédant pas 24 liv. : si les deux parties sont domiciliées en des lieux différens, les prud'hommes des deux lieux se rassembleront, pour éteindre le litige dans son origine ; ils seront au nombre de cinq dans chaque grand quartier de grande ville, & dans chaque

ville moyenne ou petite ; ils seront au nombre de trois dans chaque bourg & village.

322.

Les médiateurs généraux , établis dans le chef lieu de chaque arrondissement , tenteront de faire transiger les parties après le jugement de première instance , & avant l'appel.

323.

Dans le collège des avocats exerçans en chaque bailliage , trois d'entr'eux seront chargés , pendant une année alternativement , & en suivant l'ordre du tableau , de défendre , *gratis* , la cause des plaideurs certifiés pauvres , & hors d'état de poursuivre leurs droits , par tous les officiers municipaux , par le curé du lieu , & par les médiateurs généraux , en leur honneur & conscience , pourvu néanmoins qu'il soit attesté par ces derniers que lesdits plaideurs pauvres n'ont pas été indociles à leur médiation charitable.

Pauvres seront défendus *gratis* par les avocats alternativement.

324.

Plus de papier timbré , comme étant un impôt mis non sur des richesses , mais sur une calamité , & comme un impôt tendant à surcharger les frais de justice , au lieu de les diminuer.

Suppression du papier timbré.

Le contrôle
fiscal remplace
é par une
espece de
contrôle gra-
tuit.

Quant au contrôle, il sera rejeté comme impôt, & conservé en équivalent, comme moyen d'assurer les dates des actes privés; cet équivalent consistera en ce que tout signataire d'acte privé, ayant intérêt d'en fixer la date, ira le présenter à deux notaires différens, dans le même jour ou dans l'espace de trois jours, pour le signer; ils ajouteront à leur signature la date en toute lettre, sans qu'ils puissent ni refuser de signer, ni exiger pour cela aucune espece d'émolument; & une fausse date, en pareil cas, seroit de leur part un faux qui, en cas de preuve, seroit puni comme tel.

Poscriptum.

On a omis de dire, au numero 305, que l'avocat-juge qui aura écrit dans la cause que l'on jugera, sera tenu d'assister au rapport; qu'il siégera parmi les juges, & qu'il pourra faire des observations mais sans voix délibérative; que la chambre où se feront les rapports des procès sera toujours ouverte au public, tant dans les parlemens que dans les bailliages, & que chaque juge opinera à haute voix sans se déplacer.

CHAPITRE VI.

Police intérieure du Royaume.

326.

LA vraie police, la police digne de ce nom, ^{Quels sont les vices & abus de la police.} respectable aux yeux de la société, n'est pas sans doute une inquisition d'état, qui faisant un crime de lèse-majesté des opinions politiques, qui ne sont pas celles du gouvernement, cherche à surprendre le citoyen dans ses propos, dans ses écrits non signés, & presque dans ses pensées, pour l'immoler aux sombres inquiétudes de la tyrannie.

La vraie police n'est pas non plus une inquisition domestique, qui cherche à pénétrer des secrets de famille, à tenir registre des censures clandestines du ministère, & qu'on s'y permet avec sécurité; à découvrir, par le perfide espionnage d'un faux ami ou d'un valet, les familles qui ont osé conserver la secrète horreur du despotisme, pour en redoubler le poids sur ces maisons républicaines.

La vraie police n'est pas non plus une inquisition municipale, qui fait de tous les lieux d'assemblée des guet-à-pan, pour la franchise & la vérité, si elles parlent sans défiance; qui, par la

manie de l'autorité , accable un reste de liberté , d'un poids inutile de réglemens de police , ou qui écarte , à force de cabale , de l'administration municipale quiconque n'est pas l'aveugle esclave de l'autorité , & qui consume en intrigues un tems & des talens que réclament en vain l'ordre & l'intérêt public.

La vraie police n'est pas non plus une inquisition religieuse , qui aille fouiller jusques dans le cœur du citoyen , pour y trouver des mœurs suspectes , qui par les signes les plus équivoques prétende deviner la pensée du mécréant , & qui ne pouvant allumer des autodafés , aille de tous côtés chercher des victimes qu'elle puisse indiquer par la délation aux sourdes persécutions du fanatisme.

Au contraire , la police , digne d'une nation libre & pensante , se propose d'assurer , d'augmenter la mesure de la liberté individuelle & générale , tant qu'elle ne menacera pas d'ébranler la tranquillité publique : elle s'applique à ne faire éprouver qu'aux méchans la gêne de l'autorité , & à ne tenir que sur eux l'œil importun de la vigilance. La police , quand c'est l'homme du gouvernement qui la fait , & non pas l'homme du peuple , n'est plus pour le citoyen qu'une persécution déguisée , au lieu d'une sauvegarde : c'est avec ces maximes sévères que je vais traiter succinctement les principaux objets de la police intérieure du royaume.

Les places municipales seront invariablement électorales, comme toutes celles qui ont rapport à toute autre partie de l'administration générale du royaume ; & le roi , comme chef de la puissance exécutive , n'aura que le pouvoir de protéger cette essence électorale des municipalités , jamais d'y attenter lui-même.

Toutes les places municipales seront électorales.

Veut-on savoir la raison de ce droit attaché essentiellement au régime municipal ? La voici : comme la nation a droit de se gouverner elle-même , par la sagesse de ses propres loix , elle doit , pour la même raison , assurer aux corps partiels , qui composent son ensemble , le droit de se gouverner eux-mêmes , par les loix auxquelles elle les a soumis pour leur bien particulier.

Quelles seront ces loix d'administration que les états-généraux devront par préférence prescrire aux municipalités ? N'en cherchons point d'autre que l'édit , malheureusement oublié , de 1764 , publié sous le ministère de M. de Laverdy ; il tendoit à faire des citoyens , à ranimer , dans toutes les classes , le goût , l'amour même de la chose publique : l'autorité municipale étoit sagement distribuée ; elle n'avoit ni trop ni trop peu de durée sur les mêmes têtes ; une partie reposoit solidement sur un corps politique , représentant l'entière communauté par des élections li-

Excellent régime municipal établi par l'édit de 1764.

bres ; & ce régime, vraiment patriotique, sembloit fermer pour toujours la porte à l'esprit fiscal , qui vend, au despote , en sous ordre , le droit de subjuguier la liberté publique , & à la malfaisance ministérielle , qui paie la servitude d'un protégé , par le pouvoir de réduire un peuple en servitude. Malheureusement c'est ce même esprit patriotique de l'édit, qui en a précipité l'inexécution & l'oubli ; il sera digne des états-généraux représentatifs d'une nation qui réclame à grands cris tous les genres de liberté légitimes , de faire revivre , de perfectionner même une loi qui n'a péri que par la lutte inégale du civisme , contre la despotique domination des ministres.

328.

Les gouver-
neurs & com-
mandans mi-
litaires n'au-
ront aucune
part à la po-
lice des villes.

Par une conséquence nécessaire du droit qu'à toute communauté d'habitans en France , de se gouverner elle-même suivant les loix générales de la municipalité , & encore par une conséquence nécessaire des loix fondamentales qui doivent distribuer les pouvoirs , avec défenses de jamais im-
piéter les uns sur les autres , les gouverneurs & commandans des provinces & des villes du royaume ne doivent avoir aucune part à la police , ni aucune inspection ou autorité sur le citoyen non militaire : leur devoir , au contraire , est d'acquiescer le souverain envers ses peuples , de l'obligation qu'a contractée cette auguste puissance exé-

cutive de prêter main-forte aux officiers de police, quand ils la requierent pour le maintien de la sûreté publique.

329.

C'est par une suite de ce devoir vraiment royal que les états-généraux sont en droit d'attendre de sa majesté que, sur leurs représentations, elle augmentera les maréchaussées, qu'elle les subordonnera plus parfaitement encore aux requisitions de la puissance judiciaire & municipale; qu'elle donnera au régime de ce corps militaire assez de perfection, pour qu'il se fasse une gloire d'obéir à la voix de l'autorité civile, sans lenteur, sans difficulté, sans négligence & sans exaction; qu'elle évitera pour toujours la faute impolitique d'opposer ce même corps à la puissance même dont il doit par état respecter les personnes, & exécuter les ordres; & qu'elle aura soin d'épargner à ces militaires, constamment utiles à la patrie, la cruelle position qui les a mis quelquefois dans la malheureuse alternative de manquer à l'autorité royale ou à celle des magistrats; & de recourir à la protection de la première, pour le sauver des décrets menaçans de la seconde; renversement d'ordre public, qui tend à dénaturer les rapports des maréchaussées à la puissance judiciaire, & à désorganiser cette partie importante de l'économie politique.

Il convient
d'augmenter
les maré-
chaussées, &
d'affirmer
leur subordi-
nation envers
les magistrats

Les lettres
de cachet
vouées à l'exé-
cration pu-
blique.

Les ordres du roi connus sous le nom de lettres-de-cachet, ou plutôt les abus crians que le despotisme ministériel a fait du nom sacré d'ordre du roi, étant des actes contraires à toute constitution légitime, des atteintes graves portées aux droits de la nature, des infractions monstrueuses du pacte social au moins tacite, des sujets de terreur pour les corps & les individus les plus irréprochables, l'arme la plus odieuse du pouvoir tyrannique, le moyen le plus sûr de subjuguier un peuple entier, en n'ayant l'air de frapper qu'un petit nombre d'individus; ces lettres, l'opprobre des loix, si cet inique secours étoit nécessité par leur insuffisance; ces lettres, la honte du législateur, s'il les préféroit au pouvoir de la loi; ces lettres, la foudre du trône, qui, remise dans les mains de mille tyrans subalternes, ajoute aux excès du pouvoir unique, toutes les horreurs de l'aristocratie la plus redoutable, foudre que jamais n'annonça le tonnerre, & qui, attirée jusques dans l'intérieur des ménages, par le cruel orgueil ou par les iniques complots des familles, comme le feu du ciel est pompé du sein de la nue par-tout où l'attirent ici bas certains procédés électriques, corrompt & dénature même le gouvernement paternel; ces lettres, le

verain aux loix , dont il est le protecteur & le premier sujet ; que quand celui - ci , tient les rênes du gouvernement d'une main incontestablement , cruellement , constamment tyrannique , la nation peut resserrer sa main nourriciere , & que ne pouvant , sans crime , combattre le despotisme hautement déclaré , il lui est du moins permis de l'affamer.

423.

Une troisieme conséquence de mes principes également certaine , est que le peuple a le droit de choisir la forme de l'impôt la moins onéreuse , & , à plus forte raison , de repousser des impôts désastreux , d'une masse accablante , d'une multiplicité perfide , d'une quotité arbitraire , d'une répartition horriblement inégale , d'une complication bizarre , & d'une perception ruineuse.

244.

Une quatrieme conséquence de mes principes , est qu'en supposant qu'il faille garder encore trois ou quatre ans les impôts actuels pour en préparer le remplacement , ils doivent être d'abord annulés par la nation , comme ayant été établis sans son aveu , ensuite par elle rétablis provisoirement , & jusques à ce qu'on leur en ait substitué de moins onéreux.

Projet ébauché d'un nouvel impôt à substituer à tous les impôts actuels. Quels sont donc les impôts qu'il faut substituer à ceux-là , & qui n'en auront point les abus ? Voici sur cela une ébauche de projet que je soumetts aux lumières publiques , & qui demande encore des assertions préliminaires.

Toutes les classes , tous les individus , doivent être également soumis à l'impôt. L'impôt doit frapper sur toutes les classes des citoyens ; & si le même ne peut les atteindre toutes , il faut le diversifier de manière qu'aucune corporation , qu'aucun individu ne puisse en éluder la mesure , à peu près analogue à ses facultés. L'impôt doit pour cela frapper sur toutes les espèces de possessions , pour ne laisser de côté aucun propriétaire.

Iniquité des privilèges péculiaires portant exemption personnelle de l'impôt. Tout privilège en ce genre est une iniquité. Voudroit-on le fonder sur des services rendus à l'état , ce seroit en ce cas un privilège universel , qui seroit évanouir en même tems l'idée de privilège & l'impôt tout entier ; car qui ne fait que toutes les classes de citoyens ont un genre d'utilité , qui , quoique n'ayant pas la même considération , mérite à peu près au même degré la reconnaissance publique ? Si ce privilège n'étoit fondé que sur l'usage , cette usurpation auroit

l'œil vigilant de la police , & très-sévèrement punis , en cas de nouvelle inconduite.

332.

Que deviendra l'honneur des familles ?

C'est le cri d'une cruelle politique qui fait Mauvais pré-
texte de con-
server les let-
tres de cachet
pris de l'hon-
neur des fa-
milles. combien il lui sera facile d'abuser de ce pré-
texte pour rétablir insensiblement l'usage des
anciens excès de l'autorité.

C'est le cri des ministres , brûlans de nuire
à leurs antagonistes , plus que de régner pour
le bonheur des hommes. C'est le cri barbare
de mille aristocrates subalternes , qui veulent ,
par des proscriptions effrayantes , forcer , sur
de grands abus d'autorité , un silence absolu ,
faire respecter jusqu'à leurs vices ou leurs bri-
gandages , donner , par la terreur à leurs moindres
desirs , la vertu d'autant d'ordres suprêmes , &
se consoler , en frappant les autres , des coups
d'autorité qu'ils craignent pour eux-mêmes.

C'est le cri de certaines familles dénaturées
par un orgueil mal entendu , & par la contra-
gion du despotisme qui va jusques dans les
entrailles des parens , lutter contre les sentimens
de la nature , souvent pour ne favoriser qu'un
vil intérêt domestique.

C'est le cri d'un certain nombre d'esclaves
enchaînés autour des grands , par les besoins
ou par la bassesse naturelle de leur ame , qui ;

abattus par la servitude , accoutumés aux fers , dégradés par l'habitude de l'esclavage , & ayant perdu jusques au sentiment de la dignité de leur être , ne peuvent envisager l'éclat de la liberté , comme la lumière éblouit & blesse les yeux de celui qui sort d'un cachot.

Laissons ces êtres dégénérés saisir avec un empressement déplorable le moindre prétexte d'éloigner le retour de la liberté politique , & dans leur cerveau rétréci , préférer le bien particulier de quelques familles au bonheur général. Que tout franc digne de ce grand nom s'attache à concilier ces deux intérêts en philosophe , au lieu de subordonner en stupide politique au plus petit de ces intérêts , le plus important & le plus étendu.

Manière
d'obvier au
deshonneur
des familles.

O nation , ô vous ses augustes représentans , le grand secret de cette conciliation est dans vos mains. Le préjugé seul compromet l'honneur d'une famille dont un membre s'est d'abord déshonoré par des crimes , & l'a été ensuite par l'échaffaud : or , ce préjugé vous pouvez le détruire d'un souffle. Oui , d'un souffle , car il va vous suffire de le déclarer *préjugé par une loi constitutionnelle* ; & ce mot tout puissant dans la bouche d'un législateur suprême fera rentrer dans le néant cette chimère de l'imagination. Faites en même tems l'arrêt constitutionnel que le deshonneur du crime & du sup-

plice sera désormais personnel au coupable, que sa famille conservera ses places & sa considération toute entière ; qu'un tel événement ne diminuera dans aucun individu de cette famille, sa qualité d'éligible dans tous les genres d'administration publique, ni ne pourra l'exclure de la députation aux états-généraux.

Voulez-vous encore aller au secours des imaginations ardentes, qui sépareroient difficilement deux idées unies ensemble par la force de l'habitude, celles de nos supplices & de l'infamie qui en résulte aujourd'hui pour les familles entières ? changez le genre des supplices. Une famille que l'imagination des hommes aviliroit malgré eux par le souvenir de la porcece où un de ses membres auroit perdu la vie, ne sera point avilie par l'idée du canon qui l'aura foudroyé.

333.

La liberté de la presse sera le premier fruit du rétablissement de la liberté politique ; il n'y a que les gouvernemens volontairement oppres- Nécessité & modifications de la liberté de la presse. sifs qui craignent l'opinion, qui s'efforcent de la concentrer dans les esprits, ou de l'entraver par les gênes des réglemens, quand ils ne peuvent plus l'étouffer par une vaine résistance au progrès des lumières. Cette opinion devenue libre ne pourra que perfectionner l'organisation des états, en éclairant les administrateurs. Elle

seule assurera aux bons rois l'amour & les hommages de la postérité. Elle seule fera craindre aux souverains & à leurs ministres l'horrible décri de la tyrannie , & fera ainsi de grands rois & de grands ministres , des mêmes personnages , qui , dans un siècle d'ignorance & dans le silence des peuples sur les vices des gouvernemens , auroient été confondus dans la foule des rois & des ministres oubliés ou d'odieuse mémoire.

Les meilleures institutions ont des abus. Celui de la liberté de la presse feroit de compromettre l'honneur des personnes & la dignité des places ; mais le préservatif ou le remède est bien simple. Plus d'écrit anonyme , ou dont l'auteur ne se soit fait connoître à l'imprimeur avec certitude ; & que la justice réglée soit ouverte à tout homme public ou particulier , dont l'honneur & la réputation auroient été injustement blessés par un écrit imprimé ; mais qu'aucune opinion politique ne soit un crime , même celle qui fronderoit la constitution reçue , & congédions les censeurs ; le public les remplacera avec avantage. Lui seul punira , par le blâme de l'opinion , la licence , l'ignorance , l'erreur , l'immoralité de l'écrivain ou son mauvais goût ; & les mauvais livres tomberont , sans qu'on s'en mêle , dans la fange du mépris , ou dans la nuit de l'oubli.

S'il est permis de tout dire au public par la voie de l'impression ; il doit être à plus forte raison permis de tout dire à son ami par la voie d'une lettre close qui ne s'adresse qu'à lui , & ne parle de loin à ses yeux que tout bas , comme si de près il lui parloit tout bas dans le creux de l'oreille. Qu'il seroit odieux l'espionnage ministériel , qui autoriseroit des mouchards à placer une oreille infâme près de toute bouche qui parleroit à l'oreille d'un ami ou d'un confident : c'est l'image de l'inquisition ministérielle , qui a si souvent violé la foi publique , par l'ouverture des lettres , aux bureaux de la poste.

Comme le plus grand droit d'une société est que les individus puissent se communiquer leurs sentimens & leurs pensées , & borner ces épanchemens aux personnes qu'ils auront jugé dignes de leur confiance , c'est aussi la plus grande des tyrannies de gêner une communication si douce par la crainte qu'on ne l'intercepte avec perfidie , d'étouffer les secrets des cœurs , par le danger qu'on pourroit courir en les confiant au papier , & d'entrer par une infidélité clandestine dans la confiance du public , malgré lui-même : cette immoralité ministérielle ne peut être que corruptrice des mœurs. Qui se croiroit tenu d'avoir des vertus publiques , avec un gouvernement qui s'en dispenseroit le premier ?

Alléguera-t-on la nécessité d'éventer une conjuration ? Eh bien qu'on ouvre les lettres de ceux-là seulement , qu'on soupçonnera être du nombre des conjurés ; mais qu'on n'appelle plus conjuration contre l'état , ce qui n'est que la censure d'un système extravagant, imaginé par un ministre , ou une résistance concertée à des opérations désastreuses.

335.

Suppression
de la servitu-
de personnel-
le.

Un gouvernement qui ne peut pas avec justice souffrir que le peuple gémissé , sans espoir de délivération , sous le poids des droits féodaux , comment pourroit-il souffrir les restes de la servitude personnelle , qui déshonorent encore certains coins du royaume , où la féodalité éclairée par nos écrits , rougit elle-même de l'outrage qu'elle y fait à l'humanité ?

336.

Nécessité de
supprimer le
scandale des
femmes pu-
bliques en
supposant
même qu'il
faillit en con-
server l'espe-
ce.

Un autre opprobre , non de quelques misérables campagnes , mais de nos plus grandes villes , sont ces essaims innombrables de femmes publiques , qui en infestent les rues , & qui présentent aux fenêtres autant d'enseignes vivantes de corruption effrénée. Il sera digne d'une nation qui se régénère de donner une attention sévère à cette carie de nos plus belles cités : elle observera que sans les mœurs les loix sont impuissantes , & qu'à leur tour elles doivent servir à corriger les mœurs. Si la police des villes est comme forcée de laisser aux

passions humaines , & à l'instinct des célibataires un aliment honteux , qui serve à préserver de ce débordement les familles honnêtes , que la nation du moins , en gémissant sur la nécessité politique de cette infâmie , en supprime le scandale ; que ces victimes de l'avarice , de l'insouciance , ou de la dureté , peut-être de l'affreuse misère de leurs parens , réunies dans plusieurs établissemens vastes élevés sous la sauvegarde municipale , deviennent utiles à l'établissement même qui les nourrit , par un travail assidu dans la couture , les modes ou la broderie ; qu'asservies à un régime , mais sans austérité , pourvues de tout ce qui est nécessaire aux besoins de la vie , soigneusement veillées pour discerner le moment où elles cesseroient d'être saines , ne viennent jamais en public afficher une corruption sans pudeur ; & si la fatalité de nos mœurs ne permet pas encore de repousser le vice , quand il se présentera devant elles , qu'il n'en soit du moins jamais provoqué.

337.

Que , hors les cas de la plus absolue nécessité , la soldatesque en marche ou en garnison , cesse d'être mêlée avec les familles des citoyens , de troubler la paix de leurs ménages , d'y apporter des vices , & de violer en quelque sorte les asiles domestiques. Si une ville n'a point de casernes , qu'on loge les troupes dans celui des monastères

Il faut pour voir à ce que le soldat ne soit plus logé chez le citoyen.

supprimés qui sera le plus propre à cette destination.

338.

Suppression
des milices,
leur rempla-
cement par
des enrôle-
mens volon-
taires.

Un des objets les plus intéressans de la police intérieure, est de renouveler les troupes par les milices : c'est-là sans doute un des grands devoirs d'un peuple qui veut tranquillement jouir de son sol : mais qu'elle est désastreuse la manière de le remplir ! Les milices prises , principalement sur le laboureur , ont effarouché cette classe précieuse , de toutes la plus digne des faveurs du gouvernement , & l'ont dépeuplée par les émigrations , plus qu'elle ne l'ont renforcée par des mariages prématurés. Les exemptions ont été étendues par la fraude ; les privilèges ont aggravé les rigueurs du fort , en diminuant le nombre des têtes qui n'ont pas eu les moyens de s'en affranchir. Les armées , en desséchant ainsi l'agriculture , ont tari les sources de leur reproduction : & pour défendre un état au-dehors , on l'a épuisé au-dedans. Chaque année a vu renouveler dans tout le royaume les alarmes du peuple , des troubles & des scènes d'horreurs. C'est-là une convulsion périodique , qui fatigue l'état , & l'ébranle par d'annuelles secousses : ne pourroit-on pas remplir le même objet par des moyens doux & nullement convulsifs ? La nation ne pourroit-elle pas se charger de fournir au roi , tous les ans , par des enrôlemens volontaires , dont elle feroit

les frais , autant de recrues qu'il lui faut de miliciens ? Ces recrues une fois enrôlées resteroient sur les lieux jusques à ce que la guerre fût déclarée , ou que le tems de leur service fût expiré . Si ce projet avoit aux yeux de la nation ou du gouvernement des inconvéniens qu'on n'appertçoit pas , il seroit du moins nécessaire de supprimer tous les privilèges , dans ce genre comme dans tous les autres , de soumettre au fort tous les individus , sans exception des classes , qu'on a cru devoir y soumettre , & d'associer deux chirurgiens , nommés par chaque village , au jugement des exemptions pour cause d'infirmité , ci-devant accordées sur le rapport du seul chirurgien commis par le subdélégué .

339.

Les monnoies sont sans doute un objet de police intérieure ; mais cet article sera court ; car il suffira de dire que , quoique frappées au nom du roi , elles seront les monnoies de la nation : qu'elle jugera sans doute que toute innovation à cet égard est d'une dangereuse conséquence .

Les monnoies ne seront jamais altérées.

340.

Un des objets principaux de la police du royaume confiée aux parlemens , & plus éminemment encore aux censeurs , sera qu'en tout genre d'administration , chacun de ceux qui y auront quelque part , sera tenu d'être habituelle-

Chaque administrateur tenu , par la constitution , de rester à son poste.

ment à son poste ; & il sera très-important d'en faire une loi rigoureuse de la constitution.

341.

Etablis-
sement des fê-
tes civiles.

La police intérieure devrait avoir ses fêtes civiles ; comme le culte divin a ses fêtes religieuses ; mais pour ne pas dérober au travail un temps précieux à l'état , le même jour sera consacré aux fêtes des deux especes : la première moitié du jour sera consacrée aux fêtes de la religion ; l'autre attribué , aux fêtes de l'état ; le dimanche sera le seul jour de la semaine destiné à ces deux fêtes ; les premières seront toujours célébrées dans nos temples , suivant l'usage ; les secondes le seront toujours dans les places publiques & dans les champs : celles-là seront marquées par des cérémonies religieuses & par des œuvres pies ; celles-ci par des jeux , des amusemens , des spectacles ; & des marques de joie , qui tous seront des symboles de l'événement heureux dont la nation aura voulu éterniser la mémoire. Une espcce de rituel national rappellera l'histoire de l'événement , réglera & expliquera les symboles qui doivent le rappeler au souvenir des peuples : la régénération du royaume sera la première de nos fêtes civiles , elle sera célébrée tous les ans , le 4 juin , jour de l'ouverture des états-généraux , de 1789 , le grand héros de la fête sera Louis XVI ; les états-généraux de 1789 recevront ce jour-là les hom-

mages publics : ceux qui seront rendus aux trois ordres séparément dépendront du degré de patriotisme , qu'ils auront montré jusqu'à la fin de l'assemblée. La nation évitera sur-tout d'avilir par la moindre adulation aucune de ces instructions civiques , ni de transmettre par cette voie aux générations futures , un événement peu digne des hommages de la postérité.

342.

La police particulière des villes aura un régime municipal, par-tout le même , & réglé par la nation , jusques aux moindres détails, dans le code municipal qui sera fait par ses ordres.

Le code municipal réglera toutes les fonctions de la police des villes.

Ce code renfermera la manière d'administrer les revenus de la communauté , & de pourvoir à l'approvisionnement des citoyens , sans autre art que de favoriser , d'exciter la concurrence des fournisseurs , avec défense de nuire en aucun cas , par une fausse prudence , à la destination des denrées circulantes dans le royaume , pour l'approvisionnement général.

Ce code obligera toutes les villes à faire faire , par les ingénieurs de la province , & à faire sanctionner par les états , un plan général des embellissemens dont elle est susceptible , & qui ne passeront pas les sommes qu'elle pourroit y employer dans trois siècles.

Ce code fera un devoir aux villes de mettre

par intervalles, sous les yeux des états de la province, l'état de leur commerce particulier, de leurs manufactures, des produits & du genre de leur sol, des accroissemens de commerce & de prospérité dont elles sont susceptibles, des changemens arrivés à leur population, du nombre des pauvres qu'il faut nourrir ou occuper, pour les arracher à la mendicité, des progrès ou de la décadence de l'éducation publique, & de ce qui manque en ce genre aux desirs des citoyens.

Ce code leur suggérera les moyens de rappeler à leurs foyers les mendiants, & de les y retenir, de subvenir dans des tems de calamité à la misère publique, d'inspecter & de punir les fraudes, de pourvoir à la propreté, à la sûreté, à la salubrité des villes, & à la promptitude des secours les plus efficaces pour éteindre les incendies.

343.

Réformation
de la police
de Paris lais-
sée à ses ha-
bitans & mon-
trée sur la ri-
vère d'Yvette

La ville de Paris ayant une police particulière & des hommes consommés dans l'art de cette administration compliquée, plus propres que personne à en sentir les vices & à suggérer les moyens de les réformer, il seroit inutile de s'en occuper ici. Je ne puis néanmoins me taire sur le regret que j'ai eu de voir le cahier de la noblesse de Paris, *extra muros*, demander la suppression absolue du beau projet de

L'yvette , projet grand , noble , simple & nécessaire. Seroit-il possible qu'en cette occasion , comme en mille autres , ce fussent quelques intérêts particuliers qui s'opposassent à l'intérêt général ?

344.

Que dirons-nous des hôpitaux ? Deux projets se disputent la préférence dans l'esprit des honnêtes gens. Le premier est d'en conserver la forme actuelle avec leur genre d'administration , & leurs especes de revenus , sauf les améliorations de cette espece de régime. Le second projet est de soigner les pauvres malades chacun chez eux , & sur leur propre grabat. Le premier projet a plus d'éclat , il est même plus économique à certains égards : car les bâtimens une fois faits , des malades rassemblés dans le même lieu , soignés par les mêmes personnes , & nourris , médicamentés en commun , coûtent moins qu'ils ne coûteroient étant nourris , soignés , médicamentés chacun séparément ; mais d'autre part combien de revenus perdus en édifices somptueux , & d'une magnificence extérieure qui insulte à la misere des malades qu'on y apporte de toutes parts.

Le second projet ne coûte rien en construction de bâtimens , ni en réparation. Le malade est toujours mieux sur un grabat accoutumé , seul

Deux projets
concernant
les hôpitaux.
Parallele de
ces projets.

sur ce grabat , & étant le seul objet des soins de son garde.

Pour diminuer les frais de cette espece d'établissement , il faudroit établir *une administration de charité* , composée de personnes pieuses , qui se feroient inscrire , les unes pour garder ou faire garder sans frais les pauvres malades , les autres du nombre desquelles seroient toujours les curés & leurs vicaires , pour surveiller attentivement tous ceux qui doivent concourir à cette œuvre de charité ; certaines pour fournir du linge , du bois , des ustensiles & autres objets nécessaires ; certaines autres pour faire du bouillon & autres boissons nécessaires au malade. Tout le public , pour faire un fonds d'aumônes fixe ou casuel par des dons en revendu fixe , ou par des quêtes faites dans les églises.

Dans ce projet , chaque chirurgien , chaque médecin seroit invité à donner gratis & alternativement son ministère aux pauvres malades ; les apothicaires seroient invités à leur vendre les drogues sans profit. De plus grands détails meneroient trop loin.

J'ajouterai seulement que pour diminuer le nombre des malades , chaque maître seroit tenu de garder chez lui ou de loger ses domestiques malades , de les nourrir , soigner & médicamenter ; sauf les arrangemens qu'ils pourroient faire entr'eux sur cet objet , en convenant des gages.

De tels établissemens ne demandent aucune avance ; ils peuvent commencer au moment où les villes les auront sanctionnés , & l'état y trouvera le grand avantage d'avoir ranimé l'esprit de charité en tous lieux du royaume , & d'avoir amélioré nos mœurs.

On pourroit garder tous les hôpitaux déjà faits ; on pourroit essayer l'administration de charité dans les villes où on manqueroit d'hôpital , & juger par l'expérience de la forme des deux établissemens , qui , toute compensation faite , mériteroit la préférence.

On voit d'avance que l'administration de charité peut être établie sans frais dans les petites villes , bourgs & villages qui n'ont pas les ressources suffisantes pour la construction d'un hôpital aussi vaste & aussi commode que l'exigent la compassion & l'humanité ; & que cette forme est la seule qui puisse convenir à ces petits lieux , non-seulement par provision , mais pour toujours , à moins que la nation , décidée un jour à effectuer , de préférence par-tout le royaume , le premier projet , n'entreprît l'énorme dépense de bâtir des hôpitaux champêtres de distance en distance , pour les pauvres malades d'un certain nombre de villages réunis , sous le nom d'*asyls champêtres de charité*.

Des malades , qu'il faut sans aucun doute réunir dans un hôpital , sont les incurables , & les

pauvres vieillards quand l'âge ou leur infirmité les mettent hors d'état de gagner leur vie.

On verra dans la suite de cet écrit que mon principe général est que la nation ne doit laisser à aucun corps ni communauté, à aucun ecclésiastique ni autres gens de main-morte, aucune espèce d'administration de domaines, maisons, forêts ou autres immeubles, sans néanmoins toucher au montant de leurs revenus. Cet énigme d'administration sera nettement expliqué au chapitre des finances. Les hôpitaux déjà faits n'auront donc que des revenus en argent; ce qui simplifiera leur administration, & la rendra moins susceptible de négligence ou de fraude.

345.

Les forêts
des commu-
nautés d'ha-
bitans seront
aliénées à des
particuliers.

Les forêts sont un des objets importants de la police intérieure. On a vu au chapitre du gouvernement féodal qu'il convient que le roi aliène celles de son domaine, à l'exception de celles que sa majesté croira devoir réserver pour ses chasses. J'ajoute ici qu'il faudroit obliger les forêts des communautés d'habitans à vendre leurs à des particuliers; & voici ma raison :

L'essentiel est de conserver les forêts qui produisent une denrée de première nécessité, & qui devient toujours plus rare. Or, tant que les communautés garderont les forêts, elles seront dévastées; elles doivent même un jour

être entièrement ruinées. Chaque habitant en y commettant des délits croit user de son bien , & s'indigne des entraves que met la loi à l'exploitation qu'il en fait à fur & à mesure de ses besoins même exagérés.

La conservation de ces forêts est confiée à l'administration municipale des lieux , dont elles sont dépendantes ; & cette administration est composée de dégradateurs , qui , pendant qu'ils sont en place , tolèrent dans les autres les mêmes délits qu'ils se sont permis eux-mêmes , & qu'ils entendent se permettre encore , du moins après s'être dépouillés du chaperon.

Les officiers des maîtrises des eaux & forêts , trop éloignés , trop occupés du contentieux , ^{Vices des maîtrises des eaux & forêts.} souvent trop infouciens , & au fond trop peu payés des courses ordinaires , auxquelles ils sont assujettis par l'ordonnance de 1669 , ne peuvent que punir un délit sur mille , & ne servent de rien à la conservation des forêts. Les vices de ces juridictions sont d'avoir des fonctions incompatibles , celle d'être ambulantes & sédentaires , administratives & judiciaires , par conséquent de s'acquitter mal de l'un & de l'autre de ces devoirs.

Les regles d'exploitation établies par l'ordonnance de 1669 , fourmillent de vices. ^{Vices de l'ordonnance de 1669.}

Elle souffre , elle autorise même le droit de pâturage dans les forêts , tant de la part des

propriétaires que des usagers , & la dépaissance des bestiaux est une des grandes causes de la ruine des forêts.

Les balivaux ne peuplent pas , écrasent les taillis , & périssent ou se dégradent de manière à être d'une très-petite ressource pour la construction.

La meilleure manière de régénérer les forêts est de les semer dans les trois premières années après l'exploitation , & mieux encore de les recevoir si ras que les nouvelles pousses , en sortant de dessous terre , & non de la partie de la souche qui resteroit au-dessus du sol ; fassent de nouvelles racines , pour suppléer les racines décrépites.

La division en vingt-cinq coupes ne convient pas à tous les terrains. Dans les terrains secs & mauvais , les bois ne gagnent pas , bien s'en faut , autant dans les treize dernières années que dans les douze premières , & il en meurt de douze à vingt-cinq ans une grande partie. C'est du bois perdu pour l'état , & du revenu perdu pour le propriétaire.

Les bois mis en réserve devraient être exploités régulièrement comme les taillis , à des époques fixes & éloignées , suivant la bonté du sol ; mais on observera que tous les bois ont trois âges à peu près égaux , celui de la croissance , celui de la maturité , & celui du dépe-

rissage , qu'ils ne gagnent pas assez sensiblement dans le second âge pour être conservés & préférés à la nouvelle pousse qui viendrait pendant l'âge de leur maturité , que différer la coupe des bois en réserve , jusques au troisième âge , c'est pour l'état perdre une immensité de bois en nature , qui ne peut se reproduire tant que le bois reste sur pied pendant le second âge , & une partie du troisième ; & qu'à l'égard du propriétaire , c'est manquer l'occasion de doubler , dans un tems donné , le produit de ses bois en argent , & ressembler à l'inepte capitaliste qui laisseroit dans sa caisse un fonds mort , pendant le tems qu'il pourroit le doubler par des intérêts ordinaires.

Les gardes des forêts des communautés d'habitans ne sont élus par elles qu'à la condition tacite & réciproque faite entr'eux & les individus que ceux-là conniveront avec les délinquans , & le feront impunément eux-mêmes. Ces gardes mal payés , ne pouvant vivre de leur état , y suppléent en pactisant avec ceux qui veulent acheter l'impunité des délits. On donne la foi publique aux verbaux , aux sermens d'une classe d'hommes abjecte & indigne de foi. Tout concourt ainsi à précipiter la ruine des forêts communes.

Gardes des
forêts très-in-
fideles & in-
dignes de la
foi publique.

Non , elles ne seront conservées que quand elles appartiendront à des particuliers auxquels

elles seront aliénées par un contrat constitutionnel , en les subdivisant convenablement. Ces particuliers , acquéreurs des forêts , veilleront à la conservation de leur bien infiniment mieux que les communautés , & pour cela on donnera des invalides aux propriétaires qui les demanderont.

346.

Forêts sises
au haut des
Pyrenées ref-
teront aux
communau-
tés.

J'excepte de la regle générale qui ordonnera l'aliénation des forêts communes , celles qui sont sises sur les hautes montagnes , comme les Pyrenées. Il faudroit à des individus devenus propriétaires , des régimens pour faire garder & conserver des forêts aussi éloignées d'eux , placées à des hauteurs si inaccessibles , si voisines des hautes habitations dégradatrices par essence , & ces régimens auroient encore à soutenir des combats. Il ne resteroit point d'ailleurs aux habitans des Pyrenées , après les forêts & les pâturages , que de petits terrains trop précieux pour en complanter une partie en bois.

Les forêts communes étant une fois passées sur la tête des particuliers , il ne faudra plus aucune loi relative à leur administration , aucune juridiction particuliere. La nation à cet égard sera livrée aux spéculations d'intérêt qu'elle jugera être les meilleures ; & l'ordonnance de 1669 , absolument abandonnée , n'entrera pour rien dans le code national. Le meilleur

leur législateur à cet égard seront les lumières publiques & l'intérêt personnel.

Ces deux maîtres suffiront pour apprendre aux cultivateurs que chaque possession notable doit avoir ses bois , comme les vignes , les champs , les prairies , & qu'il faut par préférence semer ou planter en bois les champs d'une pente rapide , que les eaux pluviales dégradent sans cesse , & qu'elles ruineront enfin sans ressource.

Comment indemnifera-t-on les communautés de la perte de leurs forêts ? Que fera-t-on du prix en provenant ? Comment approvisionnera-t-on en bois les communautés qui n'auront plus de forêts en propriété ? C'est ce qu'on verra au chapitre de l'impôt.

346.

Il sera établi dans chaque ville un dépôt où pourront être portées, de jour comme de nuit, par personnes connues ou inconnues, sans danger d'aucune question indiscrete, les enfans non légitimes, ou nés de parens si pauvres, que ne pouvant les nourrir, ils auront été forcés de les donner à l'état. Il conviendra de faire en petit des essais opiniâtres & multipliés sur la maniere de nourrir les enfans trouvés avec du lait de vache. Notre légèreté naturelle se rebute trop aisément & trop tôt par les premières difficultés dans l'exécution des meilleurs projets. Si celui-ci a plus d'inconvé-

Ce qu'il faut
faire des en-
fans trouvés.

niens que d'utilité , il faudra bien en revenir aux nourrices ; mais en ce cas-là même il y aura toujours des vaches au dépôt pour nourrir les enfans jûsques à ce qu'on ait fait avertir quelqu'une des nourrices qui se feront fait inscrire pour être appelées au besoin.

Ces enfans resteront jûsques à sept ans chez leur nourrice , qui fera tenue de les représenter tous les six mois aux administrateurs du dépôt , pour en vérifier l'état. Les garçons seront destinés à l'état de soldat. Ceux qui n'auront pour cela ni la taille , ni la santé , ni la conformation convenable , seront destinés aux arts & métiers , ou à l'état de domestique. C'est à ce dernier état principalement que seront destinées les filles.

Depuis l'âge de sept ans jûsques à douze , ces enfans seront élevés dans une maison appelée *des Enfans Trouvés*. Il y aura une maison de cette espece dans chaque chef-lieu d'arrondissement , & un premier dépôt dans chaque ville.

L'éducation qui sera donnée dans les maisons des enfans trouvés sera par-tout la même : elle consistera à enseigner aux deux sexes l'art de lire , d'écrire & le cathéchisme ; à former leur tempérament , sur-tout celui des garçons , par les exercices du corps , spécialement par les exercices militaires , & à donner aux filles l'habitude de coudre , filer , tricoter , même à leur donner des élémens de cuisine bourgeoise.

A douze ans, on donnera les filles à toute personne honnête qui voudra en faire des domestiques, ou leur faire faire un apprentissage; ce qui laissera dans les campagnes des bras nécessaires; & l'on donnera aux garçons un métier, au moyen duquel ils puissent suppléer à la solde militaire, & se rendre même utiles à leur régiment.

A dix-huit ans, ils seront tenus de joindre les régimens qui leur seront indiqués; & comme l'état les aura nourris dix-huit ans, leur service sera de la même durée, s'ils n'aiment mieux le continuer, par nouvel engagement de six ans, qu'ils pourront renouveler tant qu'il leur plaira.

347.

Ce n'est plus un problème qu'on puisse proposer de savoir si les grands chemins doivent être faits & entretenus par corvées ou par adjudication, & si tous les ordres de l'état doivent contribuer à l'adjudication, en proportion des propriétés individuelles. Quand vingt écrits n'auroient pas résolu ce problème en faveur de l'adjudication, avec une évidence irrésistible, le sens commun tout seul auroit regardé la préférence donnée à la corvée, avec les anciennes exemptions & privilèges, comme une horreur, & sans privilèges, comme une ineptie en fait d'administration & d'économie rurale.

Qu'à jamais
l'adjudica-
tion soit pré-
férée à la cor-
vée.

Suppression
des jurandes.

Les maîtrises des arts & métiers, que sont-elles au fond, si non un reste de monopole, une exaction sur les récipiendaires, une tyrannie autorisée qui force l'ouvrier pauvre de rendre son talent tributaire du maître, souvent son inférieur en talens, & dont le seul avantage est d'avoir eu la fortune nécessaire pour devenir maître. Pourquoi priver le public de la concurrence infinie qui naîtroit de la liberté & du rabaissement du prix des ouvrages, qui seroit la suite nécessaire de cette concurrence ? Dans ce système de liberté rendue à tous les arts, ce seroit le talent qui auroit la supériorité du prix & de l'emploi. Le pauvre auroit des ouvriers & des ouvrages à tout prix ; le maître ne feroit plus à ses ouvriers une loi dure, qui leur laisse trop peu de salaire, & qui lui procure trop de bénéfice. Nous aurions dans le code administratif une masse de moins, vraiment énorme, de réglemens devenus inutiles, après avoir été si long-tems conraires à la liberté des arts & à l'intérêt public. Je sais que chaque vérité a ses objections, & chaque espece de bien public ses dangers & ses inconvéniens ; mais dans ce court écrit, il ne faut que des résultats. N'hésitons donc pas à rejeter les jurandes comme couvrant, sous des apparences du bien public, des moyens d'augmenter le fisc & d'étendre, sans besoin, l'autorité ministérielle.

Un dernier objet de police intérieure mérite l'attention des états-généraux , c'est l'administration actuelle des haras. Eh quoi ! toujours dans ce malheureux royaume des loix prohibitives ! toujours des ordonnateurs ! toujours l'œil avide du gouvernement cherchera de nouveaux objets de domination , & de nouvelles branches d'autorité ! toujours la griffe du ministère déchirera ces mêmes choses qu'elle prétend conserver en s'en emparant ! Hé ! bientôt il se mêlera aussi des poules de nos basses-cours.

Loix prohibitives sont meurtrieres pour l'espece des chevaux.

Les entraves , les inspections , les réglemens , aussi gênans que multipliés , les peines qu'on peut encourir en les enfreignant à son profit , tout cela dégoûte , rebute l'éducateur des chevaux , & en a détruit sensiblement l'espece : les négligences , les fraudes des administrateurs en sous - ordre achevent de tout gâter. Ne peut-on donc pas s'en rapporter à une nation aussi éclairée , aussi active que la nôtre , sur ses vrais intérêts dans cette partie de l'économie rurale , comme dans toutes les autres ? La nation est-elle donc un enfant qu'il faille tenir par les lièges pour le faire marcher ? Ajoutez sans celle à ses lumières acquises , & laissez-la spéculer , agir à son gré. Une fausse spéculation sera bientôt reconnue par l'expérience , & réparée par des procédés mieux entendus : quand

l'intérêt du moment sera changé , la foule qu'il avoit attiré refluera d'elle même vers un intérêt nouveau. Ne craignons jamais de manquer de rien , quand une nation entiere sera libre de s'approvisionner elle-même. L'objet de consommation devenu rare offrira un grand profit à la foule des spéculateurs , qui dès-lors se portant à l'envi vers ce nouveau bénéfice , multiplieront peut-être un peu trop la denrée dont on manquoit , & se raviseront encore.

Plus d'administration des haras.

Pour ces raisons , plus d'administration de haras ; ce sera un embarras de moins pour les états-provinciaux , dont il faut réserver l'attention pour des objets utiles , pour des objets que des individus épars ne sauroient remplir , si un corps administratif n'en dirigeoit l'exécution ; tels sont la répartition des impôts , les ponts & chaussées , les embellissemens des villes , & autres objets de cette espece.

L'usage de hongrer les chevaux n'appartient qu'à un peuple efféminé.

Si l'objet de la multiplication des chevaux pouvoit souffrir quelque règlement , s'il pouvoit y avoir à cet égard quelque loi prohibitive qui ne fût ni nuisible à chose même qu'on veut favoriser , ni attentatoire à la liberté du propriétaire , je ne voudrois que trois loix bien simples :

- 1°. Défense de hongrer les chevaux.
- 2°. Défense de monter les jumens , & de les faire servir à d'autres usages qu'à la propagation de l'espece , aux labours & autres travaux champêtres.

3°. Défense de faire passer des jumens à l'étranger , que quand la nation jugeroit elle-même qu'elle en feroit surchargée ; cette branche du commerce d'exportation seroit presque bornée à celle des chevaux & des mulets ; car l'étranger , en n'achetant que nos belles jumens , & en nous laissant les autres , tariroit insensiblement la source de la reproduction , comme il tariroit la source de nos blés en achetant notre terre végétale.

Combien plus de vigueur , de fierté , de beauté véritable auroient des chevaux entiers ? oui de beauté , car leurs formes étant celles de la nature , sont plus belles au fond que les formes dégénérées des chevaux hongres. Ceux-ci sont à la vérité plus faciles à dompter & à diriger. Cette facilité n'est bonne qu'à un peuple efféminé , la force & le courage du cheval redoubleroit la force & le courage de son maître. C'est à un peuple énervé par la mollesse qu'il faut des chevaux mols & lâches comme lui.



CHAPITRE VII.

Commerce.

350.

Il ne faut
au commerce
que lumières
& liberté.

C'EST un principe fondamental que le commerce d'une nation, sur-tout active, intelligente, industrielle, infatigable comme la nation françoise, n'a besoin que de liberté & de lumières toujours croissantes. Depuis qu'une protection mal entendue de la part du gouvernement, n'a été pour le commerce qu'un système de gênes; tout commerçant doit trembler au seul mot de *protection royale*. Non, elle n'est guere qu'une officieuse oppression, & l'entrave de la prospérité; j'en excepte néanmoins les cas où il faut, en tems de guerre, garantir des pyrateries le commerce maritime, & garantir, dans les tems disetteux, la circulation intérieure des blés, des attentats d'un peuple affamé.

C'est de cette étrange pente du gouvernement à mêler à toutes choses son autorité, sous prétexte de protection ou de surveillance, que sont nés les réglemens innombrables du commerce & des manufactures, la création des inspecteurs, les entraves de toute espece. Si la protection a eu quelques effets salutaires, tels que les primes,

l'établissement des prix , les exemptions & autres encouragemens ; ce n'ont été-là que de petits moyens de faire un très-petit bien , peu propre à faire un contrepoids sensible aux grands maux d'une prétention abusive. Craignons cette dangereuse bienfaisance , au lieu de la desirer. Que l'œil du gouvernement se fixe uniquement aux frontieres du royaume , & que content de veiller à ce qui entre dans cette grande ruche , & ce qui en sort , il laisse l'essaim laborieux des abeilles diriger à leur gré leur travail & leurs mouvemens. Voilà les principes. La manie de gouverner ; les préjugés , la force de l'habitude , l'erreur , ont pu créer des objections spécieuses , obscurcir des notions encore nouvelles , faire adopter des tempéramens pusillanimes : mais il est tems de trancher les grands mots : *Liberté indéfinie* , c'est mon axiome. En voici les applications ou les conséquences.

351.

Que d'odieuses barrières , de l'ivention du fisc , Reculement des barrières aux frontieres ne fassent plus d'un même royaume plusieurs royaumes étrangers l'un à l'autre , & qu'elles soient à jamais reculées jusqu'aux frontieres.

352.

Que tout objet de commerce intérieur puisse Libre circulation due au commerce intérieur. circuler en tous lieux du royaume avec une li-

berté indéfinie , & s'y répandre , s'il le faut , avec la facilité des fluides qui cherchent leur niveau.

353.

Moyens d'augmenter la liberté de la circulation générale.

Que les obstacles physiques disparaissent comme les obstacles politiques ; qu'on n'entende plus sonner aux oreilles des François du dix-huitieme siecle le mot de *peage* , fait pour des oreilles gothiques ; qu'on débarrasse les rivières de ces moulins qui augmentent les gênes & les périls de la navigation , ou qu'on en change la place ; qu'on adoucisse , en faveur du roulage , des pentes , la honte du génie , & qui sont aussi pénibles que dangereuses ; qu'on multiplie les canaux ; que la circulation libre & rapide des personnes si essentielle au commerce soit assurée de plus en plus par la perfection des voitures publiques , & que le plan de leur marche , devenu plus commode au voyageur , cesse d'en être le supplice , pour arriver un jour plutôt , ou pour donner quelque profit de plus au fermier ; qu'au surplus on leur retire le privilège exclusif , avec les indemnités convenables. Leur commodité leur assurera la préférence , & si elles ne l'obtiennent pas assez pour se maintenir , ce sera une preuve certaine que leur privilège étoit tyrannique.

354.

Sage tarif des droits qui seront perçus aux frontieres

Que des droits d'importation & d'exportation perçus aux frontieres soient assez sagement ima-

ginés ; que le tarif en soit réglé avec assez de modération & d'intelligence pour qu'ils ne puissent nuire au commerce de la nation avec l'étranger.

355.

Le commerce intérieur augmente , il est vrai , ^{Importance du commerce avec l'étranger.} le bonheur de la nation , facilite les jouissances , donne au numéraire une circulation vivifiante ; mais il n'augmente pas la masse de la fortune nationale. Ce grand avantage n'est dû qu'au commerce avec l'étranger , lui seul , en faisant pencher vers l'une ou vers l'autre des deux nations la balance du commerce , augmente ou diminue la masse de son numéraire , & prépare ainsi de loin sa grandeur ou sa décadence , sa force ou sa faiblesse , sa prépondérante supériorité ou son affaiblissement. Les nations se font aujourd'hui , par le commerce extérieur , une guerre plus dangereuse , plus subjugante que par les armes : les manufactures sont leurs arsenaux les plus formidables ; l'industrie laborieuse des ouvriers à salaire modéré , sont leurs plus utiles soldats ; la guerre ne finit ordinairement que par l'épuisement d'une des puissances ennemies. Ne croyez pas que celle des deux qui peut compter plus de victoires , qui a pris plus de places , qui a inondé plus de pays , soit celle qui puisse faire la loi , dicter les conditions de la paix , & s'assurer les fruits du sang versé dans les batailles : non , non ,

ce sera celle qui pourra survivre encore à plus de défaites , faire plus de campagnes , soudoyer plus d'alliés , armer plus de voiles ; celle , en un mot , à qui il restera le plus d'or , ou de moyens d'en attirer dans ses mains ; & cet or conquérant , c'est le commerce extérieur qui le pompe du dehors , qui en entretient le cours , & qui maintient ainsi tout-à-la-fois la prépondérance nationale & la fortune publique.

356.

Importance
des traités de
commerce de
peuple à peu-
ple.

Rien donc de plus important aujourd'hui que les traités de commerce de peuple à peuple. C'est une des plus grandes affaires que puissent avoir un souverain , une nation , & la partie commerçante d'un grand état.

357.

La nation
doit concou-
rir avec le roi
aux traités de
commerce
avec les na-
tions étran-
gères.

A qui appartient-il de conclure des traités de cette espèce ?

Ils tiennent essentiellement au département des affaires étrangères confié à l'autorité royale. C'est donc le monarque qui , dans une telle négociation , doit jouer le premier rôle.

Ces traités pouvant être pour le royaume une cause prochaine de puissance ou de foiblesse , d'ascendant ou de nullité dans la balance de l'Europe , intéressent essentiellement le corps de la nation , & sont d'ailleurs un objet principal de sa double puissance administrative & législative :

il faut donc que le monarque concerte avec elle des traités d'une aussi grande conséquence.

Si la nation n'étoit pas rentrée dans le droit & dans l'usage de s'assembler, ce seroit dans les chambres de commerce, ce seroit dans la liberté de la presse que le souverain devoit chercher des lumières & des conseils : il seroit affreux de compromettre en matière aussi compliquée, d'après les vues d'un seul homme, décoré du nom de ministre, le sort d'un grand nombre de manufactures ; la substance de la précieuse multitude d'ouvriers qui se vouent à cet espèce de travail, & des milliers de fortunes particulières attachées au succès des fabriques.

Mais aujourd'hui que les commerçans occupés aux manufactures du royaume font partie d'un ordre de citoyens qui compose la moitié des états-généraux, aujourd'hui qu'ils ont droit de faire entendre leurs réclamations, & de les inférer même dans les pouvoirs de leurs députés, un traité de commerce ne peut être que l'effet du concours des états-généraux & du monarque, tous éclairés par des écrits publics, & par les observations particulières des chambres du commerce.

358.

Une nation sera sûre d'avance que son traité de commerce avec un peuple étranger, aura un résultat avantageux, si elle a un riche & vaste sol

Moyen de discerner d'avance si un traité de commerce doit

être onéreux
ou favorable
à une nation.

qui doit fournir des objets d'exportation immenses, si celles de ses manufactures qui ne pourront d'abord soutenir la concurrence étrangère, sont, relativement à son agriculture, d'une petite conséquence, & si leurs pertes ne peuvent entrer en comparaison avec les profits dont est susceptible la grande manufacture des terres, mere commune des fabriques & des arts; si les manufactures même qui doivent souffrir tout-à-coup de la supériorité de leurs rivales, peuvent, par l'effet d'un génie actif, & d'une ardente émulation, atteindre bientôt, surpasser même le mérite qui d'abord les avoit maîtrisées.

359.

Examen du
traité de com-
merce entre
la France &
l'Angleterre.

En jugeant par ces règles également simples & certaines de notre traité de commerce avec l'Angleterre, c'est vers nous que doit un jour pancher cette grande balance.

Les premiers avantages n'ont pas été pour la France. Son sol ne pouvoit qu'avec le tems ressentir les heureuses influences du traité; au contraire, il a eu subitement des influences dévastatrices sur certaines de nos manufactures; & ces pertes n'ont pas été suffisamment compensées par notre supériorité en d'autres genres d'industrie. Le François alors a pris l'alarme. C'est le propre de son ame de se livrer trop vite à l'espérance ou au découragement: patience, la

balance est encore vacillante : la prépondérance du bassin anglois n'est que momentanée : notre industrie par ses progrès rapides ne tardera pas à l'enlever ; & après quelques oscillations , causées par la rivalité des deux peuples émules , notre sol & notre activité nous assureront une prépondérance invariable. En attendant , nos pertes n'ont pas été sans consolation. Des négocians anglois ont inondé la France de leurs productions , & se sont écrasés par l'excès de leur concurrence.

Le grand danger est que des guerres ou des dissensions politiques ne fassent rompre le traité , avant que nous ayons eu le tems de nous indemniser de nos premiers désavantages.

Je n'entends présenter ici à la nation qu'une esquisse légère de considérations sur ce grand objet. C'est aux états-généraux qu'il appartient de l'approfondir avec cette sagacité que donne une grande réunion de lumières.

360.

Le commerce de la France avec ses colonies ne peut être considéré que comme le commerce intérieur d'une province à l'autre. Il n'a ni les avantages , ni les dangers du commerce avec l'étranger. Ses principaux avantages pour le royaume sont d'être exclusif & d'exercer , comme la pêche de la morue au banc de Terre - Neuve

Fruits de notre commerce avec nos colonies

une très - grande quantité de marins ; au surplus , ce dernier avantage seroit le même , quand au lieu d'être le souverain de ces colonies , le roi consentant toujours à leur indépendance , se borneroit à y assurer des comptoirs , ainsi que dans les Indes.

361.

Barbare commerce de la traite des Nègres.

Parlerai-je ici à ce propos de cet opprobre du commerce qui fait un trafic abominable des hommes , comme on le fait des animaux , espèce de boucherie humaine , dont les fournisseurs vont faire dans un monde la traite des victimes destinées à périr d'une mort tyrannique dans un monde opposé ; commerce affreux , où , pour le plaisir d'être cruel envers son semblable , on nuit à ses propres intérêts , en abrégeant , par un traitement barbare , la vie des malheureux , qui font la richesse de leur maître ; commerce exterminateur , démontré par le seul fait de la traite des negres sans cesse renouvelée ? Méchans , votre avarice si intéressée à leur population , n'en peut donc faire naître sous votre joug autant que votre cruauté en fait mourir.

Les colonies doivent elles être représentées aux états-généraux.

Oh nation douce , assemblée sous les yeux du plus humain des rois ! écoutez ceux des députés qui comptent au nombre des devoirs prescrits à leur zèle , de *proposer aux états-généraux de prendre des mesures pour que les colonies y soient représentées* , &c saisissez le moment de leur

leur faire abjurer la barbarie , qui par les horreurs du travail & par le vice des alimens , fait périr constamment plus d'esclaves qu'il n'en peut naître.

Mais occupons-nous ici , puisqu'il est question des colonies , du droit qu'elles réclament d'avoir des représentans aux états-généraux. On peut dire que si cette prétention est juste , elle n'est pas du moins d'une justice évidente , & qui soit sans difficulté. Il étoit bien différent chez les Romain , le régime de la république. Ils laissoient aux peuples lointains leurs loix , leurs mœurs & leur gouvernement.

Traitons plus en freres les habitans des colonies , puisqu'ils le demandent ; mais que leur éloignement ne vienne pas enrayer nos assemblées générales en tems de guerre ou dans les cas qu'il deviendrait nécessaire d'en faire une convocation subite : pour obvier à ces inconvéniens , ils auront sans cesse des députés résidans en France , dans un domicile connu du conseil national , & toujours prêts à se rendre aux états-généraux , sauf à être changés après leur mission remplie.

362.

Le commerce de la compagnie des Indes , Liberté du commerce de l'Inde. quoi qu'on ait pu écrire en sa faveur , n'est qu'un grand monopole autorisé par le gouvernement. Un tel établissement , avec son privilège

exclusif , est une hérésie en fait de commerce. Il faut , sans aucun doute , rendre celui-ci commun à la nation , & indemniser les actionnaires. La question est jugée , ou bien nous sommes condamnés au supplice des discussions interminables.

L'Inde , où s'engloutit sans cesse un fleuve de numéraire européen , pour ne plus rentrer dans la circulation , devient , pour les finances de l'Europe , considérée dans son ensemble , une pompe constante qui les appauvrit. Néanmoins les nations qui , en exportant aux autres les produits de ce commerce , regagnent par - là plus d'or qu'elles n'en ont perdu , y trouvent une source de richesses individuelles & de prospérité nationale. Il en est (& c'est-là notre cas) pour qui ce commerce , utile à quelques individus , est pour le numéraire de l'état un dessèchement continu. C'est-là pourtant un mal nécessaire , mais bien moindre sans doute que l'apatie qui laisseroit à l'étranger le soin de nous pourvoir des objets que des besoins impérieux , & un luxe indomptable ont rendus nécessaires. Nous y trouvons du moins le grand avantage de former , d'occuper , de naturaliser avec les mers d'un autre hémisphère , une marine considérable , qui s'exerce ainsi à défendre au besoin les intérêts du commerce national , & la gloire du pavillon français.

Que la nation soit appelée toute entière à faire ce commerce indispensable, par des individus séparés, ou par de riches sociétés, avec la plus libre rivalité. Ses efforts, bien supérieurs à ceux d'une seule compagnie, parviendront infailliblement à procurer au royaume le double fruit d'augmenter les avantages de ce commerce, & d'en diminuer les pertes, peut-être de n'y trouver enfin que des avantages publics & des profits particuliers.

263.

Le privilège exclusif accordé à la compagnie des Indes, étant celui de tous les privilèges de cette espèce qui pouvait être le plus spécieusement justifié, & ne pouvant malgré cela tenir contre le progrès des lumières qui a jeté le plus grand jour sur les intérêts des nations, que faut-il faire de toutes ces chaînes impolitiques, qui sous le nom de *privilèges exclusifs*, ont garotté toutes les branches de l'industrie, pour favoriser le très-petit nombre de commerçans, au préjudice de la multitude, & au détriment des consommateurs ? Qu'anathème éternel soit prononcé au nom des états-généraux à ces iniques faveurs, qui privent le reste des négocians du droit qu'ils ont tous également de prétendre aux mêmes bénéfices, & qui privent le public du droit qu'il a de profiter de la baisse

Abolition
des privilèges
exclusifs en
tout genre.

qui résulteroit d'une libre & nombreuse concurrence. C'est défendre aux uns de saisir des moyens qu'ils ont sous la main d'augmenter leur fortune ; c'est mettre la fortune des autres à la merci d'un privilégié qui les rançonne.

Non, les inventeurs même d'utiles découvertes ne doivent pas être écoutés, quand ils demandent pour récompense anticipée cette iniquité publique. Qu'on ne se presse de couronner ni de brillantes annonces qui pourroient n'être que des exagérations, de la charlatanerie, ni des secrets curatifs qui pourroient n'être que des chimères d'empirique, ni des prodiges de mécanique qui pourroient n'être que des chefs-d'œuvre de complication inutiles, dispendieux & d'un effet aussi pénible que minutieux. Que l'inventeur, s'il se pare de ce titre, s'en montre digne, en se soumettant long-tems aux épreuves générales de la discussion & de l'expérience : le public alors lui décernera le prix de sa découverte, & la nation le donnera, mais autrement que par un odieux privilége. Il est des procédés d'administration si essentiellement vicieux, qu'il faut en abhorrer jusqu'aux exceptions peu nécessaires, & qui pourroient nous familiariser avec les vices de la règle générale, ou les ramener insensiblement.

Déchargez l'état de l'inutile salaire des inspecteurs de nos manufactures. Délivrez-les elles-mêmes des entraves de ces hommes plus incommodes que nécessaires ; épargnez-leur l'impôt qu'elles ont à payer pour se racheter des fatigantes injonctions de se conformer à des réglemens plus fatigans encore. S'il est des manufactures que l'ignorance des fabriquans tienne dans un état d'imperfection , incapable de soutenir la rivalité de l'étranger , adressez-leur , à la bonne heure , des hommes qui les éclairent , & non des réglemens qui les gênent. Encore ces cas seront-ils rares. Les manufactures ont toutes deux inspecteurs communs qui ne coûtent rien au gouvernement , & de tous les plus integres & les plus éclairés , ce sont le public écrivant & l'intérêt personnel. Laissez , laissez-donc le fabricant ruiner lui-même , par sa propre faute , son établissement ; il fera place à un concurrent plus fidele à ses propres intérêts. Rien n'est perdu dans le commerce intérieur. La ruine des uns fait la fortune des autres. Le désastre seroit qu'une branche entière tombât dans le décri aux yeux de l'étranger. Encore le mal seroit-il bientôt réparé par un retour nécessaire à la perfection & à la bonne foi. Il faut bien moins craindre les fautes de commerce dans une nation éclairée , que les

Suppression
des inspecteurs des manufactures.

fautes d'administration dans un gouvernement qui a la manie de tout soumettre à l'autorité.

365.

Que la noblesse puisse commercer en gros sans déroger.

Que par une alliance long-tems désirée par les bons citoyens entre l'ordre de la noblesse & le commerce , celui-là consente enfin à s'associer aux spéculations & aux profits de celui-ci. Qu'il ne dédaigne plus une espece de fortune qui honore celui qui l'a faite.

Quel intérêt les deux classes de la noblesse & du commerce n'ont-elles pas à s'unir sans se confondre ? Le négociant flatté de voir son état élevé à la hauteur de la noblesse, y restera par orgueil , au lieu que l'orgueil l'en faisoit sortir ; & on ne le verra plus se dévoyer avant le tems du chemin de la fortune , où il marchoit des premiers avec un éclat honorable, pour aller s'appauvrir, se placer le dernier, & dévorer des mépris , dans une classe plus élevée. La noblesse, menacée de ne pouvoir plus former avec la finance expirante des alliances de fortune , ne dédaignera plus de chercher dans des magasins des moyens de soutenir un grand nom par une dot opulente , fortune mille fois préférable à ces fortunes odieuses que le fisc a arrachées des entrailles du peuple , & qu'il a détrempées de son sang. De son côté , le négociant énorqueilli ne croira jamais acheter trop chèrement l'honneur

de mêler son sang au plus beau sang du royaume ; L'ame du négociant deviendra plus haute , celle du noble plus citoyenne ; & ce rapprochement des deux états fera un grand pas de plus vers l'heureuse époque où la réunion des trois ordres n'en fera plus qu'une seule famille.

La noblesse craindrait-elle de se confondre avec cette seconde , mais utile condition du commerce , qui tous les jours vegete près d'un comptoir , & qui , pour prix d'une longue vie de travail minutieux , ne jouit enfin que d'une petite fortune patiemment amassée , par sou , maille & deniers ? Hé bien ! qu'elle s'en sépare à jamais par une ligne de démarcation bien apparente , en ne se permettant que le commerce en gros , sous peine de dérogeance : c'est par cette heureuse métamorphose du gentilhomme en négociant que se concilieront enfin dans son cœur deux sentimens qui ne se combattoient que pour son supplice ; je veux dire le desir ardent de la fortune qui rabaissoit trop son ame , & un certain orgueil qui l'élevoit trop haut.

366.

Le commerce des grains est une des branches du commerce la plus digne de l'amour & de la reconnoissance du peuple. C'est ce que ce peuple n'entend pas assez, quand le délire de la disette le fait courir sur tout marchand de blé ; & porter

Théorie certaine du commerce des grains.

sur des magasins des mains violentes. C'est ici l'enfant qui mord sa nourrice.

Avec plus de lumieres , le peuple ne s'indigneroit que de voir ce commerce restreint à trop peu de spéculateurs , & concentré dans un petit nombre d'associations favorisées ou secrètement privilégiées.

Il s'indigneroit d'une exportation sans mesure , faite pour préparer la famine , afin de ne l'apaiser ensuite que par une importation mesurée par l'avarice & la fraude.

Il s'indigneroit d'être affamé par de puissantes compagnies qui , en le forçant par la faim de sortir des chaumières , comme les neiges font sortir les loups des forêts , se proposent de faire servir ses soulèvemens à des fins iniques.

Il s'indigneroit de voir la foule de négocians enrayée dans leurs spéculations , par la crainte de rivaliser avec des sociétés puissantes , qui , pour les forcer à des pertes ruineuses , feroient des sacrifices pour elles non ruineux.

Il s'indigneroit de ce que le peu de commerçans , dans un genre aussi nécessaire , vient du peu de confiance que leur laissent à cet égard les principes versatiles du gouvernement , ses opérations chancelantes , & le peu d'énergie qu'il a mis quelquefois à garantir le blé circulant dans le royaume , de l'avidité fureur de la populace ; & souvent des aveugles attentats de la police.

Le peuple mieux instruit appelleroit à à grands cris à son secours , & tendroit ses bras à la multitude des marchands , qui seule peut le sauver des horreurs du monopole : c'est ici surtout que la moindre faveur , la moindre préférence , le moindre privilège exclusif , seroit pour des milliers de malheureux un arrêt de mort ou de famine.

Ce seroit abuser le peuple que de s'amuser , quand il souffre , à étudier & approfondir une théorie de commerce des grains depuis long-tems connue ; écoutez - en les axiomes , qu'il n'est plus possible de révoquer en doute. Que la nation fasse , de la liberté imperturbable du commerce des grains , une loi constitutionnelle , qui puisse être une base ferme & solide de la confiance générale , & les commerçans en grains sortiront de dessous terre en foule , 'comme par une espece de vertu magique. Que la nation fasse encore à toutes les chambres de commerce des invitations solennelles d'avoir chacune dans son sein un grand nombre d'hommes , assez généreux pour se borner dans ce négoce à d'honnêtes profits , & à mériter ainsi le titre de bienfaiteurs du peuple ; il résultera infailliblement de ces invitations & de cette loi constitutionnelle , une concurrence de marchands prodigieuse ; de cette grande concurrence résultera nécessairement la destruction du monopole ; & de sa destruction , le rabaissement

du prix de la denrée à sa valeur naturelle. Qu'à tout cela se joigne la circulation intérieure des grains , libre comme celle de l'air : qu'on soumette l'exportation à des prohibitions sévères , au cas que le prix du blé monte à une somme déterminée ; qu'aucune exception ne soit faite à ces prohibitions, en faveur de quelque personne que ce puisse être : qu'elle soit déclarée un crime d'état , & punie à ce titre sans aucune miséricorde. Voilà tout le secret de ce commerce important : mais qu'on y prenne bien garde ; ce secret n'a plus de vertu entre les mains d'un gouvernement versatile dans ses principes , comme dans ses opérations , & qui n'a rien de constant que les rapides mutations des ministres , & les plus étranges vicissitudes dans le système des diverses branches d'administration publique. Il faut à cette espèce de commerce un garant plus solide de la liberté ; c'est l'esprit immuable & sage d'une nation qui se gouverne elle-même

267.

Est-il bon de
laisser subsis-
ter les mar-
chés & les
foires.

Une seule question pourroit encore rester problématique ; je la soumets à la profondeur des lumières des états-généraux ; faut-il laisser subsister les foires & marchés ? ou suffit-il de laisser au commerce le soin journalier d'approvisionner les villes ?

En général les marchés périodiques font au peuple trois grands maux , celui de faire chaumer son

travail , un jour au moins de la semaine , celui de lui occasionner des dépenses périodiques , qui au bout de l'an forment une sorte d'impôt considérable , enfin de lui donner par de fréquentes occasions , le goût des cabarets & de l'ivrognerie.

D'autre part, c'est mouvoir tout à la fois l'acheteur & le vendeur ; tandis que celui-là seul seroit en mouvement : c'est encore exposer la dentrée à des transports inutiles , si on ne la vend pas , & souvent faire ces frais en pure perte , en cas de vente ; parce qu'il est souvent possible que la dentrée auroit eu le même prix , achetée dans la maison même du vendeur.

Quant aux grains , il n'est que trop vrai que les marchés sont le théâtre le plus commode des fraudes du monopoleur. Souvent c'est lui qui tantôt fait l'abondance , & tantôt la disette , suivant qu'il est de son intérêt , de faire baisser ou hausser le prix des grains ; c'est-à-dire , suivant l'intention où il est d'en acheter ou d'en vendre : souvent c'est le monopoleur qui , par certains émissaires à ses gages , fait acheter ses propres grains à d'autres émissaires , pour donner à la dentrée , dès le commencement du marché , le taux qui convient à ses spéculations frauduleuses.

Le commerce ne pourroit-il pas approvisionner les villes en blé , de manière que les greniers confiés aux détaillistes , fussent pour l'habitant une ressource de tous les jours & de toutes les heures ,

comme les caves des cabarets, les fours des boulangers, les étaux des bouchers, les boutiques des marchands, & la place aux légumes, ou autres denrées des campagnes voisines? C'est aux représentans de la nation à peser dans la balance de la sagesse, les avantages & les inconvéniens de cette forme nouvelle, & à juger si la question mérite d'être mise au creuset des épreuves.

Quant aux foires franches, elles ne sont profitables qu'aux villes où on les tient; & ce profite un impôt sur ceux qui s'y rendent.

368.

Nécessité d'é-
tablir l'uni-
formité des
poids & des
mesures.

Déjà d'heureux essais d'expérience ont prouvé que l'uniformité des poids & des mesures, dans tout le royaume, quoique épineuse, n'aura point, dans les mains savantes de nos académies, ces difficultés insurmontables, que la paresse & l'apathie politique se plaisoit à exagérer. On ne doit pas se dissimuler que l'intérêt personnel des négocians a pu contribuer à éloigner cette opération salutaire au public, & belle en soi. L'infinité diversité des poids & des mesures jette dans la comparaison du prix des objets de commerce, & sur-tout des grains, d'un lieu à un autre, des difficultés insolubles pour les vendeurs, mais dont le commerce fait une étude profonde, & compose mystérieusement des tarifs, pour tourner à son profit l'erreur ou l'ignorance du peuple.

C'est ici le plus clair-voyant qui gagne à cette obscurité ; le peuple en tous lieux y marche au hasard , & toujours en dupe.

369.

Toutes les banqueroutes seront soumises à l'examen le plus sévère , & au jugement le plus impartial : il nous manque un tribunal particulier , pour juger avec la rigueur & l'humanité convenables ces opprobres , ou ces calamités du commerce. On ajoutera donc à chaque juridiction consulaire une chambre formée d'anciens négocians , tous irréprochables , & dont l'unique fonction sera de juger les banqueroutes. Tout marchand qui aura cessé ses paiemens , tout citoyen qui , poursuivi par des créanciers inexorables , sollicitera un jugement de surséance , sera tenu de présenter à ce tribunal son bilan bien complet , & dénué de toute espèce de fraude , d'artifice ou de réticence ; sa requête sera répondue dans tous les cas , d'une ordonnance préparatoire de surséance , non susceptible d'appel , il sera procédé sans délai à l'examen du bilan , il en résultera de deux choses l'une , ou que la détresse du justiciable doit être imputée à sa fraude ou à ses désordres ; ou qu'elle n'est que l'effet du malheur , ou d'une suite de malheurs , dont il aura couru les dangers sans imprudence , & dont il n'aura pas été en son pouvoir de se garantir. Dans l'un comme

*Surséances
accordées aux
banquerou-
tiers , & ma-
nière de les
juger.*

dans l'autre cas , il sera constaté s'il reste au justiciable des fonds suffisans pour tout acquitter.

Dans le premier cas , le débiteur , s'il a des fonds suffisans pour tout payer avec les intérêts , obtiendra la surseance demandée , sans en être déclaré digne par le jugement : elle y sera au contraire dénommée *surseance de faveur* , dont l'effet sera seulement de mettre le débiteur personnellement en sûreté ; c'est-à-dire , qu'il sera surcis à toutes poursuites faites directement contre sa personne ; mais ses biens seront vendus d'autorité de la chambre , & le prix en provenant distribué aux créanciers , avec faculté au débiteur de recommencer le commerce avec les fonds qui lui resteront.

S'il n'a pas des fonds suffisans pour tout payer ; il sera déclaré indigne de la surseance même personnelle , & livré aux poursuites de ses créanciers , avec défenses de faire à l'avenir aucune espece de commerce , ni de faire dans le négoce autre fonction que celle de commis d'autrui , à simples gages.

Dans le second cas , le débiteur , s'il a des fonds suffisans , obtiendra un jugement qui le déclarera digne , non-seulement de la surseance personnelle illimitée , mais encore de la réelle , pour le tems qui sera jugé lui être nécessaire pour s'acquitter , envers tout le monde , en capital & en intérêts , par la réalisation de son bien ; & il

fera de plus déclaré digne d'être admis pour l'avenir à toute espece de commerce.

S'il n'a pas des fonds suffisans , il sera déclaré , à la vérité , digne de la furséance personnelle illimitée ; mais il sera jugé en même tems que si dans un tems donné il ne rapporte pas un traité fait avec ses créanciers , ses biens seront vendus , mais en lui réservant la faculté de commercer de nouveau , ainsi & autant que bon lui semblera.

Dans tous les cas la furséance ne pourra avoir lieu que vis-à-vis des créanciers compris dans l'état qui en sera fourni par le débiteur. Et si l'omission de certains créanciers dans l'état infidèle qu'il en aura donné est jugée avoir été l'ouvrage de la fraude & de la mauvaise foi , la furséance sera révoquée & le débiteur subira le plus sévère des jugemens ci-dessus.

Tout commerçant qui , cessant ses paiemens , ne se fera pas présenté devant la chambre pour mettre son bilan sous ses yeux , sera déclaré *contumax* , comme tel jugé banqueroutier frauduleux , & il encourra celle des condamnations ci-dessus la plus rigoureuse , jusques à ce que par un retour d'obéissance à la loi , il se fera présenté à la justice.

370.

Il sera fait sur-tout de sages réglemens pour abréger & rendre moins dispendieuses les formalités de justice à observer dans les ventes for-

Il convient de diminuer le nombre & le prix des formalités de ventes forcées

cées ; & que la fable de l'huître cesse par-là de couvrir la justice d'opprobre & de ridicule.

371.

On n'a en-
tendu qu'é-
baucher la lé-
gislation sur
les banque-
routes. Les quatre différens jugemens que je viens de proposer , & la rigueur des traitemens des con-
sumax, me semblent distinguer comme il con-
vient , dans le débiteur , l'innocent du coupable ,
& concilier équitablement les droits des créan-
ciers avec les sentimens d'humanité dus à l'in-
fortune. Il me semble devoir rendre plus rares
ces spéculations abominables du négociant vé-
reux , qui accelere une fortune trop lente à ses
yeux , par la fraude des banqueroutes , & qui ne
rougit pas de continuer ou de grossir son com-
merce au prix de l'infamie.

Cet apperçu peut avoir ses imperfections , mais
il aura du moins le mérite d'avoir ébauché une
branche de législation relative aux banqueroutes ,
en attendant qu'on en imagine une meilleure.

Des arrêts
de surseance
ne seront plus
accordés par
le gouverne-
ment. Au moyen de cette jurisprudence , il ne res-
tera plus aucun lieu au gouvernement d'attenter ,
par des arrêts de faveur que solliciteroient des
débiteurs protégés , aux propriétés légitimes con-
nues sous le nom de *créances*. La puissance exé-
cutive n'oubliera plus sa destination sacrée , au
point de suspendre le cours des procédures ré-
glé par la loi : il n'appartient qu'à la justice de
s'enrayer elle-même en certains cas , par des ju-
gemens



L'ESPRIT DES CAHIERS,

O U

PROJET COMPLET
DE LA RÉGÉNÉRATION DU ROYAUME
DE FRANCE.

CHAPITRE VIII.

*Nouveau genre de Subsidés & nouvelle
administration des Finances.*

371.

DANS l'état de détresse où nous sommes, il n'est gueres possible de diminuer la masse des impôts qui pèse sur le peuple. Il reste pourtant cinq moyens de le soulager, 1°. en le rendant plus riche par les soins d'une administration mieux entendue; 2°. en n'augmentant la masse des impôts qu'aux dépens des classes privilégiées; 3°. en substituant aux impôts actuels un nouveau genre d'impôts, dont la perception soit plus simple & moins dispendieuse; 4°. en épargnant au peuple

Cinq manières de soulager le peuple sans diminuer dans ce moment la masse des impôts.

O *

des contraintes & des saisies ruineuses qui doublent l'impôt ; 5°. en assurant par de sages économies & par des bonifications l'équilibre des dépenses & des revenus de l'état , & en éteignant la dette nationale , non-seulement sans nouvelle surcharge , mais encore par des moyens si heureux , qu'il puisse enfin résulter de cette opération une diminution sensible dans la masse des impôts. De ces différens moyens , les uns soulageroient le peuple dans le moment , les autres détourneroit de dessus sa tête un accroissement de fardeau devenu nécessaire ; d'autres enfin amèneroit l'époque , où sans énerver la force publique on pourroit diminuer la masse des impôts. Hâtons-nous de développer des vues aussi salutaires.

372.

Quatre espèces d'opérations nécessaires pour l'entière réforme des finances.

La réforme absolue de notre système des finances , telle que je la conçois , un peu d'après les cahiers , beaucoup d'après moi-même , consiste en quatre opérations principales , qui doivent être ordonnées par plusieurs assemblées d'états-généraux consécutives ; ces opérations étant plus urgentes les unes que les autres , & ne pouvant être opérées ensemble que par une toute-puissance politique qui n'existe point sur la terre.

La première opération consiste à combler le déficit , & à délivrer le gouvernement de ce grand embarras , pour le laisser tout entier à la nation.

La seconde opération consiste à anéantir tous les subsides connus , & à les remplacer par

d'autres qui soient de nature à être proportionnellement répartis , & dont la perception soit plus simple & moins dispendieuse ; c'est-à-dire , qu'il s'agira de substituer à un ordre de choses vaste , compliqué , dans tous les momens nécessaire , un ordre nouveau , sans interruption & sans secousse ; opération critique & difficile qui demande d'être méditée avec profondeur , d'être calculée avec exactitude , d'être préparée avec sagesse , & d'être exécutée par parties , avec toutes les précautions imaginables.

La troisième opération consiste à imaginer les ressources que pourroit avoir la nation pour éteindre la dette du gouvernement devenue nationale.

La quatrième opération consiste à bien convaincre les esprits ennemis de l'innovation que le système de finances proposé dans les sections précédentes , quoique s'éloignant beaucoup des idées reçues , a néanmoins de grands avantages qui doivent lui faire pardonner la nouveauté , sauf les amendemens qu'il conviendrait de donner à cet essai de l'imagination , avant de le mettre en pratique.

ment de la dette nationale & du déficit.

Ces quatre espèces d'opérations vont être l'objet de quatre sections qui soulageront autant les lecteurs par la méthode que le chapitre pourra les fatiguer par la longueur.

SECTION PREMIERE.

Maniere de combler le déficit par les soins de la Nation.

373.

C'est par les soins de la nation que le déficit doit être comblé, & non par les soins du gouvernement. UNE nation qui aime ses rois, autant que l'a toujours fait la nation françoise, une nation qui possède le roi le plus aimant & le plus digne de son amour, ne doit pas hésiter sans doute à se charger de la dette du gouvernement, sans en examiner les causes, les conditions & le caractère : mais l'amour le plus tendre doit-il exclure la prudence, & des précautions que dicte impérieusement le souvenir du passé ?

374.

Débarraçons le souverain de la dette du gouvernement, & si complètement qu'il n'ait pas même l'embarras d'une finance destinée à l'acquitter. Puisque cette énorme dette va devenir nationale, que la nation se charge elle-même du soin de s'en libérer : il n'y a pas d'autre manière de rétablir la confiance publique, ni même de porter la nation à des sacrifices qui, sans cela, pourroient bientôt devenir inutiles, & donner lieu à de nouveaux abus. Pendant que le bon sens, les vœux d'économie, l'amour du bien public, &

la modération font constamment le caractère du monarque, les maximes, les systèmes d'administration, l'ordre des finances, les vertus & les vices du gouvernement varient sans cesse avec les ministres : tout change autour du roi ; avec ces hommes auxquels il est forcé de confier les rênes de l'empire ; & , par des chefs-d'œuvre incroyables de mensonge & de séduction , tous invoquent sans cesse auprès de lui ses sentimens inaltérables de bienfaisance & d'amour du bien général , pour lui faire adopter tour-à-tour des maximes de gouvernement contradictoires , & des actes d'autorité d'un genre tout opposé.

On fait au contraire qu'une nation est fidelle à ses principes de gouvernement ; qu'elle s'attache à un système d'administration une fois adopté avec maturité ; que sa marche politique , ses vues , sa morale ne varient pas avec ses employés ; que les variations ordinaires qu'elle éprouve sont d'heureux changemens provoqués par les lumières publiques. On fait qu'au-dessus du cahos des passions & des erreurs de la société , s'élève majestueusement le colosse d'une raison publique , d'une morale universelle qui captive la confiance du peuple , & qu'on peut , pour cette raison , compter sur les mœurs nationales d'un peuple même léger , & qui manque de mœurs individuelles.

D'après ces considérations majeures , ne laissons plus au gouvernement le soin , ni de remplir la multitude d'engagemens relatifs à la dette publique , ni de fournir à aucune des dépenses étrangères à la marche ordinaire des départemens confiés à l'autorité souveraine : sans cela , n'en doutons point , la nation seroit trompée sans cesse dans la destination & l'économique usage des fonds publics ; le *déficit* rempli , laisseroit les ministres sans inquiétude & sans embarras : de cette aisance renaîtroient les profusions & la déviation des fonds affectés à des usages particuliers ; & comme le retour de l'ordre auroit été forcé par l'excès du désordre , celui-ci renaîtroit à son tour de l'aisance & des abus qu'on en feroit bientôt.

Effets admirables de la résolution que la nation aura prise de se charger elle-même de combler le déficit.

Non , la nation n'a d'autre moyen solide d'assurer l'acquittement de la dette de l'état , & de fournir régulièrement aux dépenses que demandent tous les ans les besoins publics , que de se charger elle-même avec courage de cette tâche immense autant que sacrée ; mais en déclarant solennellement à toute l'Europe que sa première loi , la loi fondamentale de sa constitution sera d'être invariablement fidelle , & à quel prix que ce puisse être , aux engagemens qu'elle aura contractés.

C'est le seul moyen d'assurer invariablement

la destination des fonds affectés à des usages particuliers , de ne laisser rien en souffrance , & de faire cesser à jamais la marche irrégulière souvent suspendue , quelquefois rétrograde , des remboursemens à époque , ainsi que des paiemens annuels des pensions & des rentes de toute espece.

C'est le seul moyen de donner une consistance inébranlable à une caisse d'amortissement , sans laquelle il ne peut y avoir ni libération , ni prospérité , ni salut , & d'affermir sur des bases plus solides la caisse d'escompte , cet établissement susceptible de tant de perfection , & d'une utilité bien plus générale qu'elle ne l'est maintenant.

C'est le seul moyen de raffermir la confiance publique , de fixer les variations aussi bizarres que funestes de tous les fonds publics , d'en prévenir le discrédit , d'empêcher ainsi qu'ils ne baissent au point d'attirer à eux par l'appât des profits , l'or des capitalistes , si nécessaire aux besoins du commerce & de l'agriculture.

C'est le seul moyen d'arrêter la soif insatiable d'administration & d'autorité , cette fureur de grossir la recette du trésor royal , qui a fait envahir par les ministres tous les fonds successivement destinés aux dépenses publiques , pour le plaisir d'attiser autour d'eux des fleuves de numéraire , & d'en faire des paiemens immenses qu'il auroit fallu abandonner aux provinces : manie

funeste au souverain comme à l'état , en ce qu'une administration infidelle & dissipatrice a fait dériver le numéraire de ses destinations sacrées , & que cette administration , accablée enfin sous le poids & le nombre des engagements à remplir & des non remplis , a fini par retarder l'acquittement des uns pour remplir les autres avec autant d'imperfection que de gêne , & par manquer partiellement à ceux qui étoient au-dessus de ses forces ou de son courage.

C'est le seul moyen de tarir la source de ces usures ruineuses pour l'état , qui , forcé de recourir aux capitalistes , en recevoit une loi dure & calculée sur les risques des pertes ou des retardemens que devoit vraisemblablement essayer la rentrée des capitaux , même des intérêts.

C'est le seul moyen de faire ouvrir par la confiance ces caisses innombrables que les défiances & le discrédit de la fortune publique ont comme hermétiquement scellées , & de mettre subitement en circulation cette grande partie de l'argent monnoyé que possède la France , & qui monte à deux milliards & demi ; de donner ainsi une vie nouvelle au commerce , à l'agriculture , aux manufactures , à tous les arts , même d'augmenter cette vivification générale par la baisse de l'intérêt à quatre pour cent , qui sera l'effet nécessaire de l'abondance du numéraire en circulation , & de la suppression des collocations usuraires qui étoient

tour à tour l'effet & la cause de la gêne & du désordre de nos finances.

C'est le seul moyen de faire disparaître les fraudes , les excès , l'indécence de l'agiotage , ce jeu honteux pour l'état qui la fait naître du désordre de ses finances , & qui , ne pouvant plus le détruire par un ordre invariablement économique , s'est vu condamné à l'opprobre de voir une classe de joueurs téméraires se jouer de sa détresse , calculer sous ses yeux les lueurs de ses améliorations , ou les probabilités de sa décadence , affaiblir ou fortifier par de fausses insinuations , par des bruits mensongers , l'opinion des gênes de la fortune publique , & du vice des opérations ministérielles , augmenter , par ce moyen , ou diminuer le prix que l'imagination donne aux effets royaux ; & faire de ces spéculations ignominieuses pour la France , les motifs de mille opérations hasardeuses , qui peuvent en un jour élever ou abattre des fortunes immenses.

C'est enfin le seul moyen d'assurer à la France sa prépondérance sur toutes les nations de l'Europe , par l'idée seule que ce peuple aussi opulent que généreux , s'est rendu lui-même l'administrateur de ses finances , le mobile de ses propres forces , l'ame de sa législation , le créateur de sa constitution nouvelle , l'arbitre souverain de ses destinées , & le fondateur d'une puissance souve-

raîne , également simple & formidable aux ennemis de l'état.

Maniere de
partager les
finances du
royaume en-
tre le monar-
que & la na-
tion.

Rien de plus simple que ce partage des finances du royaume entre le monarque & la nation : celle-ci fera l'entiere recette des revenus publics ; elle en distraira tous les ans , par préciput , le montant des sommes destinées à maintenir la puissance & la splendeur du plus beau trône de l'univers ; elle emploiera le surplus à l'acquit de la dette devenue nationale , & à toutes les dépenses publiques qu'elle aura jugées nécessaires aux besoins de ce vaste empire.

376.

C'est après une telle division de revenus publics & de pouvoir suprême , que le *déficit* , ce vide affreux où le trône menaçoit de s'engloutir , ce *déficit* que l'Europe , jalouse des forces de la France , voyoit avec plaisir comme un gouffre d'où ne pouvoient presque plus sortir nos armées & nos vaisseaux , ce *déficit* , le sujet de la joie , presque de la risée des nations étrangères , ne ne sera plus cet abîme effrayant creusé sous les yeux du cabinet de Versailles , & qui jettoit dans ses conseils les fluctuations , le découragement , & une timide patience. Les états - généraux de 1789 auront fait subitement évanouir ce *déficit* par un coup d'état tenant du prestige. Subdivisé

en autant de *déficit* partiels que la France aura d'états-provinciaux ; il n'aura plus rien d'effrayant ni pour chaque province , ni pour la nation entière , & l'enthousiasme patriotique aura bientôt comblé vingt petits vuides séparés , & bien inférieurs aux facultés incroyables d'une nation qui travaille pour son propre compte , à sa gloire & à celle d'un roi qu'elle adore.

376.

Nations spectatrices de cette simple & grande révolution , ne croyez pas que des François voudront par une stupide parcimonie , avilir la majesté du trône , énerver les forces de l'état , négliger la gloire de son pavillon , réduire ses armées , compromettre son propre repos , en baissant ce front menaçant qui ne cesse de contenir les ennemis de la France.

Invincible
éloignement
de la nation
pour la moindre apparence d'infidélité à ses engagements.

Ne croyez pas que des François puissent donner à l'Europe l'exemple d'un peuple immoral , qui n'a pris sur lui d'immenses engagements que pour en modérer la rigueur.

Ne croyez pas que ce peuple , devenu un peuple roi , comme étoit celui de l'ancienne Rome , veuille s'abaisser , s'oublier jusques à rogner des bienfaits de la munificence royale , dans les mains de ceux qui les ont obtenus.

Ne croyez pas qu'elle veuille adopter des créanciers innombrables pour composer ignoble-

ment avec eux , subtiliser sur les devoirs de la droiture & de la bonne foi , fonder les prémices de son bonheur sur des murmures universels , & profaner par des larmes publiques le grand jour de la régénération du royaume.

Ne croyez pas qu'elle veuille déshonorer , aux yeux de l'Europe , le nom françois par l'ombre de quelque défection mercantile , discuter les divers titres de créance , rendre les conditions de certains emprunts moins onéreuses , & perdre ainsi par la léfinerie du moment , ou par l'infidélité la plus impolitique , l'éternelle ressource d'un crédit ferme , indéfini , inépuisable , & le droit de faire désormais la loi à ses propres prêteurs au lieu de la recevoir.

Ne croyez pas qu'elle veuille s'affoiblir au dedans par des convulsions intestines , qui feroient d'une partie de la nation des malheureux blasphémans la patrie , & se conjurant contre un régime désastreux.

Non , non , une nation grande & généreuse comme la nation françoise , n'est point capable d'une dégradation pareille ; elle qui , sans être depuis long-tems un corps de nation , avoit néanmoins un esprit national , le perdrait-elle à l'époque où elle se rassemble sous les yeux de l'univers ? Créanciers de l'état , de quelque nature que vous soyez , bénissez le jour qui aura fait passer vos créances sur la tête de ce peuple

plus loyal encore qu'il n'est opulent. Tous les engagemens de l'état au-dedans & au-dehors seront remplis. Le trône conservera son éclat ; la nation reprendra des forces nouvelles ; & la dette publique s'évanouira comme se dissipe la brume au lever du soleil.

378.

Quelle fera donc cette portion royale des subsides qui doit maintenir l'éclat de la couronne, l'empire des mers, les forces militaires, la prépondérance politique, la dignité de toutes les branches de la maison royale, en même temps que le surplus des subsides formant la portion nationale, fera face à tous les engagemens de l'état, & remplira tous les besoins publics.

379.

Pour régler ce grand partage, il est nécessaire, avant toutes choses, de mettre ici sous les yeux du lecteur l'état en quarante-quatre articles, des dépenses fixes du gouvernement, tel que M. Necker l'a mis à la suite de son discours : il fera facile ensuite de discerner quels sont les articles de cet état qui doivent rester à la charge du roi ; quels sont ceux qui dans la suite doivent être à la charge de la nation, & quelle doit être par conséquent la quotité de revenu de l'un & de l'autre.

L'état des dépenses fixes donné par M. Necker sert à régler le partage des finances entre le roi & la nation.

Dépenses fixes.

1. Dépenses générales de la maison du roi & de celle de la reine, de monseigneur le dauphin, des enfans de France, de madame Elisabeth & de Mesdames tantes du roi, avec les traitemens annexés à ces différentes parties, en y comprenant divers objets de dépenses dans les forêts qui étoient autrefois payées sur le produit des bois. 25,000,000 liv.

2. Maisons de Monsieur frère du roi, & de Madame; maisons de monseigneur comte & de madame comtesse d'Artois, de monseigneur le duc d'Angoulême, & de monseigneur le duc de Berry, & traitemens conservés aux personnes qui ont servi les enfans de monseigneur comte d'Artois dans leur bas âge. 8,240,000

3. Affaires étrangères, li-
gues suisses & courses de cour-
riers de ce département. . . 7,480,000

4. Département de la guerre,
traitemens & objets accessoi-
res, non compris ce que les
provinces s'imposent & versent

40,720,000 liv.

Ci-contre. . . . 40,720,000 liv.

directement dans les caisses

militaires. 99,160,000

5. Marine & colonies. . . 40,500,000

6. Supplément demandé pour indemnités & récompenses qu'exigeront les réformes déterminées dans les établissemens des colonies. . . . 400,000

7. Ponts & chaussées. . . 5,680,000

8. Haras sous les ordres de M. le grand écuyer de M. le duc de Polignac, & de M. le marquis de Polignac. . . . 814,000

9. Rentes perpétuelles & viagères. 162,486,000

10. Intérêts d'effets publics & d'autres créances. . . . 44,300,000

11. Gages de charges représentant l'intérêt de la finance. 14,692,000

12. Intérêts & frais des anticipations qui portent sur l'année 1790, & sur l'année 1791. 4,900,000

13. Intérêts & frais du renouvellement des billets des

413,652,000 liv.

<i>D'autre part.</i>	413,652,000 liv.
fermes des autres anticipations, ou des emprunts nécessaires pour balancer les besoins de l'année 1789.	10,900,000
14. Engagement à tems en- vers le clergé.	2,500,000
15. Indemnités à différens titres.	3,235,000
16. Pensions.	29,560,000
17. Gages du conseil & trai- temens à M. le chancelier, à M. le garde des sceaux, au secrétaire d'état de la maison du roi, à divers magistrats, compris leur franc salé, & traitemens d'autres personnes.	3,173,000
18. Intendans des provin- ces, leurs subdélégués & leurs commis.	1,495,000
19. Police de la ville de Paris.	1,570,000
20. Guer & garde de la ville de Paris.	1,138,000
21. Maréchaussée de l'île- de-France.	250,000
	<hr/>
	467,473,000 liv.
	<i>Ci-contre</i>

Ci-contre. . . . 467,473,000 liv.

22. Entretien & réparation
du pavé de Paris. . . . 627,000

23. Travaux dans les car-
rières qui sont sous la ville de
Paris & les environs. . . . 400,000

24. Remises en moins imposé
sur la recette des pays d'élec-
tions & des pays conquis;
décharges & modérations sur
les vingtièmes & la capitation
remises aux pays d'états. . . 7,120,000

25. Traitemens aux rece-
veurs fermiers & régisseurs,
& autres frais de recouvre-
ment. . . . 20,094,000

26. Les cinq administrateurs
du trésor royal, payeurs de
rentes. . . . 3,753,000

27. Bureau de l'administra-
tion générale. . . . 1,048,000

28. Fonds réservé sur le pro-
duit de la loterie royale & sur
la ferme du Port-Louis, pour
des actes de bienfaisance. . . 172,000

29. Secours à des Hollan-

501,687,000 liv.

P.

<i>D'autre part.</i> . . .	101,687,000 liv.
dois qui se sont réfugiés en France.	830,000
30. Communautés & maisons religieuses, & secours pour la construction d'édifices sacrés.	2,188,000
31. Dons, aumônes, hôpitaux & enfans-trouvés.	3,038,000
32. Travaux de charité.	1,896,000
33. Destruction du vagabondage & de la mendicité.	1,144,000
34. Primes & autres encouragemens pour la commerce.	328,64,000
35. Dépenses du département des mines.	990,000
36. Jardin royal des plantes & cabinet d'histoire naturelle.	130,000
37. Bibliothèque du roi.	167,000
38. Universités, académies, colleges, sciences & arts.	930,000
39. Passe-port, en exemption de droits à la marine royale, aux ambassadeurs & ministres étrangers, &c.	400,000
	<hr/>
	416,464,000 liv.

(227).

Ci-contre. 516,464,000 liv.

40. Entretiens, réparations
& constructions de bâtimens
employés à la chose publique. 1,900,000

41. Dépenses de plantations
dans les forêts, de curement
de rivière & autres objets dont
le paiement est assigné sur le
produit des bois. 500,000

42. Frais de procédures cri-
minelles, & dépenses de pri-
sonniers. 3,180,000

43. Dépenses dans les pro-
vinces dont l'objet varie tous
les ans, & qui se renouvellent
de différentes manières. 4,500,000

Dépenses imprévues. 5,000,000

Total des dépenses fixes. 531,444,000 liv.

R É S U L T A T.

Dépenses fixes. 531,444,000 liv.

Revenus fixes. 475,294,000

Déficit annuel. 56,150,000

380.

A la seule inspection de l'état ci-dessus, on voit que les dépenses qui doivent nécessairement rester à la charge du gouvernement, sont celles

Articles de
l'état des dé-
penses fixes
du gouverne-
ment qui com-

gagneront de des quinze articles suivans : 1. 2. 3. 4. 5. 6.
lui être con- 16. 21. 28. 36. 37. 39. 40. 41. & 44.
séens.

La nation sera chargée des dépenses énoncées
au surplus des articles.

381.

Les dépenses
confiées au
gouverne-
ment reste-
ront sur le
même pied,
& le même
revenu leur
restera affecté.

Quelle sera la quotité du revenu applicable aux
quinze articles ci-dessus, des dépenses royales ?
Vous nous l'avez dit, bon prince, par l'organe
du directeur général de vos finances, & ce re-
venu vous restera tout entier. Une nation qui
se passionne pour le bonheur de son roi & pour
la dignité de sa couronne, ne donnera pas à
l'Europe le spectacle honteux de marchander,
pour ainsi dire, avec son souverain, sur la somme
qu'il a jugée nécessaire pour maintenir l'éclat
de sa maison & le repos de l'état.

Suivant l'état de M. Necker, voici le tarif
des sommes nécessaires pour subvenir aux dé-
penses des quinze articles royales, ci-dessus
énoncées :

Article 1.	. . . . .	25,000,000 liv.
Article 2.	. . . . .	8,240,000
Article 3.	. . . . .	7,480,000
Article 4.	. . . . .	99,160,000
Article 5.	. . . . .	40,500,000
Article 6.	. . . . .	400,000
Article 16.	. . . . .	29,560,000

210,340,000 liv.

<i>Ci-contre.</i>	. . .	210,340,000 liv.
Article 21.	. . . . .	250,000
Article 28.	. . . . .	172,000
Article 36.	. . . . .	130,000
Article 37.	. . . . .	167,000
Article 39.	. . . . .	400,000
Article 40.	. . . . .	1,900,000
Article 41.	. . . . .	500,000
Article 44.	. . . . .	5,000,000
TOTAL	. . . . .	<u>. 218;859,000 liv.</u>

382.

Le total des revenus de la couronne feroit donc, ^{Le total des} dans le nouvel ordre des finances, une somme de ^{revenus qui} 218 millions 859 mille liv., si le roi n'avoit été ^{resteroient à la} assez généreux pour indiquer lui-même des ré- ^{couronne fe-} ^{ra donc de} ^{200 millions.} ductions dont certains articles sont susceptibles.

383.

Mais comme l'article 16, concernant les pensions qui, en total, montent à 29 millions 560 mille livres, peut à l'avenir, & à mesure qu'auront lieu des extinctions successives, diminuer de moitié, ainsi que l'annonce M. Neker dans son discours, au nom de sa majesté; comme ce ministre annonce encore que la même réduction sera possible à fur & à mesure des extinctions, relativement aux traitemens militaires & civils qu'il

évalue de 8 à 10 millions ; les 39 millions de ces deux articles pourront se réduire pour l'avenir à 20 millions , ce qui diminuera de 19 millions le total ci-dessus des revenus de la couronne. Il diminueroit encore d'un million par les généreux retranchemens que Monsieur & monseigneur comte d'Artois ont offert de faire sur la dépense de leurs maisons , si la nation ne croyoit pas devoir remercier ces augustes princes de leurs sacrifices , & les supplier de voir dans ce procédé un foible hommage de son respect & de son amour. Les revenus de la couronne monteront donc à la somme précise de 200 millions.

384.

Un secours
extraordinaire
mettra le
roi en état de
payer les pen-
sions jusqu'à
ce qu'elles
soient rédui-
tes à moitié.

Pour mettre le roi en état de payer les pensions, les traitemens militaires & civils , tels qu'ils sont établis maintenant , & dont la réduction ne peut s'effectuer que par des extinctions successives , la nation ajoutera aux 200 millions des revenus fixes de la couronne, un revenu extraordinaire qui sera d'abord de 19 millions , mais qui diminuera tous les ans par la réduction qui se fera au profit du trésor national , de la moitié des pensions éteintes , en ne les remplaçant qu'à moitié.

384.

Le revenu
national sera
dans ce mo-
ment de 216
millions 294
mille livres.

Le revenu national sera dans ce moment ce qui restera de la somme totale des revenus fixes

de la couronne, que présente l'état de M. Necker; après en avoir distrait les 229 millions; que la nation s'oblige de verser dans ce moment au trésor royal; or, les revenus fixes de la couronne montant aujourd'hui à 475 millions 294 mille l. ils se réduiront dans ce moment, à la somme de 256 millions 294 mille livres; & comme il sera urgent de combler le déficit montant à 56 millions 150 mille livres, il faudra que la nation gagne ces 56 millions 150 mille livres, en partie par des bonifications ou des économies, en partie par de nouveaux impôts, pour rétablir la balance de ses revenus fixes & de ses dépenses fixes; mais on ne peut pas prévoir dans ce moment quelle pourra être la somme annuelle résultante des bonifications & des économies; & de plus, comme la nation n'a pas encore déterminé le montant des besoins nationaux & provinciaux, qui doit être la mesure de ses revenus, & par conséquent celle des subsides; on ne peut déterminer non plus la quotité de subside national, qui sera jugée par les états-généraux être à l'avenir invariablement nécessaire, pour subvenir aux dépenses ordinaires de la nation, en général, & des provinces, à leur besoins extraordinaires & aux cas fortuits. La quotité de subside national, qui sera nécessaire à l'avenir, est donc encore dans les finances du royaume ce qu'est une inconnue dans les calculs algébriques.

Emploi du
revenu national,

L'emploi invariable du revenu national fera de pourvoir à toutes les dépenses énoncées en l'état présenté par M. Neker, autres que celles comprises aux quinze articles ci-dessus, des dépenses royales.

Après avoir pourvu à ces dépenses, quelle autre masse des besoins publics la nation n'aura-t-elle pas encore à remplir avec un surcroît de subsides ? Caisse d'amortissement de la dette publique, frais d'administration générale, ceux, par exemple, des états-généraux, du conseil national, des états provinciaux, de leurs commissions intermédiaires & des censeurs ; gages des magistrats, subsistance des ministres de l'église, celle des instituteurs de la nation, l'enrôlement des soldats, levés en remplacement des milices, fonds suffisans pour faire vivre par le travail le pauvre peuple dans les tems de disette, les embellissemens de villes, les réparations & reconstructions des églises, hôtels-de-ville, casernes, spectacles & autres édifices publics, les charges locales de chaque paroisse, & autres objets de cette espece.

En réunissant tous les objets de dépenses énoncées aux articles précédens, on en remarque qui

appartiennent à l'administration du royaume par les états-généraux, d'autres qui appartiennent à l'administration particulière des provinces par leurs états, sous l'inspection néanmoins des états-généraux, & à charge de leur en rendre compte, d'autres enfin qui appartiennent à l'administration plus particulière encore des villes, des bourgs & des villages, par leurs corps politiques & leurs officiers municipaux, sous l'inspection des états de chaque province, auxquels ces communautés seront comptables de l'emploi de leurs finances particulières. Ce seroit très-inutilement alonger cet écrit, que de classer cette espèce de dépenses publiques, qui, lorsque le tems sera venu, se classeront d'elles-mêmes.

Le souverain & la nation ayant chacun leur Le roi & la nation auront chacun leur trésor & leur contrôleurs-général. revenu distinct & séparé, & ayant contracté l'un & l'autre, même l'un envers l'autre, l'obligation indispensable d'en faire l'emploi réciproquement convenu, les deux administrations parallèles se communiqueront leurs projets & leurs opérations dans les détails & dans les résultats; il sera nécessaire encore que le souverain & la nation, ayant chacun son trésor & son contrôleur-général des finances, que ces deux ministres se communiquent se concertent, s'éclairent l'un l'autre, & qu'ils soient tenus de ne se rien cacher de leurs états de

de situation : il sera nécessaire enfin que le contrôleur-général des revenus de la couronne soit comptable de sa gestion à la nation représentée par les états-généraux, comme étant l'administrateur de ses deniers, & que le contrôleur-général des revenus de la nation soit comptable au souverain, comme chef de toute puissance exécutive. C'est de cette mutuelle dépendance des deux ministres envers les deux puissances royale & nationale, c'est de l'attention avec laquelle ils se surveilleront l'un l'autre, ou plutôt de leur concert patriotique, que résultera nécessairement l'ordre le plus parfait dans l'administration des deux branches de finance, & des deux trésors parallèles.

390.

Eloge de M.

Neker.

Oh ! si la nation ne confondoit pas ses intérêts avec les intérêts du trône, combien elle envierait à son roi cet homme rare qui le premier a porté dans le fisc la vertu publique, qui a concilié un grand amour pour le peuple avec un grand besoin de subsides, aussi intègre qu'intelligent, financier aussi profond que ministre populaire, juste, sévère dans une administration, où il est comme impossible de conserver l'une ou l'autre vertu, plus citoyen encore par les sentimens, qu'il n'est étranger par sa naissance.

Ange tutélaire de la France, mettez son semblable à la tête des finances nationales, & que

ces deux génies , s'entraîdant sans cesse , portent à son comble la gloire du roi , & la prospérité du royaume.

391.

Deux cents millions en argent , formant le revenu fixe de la couronne , auroient bientôt perdu de leur valeur intrinsèque par l'augmentation du prix de toutes choses , & par la multiplication du numéraire : au bout de quelques années , cette somme ne seroit plus représentative de la même valeur , & par ce accroissement successif de la valeur effective de l'argent , la couronne , après un demi-siècle , pourroit s'être sensiblement appauvrie , en paroissant avoir conservé le même revenu.

Raisons plausibles qu'ont eu nos rois d'augmenter progressivement les impôts.

C'est par cette considération tranchante que nos rois auroient dû augmenter les impôts par intervalles , quand ils n'auroient eu que l'intention de compenser rigoureusement le déchet arrivé dans la valeur intrinsèque du numéraire , par une augmentation dans la quantité.

392.

Je n'examinerai pas si la progression des impôts a excédé celle du prix des denrées , il me suffit de remarquer ici que le revenu fixe attaché à la couronne de France , ne doit souffrir aucune altération , ni du laps du tems , ni de l'accroissement progressif du prix des denrées ; en conséquence il

Le revenu de la couronne ne sera pas de 200 millions en argent , mais la quantité de blé qui vaudroit aujourd'hui 200 millions.

sera déclaré par une loi constitutionnelle , que les revenus fixes de la couronne ne seront pas taxativement 200 millions en espece , mais un *tel* nombre de septiers de blé froment , mesure de Paris , équivalent aujourd'hui à 200 millions.

393.

La quantité de blé valant 200 millions, au prix commun, montée à 6,666,666 septiers, mesure de Paris. Pour déterminer ce nombre de septiers fixé pour toujours , on formera d'abord un prix commun des prix différens du blé à la halle de Paris , dans les dix années antérieures à l'année présente 1789 , & l'on divisera 200 millions par ce prix commun du septier ; le quotient sera le nombre des septiers de froment , qui devra former le revenu immuable de la couronne.

394.

Supposons , par exemple , que ce prix commun soit 30 livres , en divisant par ce nombre les 200 millions , on trouvera que ces 200 millions seroient aujourd'hui le prix de six millions six cents soixante - six mille , six cents soixante- six septiers de froment , mesure de Paris ; néanmoins le paiement s'en fera en argent , pendant dix ans , au moyen de la somme totale de 200 millions ; sauf à faire , après ce tems expiré , & de même tous les dix ans , une nouvelle évaluation du prix commun du blé , dans les dix dernieres années , pour en verser annuel-

lement au trésor royal le prix fixé par le nouveau calcul.

395.

Chaque classe des membres du conseil national fournira tous les trois mois un commissaire nouveau, pris en suivant l'ordre du tableau; & les quatre ensemble se trouveront à la halle de Paris, tous les marchés, pour prendre note exacte du prix moyen du froment, laquelle sera de suite transcrite sur un registre particulier du conseil national, & signé des quatre commissaires. Ces notes seront imprimées tous les mois, & envoyées à tous les états provinciaux qui les feront transcrire sur un registre *ad hoc*, & les feront signer par leur secrétaire: ils en feront passer des exemplaires à toutes les villes, bourgs & villages de leur province; ces notes seront de même transcrites sur un registre particulier de chaque communauté d'habitans, & signés des officiers municipaux, pour y avoir recours au besoin.

396.

Peut-être le roi jugera-t-il convenable de nommer aussi des commissaires pour le même objet, avec ordre de se joindre à ceux du conseil national, & de concerter avec eux la note du prix moyen du blé-froment à chaque marché.

18 Le revenu national sera, ainsi que celui de la couronne, évalué, quoique payé en argent, & ce pour la même raison qu'elle aura eu de l'ordonner ainsi en faveur de la couronne. L'effet de cette évaluation sera d'augmenter les subsides tous les dix ans, ou de le diminuer, selon qu'on aura augmenté ou diminué le prix commun du blé-froment à la Halle de Paris, dans les dix années précédentes.

La nation, Dans le cas où il s'agiroit de soutenir une guerre déclarée à la France par ses ennemis, ou déclarée par la France aux ennemis de l'état, de l'aveu & consentement des états-généraux, il sera fourni par la nation à la couronne un secours extraordinaire à la dépense ordinaire du département de la guerre & de celui de la marine : & cet excédant convenu entre les deux contrôleurs-généraux des finances, sera chaque année, pendant la durée de la guerre, mis sous les yeux du roi & des états-généraux, ou provisoirement sous les yeux du conseil national, pour être arrêté par les deux puissances séparément.

Le roi, par le pacte social, renonce Le roi de France, n'ayant plus l'ancien prétexte de demander une augmentation d'impôts,

nécessité par l'accroissement progressif du prix ^{cera , pour}
 des denrées , ne pourra , en aucun cas , ni ^{pour}
 cause quelconque , autre que celle énoncée ^{route aug-}
 l'article précédent , demander à la nation autres ^{mentation}
 ni plus grands subsides ; une telle proposition , si ^{d'impôt.}
 elle est jamais faite aux états-généraux , pourra
 être rejetée comme tyrannique ; & constamment
 repoussée , avec une énergie légitime : tel sera le
 pacte constitutionnel , expressément stipulé entre
 le monarque & la nation , & mis au rang des lois
 fondamentales.

C'est ainsi que cessera enfin cette guerre dés-
 fastreuse , si souvent renouvelée entre le gouver-
 nement , expoliateur d'un numéraire excessif , & le
 peuple qui s'efforçoit de le retenir dans ses
 mains : espece d'exécution militaire , qui présente
 l'image d'un malheureux pays mis à contribution
 par un conquérant , & dont les habitans foulés
 sans ménagement , se fondent en larmes , ou voi-
 missent toutes les imprécations de l'indigence
 réduite au désespoir. Ah ! malheur , malheur à la
 monarchie , où se livrent fréquemment ces com-
 bats domestiques du pere aux enfans : elle menace
 de se dissoudre , & présege une révolution.

Non , l'aigreur de ces dissensions intestines ne
 menacera plus d'altérer l'amour réciproque du
 peuple & de son roi , ni de relâcher les ^{Grands avan-}
^{tages que}
^{trouvera la}
^{couronne}
^{dans le nou-}
^{vel ordre des}
^{finances.}

sacrés qui doivent unir une tendre famille à un pere, encore plus tendre. Qué d'avantages pour la couronne dans ce nouvel ordre de finances ! Délivré de toutes les inquiétudes , de toutes les gênes , dirai-je , de la honte de l'insolvabilité , le roi de France , sans rien perdre de la majesté de son trône , de la splendeur de sa maison , de l'étendue légitime de son autorité , devenu plus cher au dedans , plus puissant au-dehors , le chef adoré , l'ame de la plus belle nation de la terre , agrandi par le volume imposant des assemblées de cette nation brillante , n'aura plus qu'à régner en paix sur un peuple aimant & fidelle ; son trône n'étant plus armé de la foudre domestique , ni placé au sein des orages , ne fera plus approché qu'avec la plus tendre émotion ; & la majesté royale ne marchera plus qu'au bruit tumultueux des cris d'allégresse & des bénédictions d'un peuple enthousiaste.

401.

Ressources
pour combler
le déficit , in-
diquées par le
discours de
M. Necker.

Pendant que le souverain goûtera toutes les douceurs du repos , & les délices inséparables de l'amour d'un peuple heureux & tranquille ; pendant que sa majesté recueillera paisiblement les fruits de la justice pleine de bonté , qui lui aura fait rétablir des droits du peuple oubliés par ses prédécesseurs , quelles seront les ressources des états-généraux pour combler le déficit ? M. Necker en a indiqué quelques-unes , dont il sera bien-

tôt

rôt question: on les voit aux pages 29 , 30 , 31 , 32 , 33 & 34 de son discours in 8°.

402.

Suivant l'état de M. Neker, le *déficit* n'est que de 56 millions 150 mille livres mais il augmentera de six millions, dans le cas où la nation se chargera d'acquitter la dette du gouvernement, & de remplir tous les besoins publics: car comme le roi a dans le chapitre de ses dépenses fixes un article de 5 millions, pour des dépenses imprévues, ce n'est pas trop d'en compter 6 pour les dépenses imprévues de la nation, qui sera bien plus exposée que le roi à l'inconvénient des cas fortuits. Le *déficit* doit donc être considéré comme étant de 62 millions.

Montant du
déficit dans
les mains de
la nation.

307.

Il s'agit maintenant de rétablir l'équilibre entre les revenus fixes & les dépenses fixes, c'est-à-dire, de gagner 62 millions, par une augmentation de recette, ou par une diminution de dépense.

Deux moyens
de combler le
déficit.

L'augmentation de la recette ne peut se faire que par des emprunts, par des impôts, ou par des bonifications; & la diminution de la dépense ne peut se faire que par des économies ou par une infidélité totale, ou partielle aux engagements sacrés de la couronne.

Examen des
moyens de
combler le
déficit par des
emprunts.

L'augmentation de la recette, par les emprunts, n'est qu'un secours passager & funeste ; en augmentant la recette d'une année, il augmente la dépense dans les années suivantes par des remboursemens & des intérêts : c'est un désordre de finance qu'il ne faut se permettre que quand il n'y a pas de meilleur moyen de remédier à des maux urgens, & qui feroient plus funestes qu'un accroissement de la dette publique. Cette ressource en est encore une, lorsque on fait servir à rembourser des capitaux d'un intérêt supérieur à celui de l'emprunt : hors ces deux cas, l'emprunt est la marche du dissipateur ; ce fléau, quand il se multiplie, entraîne un second fléau, c'est l'usure passive qui résulte nécessairement de la gêne dans les finances ; ce second fléau augmente le troisieme, qu'on nomme *déficit* ; & ce troisieme fléau en nécessite un quatrieme, c'est l'impôt : on tombe ainsi d'abîme en abîme.

Examen des
moyens de
combler le
déficit par des
impôts.

L'augmentation de la recette par des impôts n'est plus possible, quand ils attaquent la subsistance du peuple, la plus nécessaire ; ce n'est plus alors dé fendre le peuple, c'est le dépouiller ; ce n'est plus un tribut légitime, c'est une concussion cruelle.

Les bonifications sont la gloire de la recette, Les bonifications & les économies, comme les économies sont celle de la dépense, seul moyen de combler le déficit dans l'ordre actuel de nos finances. les deux ensemble font le parfait comptable.

L'infidélité aux engagements est un opprobre dans particulier ; mais dans un souverain ce seroit le comble de l'infamie : aucun sacrifice ne doit lui coûter , pour épargner , à son front auguste & à sa couronne , une tache qui seroit ignominieuse pour le moindre de ses sujets : ce sont là les principes qui vont nous faire discerner les moyens admissibles de combler le *déficit*.

M. Necker propose dans son discours nombre d'améliorations dont les principales sont

1°. 31 millions à gagner sur la ferme générale , sur certaines régies , sur les abonnemens de certaines provinces du droit d'aides , & sur les domaines ; amélioration admissible sans doute , mais pour quelques années seulement , & qui sans cela seroit désespérante , en ce qu'elle annoncerait la perpétuité de l'administration des domaines & du régime fiscal , par conséquent , la conservation d'un tas de sangsues du sang du peuple , avec le seul espoir de leur en faire rendre une gorgée.

2°. 12 millions 700 mille livres à gagner sur le clergé : savoir , 3 millions 200 mille

Exposé des bonifications & des économies indiquées par M. Necker.

livres par an , au lieu de 16 millions de don gratuit accordé tous les cinq ans , 5 millions que le roi paie à des hôpitaux & communautés religieuses , qu'on propose de rejeter sur les économats ; enfin , 4 millions 500 mille livres que le clergé paie tous les ans en amortissement de sa dette , de laquelle le roi se chargeroit , en s'appropriant cette dernière somme. On voit avec peine dans ce projet M. Necker , quoique courbé sous le poids de la dette publique , demander encore qu'on le surcharge.

Ce seroit-là sans doute un bénéfice assuré , mais je ne l'adopte ce bénéfice , que par provision , & en attendant que s'opere la vaste spéculation relative aux biens du clergé , qui sera exposée ci-après dans la troisième section , & de laquelle la nation doit retirer un avantage incomparablement plus grand.

3°. 9 millions 700 mille livres ou environ à gagner , en augmentation des droits d'importation , des marchandises de l'Inde , toiles peintes & mouffelines , en diminution de primes accordées au commerce , en extension de la vente du tabac rapé , en abolition des entrées franches des bourgeois de Paris , & des francs salés non autorisés par arrêts du conseil , & en suppression de privilèges concernant les octrois.

4°. 900 mille livres en généreux sacrifices de

Monfieur frere du roi , & de monfeigneur comte d'Artois , fur la dépenfe de leurs maifons.

Dans le nombre de ces opérations , il n'eft pas douteux qu'il ne faille négliger la dernière par un juſte retour de ſentimens , de la part d'une nation qui ne doit pas céder en générofité , même aux premiers princes du ſang. Quelques-unes des bonifications ci-deſſus paroiffent très-incertaines , en ce qu'elles exciteroient des réclamations graves pour des objets minutieux ; d'autres ne préſentent que des bénéfices peu prochains d'une quotité peu certaine & d'un ſuccès précaire ; les plus ſolides ſont les augmentations des droits d'importations des marchandifes étrangères : en total on ne peut compter , avec quelque certitude , que ſur environ 4 millions de bénéfice ſur tous les objets ci-deſſus , au lieu de neuf millions.

407.

En réſumant les bonifications expliquées aux trois articles ci-deſſus , on voit qu'il ſeroit poſſible de gagner ſur l'art. premier 31,000,000 liv.

Sur l'article ſecond à 12,700,000

Sur l'article troiſieme 4,000,000

Art. additionnel pour former
une ſomme ronde 300,000

Total des bonifications probables que M. Neker a propoſées. 48,000,000

Q 3

faibleſſe
d'une partie
de ces reſ-
ſources.

Réſumé des
bonifications
& des écono-
mies indi-
quées par M.
Neker.

408.

Ces bonifications & ces économies laisseroient encore 14 millions de déficit.

Ainsi sur les 26 millions de *déficit* qui , suivant le numéro 402 en font la somme , il restera 14 millions de *déficit* à remplir.

409.

Voici les ressources que la nation pourra trouver pour diminuer encore ce reste de *déficit* ; quoique M. Necker n'en ait point parlé , elles n'en sont pas moins certaines

410.

Trois ressources pour combler les 14 millions formant le reste du déficit.

Ces ressources peuvent être de deux espèces , savoir , des augmentations de recette , des économies , & , s'il le falloit , un impôt.

La recette pourra être augmentée & même considérablement , si , sans diminuer l'impôt sur le tiers , ni sur le clergé du second ordre , on augmente celui que supportent le haut clergé & la noblesse jusques à la juste proportion , sans égard à aucune espèce de privilège ni de distinction préexistans dans les deux ordres , en conséquence du juste sacrifice qu'ils en ont fait , ou qu'ils en feront.

J'ignore quelle pourra être cette augmentation de recette ; à bonne vue , elle sera très-considérable , & sera peut-être suffisante pour fournir les 14 millions qui font le reste du *déficit* : dans l'incertitude de ce produit , laissons-le en mémoire : ce sera-là notre ressource en finance ,

comme le quartier de réserve est la ressource d'une armée. Passons donc aux économies.

411.

Les économies pourront être les suivantes ;

1°. La suppression de l'article huitieme des dépenses fixes concernant les haras , qui fera une épargne de 814 mille livres.

2°. La suppression de l'art. 18 concernant les intendans des provinces , leurs subdélégués & leurs commis , qui fera une épargne d'un million 495 mille livres.

3°. Une diminution d'un cinquieme sur les articles 25 , 26 & 27 , concernant les frais de recouvrement , auxquels sont employés différentes especes d'administrateurs : l'ensemble de ces articles étant de 25 millions , l'épargne du cinquieme de cette somme seroit de 5 millions.

4°. La suppression de l'article 34 , concernant les primes & autres encouragemens pour le commerce , qui fera une épargne de 3 millions 864 mille livres.

En cumulant ces quatre économies , il en résulte une épargne totale de 11 millions 173 mille liv. , il reste encore 3 millions de *déficit* mais faut-il donc compter pour rien le surcroît d'impôt du haut clergé & de la noblesse , resté en mémoire ,

Le revenu national sera, ainsi que celui de la couronne, évalué, quoique payé en argent, & ce pour la même raison qu'elle aura eu de l'ordonner ainsi en faveur de la couronne. L'effet de cette évaluation sera d'augmenter les subsides tous les dix ans, ou de le diminuer, selon qu'on aura augmenté ou diminué le prix commun du blé-froment à la halle de Paris, dans les dix années précédentes.

La nation, en cas de guerre, fournira des secours extraordinaires au gouvernement.

Dans le cas où il s'agiroit de soutenir une guerre déclarée à la France par ses ennemis, ou déclarée par la France aux ennemis de l'état, de l'aveu & consentement des états-généraux, il sera fourni par la nation à la couronne un secours extraordinaire à la dépense ordinaire du département de la guerre & de celui de la marine : & cet excédant convenu entre les deux contrôleurs-généraux des finances, sera chaque année, pendant la durée de la guerre, mis sous les yeux du roi & des états-généraux, ou provisoirement sous les yeux du conseil national, pour être arrêté par les deux puissances séparément.

Le roi, par le pacte social, renonce

Le roi de France, n'ayant plus l'ancien prétexte de demander une augmentation d'impôts,

nécessité par l'accroissement progressif du prix ^{cera , pour}
 des denrées , ne pourra , en aucun cas , ni pour ^{toujours , à}
 cause quelconque , autre que celle énoncée en ^{toute aug-}
 l'article précédent , demander à la nation autres ^{mentation}
 ni plus grands subsides : une telle proposition , si ^{d'impôt.}
 elle est jamais faite aux états-généraux , pourra
 être rejetée comme tyrannique ; & constamment
 repoussée , avec une énergie légitime : tel sera le
 pacte constitutionnel , expressément stipulé entre
 le monarque & la nation , & mis au rang des loix
 fondamentales.

C'est ainsi que cessera enfin cette guerre dés-
 fastreuse , si souvent renouvelée entre le gouver-
 nement , expoliateur d'un numéraire excessif , &
 le peuple qui s'efforçoit de le retenir dans ses
 mains : espèce d'exécution militaire , qui présente
 l'image d'un malheureux pays mis à contribution
 par un conquérant , & dont les habitans foulés
 sans ménagement , se fondent en larmes , ou vo-
 missent toutes les imprécations de l'indigence
 réduite au désespoir. Ah ! malheur , malheur à la
 monarchie , où se livrent fréquemment ces com-
 bats domestiques du père aux enfans : elle menace
 de se dissoudre , & préface une révolution.

400.

Non , l'aigreur de ces dissensions intestines ne
 menacera plus d'altérer l'amour réciproque du ^{Grands avan-}
 peuple & de son roi , ni de relâcher les nœuds ^{tages que}
^{trouvera la}
^{couronne}
^{dans le nou-}
^{vel ordre des}
 finances.

mesure, & d'en dicter les conditions impérieuses. La souveraineté, en un mot, vient de Dieu ; mais le choix du souverain vient du peuple, & c'est le peuple qui perpétue sur sa tête la puissance qu'il y a fait descendre. C'est ainsi que se concilient les droits des nations & les vérités religieuses sur l'origine de l'autorité. C'est ainsi que, sans blesser l'indépendance de la divinité, sans méconnoître les émanations de sa puissance, les peuples ont pu & dû pactiser avec les rois sur l'étendue du pouvoir & sur la mesure de l'obéissance.

418.

Autres principes sur les droits du peuple relativement aux impôts.

Le monarque ne peut tenir le subsidé que de ce même peuple qui lui a confié l'autorité souveraine ; c'est donc au peuple seul qu'il appartient de s'imposer lui-même, pour le maintien de la puissance dont il a fait son égide.

419.

Les subsidés supposent un pacte exprès ou tacite entre le peuple & le souverain, par lequel celui-ci a promis les tributs, à la charge de la protection royale ; & celui-là s'est obligé à toute l'étendue de cette protection, moyennant les tributs qui lui en fourniroient le pouvoir.

420.

N'accorder des tributs que pour un tems, ce seroit limiter à ce même tems la durée de la

souveraineté, ou ce seroit tomber dans l'absurdité de vouloir une souveraineté constante, en ne lui accordant que des subsides précaires, c'est-à-dire, de vouloir un effet sans la cause. Tout est réciproque dans le pacte social. Si la nation n'a pas entendu se réserver le droit de proroger par intervalles, ou de révoquer la puissance royale; elle n'a pu se réserver le droit de proroger ou d'antéantir les impôts. D'autre part, si le souverain a entendu que les tributs du peuple seroient l'apanage durable de sa couronne, il n'a pu se réserver le droit de manquer en aucun tems à ses devoirs, ou de les négliger. Il dépend du peuple sans doute de varier suivant ses besoins politiques la quotité de son tribut; c'est toute la liberté qui lui reste à cet égard. Le peuple peut encore pactiser que l'impôt cessera d'être dû au souverain qui attentera à la constitution de l'état, ou qui aura fait des subsides destinés à le protéger, un moyen d'oppression, & un secours pour le despotisme: mais hors ce cas, également déplorable pour la nation & pour son roi, il faut un tribut, comme il faut une autorité souveraine. La mesure de la protection politique due par le souverain est celle du tribut, comme la mesure du tribut est celle de la protection politique exigée par le peuple; en un mot, le devoir que contracte le monarque de défendre la nation, suppose

dans la nation le devoir de lui en fournir les moyens , ou l'absurde volonté d'une chose impossible.

421.

Quatre conséquences remarquables découlent de ces principes.

De ces axiomes politiques découlent avec évidence quatre conséquences remarquables.

Une première conséquence est qu'un *don gratuit* est en finance une expression impropre à l'excès , dans une monarchie que le peuple veut être constante & même héréditaire , même une expression très - incohérente ; mon respect pour le corps auguste , qui a tant milité pour cette expression favorite , a bien pu me la faire employer , mais non me la faire comprendre.

Le tribut du peuple envers le monarque n'est pas plus *gratuit* que les devoirs du monarque envers le peuple ; ce sont-là au contraire deux devoirs réciproques également rigoureux , & qui ont fait du pacte entre le peuple & le roi , un pacte syllagmatique. Tout , à l'instant même du pacte , fut sans doute *gratuit* de part & d'autre ; mais ce pacte une fois consommé , toutes les obligations qui en résultent pour les deux parties , sont également nécessaires.

422.

Une seconde conséquence de mes principes & très-évidente , est que le peuple est en droit de faire dépendre l'impôt de la fidélité du sou-

verain aux loix , dont il est le protecteur & le premier fujet ; que quand celui - ci , tient les rênes du gouvernement d'une main incontestablement , cruellement , constamment tyrannique , la nation peut resserrer sa main nourriciere , & que ne pouvant , sans crime , combattre le despotisme hautement déclaré , il lui est du moins permis de l'affamer.

423.

Une troisieme conséquence de mes principes également certaine , est que le peuple a le droit de choisir la forme de l'impôt la moins onéreuse , & , à plus forte raison , de repousser des impôts désastreux , d'une masse accablante , d'une multiplicité perfide , d'une quotité arbitraire , d'une répartition horriblement inégale , d'une complication bizarre , & d'une perception ruineuse.

244.

Une quatrieme conséquence de mes principes , est qu'en supposant qu'il faille garder encore trois ou quatre ans les impôts actuels pour en préparer le remplacement , ils doivent être d'abord annulés par la nation , comme ayant été établis sans son aveu , ensuite par elle rétablis provisoirement , & jusques à ce qu'on leur en ait substitué de moins onéreux.

Projet ébauché d'un nouvel impôt à substituer à tous les impôts actuels. Quels sont donc les impôts qu'il faut substituer à ceux-là , & qui n'en auront point les abus ? Voici sur cela une ébauche de projet que je sou mets aux lumières publiques , & qui demande encore des assertions préliminaires.

Toutes les classes, tous les individus, doivent être également soumis à l'impôt. L'impôt doit frapper sur toutes les classes des citoyens ; & si le même ne peut les atteindre toutes , il faut le diversifier de manière qu'aucune corporation , qu'aucun individu ne puisse en éluder la mesure , à peu près analogue à ses facultés. L'impôt doit pour cela frapper sur toutes les espèces de possessions , pour ne laisser de côté aucun propriétaire.

Iniquité des privilèges pé- Voudroit-on le fonder sur des services rendus cupiaires portant exemption personnelle de l'impôt. Tout privilège en ce genre est une iniquité. à l'état , ce seroit en ce cas un privilège universel , qui seroit évanouir en même tems l'idée de privilège & l'impôt tout entier ; car qui ne fait que toutes les classes de citoyens ont un genre d'utilité , qui , quoique n'ayant pas la même considération , mérite à peu près au même degré la reconnaissance publique ? Si ce privilège n'étoit fondé que sur l'usage , cette usurpation auroit

auroit un vice de plus , ce seroit d'être ancienne. L'organisation politique d'un état quelconque , demande sans doute qu'il y ait entre les citoyens des distinctions de places ; peut-être que l'organisation d'une monarchie demande en outre des distinctions de naissance : mais des distinctions qui ne consisteroient que dans des dispenses de payer sa quote-part de l'impôt , ne seroient que de honteuses dispenses de patriotisme , des tâches anticiviques , des faveurs tyranniques accordées au préjudice du peuple , des privilèges de vol public , des brevets d'oppression populaire , un opprobre en un mot , au lieu d'une distinction honorifique.

428.

Les personnes n'étant pas susceptibles de privilèges pécuniaires , comment des biens en seroient-ils susceptibles ?

La dispense d'un devoir essentiel du citoyen est une injure faite par celui qui a l'indiscrétion de la donner & une véritable infamie dans celui qui l'accepte ; mais des possessions dispensées de l'impôt , sans égard aux personnes , c'est une ineptie vraiment incroyable.

On peut concevoir que les générations à venir d'un homme qui s'est rendu avec éclat utile à la patrie , aient obtenu d'iniques privilèges ; mais on ne conçoit pas que ces privilèges aient pu

Abus des privilèges
attachés aux
fonds de terre
portant
exemption
réelle de l'im-
pôt.

être attachés à la glebe, à l'inerte glebe, ni qu'elle ait pu conserver cette étrange prérogative, en circulant sur cent têtes différentes.

429.

Suppression
du franc-fief.

Qu'ils disparaissent à jamais ces privilèges attachés aux personnes & aux possessions, les uns odieux, les autres ridicules, & qu'avec eux disparaisse l'humiliant impôt du franc-fief, qui ne semble imaginé que pour avilir la nation entière, aux pieds d'une petite classe d'hommes favorisée.

430.

Nulle indemnité n'est due pour la suppression des privilèges portant exemption réelle ou personnelle de l'impôt.

Mais qu'en supprimant la prérogative insensée qu'on attache à des portions de terrain de n'être point imposables, il ne soit question d'aucune indemnité. Ce n'est pas ici, comme sont les droits féodaux, une propriété fondée sur un contrat syllanagmatique, nul sans doute, mais où le peuple a paru gagner en possessions ce qu'il a perdu en indépendance réelle & personnelle. Ce fut au contraire dans le principe un privilège établi à main armée. Le noble impérieux dit au peuple asservi : « tu paieras pour tes » possessions, je ne paierai pas pour les miennes; » je les affranchis sans indemnité de l'obligation commune de concourir au bonheur & à la conservation de la patrie. »

Bh ! Quoi, faudroit-il donc aujourd'hui une

indemnité pour anéantir un affranchissement inique qui fut fait sans indemnité, un affranchissement qui fut moins convenu qu'impérieusement exigé ? Quoi, une indemnité pour une usurpation aussi gratuite qu'elle fut injuste ? Faudroit-il donc au lion une indemnité pour lui arracher la dernière portion de la proie qu'il se seroit arrogée par la raison puissante, *quia leo* ?

Ne voit-on pas qu'indemniser le possesseur des fonds nobles, ce seroit perpétuer sous une autre forme, une injustice qui ne doit subsister dans aucune forme imaginable ? Eh ! Quel avantage en reviendrait-il au peuple sur lequel a reflué la part du subside que devoient supporter les fonds nobles, s'il lui falloit payer par forme d'indemnité le capital d'un revenu dont on lui devoit la restitution solennelle ?

431.

Mais (dit M. Necker dans son discours, pag. 69, in-8°.) la difficulté de rétablir l'égalité du fardeau supporté par les divers fonds de terre, dérive du préjudice réel que souffriroient les possesseurs des biens nobles ; ces biens ayant été acquis & comptés dans les partages des familles pour un capital proportionné aux prérogatives qui leur étoient assurées. L'on ne pourroit donc détruire entièrement ces distinctions à l'égard des propriétaires laïcs, sans admettre, sans chercher du moins

Objection de M. Necker en faveur de cette indemnité

en même tems un système de compensation ou d'indemnité. C'est ainsi que plus une ame est vertueuse , plus elle est susceptible des illusions que peuvent faire les moindres apparences de justice. .

432.

Réponse à
l'objection de
M. Necke.

Eh ! Que m'importe le préjudice réel d'un possesseur de fonds nobles , qui perd un privilège expoliateur , qu'il ne pouvoit , qu'il ne devoit point acquérir ?

L'acquéreur de la chose volée , & dont le vol est apparent , perd la chose & le prix qu'il en a donné. Il faut de deux choses l'une , ou que le peuple continue à souffrir le *préjudice réel* que lui causent les fonds nobles , ou que leurs possesseurs commencent à souffrir le *préjudice réel* de l'anéantissement d'un privilège inique ; lequel des deux mérite la préférence ?

Mais tranchons toute difficulté par une réplique péremptoire : s'il pouvoit y avoir quelque justice à indemniser les possesseurs des fonds nobles , ce seroit aux familles à leur tenir compte de cette cause d'inégalité dans les partages , à moins qu'elles ne fussent dans le cas d'invoquer le privilège de la prescription. Quant aux partages plus récents , l'état aura un moyen tout simple de prévenir la foule des demandes en nouveau partage , ce sera de tenir aux possesseurs des biens ce langage plein de justice & de vérité ; « ou

» les familles ont prescrit contre vous le par-
 » tage du patrimoine , ou elles ne l'ont pas en-
 » core prescrit. Dans le premier cas , vous êtes
 » indemnisés par trente ans au moins de jouis-
 » sance , & la paix des familles est assurée. Dans
 » le second cas , vous êtes plus ou moins in-
 » demnisés suivant l'ancienneté du partage. Il ne
 » s'agiroit donc que d'un reste de dédomma-
 » gement ; or , sur cela je vous impose un silence
 » éternel ; car ce que vous demanderiez à vos
 » familles , je pourrois vous le demander à titre
 » d'arrérages , d'un impôt dont vous n'avez pu
 » avoir une exemption légitime. Faites à vos
 » familles un relâchement de vos créances , &
 » je vous relâcherai la mienne , bien supérieure
 » à la vôtre. Je les acquitte envers vous par
 » l'abandon de mes droits arréragés. Rien donc
 » ne peut vous dispenser de subir pour l'avenir
 » la loi de l'égalité. »

Finissons les préliminaires de cette section , En consé-
 c'est assez discuter les principes , appliquons-les quence de
 aux impôts de mon invention , & présentons-les toute cette
 sous des formes qui puissent atteindre à toutes doctrine on
 classes de citoyens , & frapper toute sorte de propose un
 propriétés. La généralité de l'impôt soulage le impôt unique
 contribuable autant qu'il peut l'être. & général
appelé le cin-
quième.

Je propose un impôt unique qui sera la cinquieme partie de l'intérêt de toutes les propriétés , & son nom générique sera le *cinquieme*.

Six especes
de propriétés
seront soumi-
ses au cin-
quieme :

Je compte six especes de propriétés imposables , savoir :

1°. *Les fonds cultivés* ce qui comprend non-seulement les fonds que remue la bêche ou la charrue , mais encore les bois , les prairies , les terres en friche , les bruyeres , les pâturages , les lacs , &c. &c.

2°. *Les fonds habités* : ce qui comprend les maisons , les cours , les jardins , les parcs murés , les chapelles particulieres , les usines , les écuries ou étables à bestiaux , les angards , les magasins ; en un mot , toute espece de bâtimens particuliers à l'usage des hommes ou des animaux , & toute sorte d'édifices publics , à l'exception des églises ouvertes au peuple dans les paroisses , dans les monasteres ou dans les chapitres.

3°. *Les charges publiques* : ce qui comprend non-seulement le peu de charges obtenues moyennant finance , qui resteront dans le royaume , mais encore toutes les places électives aux états-généraux & provinciaux , à leurs commissions intermé-

diaires , dans le ministère , dans l'église , au palais , au barreau , dans l'institution publique , dans les municipalités , dans la finance , tous les emplois , en un mot , auxquels sera attaché quelque espèce d'émolumens , dans quelque genre d'administration que ce puisse être.

4°. *Le numéraire* : ce qui comprend tous les transports d'argent d'une main à l'autre , à toute sorte de titres , tous les échanges de propriétés réelles ou d'usufruit pour du numéraire , soit que les conventions soient faites par actes privés ou publics , par contrats de constitution de rente , ou par des contrats à terme , par obligation simple , par billet à ordre , par lettres de change , ou par effets publics ; à peine de nullité de tous actes , effets ou obligations qu'on auroit soustraits à l'impôt , & de la restitution rigoureuse du quadruple de l'impôt par forme d'amende.

5°. *Le travail des mains* : ce qui comprend la classe d'hommes , qui n'ayant qu'une habitation , sans possessions rurales , & sans commerce , vivent du travail de leurs bras , dans la culture des terres , dans les manufactures , ou dans les arts & métiers.

6°. *Les communications* de province à province : ce qui comprend la poste aux lettres & les voitures publiques ; ajoutez-y les communications de royaume à royaumes ; ce qui comprend les droits

d'importation , & d'exportation perçus aux frontières.

J'appellerai ces six especes de subside , six formes de l'impôt unique, auquel j'ai donné le nom de *cinquieme*.

436.

Le cinquieme en trap-
pant sur les
six propriétés
se montrera
sous six for-
mes différen-
tes.

La premiere formé du *cinquieme* , fera connue sous le nom d'*impôt sur les terres* ; la seconde forme sous le nom d'*impôts sur les habitations* ; la troisieme sous le nom d'*impôts sur les charges* ; la quatrieme forme , sous le nom d'*impôt sur l'argent* ; la cinquieme , sous le nom d'*impôt sur les ouvriers* ; la sixieme , sous le nom d'*impôt sur les communications*, qui font en effet une grande jouissance.

437.

Oùrois des
villes à ja-
mais suppri-
mées.

S'il falloit jamais une septieme forme , ce ne seroit plus que certains impôts *sur les consommations* ; genre de subside de tous le plus incommode , le plus gênant , de la perception la plus chere , le plus hérissé d'entraves , & le plus susceptible de fraude. Dieu préserve l'état de la nécessité de cet impôt ! il vaudroit mille fois mieux , à mon avis , augmenter de quelque chose la quotité de toutes les formes du *cinquieme* une fois établi , que de créer cette septieme & fâcheuse forme du nouveau subside , qui retracerait le souvenir odieux de la

forme des anciens impôts , sacrifiés à la haine publique.

Qu'on ne me parle donc point de ces odieux ostrois qui ont été tant sollicités par la gaucherie de nos villes , & qui en font de grandes prisons sous la géole des employés ; prisons étouffantes, où les stupides prisonniers ont consenti à ne recevoir quelque subsistance qu'à un prix plus haut qu'il ne l'est pour les habitans libres de la campagne , afin de se procurer un préau plus vaste , des communications moins ténébreuses , des passages moins infects. Malheureux captifs , pourquoi soumettre votre pain , vos boissons ou vos vêtemens à des droits ignobles perçus à votre évident préjudice , par d'infâmes géoliers , à qui vous permettez des perquisitions infâmes sur tout ce qui vous arrive de nécessaire à la vie , plutôt que de prendre tout uniment dans vos bourses , & de verser tout uniment dans la bourse commune des contributions nécessaires au bien-être de tous. Si c'est un avantage pourtant d'hommes de vivre ensemble ; si cette société d'ennemis qui se déchirent , si ce rapprochement d'habitations qui se repoussent , est pour des hommes dédaignant la nature , & incompatibles avec eux-mêmes , un moindre mal que les ennuis de la campagne ; si c'est dans ce chaos que des âmes avides de frivoles jouissances veulent aller chercher des moyens de vivre

avec luxe , moins pénibles pour elles que l'économie ou la modération des desirs ; si les amusemens factices & monotones du peuple des villes , qui ne se rassemble dans ces lieux publics que pour fuir l'ennui des petits comités , ont plus d'attraits pour un certain nombre de non philosophes , que la beauté du ciel , la fécondité de la terre , les douceurs du climar , la pureté de l'air , l'affranchissement de l'étiquette & des devoirs de société innombrables , les douces communications de voisin à voisin , les délices de famille , les soins intéressans de la culture , & ce qui n'est pas le moindre agrément des campagnes , plus de société avec les animaux ; qu'ils restent ces lésardeux dans leur tas de pierres , contens de ramper autour de leurs sombres retraites quelques heures d'un beau jour ; qu'ils se gorgent à leur aise dans leurs volières à cinq étages , ces oiseaux domestiques qui préfèrent un amangeoir tout plein au soin de chercher librement leur nourriture dans une cour champêtre & dans les champs d'alentour ; qu'on leur fasse payer chèrement , sous le nom de *droit de ville* , l'outrage qu'ils font à la nature : mais que ce droit soit franchement demandé au citoyen , & non fouillé dans les poches aux portes de nos villes ; ensuite habitans , vite & vite enlevez ces portes , abattez ces murs , & du moins respirez.

Que Paris abonne avec la nation ses droits

d'entrée équivalens aux finances d'un royaume , & qu'à des murs , à des portes qui ont mis huit cents mille ames sous les clefs de la fiscalité , cette capitale substitue un droit de ville , dont elle saura bien imaginer la forme & le tarif.

438.

Les voilà ces six formes du subside proposé : qu'on les compare aux vingt formes actuelles de notre impôt. Si le nom de *cinquieme* convient à celui-là , ne faudroit-il pas appeller celui-ci *la moitié*. Établissons maintenant la maniere de régler chacune des six formes & de la percevoir.

439.

1°. La quotité de l'impôt sur les terres , sera le *cinquieme* des productions quelconques du sol , pris par le fisc sur le sol même , au moment de l'exploitation.

Maniere de
régler & de
percevoir
l'impôt sur
les terres.

Comme ce seroit une loi nécessaire dans le code de la police intérieure , de prohiber à tout possesseur de forêt , ou d'une portion quelconque de terrain complanté en bois , de couper des arbres en jardinant ; l'exploitation des forêts ne pourroit se faire que par grandes coupes , ou par bouquets plus ou moins grands , & qui seroient susceptibles de la perception du *cinquieme*.

Quant à l'espèce de propriété territoriale , dont l'exploitation se fait journellement comme la pêche des lacs & rivières , le propriétaire sera taxé au cinquième du produit , dûment estimé de cette exploitation , dans le cours d'une année.

Il en seroit de même des pâturages ; on estimerait à bas prix l'impôt sur chaque tête dépaissant dans le cours de l'année ; & pour cela il seroit donné au fermier un état exact des bestiaux que chaque village fait dépaître dans ses communes : le corps municipal paieroit cet impôt , & s'en feroit rembourser par les particuliers.

440.

L'impôt sur les terres sera perçu en chaque lieu par les fermiers du fisc , auxquels il aura été fait aux enchères , dans la ville capitale de chaque province , d'autorité des états , & en présence de six membres de la commission intermédiaire , un bail du cinquième des fruits quelconques de chaque paroisse ; & jamais on ne souffrira des fermiers-généraux d'un certain arrondissement : les fermiers particuliers seront tenus de verser , par semestre & sans frais , le prix de leur bail dans la caisse provinciale.

Cet impôt , comme on voit , auroit l'avantage de faire suivre aux revenus de l'état la progression du prix des denrées.

441.

2°. On aura, en fixant la quotité de l'impôt Maniere de régler & de percevoir l'impôt sur les habitations. sur les habitations, l'intention d'approcher le plus possible du cinquieme de l'intérêt que produiroit la valeur de la maison ou du fonds en dépendant : pour cela il fera préalablement nécessaire de diviser les fonds habités, en quatre *classes* ; de subdiviser chaque classe en quatre *sous-classes*, ce qui fera une gradation continue de seize sous-classes.

442.

Les quatre classes seront les fonds habités des grandes villes, ceux des villes moyennes, ceux des petites villes, ceux des bourgs, villages & hameaux.

443.

Des quatre sous-classes de chacune de ces classes la premiere sera les palais, édifices publics, hôtels des seigneurs ; ensuite on comptera trois autres degrés de valeur des maisons particulieres, qu'on distinguera par la grandeur & la richesse de la construction ; la derniere de ces quatre sous-classes sera composée dans chaque classe, des habitations du pauvre peuple, en quelque ville ou autre lieu du royaume qu'elles soient situées.

Cette division une fois faite , il faudra ordonner par des architectes & arpenteurs commis à cet effet , dans tout le royaume, qu'on fasse compter les toises quarrées que contient le sol des maisons, des cours, des jardins & des parcs clos de murs ; qu'on fasse pareillement compter les toises cubes que contient chaque bâtiment , depuis & compris les souterrains , jusques & compris le comble , qui , pour plus grande facilité de calcul , sera toujours supposé avoir pour hauteur la moitié de la largeur du bâtiment dans toute sa longueur.

Il faudra taxer ensuite , dans la dernière sous-classe , la toise quarrée du sol à deux sous , & la toise cube du bâtiment à dix sols, en supposant qu'elle vaut cinq fois plus que la toise quarrée du sol qui le porte ou qui en dépend.

Cette taxe , dans la dernière sous-classe , servira de base pour taxer toutes les autres , en les remontant , comme le terrain est précieux & cher , en proportion de l'importance des villes , la taxe de la toise quarrée du sol des bâtimens & du terrain en dépendant, croîtra d'un sol à chaque sous-classe ; mais la taxe de la toise cube croîtra de cinq sous , parce que le prix des bâtimens , dans les différentes classes des villes , est supposé être toujours cinq fois plus grand que le prix du sol.

Voici le tarif des seize sous - classes , d'après la
taxe que je viens d'établir.

Sous-classes , en remontant.	Taxe de la toise quarrée du fol.	Taxe de la toise cube des bâtimens.	Classes des lieux.
1 ^{re} .	2 sous.	10 sous.	Villages & bourgs.
2 ^e .	3	15	
3 ^e .	4	20	
4 ^e .	5	25	
5 ^e .	6	30	Petites villes.
6 ^e .	7	35	
7 ^e .	8	40	
8 ^e .	9	45	
9 ^e .	10	50	Villes moyennes.
10 ^e .	11	55	
11 ^e .	12	60	
12 ^e .	13	65	
13 ^e .	14	70	Grandes villes.
14 ^e .	15	75	
15 ^e .	16	80	
16 ^e .	17	85	

Il pourroit sans doute y avoir des disproportions dans ces taxes différentes ; soit parce que

les sous-classes ne se trouveroient pas exactement croître en valeur dans la même proportion que l'impôt ; soit parce que la taxe de la toise cube des bâtimens ne seroit pas proportionnée à la taxe de la toise quarée du sol ; soit parce que les bâtimens ne seroient pas tous rangés dans la classe qui leur convient , soit parce qu'on auroit taxé l'un dans l'autre également les bâtimens de toute espece ; soit parce que les accroissemens de taxe d'une sous-classe à l'autre ne seroient pas assez bien gradués : aussi n'est-ce qu'une ébauche que je propose ici , & qu'il sera facile de modifier comme on voudra , en conservant toujours l'idée de cet impôt , ainsi que des classes & sous-classes où il doit être perçu à des taux différens ; encore restera-t-il toujours , sur-tout dans les commencemens , de grandes imperfections dans la manière dont on aura assis l'impôt : mais le mal pourra diminuer continuellement par les redressemens que demanderont les propriétaires.

Cette forme d'impôt fera naître , sans doute , plus que toute autre , des réclamations qu'il sera juste d'accueillir & d'examiner attentivement ; & pour éclairer les contribuables de manière à provoquer ou à contenir leurs plaintes , il sera imprimé pour chaque villè , bourg & village , un état en colonnes contenant les noms des contribuables en ce genre , les quatre sous-classes des
bâtimens

bâtimens du lieu , les habitations de chaque sous-classe , le toisé du sol des bâtimens & des fonds adjacens en toises quarrées , le toisé des bâtimens de toute espece en toises cubes , le tarif de la toise quarrée & de la toise cube dans chaque sous-classe , le montant de l'impôt de chaque particulier , en distinguant la partie relative au sol de celle qui sera relative aux bâtimens , & le montant de ces deux parties de l'imposition pour le lieu tout entier.

446.

3°. La quotité de l'impôt sur les charges publiques sera le cinquieme de l'émolument attaché à chacune de ces charges électives ou non électives ; mais dans la classe des avocats qui n'auront pas , comme les magistrats , d'émolument fixe pour chaque année ; leur subside sera le cinquieme de la taxe de chacun de leurs écrits , à mesure qu'ils seront signifiés.

Maniere de
régler & de
percevoir
l'impôt sur
les charges
publiques.

Quant aux notaires , leur taxe pour chacun de leurs actes sera le cinquieme de l'intérêt du capital , objet du traité ; le cinquieme de cette taxe sera le subside dû par le notaire ; & un second cinquieme de l'intérêt du capital , objet de l'acte , sera le subside dû par celle des parties qui fera les frais du contrat.

447.

Pour lever cet impôt sur les notaires & sur

leurs actes, on obligera chaque notaire à remettre, tous les mois, au greffe de la juridiction la plus prochaine, un cahier signé de lui, contenant le répertoire de tous les actes qu'il aura passés dans le mois; lequel sera exactement transcrit sur le double que le notaire gardera chez lui. Ce répertoire sera un état en colonnes de tous les actes du mois, contenant l'espèce de l'acte, le nom des parties, leur domicile, la somme en capital faisant l'objet de l'acte, l'intérêt de cette somme pour une année, le cinquième de cet intérêt formant le subside des parties, le cinquième de ce cinquième formant le subside du notaire, & le montant des deux subsides pour le mois entier. Ce notaire sera tenu, en remettant son répertoire, de payer le montant des subsides du mois au greffier, qui en donnera quittance au bas des deux doubles du répertoire.

Ce dépôt public des actes de tous les notaires, aura d'autres avantages que celui du fisc.

Au surplus on pourra régler le nombre des offices de notaire sur le produit qui résultera de la taxe du nombre d'actes qui se passent, bon an mal an, dans chaque ville.

Il sera plus facile & plus simple de lever l'impôt sur les autres charges du royaume; le trésorier provincial, en payant les émolumens de tous les employés de la province, à quelque genre que ce soit d'administration publique, fera la retenue de l'impôt.

4°. La quotité de l'impôt sur l'argent sera le ^{Maniere de régler & de percevoir l'impôt sur l'argent.} cinquieme des intérêts de la somme portée dans l'acte public ou privé, dans l'obligation simple à ordre, ou par lettre de change & dans tout effet négociable.

Cet impôt sera perçu par le préposé du timbre qui sera apposé à tous ces titres de créance, pour les rendre exécutoires : chaque ville du royaume aura un préposé de cette espece. Ce sera le greffier de la ville qui sera en même tems chargé de la caisse municipale.

5°. La quotité de l'impôt sur les ouvriers sera, ^{Maniere de régler & de percevoir l'impôt sur les ouvriers.} chaque année, pour chaque ouvrier ou apprentif, dans les arts & métiers, la valeur d'un demi-septier de blé froment, mesure de Paris, évalué de nouveau tous les dix ans, & le double pour le maître; il sera, pour tous les fabricans, la valeur de deux septiers de blé, & d'un septier pour chaque ouvrier de leurs manufactures, sauf à ces fabricans, ou à ces maîtres d'arts & métiers, à faire à leurs ouvriers, sur leurs salaires, la retenue convenable.

Cet impôt sera perçu par trimestre, dans chaque ville, bourg & village, par les collecteurs de

l'impôt sur les habitations , suivant le nombre d'ouvriers que le fabricant ou le maître auront occupés pendant les trois mois précédens , en tout ou en majeure partie.

Quant aux manœuvres qui se vouent à la culture des terres ou à l'exploitation des bois , comme c'est-là une espece casaniere , & qui sert plusieurs propriétaires successivement , ils paieront eux-mêmes , tous les trois mois , le quart de leur impôt , sans qu'il faille recourir au propriétaire qui les aura occupés pendant les trois mois précédens.

451.

Maniere de
régler & de
percevoir
l'impôt sur
les communi-
cations.

6°. L'impôt sur les communications est connu à l'égard de la poste aux lettres.

On obvierra seulement à l'inconvénient de le voir diminuer de valeur avec celle du numéraire , en calculant le nombre de septiers de blé-froment , mesure de Paris , qu'on pourroit acquérir en ce moment avec le produit total de la ferme de la poste aux lettres , & en renouvelant cette évaluation tous les dix ans , pour augmenter en conséquence le produit de cet objet & le répartir sur l'universalité des lettres.

On obvierra encore à l'infidélité d'ouvrir les lettres , en mettant cette administration sous la main d'une nation noble & loyale , qui , ayant toujours plus de vertu publique que l'adminis-

tration d'un seul , ne permettra jamais cet attentat perfide à la foi publique.

452.

Enfin , un corps de nation pourra ce que n'a pu l'autorité du souverain ; elle tarira la source des fraudes , en supprimant tous les privilèges , même ceux des ministres ; & en s'interdisant à elle-même , comme à tous autres , le droit des contre-seings , nonobstant le renchérissement qui en pourra résulter pour elle , comme pour le gouvernement , des frais de toute espece d'administration politique.

453.

Comment taxerons-nous les voitures & les rouliers dans tout le royaume ? Il faut ici donner quelque chose au hasard , faute de base bien solide , pour établir le cinquieme de leurs profits ; ce sera donc un septier de blé par an pour chaque voiturier , & un demi-septier de blé pour chaque cheval. C'est à ce prix que pourront continuer leur service les diligences actuelles ou autres voitures publiques , mais sans privilege exclusif , & en s'assurant la préférence des voyageurs par l'attention de concilier , autant qu'il se pourra , la commodité de ces voyageurs avec la célérité de la marche.

Maniere de
taxer les voi-
turiers & les
rouliers.

FIN

Droits d'ex-
portation &
d'importa-
tion seront
sagement
taxés.

Quant aux droits d'importation & d'exportation , c'est à un ministre très-entendu , en fait de commerce , qu'il appartient de composer ce tarif de maniere à ne pas nuire au commerce d'exportation par des droits excessifs , & à ne pas trop favoriser le commerce d'importation par des droits plus foibles que de raison.

Cette dernière branche de l'impôt sur les communications , sera perçue par des préposés aux barrières qui seront placées aux frontières du royaume , & qui suivront sur tous les objets de commerce de même nature , des loix uniformes.

La branche de cet impôt , relative aux voitures publiques , sera perçue dans les villes où seront domiciliés les entrepreneurs des voitures par les préposés à la perception de l'impôt sur les habitations ; & il sera payé pour les voitures publiques , qui vont & qui viennent , par les préposés au lieu du départ pour l'aller , & par les préposés au lieu de l'arrivée pour le retour ; & ce sur la déclaration par eux faite , & duement vérifiée , du nombre d'hommes & de chevaux qu'ils emploient à leur voiture dans toute la route.

456.

Tous ces impôts différens en remplaçant tous les impôts sur les consommations , en feront baisser le prix de maniere à dédommager amplement les contribuables du paiement des nouvelles impositions ; c'est ici une observation majeure.

457

On remarquera l'attention que j'ai eu de régler en blé toutes les six formes du cinquième ; c'est une des grandes bases de ma rhéorie sur les finances. Le grand but de cette attention vraiment politique , est de maintenir à jamais l'équilibre une fois établi entre les recettes & les dépenses , de ne jamais laisser aux états-généraux , le moindre prétexte d'établir de nouveaux impôts , pour des dépenses ordinaires , de borner toutes ses opérations sur cet objet à une évaluation du blé renouvelée tous les dix ans , non pour augmenter le revenu royal & national , mais seulement pour le soutenir de maniere à en empêcher l'appauvrissement comparatif , & pour ôter par cet exemple au gouvernement tout espoir , & jusqu'à l'idée de demander en aucun tems ni sous aucun prétexte un nouveau subside.

458.

Quelle sera la somme des formes différentes du nouvel impôt ? Sera-t-elle suffisante , sera-t-elle excessive ?

cinquieme t-elle surabondante? C'est ce qu'on ne peut savoir
pour en con- qu'en tâtonnant chacune des six formes du cin-
noître le pro- quieme successivement ; & c'est ici sur-tout que
duit, le contrôleur-général des finances de la nation
aura besoin de toute son intelligence & de sa
sagesse.

458.

Calcul de la Pour se faire une juste idée du produit net
somme à la- que doit avoir le cinquieme pour remplacer nos
quelle doit monter le impôts actuels , il faut se rappeler ici que dans
produit du cinquieme l'état de M. Necker le montant des impôts
pour subve- actuels est de 475 millions 294 mille livres ;
nir à tous les c'est-là une premiere somme que doit procurer
besoins pu- la perception¹ du cinquieme ci. 475,294,000 liv.

Ce nouvel impôt doit en-
core fournir le montant du dé-
ficit ci. 56,150,000

Il faut que la nation puisse
employer à des dépenses im-
prévues la somme au moins
de. 6,000,000

Article additionnel pour faire
une somme ronde. 556,000

Total de ce que le cin-
quieme doit produire pour les
finances nécessaires au roi &
à la nation. 538,000,000

Quelque énorme que soit cette somme de 538 millions , nous ne sommes pas encore au bout. Chaque province a des dépenses particulières à faire ; chaque ville , bourg & village a des charges locales ; il faut pour ces dépenses publiques un revenu. Les provinces & les communautés ne garderont ni leurs revenus en argent , ni le revenu de leurs forêts , ni les fermages de leurs domaines , ni le produit des octrois ; car mon grand projet est de supprimer tous les octrois , & de ne laisser à aucune espèce de corporation , l'administration d'aucun fonds de terre , à l'exception des communaux nécessaires au pâturage , sur-tout à celui des moutons , dont le commerce trop négligé en France doit prendre de grands accroissemens. Ainsi le cinquième , après avoir fourni au roi & à la nation le revenu nécessaire doit fournir , non-seulement aux dépenses royales & nationales , mais encore aux dépenses des provinces & des municipalités.

Ce sera l'affaire du contrôleur-général de la nation de prendre tous les moyens convenables de connoître avec précision le montant des dépenses publiques de toute espèce , pour connoître ainsi à quelle somme doit monter le subside destiné à pourvoir sûrement à cette gradation de besoins indispensables.

On ne peut lever un subside d'un si grand produit que parce que la perception ne sera très-économique. Il seroit comme impossible de lever un impôt suffisant pour tant de grands objets, si le nouvel impôt ne rendoit à la nation, par une perception simple & économique, ce que lui ravissoient les anciens impôts par les frais énormes de leur perception compliquée.

SECTION III.

Maniere d'éteindre la dette du gouvernement devenue la dette nationale.

Le comblement du déficit laissera subsister la dette nationale. CE n'est pas tout de combler le déficit par le moyen d'un subside nouveau plus productif, & moins onéreux que les anciens impôts; ce déficit, en s'évanouissant, laisseroit subsister la dette publique. L'équilibre sera bien rétabli entre la recette & la dépense par des améliorations & des économies; mais la nation restera foulée par une recette énorme qu'il faudra faire tous les ans, pour payer les intérêts de sa dette, & pour en amortir progressivement le capital.

Calcul de la masse de la dette publique en intérêts, tant viagers que perpétuels.

Quelle est la masse de cette dette publique? C'est ce qu'il seroit important de bien connoître, avant de s'occuper des moyens de l'éteindre, &

c'est néanmoins ce que le gouvernement n'a pas dit encore. Le discours même de M. Necker, à l'ouverture des états-généraux, tout en promettant les plus amples éclaircissemens sur tous les objets de finance, laisse un voile couvrir ce grand objet de l'alarme universelle.

Ce voile néanmoins n'est pas sans quelque transparence. Qu'on rejette les yeux sur l'état des dépenses fixes que j'ai inséré au numero 379, en copiant fidèlement celui que M. Necker a annexé à son discours, on y verra :

1°. L'article 9, portant les rentes perpétuelles & viagères à la somme
de. 162,486,000 liv.

2°. L'article 10, portant les intérêts des effets publics & d'autres créances à la somme
de. 44,300,000

3°. L'article 11, portant les gages des charges représentans l'intérêt de la finance à la somme de. 14,692,000

4°. L'article 12, portant les intérêts & frais des anticipations relatives aux années 1790 & 1791, à la somme de. . . . 4,900,000

5°. L'article 13, portant les

226,378,000 liv.

De l'autre part. . . . 226,378,000 liv.

intérêts & frais du renouvellement des billers des fermes des autres anticipations ou des emprunts nécessaires pour balancer les besoins de l'année 1789 ,
à la somme de. 10,900,000

6°. Article additionnel pour faire une somme ronde. 712,000

Total des intérêts qui feront dus par la nation quand elle sera chargée de la dette du gouvernement; ci. 238,000,000 liv.

On ne parle point ici des articles 14 , 15 & 17 , dont le premier ne doit être considéré que comme une rente à tems , dont le second ne m'est pas assez connu pour savoir s'il consiste totalement ou partiellement en capitaux remboursables ou en simples rentes passageres , & dont le troisieme ne doit avoir lieu que dans le cas où le conseil du roi seroit supprimé dans la partie contentieuse ; ainsi ces trois articles ne seront portés que pour mémoire.

463.

Le calcul de la masse de la dette publique en capital, ne peut

Comme dans cette effrayante somme d'intérêts on n'a pas distingué les rentes viagères des perpétuelles, que d'ailleurs on n'a pas dit quel

étoit le taux de l'intérêt des capitaux exigibles & des capitaux constitués, il n'est pas possible de s'élever par la connoissance des intérêts dus en total par la couronne à celle des sommes qui forment en capital le montant de la dette ; il n'est pas du moins possible d'en acquérir une connoissance précise.

être fait avec
précision.

464.

M. Necker nous disoit en 1785, dans son ouvrage sur l'administration des finances, tome 2, page 313, que la totalité des intérêts dus par le gouvernement en 1781, époque de son compte rendu, montoit à 207 millions, sur quoi il en comptoit 125,600,000 en intérêts perpétuels & 81,400,000 en intérêts viagers.

Différence
en 1781, du
montant des
intérêts vi-
agers à celui
des intérêts
particuliers.

Comme par le calcul ci-dessus fait au numero 462 l'universalité des intérêts dus en ce moment est de 238,000,000 pour le moins, & sans égard aux articles 14, 15 & 17 de l'état des dépenses, les intérêts ont crû, depuis 1781, de 31 millions.

Premier ac-
croissement
de la dette en
intérêts quel-
conques sur-
venu depuis
1781.

Ces intérêts de nouvelle création sont-ils viagers ou perpétuels ? Ils sont probablement partie d'une espèce & partie de l'autre ; ils sont en partie viagers, puisque depuis 1781 il a été fait des emprunts de cette espèce ; ils sont en partie perpétuels, puisque les capitaux dus en 1781 ne pouvoient alors comprendre les anti-

emprunts & les emprunts relatifs aux besoins des années 1789, 1790 & 1791 ; or, les intérêts de ces deux articles montent en total à 15 millions 800 mille livres ; donc les intérêts perpétuels ont reçu depuis 1781 un accroissement de 15 millions 800 mille livres, & par conséquent montent aujourd'hui à 141 millions 400 mille livres ; donc encore les intérêts viagers ont reçu depuis 1781 un accroissement de 15 millions 200 mille livres, & par conséquent montent aujourd'hui à 96 millions 600 mille livres ; donc enfin ces deux especes d'intérêts forment ensemble la masse de 238 millions au moins, comme on l'avoit calculé plus haut.

465.

Second accroissement de la dette publique en intérêts perpétuels.

Mais il y a eu une seconde augmentation d'intérêts perpétuels depuis 1781, qui s'évince de ce que les intérêts des gages des charges ne montoient alors, suivant M. Necker, qu'à 10 millions 500 mille livres, déduction faite du dixieme, au lieu que dans l'état des dépenses récent, cet article monte à 14 millions 692 mille livres, pour causes qui ne sont pas énoncées, & qui sont apparemment la création de nouvelles charges, comme celle des huissiers-priseurs, &c. &c. L'augmentation résultante de cette cause est donc de 4 millions 192 mille livres.

Donc la vrai somme des intérêts perpétuels est 145 millions 572 mille livres. Ajoutez celle des intérêts viagers qui monte à 96 millions 500 mille livres ; vous aurez pour somme totale des intérêts quelconques , dûs par le gouvernement , celle de 242 millions 192 mille liv.

Vraie somme
en total des
intérêts quel-
conques dus
par le gou-
vernement.

La masse des intérêts perpétuels devrait conduire nécessairement à la connoissance du capital dû par le gouvernement , si on connoissoit parfaitement tous les capitaux exigibles ou constitués , ainsi que le taux de l'intérêt dû pour chaque capital. On supposera ici que cet intérêt a toujours été de cinq pour cent : ainsi , en multipliant par vingt la somme des intérêts perpétuels , on verra que la dette publique en capital exigible ou constituée monte à la somme de 2 milliars 911 millions 840 mille livres.

Recherches
sur la vraie
somme de la
dette publi-
que en capi-
tal.

Mais elle monte plus haut , car pour avoir une administration gratuite de la justice , il faut rembourser tôt ou tard toutes les charges ; or la finance de toutes les charges monte à un capital qui est bien au-dessus de celui dont l'intérêt seroit égal au montant de tous les gages : car enfin , 10 millions 500 mille livres , qui , en 1781 , formoient la somme de tous les gages , ne répondent qu'à un capital de 210 millions ; cependant la

finance de toutes les charges montoit alors à 500 millions : il y avoit donc dans cette somme totale une somme partielle de 290 millions en sus de celle qui portoit intérêt. C'est donc cette somme qu'il faut ajouter au capital ci-dessus de la dette publique, puisqu'il n'a été calculé que d'après les intérêts perpétuels, & on aura pour nouveau total la somme de 3,201,840,000.

Ce n'est pas encore là le total ultérieur : pour le trouver, il faut observer ici que l'augmentation de 4 millions 192 mille livres, faite aux gages des charges, suppose une augmentation dans la totalité de leur finance, qui, à raison de cinq pour cent, doit former un capital de 83 millions 840 mille livres ; qu'on ajoute cette dernière somme au second total de la dette publique en capital qui a été calculé plus haut, on aura un troisième total de 3,285,680,000.

Article additionnel de 114 millions 320 mille livres pour avoir une somme ronde du capital de la dette publique.

Pour faire une somme ronde, faisons ici un article additionnel de 114 millions 320 mille livres, & nous aurons pour total ultérieur de la dette publique la somme de 3,400,000,000. C'est environ 900 millions de plus que l'argent monnoyé qui se trouve en France.

468.

Justification de l'article additionnel porté au n^o. précédent.

On jugera sans doute que l'article additionnel de 114 millions 320 mille livres est un peu fort ; mais qu'on observe aussi que j'ai laissé de côté
trois

trois objets considérables , dont le montant ne sera ici porté qu'en mémoire , savoir :

1°. Les arrérages des gages des charges & autres intérêts arriérés.

2°. Les articles 14 & 15 de l'état des dépenses , qui sont relatifs à l'engagement à tems du roi envers le clergé , & aux indemnités dues à différens titres.

3°. Les finances des charges qui pourroient être supprimées au conseil du roi , si on le dépouilloit du contentieux.

469.

Ce fera bien peu de n'avoir pour ces trois objets qu'un supplément additionnel de 114 millions 320 mille livres ; au moyen de quoi , je suis bien sûr de rester au-dessous du vrai montant de la dette publique en capital , qui , par conséquent , s'éleve , *pour le moins* , à la somme totale de trois millions quatre cents millions.

470.

R É S U M É.

1°. La dette publique en intérêts quelconques est de . . .	242,192,000 liv,	Montant de la dette publique, 10. en intérêts viagers, 20. en intérêts perpétuels, 30. en capital.
2°. La dette publique en intérêts perpétuels est de . . .	145,592,000	
3°. La dette publique en intérêts viagers est de	96,600,000	
4°. La dette publique en capital est de	3,400,000,000	

T

Tout ceci au surplus n'est pas d'une exactitude très-rigoureuse ; c'est seulement une approximation, mais qui ne peut pas s'éloigner beaucoup de la réalité , & qui certainement est restée au-dessous du vrai, au lieu d'être montée au-dessus.

471.

La dette publique ne doit être éteinte par aucun moyen inique : ou violent. Quelque énorme que soit cette dette, qu'on ne parle plus pour l'éteindre de ces ressources usées, & si usées qu'il n'est plus possible de s'en servir, je veux dire les emprunts, les nouveaux impôts, ou l'infidélité ouverte à des engagements royaux. Ces moyens décriés n'obtiendroient plus, le premier, que des refus dédaigneux ; le second, que des murmures éclatans & des effets presque nuls ; le troisième, que de l'indignation & des soulèvements.

472.

La voie des emprunts n'est propre qu'à augmenter la dette publique. Les emprunts sont à la finance d'un royaume, sur-tout quand le retour en devient fréquent, ce qu'est au prodigue le recours fréquent à l'usurier. Chaque effort qu'il fait pour se donner l'aïssance du moment, l'enfoncé d'avance dans l'abîme de sa ruine, & il s'y perd enfin, épuisé par les ressources mêmes qu'il a trouvées pour surnager cent fois, après cent dissipations qui l'ont submergé. Malheur au gouvernement qui a du crédit ; il en abusera, au grand préjudice de la nation, comme abuse de son crédit, au grand préjudice de la maison,

le fils de famille qui a l'art malheureux de rendre cent personnes dupes de leur avidité judaïque ou de leur stupide confiance ; il écrasera les créanciers par le privilège des mineurs , si la maison paternelle ne vient à leur secours par des sentimens d'honneur & d'équité qui lui fassent dédaigner le bénéfice de la loi.

Il n'appartient qu'à une nation sage , réservée , d'avoir du crédit sans danger ; & d'ouvrir des emprunts économiques , parce qu'elle inspire une confiance qui écarte l'usure , & qu'elle augmente cette confiance par les motifs même de l'emprunt.

473.

Un surcroît d'impôts mis sur un peuple épuisé , ressemble à un marc desséché mis à la presse : ce n'est qu'un mécanisme écrasant en pure perte , qui n'obtient que des larmes. C'est pour un phytique une toux convulsive , provoquée par l'empirique qui ne réussit qu'à accélérer le marasme , & à irriter tout le genre nerveux.

La voie d'un surcroît d'impôts pour éteindre la dette publique , est une voie inique , impossible & mortelle pour le peuple.

474.

La faillite totale ou partielle du gouvernement , à l'égard de l'étranger , seroit l'opprobre de la couronne , une tache d'infamie pour la Nation entière qui ne l'auroit point prévenue par de puissans secours , un sujet de haine & d'imprécation contre le trône , qui ne doit exciter d'autre sé-

La banque-route imaginée pour éteindre la dette publique seroit une infamie en exécution à toute ame honnête.

timent que le respect & l'amour, une raison pour l'Europe entière d'applaudir aux désastres que la France pourroit essuyer. Cette faillite d'un roi envers ses peuples seroit l'image d'un pere dénaturé, qui, sous prétexte d'employer à la prospérité de de sa maison le pécule que ses enfans auroient amassé, à force de travail & d'industrie, le leur auroit comme arraché pour le dévorer, & les livrer ensuite aux horreurs de l'indigence.

Ce n'est que
par un grand
effort des
trois ordres,
généreuse-
ment combi-
né, que peut
s'opérer, sans
injustice &
sans violence,
la libération
de l'état.
Ces efforts
sont quelque

De telles ressources sont plus effrayantes encore que la dette colossale qui nous accable. Plutôt que de mettre par ces remèdes le comble à nos maux, faisons un effort national, délivrons-nous de l'énorme fardeau ; rien ne doit effrayer une nation à grandes ressources pécuniaires & morales comme la nation françoise. L'énormité de la dette doit l'exciter à de nouveaux efforts, au lieu de la décourager & de l'abattre : ainsi le cerf arrêté par un précipice, se ramasse avec plus de pression, détend son ressort avec plus de vigueur, & s'élance avec plus de courage, en proportion de l'espace qu'il doit franchir.

supplément
à l'ouvrage
de l'auteur
sur la dette
publique
par M. de
Lamoignon
1793

Qu'on ne s'attende donc pas ici à des petits moyens pour opérer un effet prodigieux. Dans cette crise, rien n'est téméraire. Ce n'est que par l'audace des projets, tempérée néanmoins

par des principes de justice inaltérables, que la nation peut se charger de ce fardeau sans s'accabler : il faut que pour l'éloigner de sa tête, elle emploie un mécanisme politique, comparable en quelque sorte à ce mécanisme étonnant, qui, dans Rome, a transporté une colonne prodigieuse, & un rocher immense en Russie.

476.

Ce sera principalement l'église de France, cette église si célèbre dans le monde chrétien, qui opérera ce grand prodige, digne tout-à-la-fois de ses richesses & de ses vertus : ce sera cette église qui, après avoir puissamment concouru au retour des lumières dans le royaume, qui après l'avoir défendu par ses libertés des entreprises de la cour de Rome, qui après l'avoir préservé du schisme & de l'hérésie, qui après l'avoir soutenu dans ses crises, le sauvera aujourd'hui de sa ruine entière, & par ses grands sacrifices & par le puissant exemple qu'elle donnera au corps de la noblesse.

Le clergé du royaume aura le principal mérite de cette libération.

477.

Ces deux ordres réunis, vont tenir aux communes ce langage héroïque.

« Peuple généreux, tu ne peux plus rien ajouter aux efforts inouïs que tu fais depuis longtemps, pour soutenir la patrie ; à peine tu pourras lui continuer tes secours ordinaires. Ce sera nous seuls maintenant à opérer le grand

Les trois ordres concourront tous à leur manière, à cette libération.

T 3

» prodige de la libération de l'état ; si en ne vou-
 » lois quoi qu'il t'en coûte , partager notre gloire.
 » Nos privilèges pécuniaires , les dîmes , les do-
 » maines de l'église , tous les droits de la féoda-
 » lité n'étoient dans nos mains qu'une ressource
 » réservée à l'état pour le moment où il seroit à
 » deux doigt de la perte , nous allons les livrer à la
 » nation , comme un fonds immense capable d'é-
 » teindre tout-à-coup la dette publique : nous al-
 » lons , en faveur de l'état , dénaturer nos pro-
 » priétés ecclésiastiques & féodales ; & c'est dans
 » tes mains que nous en retrouvons l'équiva-
 » lent en intérêts & en principal. Nos biens vont
 » fournir l'immense capital nécessaire à la libéra-
 » tion du gouvernement : ce sera dans les fruits
 » immenses de ton travail , que nous en repren-
 » drons le revenu , sous une forme qui te sera
 » moins onéreuse. Quelle détresse , quelle cala-
 » mité seroit supérieure aux ressources des trois
 » ordres qui composent la nation françoise ?

» La noblesse dira en particulier : quoi ! le sa-
 » crifice de mon sang ne me coûte rien quand il
 » faut le verser pour le bien de l'état ; & il m'en
 » coûteroit quelque chose de sacrifier au salut de
 » la patrie la forme de quelques droits , onéreuse
 » & déplaisante à la classe du peuple !

» L'ordre du clergé dira de son côté : quoi !
 » après avoir fait , avec un zèle empressé , de nos
 » vases sacrés & de nos trésors la ration de nos

» rois pourrois-je répugner à faire de mes biens la
 » la rançon du royaume ?

» Les fidèles communes s'écrieront à leur tour :
 » quoi ! ce peuple qui a contracté la généreuse
 » habitude de se réserver moins de fruits de son
 » travail qu'il n'en donne à l'état , pourroit au-
 » jourd'hui voir les grands sacrifices des deux pre-
 » miers ordres de la monarchie , sans en partager
 » le mérite & la gloire !

» O portions distinguées de citoyens , ordres
 » dignes de nos respects & de notre amour , c'est
 » dans notre sein que vous retrouverez l'équi-
 » valent des domaines , des dîmes & des droits
 » féodaux , dont vous aurez sacrifié la perception
 » en nature. Nous ferons plus encore , nous sui-
 » vrons avec joie l'exemple que vous nous aurez
 » donné , ou plutôt nous le préviendrons , en fa-
 » crifiant , les premiers à la nation , l'espece des
 » biens que possèdent les villes , les communau-
 » tés , les hôpitaux , les collèges , toutes les cor-
 » porations du royaume. »

C'est ainsi que les trois ordres d'une nation
 loyale & généreuse se disputeront l'honneur d'a-
 voir la plus grande part à l'extinction de la dette
 publique ; & que leurs efforts réunis , augmentés
 par une grande émulation de patriotisme , vont
 raffermir la France sur ses bases fondamentales ,
 rétablir ses finances , lui conserver sa considéra-
 tion , augmenter sa prépondérance , redoubler ses

forces, & assurer de plus en plus son repos & sa gloire.

478.

Les trois ordres rempliront ainsi le devoir sacré du citoyen.

Est-ce un rêve de citoyen enthousiaste que je fais ici ? Hélas que le réveil me seroit douloureux, si je m'apercevois que mon imagination s'étoit proménée dans la région des chimères. Ce seroit donc parce qu'elle se seroit proménée dans la région des devoirs du citoyen les plus impérieux ? Le patriotisme en France ne seroit-il donc plus qu'un être de raison, & la patrie qu'un vain mot ? Il ne testeroit donc plus d'autre mobile des nations & des grands corps qui les composent que l'intérêt personnel ?

479.

Le seul intérêt personnel exigeroit des trois ordres les sacrifices dont on a parlé.

Si, par une dégénération universelle, nous n'avions plus d'esprit national, & si les deux premiers ordres de l'état ne connoissoient plus d'autre intérêt que celui de leur corps, d'autre loi que leurs privilèges, d'autre sentiment que l'égoïsme ; je ne désespérerois pas encore de voir mon beau rêve se réaliser avant long-tems.

480.

Intérêt particulier de la noblesse à changer la forme du revenu féodal.

Quel intérêt n'a pas la noblesse à dénaturer, sans rien perdre de son revenu, des biens & des droits d'une espèce odieuse au peuple, oppressive, tyrannique, & qui imprime tous les ans le sceau de la servitude sur des fronts devenus tous les

jours plus fiers , & plus jaloux de la liberté légitime ! Quel intérêt n'a-t-elle pas à dénaturer , sans en rien perdre , des droits & des biens , d'une espece flétrie de plus en plus , par l'opinion publique , d'une espece illégitime dans son origine , qui s'est maintenue par la violence , & qui doit un jour périr par la réaction toujours croissante de la haine publique ! Vaut-il donc mieux aigrir autour de soi tous les cœurs , & devenir l'exécration du peuple , par la domination féodale , que de lui abandonner sous une indemnité convenable des droits qui le fatiguent , le gênent , l'indignent , & le ruinent tant par le renouvellement des terriers , que par la foule des contestations qu'ils entraînent ? Ne seroit-ce donc plus rien en morale que d'être aimé du peuple , de le soulager sans se nuire , & de lui faire , sans rien perdre en revenu , l'abandon non du fonds , mais de la forme de quelques droits également embarrassans pour ceux qui les ont , & pour ceux qui les paient ? Il est des révolutions qu'amènent , comme nécessairement , les progrès des lumieres ; c'est un délire en politique de prétendre arrêter le cours de cette grande cause & de ses grands effets : malheur à l'autorité qui ne fait pas alors se modifier , se rabattre , céder à la force de l'opinion publique , & s'adapter à l'esprit de son siècle ; elle se brisera dans les mains qui la tiennent.

Intérêt particulier du clergé à délaissier à la nation ses dîmes & ses domaines moyennant indemnité.

Le clergé n'a pas moins d'intérêt à se débarrasser des dîmes , & à les rendre à la nation , surtout quand il doit s'en dépouiller , sans rien perdre , & qu'elle doit les recevoir sans rien gagner.

Que de soins , d'inquiétudes , de contestations & de haines , lui épargneroit cet abandon politique ! Combien la religion gagneroit aux nouvelles loix , qui ne laisseroient plus entre ses ministres & leurs peuples aucune discussion d'intérêt , aucune perception partielle des fruits de leur travail , qui tous les ans vient leur aigrir le cœur , & leur arracher des larmes ! Combien de fois l'église , cette bonne & tendre mère , a-t-elle eu ses entrailles déchirées par les combats monstrueux que se livroient sans cesse sous les yeux des magistrats , tantôt des pasteurs arrachant à leurs brebis des lambeaux de leur laine , & ces brebis disputant à des bergers féroces des portions excessives de leur toison ; tantôt les ministres , sous le nom de co-décimateurs , s'arrachant les uns aux autres avec autant d'acharnement que d'indécence les dépouilles communes du malheureux troupeau !

Hélas ! c'étoit le plus souvent la verge qui donnoit à ces plaideurs ecclésiastiques , l'apparente du vice , placés entre le devoir d'un dépositaire des biens de l'église & celui d'un pasteur ; ils étoient agités en sens contraire par ces deux impulsions

de la conscience ; & n'obéissent qu'avec remords à l'une de ces obligations , au préjudice de l'autre également impérieuse : cependant le scandale se multiplioit tous les jours dans le sanctuaire de la justice : & l'église gémissoit au pied des autels , de voir ses ministres en butte au décri public ou au cri de leur conscience , payer chèrement une fortune qu'ils ne pouvoient ni défendre ni abandonner , sans se vouer à la censure publique , ou à des scrupules déchirans.

La paix , la douce paix va donc renaître dans les bercails , des dîmes des domaines ne seront plus entre les pasteurs & leurs troupeaux des pommes de discorde. Les ministres du seigneur ne seront plus distraits de leurs fonctions par les soins d'une administration temporelle. Ces ministres de paix & de charité ne seront plus forcés de peupler nos prisons de leurs misérables débiteurs. Des hommes divins par la sainteté du caractère , humains , compatissans par état , désintéressés par la nécessité de l'exemple , amis du peuple par essence , ne déploieront plus les rigueurs , la dureté de l'empire féodal sur un peuple qui ne doit s'accroître de leur part qu'à l'empire de la vertu. Tout va changer , le clergé de royaume n'aura plus d'autre ambition que celle de le sauver de sa ruine. Le peuple recevra ce secours avec l'enthousiasme

Nombre d'abus cesseront par l'aliénation des biens ecclésiastiques.

de la reconnoissance ; & ce prodige de vertu civile & religieuse tout ensemble va cimenter à jamais l'union indissoluble du peuple & des prêtres.

Projet de
concordat
entre la na-
tion & le
clergé du
royaume.

Qu'il est facile de manier les intérêts de trois ordres , dont l'un est généreusement pieux , dont l'autre est noble , magnanime , loyal , & dont le troisieme est laborieux , modeste , juste & sensible ! Emprillons-nous donc de développer avec confiance le pacte étonnant , qui va cimenter à jamais , par des sacrifices respectifs , l'union , l'intime union des trois corps : mais pour ne pas sortir du genre de cet écrit peu susceptible des mouvemens de l'éloquence , reprenons le langage de la loi , de sa nature froid simple & serré.

28 articles
dont 14 sti-
pulés par le
clergé , & 14
par la nation.

Le clergé du royaume , en y comprenant les pays conquis , permettra qu'on propose ici , en son nom , aux états-généraux , le projet suivant de concordat , en quatorze articles : s'il me désavoue , tout sera dit , il faudra renoncer à l'extinction de la dette publique , ou bien recourir à de faux monnoyeurs , ou ce qui est la même chose , au papier-monnaie. La nation de son côté fera ses stipulations en quatorze autres articles , on va exposer ici en détail ces 28 chefs de stipulations respectives.

484.

1°. Le clergé du royaume rendra à la nation ^{1ere. Stipulation du clergé sur l'aliénation de ses biens.} les dîmes & les domaines qu'il en a reçus ; il abandonnera de même tout ce qu'il peut avoir de revenus en intérêts des sommes constituées ; il subrogera la nation à ses droits sur ces objets ; & il aura , sur tous les produits du sol de la France , une hypothèque privilégiée pour une somme parfaitement égale , au produit net de l'universalité de ses revenus.

485.

2°. La nation ne pourra faire , des biens & ^{2e. Stipulation du clergé sur la destination des sommes qui proviendront de la vente de ses biens.} dîmes qui lui auront été abandonnés , d'autre destination que de les vendre , pour payer , de tout le prix de cette vente , une partie de la dette publique.

486.

3°. En aucun tems , en aucun cas , & sous ^{3e. Stipulation du clergé sur certaines destinations permises du produit de ses biens.} aucun prétexte , la nation ne pourra faire , des revenus qu'elle se fera chargée de payer au clergé du royaume , une destination étrangère aux volontés connues ou présumées des saints fondateurs ; elle pourra bien , si elle le juge à propos , ne pas donner des successeurs aux bénéficiers , qu'elle jugera être d'une classe inutile ; mais ces revenus se reverferont sur les classes utiles , du moins autant qu'il le faudra , pour que tout bénéficié utile

ait un sort très-honnête ; & le superflu , s'il s'en trouve , ne sera applicable qu'aux hôpitaux ou à des fonds destinés à faire vivre le peuple dans des tems de disette , ou à d'autres œuvres pies de cette espece.

487.

4^e. Stipulation du clergé sur la dette du corps & sur ses impositions.

4^o. La nation se chargera de la dette entière du clergé du royaume ; au moyen de quoi elle prélevera sur le produit de ses domaines , de ses dîmes & de ses revenus en argent , une somme égale au montant de cette dette. Elle étoit , dit M. Necker , au commencement de 1784 , de 134 millions , & depuis ce tems-là elle s'est accrue.

Quant à la somme des revenus du clergé qui sera impossible , il est évident qu'avant d'asseoir l'imposition que supportera le clergé après s'être dépouillé , il faudra distraire de la totalité de ses revenus les trois objets suivans : 1^o. 6 millions 500 mille livres qui font le montant des dépenses publiques du corps , sans y comprendre l'intérêt de sa dette , dont le capital aura été déjà prélevé , & dont par conséquent l'intérêt ne doit plus être à la charge du clergé. 2^o. Les charges particulières qui sont inhérentes à chaque bénéfice. 3^o. Le vingtième du revenu restant du clergé , lequel vingtième il emploie en réparations. Le surplus seulement sera impossible ,

& partageable aux individus utiles après le décès des inutiles.

488.

5°. La nation s'obligera , sous la garantie de l'universalité des produits de son sol , de payer à chaque individu ecclésiastique, sa vie durant , un revenu exactement égal à celui qu'il retire maintenant des domaines ou des dîmes qu'il possède , déduction faite d'un vingtième seulement pour les réparations & des charges réelles de son bénéfice , autres néanmoins que les impositions , lesquelles seront transportées sur leur revenu en argent , substitué à celui des dîmes & domaines ; & pour cela le clergé se soumettra à donner un état exact & dûment justifié des revenus & des charges quelconques de chaque bénéfice.

6e. Stipulation du clergé sur la nécessité de consacrer aux ecclésiastiques actuels le même revenu pendant leur vie.

489.

6°. Le revenu de chaque bénéficiaire actuellement vivant portera le nom de *gros* , & lui sera payé par semestre sa vie durant , sur les fonds du trésor de la province , qui seront versés à propos dans une caisse particulière de chaque ville épiscopale , qui sera appelée *caisse du diocèse*. Il en sera de même du nouveau gros qui sera donné aux successeurs des ecclésiastiques utiles.

6e. Stipulation du clergé sur la manière dont sera payé , à chaque ecclésiastique, son revenu.

7^e. Stipulation du clergé sur la nécessité de régler en blé la subsistance ou gros de chaque ecclésiastique.

7^e. Le gros de tout bénéficiaire actuellement vivant, quoique payé en argent, sera réglé en blé; afin que la valeur de chaque gros puisse toujours suivre la progression du prix de toutes choses.

Il en fera de même des gros qui seront payés à l'avenir à tous les ecclésiastiques successeurs des ministres utiles qui auront décédé : ces gros, quoique payés en argent, seront réglés en blé.

Pour cela il sera fait une évaluation. . . .

En premier lieu de la totalité des revenus du clergé du royaume, toutes déductions convenables préalablement faites.

En second lieu, du nombre de septiers de blé froment, mesure de Paris, qu'on pourroit acquérir maintenant, avec le total clair & net des revenus ecclésiastiques du royaume.

En troisième lieu, du nombre de septiers de blé froment, correspondant au gros de chaque bénéficiaire, qui doivent en faire la consistance invariable.

En quatrième lieu, il sera fait tous les dix ans, à commencer par 1790, une évaluation du prix moyen du blé froment, mesure de Paris, vendu à la halle de cette ville pendant les dix années précédentes; & ce prix moyen sera calculé

tulé sur le prix moyen du même blé, pendant les douze mois de chacune de ces années.

En conséquence des ces différentes opérations, la valeur de chaque gros, ou ce qui est la même chose le prix du nombre fixe de septiers de froment dont ce gros sera composé, sera depuis 1790 jusques en 1800, la valeur moyenne qu'aura eue le blé depuis 1780 jusques en 1790. Le même procédé aura lieu, pour fixer la valeur en argent de chaque gros, depuis l'an 1800 jusques à l'an 1810, ainsi à l'infini.

Cependant la justice du clergé ne lui permettra pas de dissimuler ici une observation à son désavantage, mais pleine d'équité. Ses revenus en argent bien loin d'être susceptibles d'augmentation, comme le revenu de ses dîmes ou de ses domaines, sont susceptibles au contraire d'un décroissement progressif, qui est l'inverse de l'accroissement progressif du prix de toutes choses. Il n'est donc pas juste de convertir cette espece de revenus en blé, payable en argent, suivant une évaluation du blé faite tous les dix ans ; cette raison l'oblige à consentir qu'il soit fait des revenus en argent un article séparé, qui ne sera pas compris dans l'évaluation en blé ; cette partie des revenus ecclésiastiques sera consacrée au paiement en argent des rentes dues par le clergé, au fonds annuel d'amortissement de cette dette, & autres dépenses

Néanmoins les revenus en argent du clergé ne seront pas évalués en blé.

en argent, non susceptibles d'augmentation ; pour ces raisons on n'évaluera en blé que les revenus du clergé provenans de ses domaines & de ses dîmes.

490.

8e. Stipulation du clergé sur la nécessité d'imprimer tous les ans l'état des ecclésiastiques & leur revenu.

8°. Il sera fait dans chaque province, en 1790, un état imprimé & répandu dans tout le royaume, de tous les gros à payer dans la province sur son trésor ; cet état contiendra le nombre des septiers de blé réglé pour chaque gros des bénéficiers, l'évaluation faite du septier, & le total du gros en argent ; cet état sera refait tous les dix ans, avec les changemens que pourroient y avoir apportés les variations dans le prix du blé. L'état contiendra de plus celui des bénéficiers décédés, que la nation aura jugés ne devoir pas remplacer comme étant inutiles, & la quotité du revenu dont ils jouissoient. Il contiendra encore l'état des bénéficiers utiles, qui seront décédés, de ceux qui leur auront succédé, du gros qui aura été attribué à ces derniers. Le public jugera ainsi des progrès annuels de la révolution qui se fera dans l'église, *ad maiorem Dei gloriam* : il pourra par ce moyen comparer la somme des revenus éteints par le décès des bénéficiers inutiles, avec celle des nouveaux gros attribués aux successeurs des ministres utiles.

C'est ainsi que tout objet d'administration gé-

nérale, provinciale ou municipale sera mis tous les ans, par la voie de l'impression, sous les yeux du public, & sera soumis à sa libre censure, même imprimée; seul moyen de prévenir les abus & les fraudes de toute espee.

491.

9°. Dans les suppressions de bénéfices, mai-
sons religieuses & chapitres qui pourroient être ré-
solues par les états-généraux, ne seront jamais com-
pris les chapitres des églises métropolitaines ou
cathédrales, dont la splendeur sera augmentée
plutôt que diminuée, tant pour renforcer des
corps destinés à être les coopérateurs des évê-
ques, que pour maintenir la pompe du culte
divin dans ces églises majeures, & pour don-
ner au siège épiscopal la dignité convenable.

492.

10°. Comme il seroit bien douloureux pour
le clergé du royaume d'avoir fait le grand sa-
crifice de dénaturer tous les biens de l'église,
pour subvenir aux besoins de l'état, sans voir
l'extinction absolue de la dette publique; &
comme il ne pourroit voir sans une douleur
profonde cette grande œuvre restée imparfaite
par la répugnance qu'auroient à la consommer,
par de semblables sacrifices, les fabriques de
toutes les églises, les corps religieux, les uni-
versités, colleges & séminaires, les hôpitaux,

9°. Stipula-
tion du cler-
gé sur la con-
servation des
chapitres dans
les églises mé-
ropolitaines
& cathédrales

10°. Stipula-
tion du cler-
gé sur la né-
cessité d'alié-
ner aussi les
dîmes infé-
odées, les
droits féo-
daux, les
biens des vil-
les, commu-
nautés, &
corporations
quelconques

les corporations quelconques, les possesseurs dîmes inféodées, & des droits féodaux, la nation obtiendra de tous ces corps & ces particuliers, le même abandon des propriétés féodales en espèce, & des domaines quelconques, dont ils pourroient être en possession, & toujours avec la même garantie, toujours avec la même hypothèque que celle qui aura été donnée au clergé : oui, ce sera-là une des loix les plus salutaires à la nation françoise ; loi vraiment la libératrice qui ne laissera plus sur la tête du peuple d'autre impôt que le subside général, & qui ne lui laissera d'autre rivalité avec les deux premiers ordres de la monarchie que celle de la vertu.

493.

11e. Stipulation du clergé sur la nécessité de rejeter sur la nation toutes réparations & reconstructions d'édifices publics, religieux ou civils.

11°. Les fabriques des églises, les décimateurs, tous les bénéficiers, tous les chapitres & corps religieux, toutes les communautés d'habitans, ayant fait une fois l'abandon de leurs dîmes & domaines à la nation, & celle-ci ayant fait du revenu représentatif de ces dîmes & de ces domaines, la déduction du vingtième pour les réparations, elle seule sera chargée des grosses réparations & reconstructions des églises quelconques, des presbyteres, des couvens, qu'elle jugera devoir conserver, des maisons canoniales, ou d'autres bénéficiers obligés à la résidence, des four-

nitures, des sacristies, de l'entretien des cimetières, des frais des assemblées générales ou provinciales du clergé, des hôtels-de-ville, halles, spectacles, & autres édifices relatifs aux municipalités, &c. &c.

Au moyen de quoi le trésor de chaque province sera tenu de fournir à toutes ces réparations & reconstructions, d'après les demandes faites par les parties intéressées à la commission intermédiaire des états, qui sera chargée de les faire vérifier par les architectes de la province, & d'en rendre tous les ans compte à l'assemblée, sans préjudice des abonnemens qui pourront être faits par les communautés d'habitans avec les états provinciaux, pour se charger, moyennant une certaine somme annuelle, de toutes les réparations ci-dessus, sans y comprendre les reconstructions, qui toujours demeureront confiées à l'administration des états.

494.

12°. Comme c'est pour subvenir aux grands besoins de la couronne, nés d'une administration dissipatrice, que le clergé du royaume, tous les corps & les particuliers, possédant des droits féodaux formant impôt sur le peuple, auront pris la généreuse résolution de dénaturer leurs possessions & droits réels, le roi de France sera supplié de suivre le premier l'exemple de son clergé, en faisant à la nation l'abandon de ses domaines, à la charge

12°. Stipulation du clergé sur la nécessité d'aliéner aussi tous les biens domaniaux.

par la nation de maintenir par un subside convenable la dignité de la maison royale la majesté actuelle du trône , & toutes les forces que peut employer actuellement la puissance exécutive.

Dans ce subside attribué à la couronne , se trouvera compris l'équivalent des revenus domaniaux abandonnés à la nation ; ce sera là un article confondu dans les 200 millions, qui feront le revenu de la couronne.

Néanmoins si l'extinction des apanages actuels , qui pourroit avoir lieu dans la suite , ne suffisoit pas à l'avenir pour former les apanages des nouveaux princes , qui naîtroient dans la branche régnante ; la nation toujours aimante , toujours jalouse du bonheur de ses rois , contribuera pour moitié aux nouveaux apanages qui pourroient devenir nécessaires.

495.

13^e. Stipulation du clergé sur la nécessité de faire renoncer la noblesse à tout privilège pécuniaire & subside personnel.

13^o. Comme ce n'est pas assez pour le clergé de délivrer les peuples , de ce que ses privilèges pourroient avoir pour eux d'onéreux , mais qu'encore il se voit obligé de les aider de toute son influence à se délivrer de semblables privilèges attribués à la noblesse ; ce clergé , qui jamais ne se détachera de la cause des peuples , non-seulement consentira au paiement de l'impôt national , mais encore insistera sans cesse auprès de la noblesse du royaume , sur la nécessité où elle se trouve aujourd'hui de renoncer à tout privilège pécuniaire , à

tout subside personnel , & à toute distinction relative à l'impôt réel ; le clergé insistera sans cesse auprès de la noblesse, sur la nécessité où elle se trouve de consentir à ce que les biens qu'elle possède, de quelque nature qu'ils puissent être , soient soumis à l'impôt commun, comme ceux du moindre *citoyen* , & si ses inspirations sont sans succès, il concourra volontiers à une délibération prise dans l'assemblée des états-généraux, pour consacrer à jamais cette égalité réclamée également par toutes les loix de la conscience & de l'honneur.

496.

14°. Le clergé du royaume , résolu d'être fidèle à la loi de la résidence, renoncera même aux honorifiques des seigneuries dont il est en possession, à l'exception de celles qu'il possède au lieu même de la résidence nécessaire du bénéficié ; & il en fera l'abandon avec celui des châteaux & de leurs enclos , pour être vendus par la nation , & affectés à l'extinction de la dette publique : mais il proposera en même tems aux seigneurs de consentir à la loi qui ne leur laissera le droit d'exiger les honorifiques attachés à leur seigneurie , que lorsqu'ils pourront les recevoir en personne : non pas que le clergé puisse jamais s'oublier assez pour chercher dans le dépouillement d'autrui quelque dédommagement de ses sacrifices ; c'est seulement afin de donner aux seigneurs une raison de plus de

14°. Stipulation du clergé sur sa renonciation aux honorifiques féodaux, à condition qu'ils ne seront pas dûs aux seigneurs laïcs absens de leurs terres.

réfider dans leurs terres , d'y consommer leur revenu , & d'y être utiles aux pauvres de leurs paroisses.

C'est ainsi que le clergé du royaume doublera son bienfait , en s'assurant d'avoir des imitateurs ; & que donnant le premier l'exemple du dévouement patriotique , il sera en droit de le prêcher à tous les corps , à tous les citoyens , au souverain lui-même.

497.

Acceptation
faite par la
nation des
seize stipula-
tions ci-de-
sus.

Vertueux clergé, votre abandon est reçu des communes avec des transports de reconnoissance, vos demandes sont toutes consenties avec une satisfaction générale; la nation, à son tour, va vous proposer quelques projets de détail, partagés aussi en quatorze articles, & qui au fond ne seront que le développement de vos offres: les vertus que vous venez de faire éclater, donnent aux communes la pleine confiance d'être à leur tour écoutées avec satisfaction, & parfaitement exaucées.

498.

1ere. Stipu-
lation de la
nation sur la
nécessité de
n'avoir dans
l'église, à l'a-
venir, que
des ministres
utiles,

1°. Il n'y aura que les ministres de l'église *vraiment utiles*, qui seront remplacés après leur décès; alors leur gros tournera au profit commun de l'église, & il en sera fait l'emploi ci-après proposé. Les titulaires des bénéfices inutiles resteront sans successeurs.

2°. Ne seront réputés ministres utiles de l'église, dans le clergé séculier, que les archevêques, les évêques, les chanoines & les dignitaires des églises métropolitaines & cathédrales, les doyens & curés des paroisses & leurs vicaires ; nullement cette classe de prélats étrangers, dont le costume annonce des François dénaturalisés, qui, en se parant, même à l'assemblée du clergé, de la pourpre romaine, semblent lui dire qu'ils ont une autre patrie que lui, un autre souverain, une autre doctrine, d'autres intérêts & d'autres mœurs ; quoiqu'ils tiennent encore à lui par des liens subalternes. Personnages à prétentions hautaines, qui dédaignant, pour ainsi dire, la dignité de l'église de France sur ses propres foyers, disputent comme membres d'un clergé ultramontain à nos augustes princes, des préséances qu'ils n'oseroient prétendre, comme évêques du premier siège de cette monarchie : sujets ambigus, qui présentent jusques au pieds du trône, je ne fais quel mélange de soumission nationale & d'indépendance étrangère. Non, la nation n'honorera ni de ses hommages, ni de ses tributs, ni d'aucune place dans la hiérarchie de son clergé, ces François amphibies, ces citoyens équivoques, ou plutôt ces demi-expatriés, qui, semblables à des plantes qui, moitié indigènes, moitié exotiques, n'ont ni

26. Stipulation de la nation sur les classes de prêtres qui seront réputés utiles dans le clergé séculier.

l'un ni l'autre mérite aux yeux de l'amateur.

500.

3°. Ne seront réputés ministres utiles dans le

3°. Stipulation de la nation, 10. au plus, & il ne restera dans le royaume que dix couvens seulement de chaque ordre ou congrégation.
Sur le nombre des couvens d'hommes qui seront réputés utiles.

Ces couvens seront distribués dans les principales villes du royaume, sans qu'aucune ville puisse en avoir plus d'un qu'elle choisira parmi ceux qui se trouveront dans son enceinte ou dans son territoire.

20. Sur le régime des couvens qui se feront.
Chaque maison conservée aura ses novices pour remplacer les religieux morts dans le même couvent.

Les religieux ne seront déplacés d'un couvent à l'autre que pour raison d'inconduite jugée à la pluralité des suffrages par la communauté.

Chaque ordre religieux aura une maison à Paris sans plus, & le supérieur de cette maison sera le supérieur général de son ordre.

Tous les ordres religieux seront soumis à l'ordinaire.

Une loi irréfragable défendra qu'en aucun tems, ni sous aucun prétexte, puisse être augmenté le nombre de couvens, ni le nombre des religieux qui les composeront.

C'est ainsi que se concilieront 10. l'intérêt de

la société qui souffre de la multitude des célibataires; 2°. l'intérêt de la religion qui exige qu'on conserve quelques monumens des institutions religieuses, & des grands exemples d'édification monastique; 3°. l'intérêt même des monastères, dont l'antique vertu ne s'est évanouie, dont le régime primitif ne s'est énervé que par l'excessive multiplicité des cloîtres, ensuite par une dépopulation toujours suivie de l'attiédissement de la ferveur religieuse, du relâchement de la discipline & de l'altération des mœurs.

501.

4°. Ne seront réputées religieuses utiles que celles qui occuperont dans les principales villes du royaume des couvens dont on pourra faire des maisons d'éducation pour les demoiselles.

4e. Stipulation de la nation sur les couvens de filles qui seront réputés utiles.

Les états généraux en détermineront le nombre, d'après les demandes raisonnées des états-provinciaux, ainsi que le nombre des religieuses. Ces institutrices de leur sexe porteront le titre de chanoinesse; elles vivront toutes sous le même régime, porteront le même habit, & seront soumises, pour le spirituel, à l'évêque, & pour les fonctions d'éducatrices, à l'autorité municipale.

502.

5°. Tout le surplus des bénéfices, des couvens d'hommes, & des couvens de filles, seront supprimés en la manière suivante,

5e. Stipulation de la nation 10. sur la manière de supprimer les

bénéfices &
les couvens
réputés inu-
tiles.

Le titre du bénéfice inutile s'éteindra avec le bénéficiaire.

Les couvens des filles qui ne seront pas du nombre des couvens conservés, seront évacués, & les religieuses rentrant dans leurs familles iront en augmenter la concorde & les mœurs, avec le secours d'une pension nationale qui sera réglée par les états-généraux.

Quant aux couvens d'hommes, tous ceux qui seront conservés seront remplis des meilleurs religieux de l'ordre parmi les anciens, & seront nommés, de leur consentement, par le chapitre général. Tous les couvens qui ne seront pas conservés seront évacués dans l'instant.

20. Sur la
dotation des
religieux ren-
voyés de leur
couvent.

Les religieux renvoyés de leurs couvens rentreront dans leurs familles avec une pension nationale de cent pistoles, si la totalité des revenus monastiques clairs & nets, divisée en autant de portions qu'il y aura d'individus peut permettre une pension de cette espece; sans quoi elle sera d'abord moindre, & s'accroîtra par des extinctions successives jusques à la somme de cent pistoles.

Ceux des religieux sortis de leur couvent qui seront jugés hors d'état, par insuffisance de lumieres, par leur âge ou par la foiblesse de leur santé, de gouverner une paroisse, remplaceront, s'ils le desirent, les religieux qui seront morts dans les couvens conservés.

Mais ceux des religieux sortis de leur couvent qui seront jugés capables de gouverner une paroisse, seront choisis concurremment avec les ecclésiastiques séculiers pour remplacer les vicaires nommés à des cures ; & alors leur pension nationale cessera de leur être payée.

30. Sur la destination des religieux renvoyés à remplir les fonctions de vicaires.

Les curés auront le choix de ces vicaires réguliers, avec la faculté de choisir sur tous les religieux du royaume sortis de leur couvent, de quelque ordre qu'ils soient profès.

40. Sur les droits qu'auront les curés à l'égard du choix des vicaires.

A ce propos, la même règle aura lieu pour les vicaires séculiers, une fois qu'ils auront été ordonnés prêtres & approuvés par l'évêque, pour la desserte des paroisses ; en conséquence, les curés auront le choix des sujets qui ne seront pas encore placés, & ils pourront entr'eux faire échange de leurs vicaires, pour le bien respectif de leurs paroisses. Il est trop juste en effet que chaque pasteur, chargé du soin des âmes, choisisse parmi les sujets destinés par l'évêque à être les coopérateurs des curés, celui qui lui paroîtra le plus digne de sa confiance, le plus propre à partager ses travaux ; & de la société pour lui la plus douce.

Pour pouvoir placer dans les vicariats les religieux sortis de leur couvent, & faire cesser ainsi leur inutilité d'une part, & d'autre part leur pension nationale, les évêques auront l'attention d'admettre, pendant quelque tems, moins de sujets à l'état ecclésiastique ; ce qui opérera le

grand bien de faire un choix sur les candidats qui se présenteront.

50. Sur la
nécessité de
diminuer
considérable-
ment le nom-
bre des vicai-
res.

Enfin, il sera très-important de diminuer le nombre des vicaires, de manière qu'il ne soit plus assez grand pour favoriser l'inoccupation des curés, & le fréquent éloignement de leurs paroisses. Il existe dans ce genre un luxe qu'il faut supprimer. Grand nombre de paroisses ont un vicaire sans nécessité. Pourquoi dans celles où un vicaire est nécessaire, le même ne serviroit-il pas deux paroisses, & ne diroit-il pas deux messes tous les dimanches ? Le nombre des vicaires actuels pourroit ainsi être réduit au quart ou environ.

50. Sur la
nécessité de
destiner les
vicaires à ser-
vir indistinc-
tement dans
toutes les pa-
roisses de la
province où
ils seront ap-
pellés.

Au surplus, leur destination ne doit plus être bornée à un diocèse particulier ; ce sera-là une pépinière générale pour la province. Ce sera donc à la province & non à un diocèse taxativement que devront se vouer les citoyens qui se destineront au service des autels.

503.

Avantages
de cette desti-
nation des vi-
caires & de
la réduction
de leur nom-
bre.

Cette réforme auroit plusieurs avantages : en premier lieu, les vicaires seroient plutôt placés.

En second lieu, ce seroit une économie pour la nation qui auroit moins de gros à payer.

En troisieme lieu, ce seroit encore un moyen de plus d'occuper ces prêtres qui sont dans l'âge du travail, & pour lesquels il faut plus craindre l'inoccupation que la surcharge.

En quatrième lieu , le superflu de certains diocèses se répandroit tout naturellement dans ceux qui éprouveroient cette espèce de disette sacerdotale.

On n'est entré ici dans ces détails que parce que les vicaires réguliers ont donné lieu de parler des vicaires séculiers , & que les uns & les autres ont un rapport direct aux finances du royaume dans le système que je propose.

504.

6°. La nation pourra vendre sans délai tous les biens & tous les contrats du clergé , ainsi que les couvens des deux sexes qui auront été évacués , leurs églises & leurs enclos. Le prix de la vente sera scrupuleusement destiné à l'extinction de la dette nationale. Il en fera de même des domaines de la couronne , de tous les droits féodaux , des biens des villes & des communautés d'habitans , de ceux des universités , collèges & séminaires , des hôpitaux & de toutes les corporations dotées en fonds de terre , en droits réels ou en contrats.

6°. Stipulation de la nation sur la nécessité de vendre sans délai tous les biens qui lui seront abandonnés.

505.

7°. A l'égard des dîmes ecclésiastiques & des dîmes inféodées , la nation les supprimera de suite , pour ne laisser sur la tête du peuple d'autre impôt que l'impôt national.

7°. Stipulation de la nation sur la nécessité de supprimer sans délai les dîmes inféodées.

29. Sur la conversion de ces dîmes en un capital, dont la nation sera chargée envers les possesseurs. Elle se chargera, envers les propriétaires, des dîmes inféodées, d'un capital analogue à leur produit, mais qui ne sera exigible que par forme d'amortissement annuel d'une quotité déterminée, par exemple, du cinquième.

La nation, nonobstant la solidité de toute créance établie sur elle avec une hypothèque privilégiée sur tous les produits de son sol, paiera pour le capital des dîmes inféodées, un intérêt de cinq pour cent.

30. Sur pareille obligation qui sera contractée envers la nation par les communautés qui auront profité de la suppression de ces dîmes. Comme ce seront les communautés d'habitans qui profiteront de la suppression des dîmes inféodées & des droits féodaux, elles se chargeront, envers la nation, du capital qui répondra à la valeur de ces dîmes, justifiées par des baux, & seront tenues d'amortir annuellement le vingtième de ces deux objets.

40. Sur l'amortissement annuel qui sera fait par ces communautés d'un vingtième de ce capital. Comme ces communautés gagneront beaucoup à ce traité; soit parce qu'elles auront les profits des baux résultans de leur bon marché, & des pots-de-vin reçus par les propriétaires, soit parce qu'elles ne seront pas exposées, comme l'étoient les fermiers, à des frais d'exploitation, ni au paiement de la taille; elles pourront être forcées sans injustice, non-seulement à payer un intérêt à cinq pour cent de ce capital, mais encore à en amortir chaque année le vingtième.

Pour

Pour se mettre en état de payer cet intérêt & d'amortir chaque année le vingtième du capital, elles s'imposeront elles-mêmes. Cet impôt sera appelé *impôt local*, & ira toujours décroissant pendant vingt ans, à raison de la diminution progressive des intérêts ; ainsi, après vingt ans, chaque communauté se trouvera libérée de la dîme inféodée.

50. Sur l'impôt que leveront ces communautés pour le paiement des intérêts de ce capital & de l'amortissement annuel.

Il en sera de même des droits féodaux, la nation sera redevable, aux propriétaires, du capital formant leur valeur. Les communautés seront redevables du même capital à la nation. L'amortissement sera le même à l'égard de ces capitaux qu'à l'égard de ceux qui représentoient des dîmes.

60. Sur toutes les mêmes dispositions à l'égard des droits féodaux.

506.

8°. Les droits de patronage ecclésiastique & laïc, & même royal, céderont à la loi constitutionnelle qui aura déclaré électives non confirmatives toutes les placés du royaume qui ont quelque part à l'administration générale, en quelque genre que ce puisse être : par cet hommage rendu aux usages antiques, la nation recueillera un avantage plus précieux mille fois que les droits de patronage ou de collation, celui d'avoir les meilleurs ministres & les meilleurs ordonnateurs en tout genre que puisse pro-

80. Stipulation de la nation sur la suppression de tous droits de patronage.

surer à l'église & à l'état la prudence humaine.

507.

9°. Scénarisation de la nation sur l'augmentation du nombre des évêchés analogue à une nouvelle division de la France.

9°. Le nombre des évêchés pourra être augmenté de la manière la plus convenable à une nouvelle division de la France qui pourroit être jugée nécessaire ; par exemple , si les états-généraux adoptoient un jour la division de la France (qui a été proposée au numero 70) en deux cents arrondissemens , formant trente-trois provinces ; il seroit nécessaire de diviser de même la France ecclésiastique en deux cents diocèses , dont l'étendue seroit exactement la même que celle des arrondissemens. Si les états-généraux adoptoient encore le projet (qui a été proposé au numero 264) de faire des deux cents arrondissemens vingt-cinq provinces seulement , au lieu de trente-trois , quand l'uniformité de jurisprudence pourra permettre cette nouvelle division , il se trouveroit sur le nombre de deux cents diocèses vingt-cinq archevêchés , au lieu de quatorze , parce que chaque ville capitale de ces vingt-cinq provinces , auroit un siège archiepiscopal. C'est ainsi que le clergé contribueroit à faire cesser la confusion bizarre & souvent embarrassante que présentent les diverses divisions de la France , en provinces , en généralités , en

diocèses , en bailliages , en gouvernemens ; en ressorts de cours souveraines , &c. &c. espece de chaos qui défigure la monarchie.

507.

10°. A mesure que décideront les ministres utiles , leurs revenus ne passeront pas tout entiers à leurs successeurs. Le gros de ceux-ci sera réglé à l'avance par une loi générale du royaume ; le clergé ne jugera pas sans doute que cette loi fortiroit des bornes de la puissance législative , ou qu'elle contrarieroit les volontés présumées des saints fondateurs , s'il se faisoit une répartition plus égale des revenus de l'église sur les têtes de ses différens ministres ; si la surabondance des revenus du haut clergé se verfoit sur le clergé du second ordre ; si on établissoit pour l'un & pour l'autre des gradations de revenu , suivant les classes des lieux où ils seroient résidens ; si on observoit pour ces gradations de revenu une constante uniformité dans les mêmes classes , & si on destinoit le superflu des biens ecclésiastiques à des usages auxquels les évêques nous ont appris eux-mêmes que ces biens sont naturellement affectés : or , ce n'est-là qu'un court aperçu des réformes que les communes vont proposer au clergé dans les articles suivans.

200. 6100
lation de la
nation sur la
maniere de
régler le gros
de tout les ec-
clésiastiques
du royaume.

VI^e. Spécu-
lation de la
nation sur les
détails de la
stipulation
précédente.

11°. En conséquence de cette approbation présumée de la part du clergé, la nation ne craindra plus de lui développer le projet de diviser les diocèses en trois classes, la première sera composée des évêchés qui ont leur siège dans les plus grandes villes ; la seconde sera composée des évêchés qui ont leur siège dans des villes moyennes, & la troisième sera composée des sièges épiscopaux, situés dans les petites villes ; on divisera de même en trois degrés la quotité de revenu qui sera attaché aux évêchés des trois classes.

Les cures seront divisées en quatre classes : savoir, celles des grandes villes, des villes moyennes, des petites villes, & des bourgs ou villages ; les revenus de ces quatre classes seront de quatre degrés différens, & tous ces revenus seront réglés en blé.

Le revenu des évêchés de la première classe sera la quantité de blé froment qu'on pourroit acheter au prix moyen des dix dernières années, avec une somme de 40 mille livres ; le revenu des évêchés de la seconde classe sera de 30 mille livres, & dans la troisième classe de 20 mille livres.

Le revenu des cures sera dans la première

classe de 40 mille liv. , dans la seconde de 30 mille 500 liv. , dans la troisième de 20 mille 500 liv. , & dans la quatrième de 10 mille 500 liv. .

Quant aux canonicats , leur revenu sera , dans les chapitres de la première classe , de 40 mille liv. ; dans ceux de la seconde de 30 mille 500 liv. , & dans ceux de la troisième de 20 mille 500 liv. , sur tout quoi sera prélevé le cinquième .

Il y aura quatre dignités seulement dans chaque chapitre : savoir , la chantre , & trois archidiaconés ; elles seront inséparables d'un canonicat , nonobstant tout rescrit de cour de Rome , & ajouteront mille livres de plus au revenu du chanoine qui en sera revêtu .

§ 10.

12°. Le clergé du royaume renoncera à la juridiction ecclésiastique dans l'ordre judiciaire , pour qu'il ne reste plus aucun vestige de distinctions ni de privilèges . Les prêtres devenant , par la nouvelle constitution , les premiers citoyens , ne doivent pas chercher à s'isoler du peuple par des privilèges qui les rendroient dans l'état étrangers en quelque sorte à l'état même . Leurs juges , ceux de la noblesse & des communes , seront les mêmes .

Néanmoins , l'évêque à la tête de son synode , aura le droit de faire des réglemens de discipline .

plina intérieure pour le maintien des mœurs ; & il aura de plus sur tous les ecclésiastiques de son diocèse , une juridiction correctionnelle , mais qui sera bornée à des avertissemens , à des représentations , ou à des reproches privés ou publics sur leur inconduite , & à des injonctions de se corriger , sans pouvoir leur infliger d'autre peine que la confusion publique.

Chaque diocèse aura un promoteur , dont la première fonction sera de veiller à la doctrine , aux mœurs , à la conduite de tous les ecclésiastiques du diocèse , & le cas échéant de réveiller , par des renseignemens verbaux sur ces objets , la juridiction correctionnelle du prélat , qui ne pourra être susceptible d'aucune action en réparation d'honneur , à moins qu'il ne se fût porté à des calomnies éclatantes.

Si la correction épiscopale étoit sans effet , ou s'il s'agissoit d'un crime qu'il fût nécessaire de punir & de réprimer autrement que par une censure verbale , l'évêque s'assureroit des preuves du délit ; & si le ministère public , averti du désordre , négligeoit de le constater ou de le poursuivre , l'évêque pourroit enjoindre , par un décret , à son promoteur , de dénoncer l'inconduite , le délit ou les mœurs de l'ecclésiastique au ministère public , qui sera tenu d'agir en conséquence : & au cas que l'évêque ait induit le

promoteur à dénoncer un ecclésiastique innocent ; celui-ci aura , par le jugement , des dommages-intérêts , qui seront pris sur le trésor provincial , & obtiendra des satisfactions publiques du promoteur , qui , bien loin d'être honteuses , seront réputées d'autant plus honorables pour lui , qu'il s'y sera porté avec plus d'empressement & de candeur.

§ II.

13°. Le vœu solennel de célibat n'aura plus ^{13°. Stipulation de la} lieu dans le royaume , & n'y sera point reconnu ; ^{nation sur la} il subsistera néanmoins pour tous ceux qui l'ont ^{suppression ,} fait , à moins qu'ils ne le fassent déclarer non ^{pour l'avenir,} émis sur une requête qu'ils présenteront aux cours ^{du vœu de} de parlement , dans laquelle ils exposeront & ^{célibat dans} offriront de prouver par serment qu'ils ont émis ^{l'église &} ce vœu très-légerement & sans réflexion suffisante , ^{dans les clau-} pour se prêter aux vues des parens , ou par des ^{ures.} motifs d'ambition ; & qu'il leur est trop difficile de le remplir.

Ils ne pourront avoir d'autre contradicteur à leur demande que le ministère public , qui ne se rendra difficile à cet égard qu'envers les ecclésiastiques , qui ne rougiroient pas de présenter une telle requête après cinquante ans.

En conséquence , le sacrement de l'ordre ne supposera plus , ni ne demandera le vœu du cé-

libat, il ne sera pas incompatible avec celui du mariage : mais l'état actuel du mariage sera tellement incompatible avec les fonctions saintes, pures & sublimes du sacerdoce, qu'il emportera de plein droit l'interdiction absolue de toutes ces fonctions sans exception ; & qu'elles ne pourront être reprises, en cas de veuvage, qu'après une épreuve pareille à la première, après une réintégration solennelle, & du consentement formel de l'évêque diocésain à la tête de son synode.

Le vœu du célibat sera également prohibé aux religieux :

Le vœu de
persévérance
dans l'état re-
ligieux sera
pareillement
supprimé.

Celui de persévérance ou de stabilité dans l'état religieux ne sera plus permis, il n'y aura ainsi que des volontaires dans le mariage, dans l'église & dans les cloîtres ; c'est peut-être un des plus grands moyens de rétablir, dans ces trois états si dignes d'attention, le bonheur individuel, la décence & les mœurs.

Quant au vœu de pauvreté, il ne sera fait que pour le tems où le religieux vivra dans le cloître. Son état ne le privera que de l'usufruit de son patrimoine, & pendant le tems seulement qu'il lui plaira de rester dans l'état religieux : s'il meurt dans le monastère, son patrimoine appartiendra à sa famille ou à son héritier : en aucun cas, ni à aucun titre, il ne pourra en donner ni léguer la

moindre portion à son couvent, ni à aucune autre maison religieuse.

Quant à son revenu, s'il est moindre que la pension nationale affectée à chaque religieux, ou s'il est égal à cette pension, il sera perçu tout entier par le monastere; la nation fournira le surplus en cas d'insuffisance; & l'excédant, s'il s'en trouve, sera perçu par l'hôpital de la même ville; suivant la liquidation qui en aura été faite entre le propriétaire & sa famille, avant de prendre l'habit religieux: mais en le quittant, il rentrera de droit dans la jouissance de son patrimoine.

Le vœu de pauvreté sera borné au tems où le religieux restera dans le cloître.

§ 12.

14°. Les communes, en suppliant le clergé de dénaturer ses propriétés pour le salut du royaume, ajoutent à ses supplications celle qu'il en fasse un sacrifice absolu; qu'il ne gâte pas ce grand mérite par des gênes mises à l'aliénation qui sera faite de ses domaines; que jamais il ne regarde en arrière pour voir ce qu'on en fait; qu'il ne se réserve ni choix, ni *veto* sur l'espèce des acquéreurs; & que jamais il ne flétrisse par des regrets une abdication si belle. Puisque c'est à des besoins politiques du plus grand genre, & les plus impérieux qu'ait jamais eu la France, qu'il se fera si héroïquement prêté; que fidele à ce grand motif, il laisse à la nation le soin de consulter dans le choix de ceux

14°. Si par la nation sur la liberté qu'elle aura de vendre à des étrangers les domaines qui lui auront été abandonnés.

qui lui succéderont dans ses domaines , des intérêts politiques du plus grand genre , & de donner à qui bon lui semblera , les préférences les plus marquées ; que de petites considérations ne fassent dans son esprit aucune espece de contrepoids aux grandes vues nationales ; & qu'ici , comme dans toutes les crises mortelles , le bien public & le salut de l'état soient la loi suprême. Le clergé , pénétré de ces grands sentimens , verra donc avec une résignation patriotique ses biens passer par préférence à des étrangers qui viendront résider dans le royaume , même affectés singulièrement à cette classe d'acquéreurs , à quelque nation qu'ils appartiennent , & dans quelque espece de culte qu'ils aient vécu.

Échanges qui
pourront être
faits de ces
domaines
pour la con-
venance des
possesseurs
voisins.

Néanmoins pour concilier le plus possible quelques intérêts particuliers avec l'intérêt général , quand les biens de l'église seront à la convenance des voisins , la nation se prêterait facilement à faire avec eux des échanges , qui leur soient agréables : mais qu'au moment où tout citoyen s'immole pour la patrie , ces échangistes n'espèrent pas de faire sur elle des profits honteux , ni de ravir , par la fraude , à l'état quelque partie de ces mêmes biens qu'il aura reçu des mains de l'héroïsme ; qu'au contraire ils se fassent une gloire de mettre eux-mêmes un prix honnête à leur convenance : il est des tems où l'effervescence

des ames propager la vertu avec rapidité, comme celle des esprits propage l'opinion : dans ces momens l'afaire même doit être généreuse.

Telles seront ou pourroient être les spéculations respectives du clergé, de la noblesse & des communes. Un tel concordat ne vaudroit-il pas bien celui de François I^{er}. & de Léon X, si quelqu'un en doute; je vais lui en démontrer les avantages, dans la section suivante.

SECTION IV.

Avantage du système des finances proposé dans les sections précédentes, même sa nécessité absolue.

513.

POURQUOI éteindre la dette publique, me dira peut-être quelque politique effrayé des grandes ressources nécessaires pour la libération de l'état ? Ne suffit-il pas de combler le déficit par le rétablissement de l'équilibre entre les revenus & les dépenses du gouvernement ? Pourquoi n'imitons-nous pas l'Angleterre ? Sa dette est énorme comme la nôtre : elle ne penso pas cependant à l'éteindre absolument, & se contente d'assigner à chaque emprunt nouveau un gage certain pour le prêteur.

Nécessité d'éteindre la dette publique en même temps qu'on comblera le déficit.

Je réponds à cela que nous avons une grande raison d'agir autrement que ces insulaires. Nous n'avons plus de gage à offrir aux prêteurs, pour des emprunts nouveaux : nos moyens à cet égard sont épuisés, & par le défaut de facultés, & par le discrédit irréparable qu'a causé la plus vicieuse administration de nos finances. Au contraire, l'Angleterre aura long-tems encore de nouveaux gages à offrir pour de nouveaux emprunts : elle est susceptible encore d'impôts suffisans pour acquitter l'intérêt des accroissemens de sa dette ; tout cependant aura une fin : il ne faudra pas peut-être plus d'un siècle pour qu'elle se trouve dans l'état de détresse où la France est aujourd'hui, sans avoir les grandes ressources que la section précédente vient d'annoncer.

L'équilibre entre la recette & la dépense suffit sans doute pour faire subsister un gouvernement ; comme il suffit pour faire vivre une famille ; mais survient-il une guerre, une grande calamité ou quelqu'un de ces immenses cas fortuits, qu'un grand état peut éprouver, & qui exigent la dépense imprévue d'une somme extraordinaire ? c'est alors que l'état aux abois ne peut ni résister à un ennemi, ni prévenir une révolution. Les ressorts du gouvernement tendus à l'impossible dans l'état ordinaire, cassent par le moindre surcroît de tension, & tout est perdu : les

forces d'un empire ne consistent pas dans les dépenses énormes qu'il fait sans s'endetter, mais dans les dettes énormes qu'il peut contracter sans se ruiner, & auxquelles ne se refusera pas la confiance publique.

Ainsi, combler le *déficit*, n'est que le premier pas de la restauration des finances; éteindre la dette publique est le second; le troisième est de l'éteindre de manière à laisser à l'état, une fois libéré, un solide & vaste crédit, capable de lui procurer au besoin des sommes immenses par la voie de l'emprunt, & de grandes ressources, tant pour en assurer l'intérêt aux prêteurs, que pour en amortir progressivement le capital; se borner à la première de ces opérations, ce seroit sortir d'un embarras extrême pour tomber bientôt dans un autre tout aussi grand; c'est le soulagement du moment, qui dans peu sera suivi d'une nouvelle détresse: le trône, après un effort national, puissant à la vérité, mais trop imparfait pour l'affermir sur sa base, restera toujours vacillant; & quoique rassuré contre l'ébranlement des vents ordinaires il menacera d'une chute ou d'une humiliation profonde au premier ouragan.

Il importe donc de jeter au même moule le comblement du *déficit*, l'acquittement de la dette publique, & la situation menaçante que conser-

vera le royaume , après ces deux prodiges de sa puissance. Si on ne cumule pas au même instant tous les sacrifices , il faudra par intervalles les renouveler à nouveaux frais : qu'on me réponde ! seroit-ce consolider la dette publique , que de la laisser subsister , faute de moyens pour l'éteindre , ou par la négligence de les employer ? & seroit-ce assez de consolider la dette , si on ne consolidoit en même tems la puissance que conservera la monarchie après s'être libérée ? Puisque nous sommes occupés du grand projet de la raffermir sur ses bases , achevons-le d'un seul trait de génie , & n'ayons pas , misérables politiques , la honte d'y revenir à trois fois.

§ 14 .

Avantage que le gouvernement trouveroit dans le projet de finances & d'administration ci-dessus proposé.

Les avantages que le gouvernement trouveroit dans l'exécution de ce projet saient aux yeux , même richesse qu'auparavant dans tous les départemens qui tiennent à l'essence de la couronne ; même opulence dans la maison royale , même splendeur autour du trône , même puissance au-dehors , mêmes graces à répandre dans l'état militaire , nulle inquiétude sur la dette publique , nulle détresse dans l'administration des finances , nul danger d'infamie & d'exécration , résultantes de l'infidélité à ses engagements ; un profit personnel dans les économies , une autorité pour la pre-

mière fois constitutionnelle , & plus solide mille fois que la puissance incertaine de tous nos rois précédens. Une finance croissant en proportion de la prospérité de l'empire , nulle nécessité à l'avenir de demander un accroissement d'impôts , qui s'accroîtront d'eux-mêmes ; plus d'occasion , par conséquent , d'avilir le sceptre & de le rendre odieux en commandant fièrement des tributs exorbitans , ni d'effaroucher le plus doux , le plus généreux des peuples , par une impérieuse mendicité qui lui a si souvent présenté des deux mains royales , l'une ignoblement tendue , & l'autre armée ; une éternelle réconciliation entre la nation & son roi , entre les richesses nationales & le gouffre qui les dévorait sous le nom de *trésor royal* ; le nom du roi sera toujours prononcé avec attendrissement ; cet auguste nom de la puissance exécutive sera toujours nécessaire pour sanctionner les actes quelconques émanés de la puissance judiciaire , administrative & même législative ; il sera toujours placé majestueusement à la tête des jugemens & des loix , quoique la personne sacrée du monarque ne puisse y concourir que par son suffrage : par ce nom cher & puissant tout à la fois , tout continuera de s'opérer dans le royaume , comme tout se meut au nom de la divinité dans le ciel , sur la terre & dans les enfers.

Qu'elle seroit extrême l'ambition , qui ne seroit point satisfaite de ce degré de grandeur d'opulence & d'autorité !

515.

Il resteroit
à la couronne
une autorité
nullement in-
férieure à l'au-
torité légiti-
me de nos
deux derniers
rois.

O manes de Louis XIV , le plus absolu de nos rois , dites-nous , qu'avoit alors le sceptre de la France au-dessus du sceptre que la nation va raffermir dans les mains de Louis XV I : dira-t-on qu'il exigea des impôts avec plus d'autorité ? Mais qu'on se rappelle l'époque , où il attendoit , à Marly , avec une timide inquiétude , la nouvelle du sort qu'auroit un édit burlesque , qu'il avoit présenté au sénat de la capitale.

Dira-t-on qu'il eut le bonheur & la gloire d'être le législateur de son peuple , & que ce peuple veut aujourd'hui être son propre législateur ? Mais quel est donc le bonheur attaché à l'usurpation du pouvoir législatif ? Un travail aride , des contradictions infinies , de grandes fautes inséparables des loix , qui ne sont pas le fruit du concours des lumières & du choc public & libre des opinions : ce fut-là le sort de ce roi législateur.

Dira-t-on qu'il déploya , sans contradiction contre des individus , la rigueur de ses ordres & l'abus de l'autorité , contre lequel aujourd'hui la nation s'élève avec tant d'énergie ? Mais l'abus de

de l'autorité pourroit-il être désiré sans honte par une tête couronnée, ou pratiqué sans prévarication ? Louis-le-Grand connut à peine cet excès de pouvoir devenu si commun après lui. Si la fin de son regne fut souillée par des victimes de l'intolérance religieuse, c'est que l'esprit ardent de la controverse, qui souffloit autour de lui le feu des persécutions, l'égara au point qu'il crut devenir le vengeur de la divinité, contre des opinions sacrilèges.

Voudroit-on justifier par le regne suivant les trois abus reprochés au gouvernement, de s'être saisi de la législation, d'avoir exigé des impôts en maître absolu, d'avoir multiplié arbitrairement les coups d'autorité, par des lettres closes ? Depuis quand seroit-il permis de justifier la tyrannie par les exemples mêmes qui la font abhorrer ? Il suffiroit, pour faire à jamais détester ces trois abus, d'en remarquer les résultats. Dans le regne qui a précédé celui-ci, le chaos des loix civiles s'est accru d'une manière accablante. Des loix barbares dictées par la voracité, soutenues par la force, promulguées par des actes violens, ont commandé fièrement des impôts ruineux, comme on exige des contributions en pays ennemi. Des proscriptions innombrables ont inondé la France, peuplé les cachots, effrayé la nation entière, & révolté tous les cœurs.

: Voilà tout ce que l'on te redemandé de ton autorité , grande ame assise sur le trône de France ! pourrois-tu y avoir quelque regret ? toi , le plus sage , le plus juste des rois , pourrois-tu tenir au pouvoir d'enrayer , par des *veto* , la législation dans les mains de ton peuple , pour le forcer ainsi à te la remettre ? Pourrois-tu te résoudre à voir recommencer tous ces anciens combats entre le souverain qui commandoit sa loi avec empire , & le peuple qui , par ses intermédiaires , la repoussoit avec énergie , ou la morceloit avec bizarrerie dans les différentes provinces du royaume ? Pourrois-tu tenir au pouvoir d'arracher toi-même , par intervalles , des entrailles du peuple , des accroissemens de tribut , au lieu d'en recevoir un que t'offriroit la nation en corps , avec tout le dévouement de l'amour , & qui croîtroit de lui même avec la fortune publique ? Pourrois-tu tenir enfin au pouvoir de violer sans cesse la sauve-garde de la loi en frappant , au mépris de son égide , toutes personnes qu'une conjuration des sous-ordres voudroit immoler. Oh ! qu'elle est belle , qu'elle est heureuse la toute-puissance en bien , qui dans le mal se change en impuissance absolue !

Je crois entendre ici certains défenseurs offici-
 cieux des droits de la couronne me dire : eh bien !
 soit ; obtenez de l'autorité souveraine qu'elle ab-
 jure le droit de mal-faisance : mais pourquoi , en
 rendant dans votre système des finances & de
 gouvernement toutes les places électives , dé-
 pouiller la couronne du droit précieux de distribuer
 des grâces , & de nommer aux places qu'elle s'étoit
 réservées ? ne seroit-ce pas-là des larcins faits à
 la bienfaisance du souverain ; la couronne resteroit
 donc sans influence dans ce vaste empire ?

Avantages
 pour le sou-
 verain com-
 me pour la
 nation , de la
 loi qui ren-
 droit électi-
 ves toutes les
 places du
 royaume.

Eh ! quelle influence peut desirer un monarque
 ami de l'ordre & du bien public ? ce n'est pas celle
 de corrompre ; les bons rois n'en ont jamais le
 desir , & n'en sentent jamais le besoin : seroit-ce
 celle de s'attacher des créatures ? mais dans le
 système que je propose , autant de sujets , autant
 de cœurs attachés indissolublement à un trône ,
 d'où il ne partiroit plus que de bénignes influences.
 Les âmes honnêtes s'attachent d'elles-mêmes à la
 personne des bons rois ; mais dans les cœurs per-
 vers , les bienfaits ne font qu'irriter la voracité ,
 & en assurer l'ingratitude. Louis XIV se plaignoit ,
 au sein de sa grandeur , que vainement il avoit
 cherché à se faire des amis à force de faveurs , &
 qu'il n'avoit jamais trouvé que des intrigans.
 C'est le sort de tous les rois qui ont une immen-

tité de bienfaits à répandre , de n'être entourés que de mercenaires, & de ne faire que des ingrats. Ce n'est pas à la personne du monarque que s'adressent les sentimens des ames qui en sont capables , c'est à leurs protecteurs , souvent très-subalternes ; & plutôt à Dieu qu'on ne payât jamais autrement l'intrigue des sous-ordres !

Mais , qui pourroit satisfaire la voracité de cette foule de concurrens qui s'étouffent autour des marches du trône ? chaque grace n'est qu'un heureux fait sur cent mécontents ; & la bienfaisance , au milieu de ces intrigans perpétuels , ne procure que quelques douceurs achetées par mille tourmens.

L'impatience des sollicitateurs s'est assurée des graces avant l'époque de leur vacance. Des milliers d'ordonnateurs ont vu des successeurs leur annoncer la mort par des brevets incivils qui en prouvoient le desir impatient. Les graces ont eu leurs anticipations comme les revenus ; & l'habitude des survivances n'a laissé presque à nos rois d'autres faveurs à donner que des expectatives.

Ces restes de bienfaisance sont encore , j'en conviens , une jouissance bien douce : mais quand l'avidité auroit respecté les places occupées ; quand chaque jour de la vie du monarque pourroit être marqué par des bienfaits éclatans , sur qui les fera-t-il tomber ? peut-il , de si haut , discerner les hommes dignes de ses graces , lui qui ne les

voit jamais qu'avec les yeux passionnés de tout ce qui l'entoure , qui ne les voit peints que de la main du mensonge , & à qui les hommes qu'il doit combler ne sont présentés que par des cabales.

Qu'il en est bien autrement d'une nation qui choisit elle-même ses ordonnateurs ! il est vrai que l'intrigue & la cabale influeront toujours sur les élections populaires ; mais elles ne porteront que des hommes *presqu'également dignes* de la confiance publique , pendant que la cour fourmille de concurrens qui souvent sont *presque également indignes* des graces qu'ils sollicitent.

Ce seroit donc pour un autre Titus un beau jour à pleurer bien amèrement , s'il se passoit sans que la nation eût repris le droit antique d'élire ses ordonnateurs , ses administrateurs , ses hommes publics de toute espece.

Opte maintenant , toi , prince passionné pour la régénération de ton royaume , opte entre cet ancien droit de ton peuple , qui tient au bon ordre , à l'intérêt public , & l'usage désastreux qui a transporté ce droit national , non sur ta tête , mais sur celle de tes courtisans , & dans les bureaux de tes ministres. Voilà d'une part le bien public attaché au renouvellement des élections antiques , voilà d'autre part les désordres publics qui naissent de l'usage postérieur des nominations royales , toujours livrées à des sous-ordres cor-

rompus. Emule de Henri IV, ce monarque, ainsi que toi, *l'ami du peuple*; opte publiquement entre ce grand bien & ce grand mal : la nation te défère ce choix, & l'Europe t'écoute.

517.

Avantages
pour le clergé
du système
de finances &
d'administra-
tion ci-dessus
proposé.

Voilà l'intérêt puissant qu'a le monarque à adopter le système d'administration & de finances que je propose. Voici le vôtre, ô vous qui composez le premier ordre de la première nation de la terre ! préféreriez-vous une persévérance opiniâtre dans l'administration de vos biens, dans le régime du corps, & dans ses abus, nonobstant les clameurs populaires, tôt ou tard efficaces, à la réforme qui doit alimenter le second ordre avec le luxe du premier, à la gloire de recouvrer par une nouvelle répartition, par la résidence, & par un régime nouveau, un degré immense de considération & de respect, à l'intérêt puissant qu'a la partie utile du corps de ne pas souffrir de l'inconsidération de ses membres inutiles, à l'obligation sacrée d'assurer le respect des peuples pour la religion, par celui qu'ils seront forcés d'avoir pour ses ministres, à la nécessité d'éviter le reproche éternel que vous feroit le peuple françois d'avoir refusé de rendre à l'état pour son salut, non pas la valeur mais l'espece des biens que l'état vous avoit permis de recevoir pour le salut des individus.

Vous, ordre célèbre dans la monarchie, qui dans des tems barbares défendiez & combattiez le trône tour-à-tour, qui tour-à-tour opprimiez le peuple, & le faisiez servir à l'oppression d'un voisin féodal; mais qui, vous améliorant avec les siècles, avez à peu près suivi les progrès des lumières des mœurs, de la philosophie; vous qui avez sacrifié à l'ambition de plaire à nos rois, & d'en obtenir des bienfaits, tout ce que la puissance féodale avoit de plus imposant, que faites-vous du reste odieux que vous en avez conservé? Ce petit sacrifice que vous avez encore à faire du droit ignoble d'exercer cent vexations domestiques, faites-le au peuple, avec cette loyauté qui caractérise la noblesse françoise: que dis-je? bornez votre sacrifice à l'abandon de la forme tyrannique de ces droits inquitieux; le peuple ne vous en demande point davantage, & vingt millions de cœurs vont voler dans ces châteaux que fuyoient tous les cœurs. Quelle immense conquête à si peu de frais, sans qu'il en coûte un sou, & sans autre privation que celle de tourmenter des malheureux! si chacun de vous refuse à ses vassaux cet acte mi-parti de justice & de bienfaisance, le refuserez-vous au roi, votre idole, qui trouvera dans le capital de vos propriétés féodales une grande ressource pour ses finances? le refuserez-

Avantages pour la noblesse du système de finances & d'administration ci-dessus proposé.

vous à l'état , à qui vous n'avez jamais refusé votre sang ? le refuserez-vous à votre gloire qui le réclame hautement à votre gloire à laquelle vous fîtes toujours céder la fortune & la vie ? le refuserez-vous ; à votre intérêt politique ? Si jamais un roi de France , essayant comme Samson d'ébranler les colonnes du temple , entreprenoit de braver , d'humilier la noblesse de son royaume , beau jour pour elle seroit celui où de toutes un peuple immense d'affranchis se rallieroit à ses anciens maîtres , & diroit à l'autorité : nous n'irons à eux qu'après nous avoir tous foulés sous vos pieds. Le dirai-je enfin , le refuserez-vous à ce noble orgueil , moitié vice moitié vertu , de sang exalté par l'opinion qui coule dans vos veines ? La nation va vous décerner des honorifiques pompes : voilà un digne objet de l'ambition féodale , & non la perception mesquine de quelque fou parisien , d'une poule , d'un fagot , ou d'un chou , & non le droit d'exiger d'un misérable une corvée , ou celui d'être exclusivement son meunier ou son cabaretier.

§ 19.

Avantages
pour les com-
munes du sys-
tème de fi-
nances &
d'administra-
tion ci-dessus
proposés.

Et vous , utiles , modestes communes , vous qui par l'étude , la science , les talens , l'industrie , par le progrès des lumières dont la nation vous est redevable , par les bienfaits ineffables du commerce , par les fruits immenses de votre travail , & par le nombre des bras voués à la défense de

l'état , à tous les besoins de la société , à la subsistance de la nation entière , en avez élevé le troisième ordre à la hauteur des deux autres , tandis que vous les surpassez par la masse : ne craignez pas de vous charger du fardeau , de l'énorme fardeau de la dette publique. Laisseriez - vous à la légèreté de dix ministres , se succédant avec rapidité , le soin de se transmettre ce poids immense , qu'un corps entier , tel que les communes , cet atlas de la France , ne considère qu'avec une sorte d'effroi , malgré la connoissance de ses forces , la constance de son courage , l'immutabilité de son administration , & le concours prodigieux de ses lumières ? Non , sans vous il n'y a point de salut pour les finances du royaume , sans vous plus de crédit : c'est au corps seul , devenu la source principale des richesses de l'état , qu'il appartient d'en acquitter la dette effroyable : ce n'est jamais au dissipateur qu'il faut confier les secours & les soins qui doivent combler le gouffre de ses profusions , à force d'argent & d'économie. Ce gouffre mal comblé se rouvrirait de nouveau par les mêmes causes qui l'avoient creusé , & la seconde crise du royaume seroit pire encore que la première. Implorez donc les grands secours des deux premiers ordres ; il n'appartient qu'à ces forces réunies , d'assurer à jamais à la France une stabilité des ressources pécuniaires d'administration & de

principes , seule capable de consommer l'œuvre pénible de sa libération.

520.

Avantages
pour la na-
tion en corps
du système de
finances &
d'administra-
tion ci-dessus
proposé.

Mais pourquoi cisailler ainsi la nation en trois ordres ? Mon projet une fois adopté , ces trois corps , aujourd'hui si jaloux de distinctions & de privilèges , aimeront à se confondre par les sentimens , & à ne former qu'une masse indissoluble , quoique toujours distincts par leur propre nature. Cette ligne de démarcation , aujourd'hui tracée si fortement entre les ordres , parce qu'elle sépare de grands intérêts ecclésiastiques , séculiers ou populaires , à peine sera-t-elle aperçue : pas ces ordres eux-mêmes , lorsqu'elle ne servira qu'à séparer des rangs qui n'auront plus qu'un intérêt commun , celui de se défendre des excès de l'autorité royale ; un besoin commun , celui d'éteindre la dette nationale ; un sentiment commun , celui de se tenir unis par tous les liens de la concordie & de la paix. Heureux système , & cent fois heureux , qui , par l'unité des vues de tous les corps , créeroit enfin un esprit national , qui , par l'unité des sacrifices & des efforts , créeroit une force publique jusqu'à présent inconnue , & qui , par l'unité des intérêts , ne formeroit d'une nation entière qu'un seul être politique , capable de se mouvoir avec la précision de l'individu , & d'agir avec la force du géant.

Je crois entendre sans cesse les incrédules en politique, crier à la chimère : faudra-t-il donc mettre la nation au rang des incurables ? S'il en est ainsi , pourquoi parle-t-on de la régénérer ? Que je suis éloigné de juger son état désespéré ! Rien au contraire ne me paroît d'un succès plus probable que le projet d'obtenir ce dévouement général de tous les corps du royaume , qui doit les porter tous à la fois aux mêmes sacrifices. On connoît la grande facilité que donnent pour les plus grandes choses , l'ardeur de l'émulation patriotique , & la force de l'exemple ? & il n'est peut-être pas sur la terre de nation plus susceptible que la nôtre , de l'enthousiasme que peuvent allumer en faveur de la chose publique , l'esprit d'imitation , & la rivalité des sentimens : quand plusieurs corps ont les mêmes secours à offrir à la patrie , exhortez l'un à se dépouiller généreusement , & laissez l'autre jouir à son aise ; qu'opérera cette gaucherie ? des refus obstinés , de l'indignation , & rien de plus : mais que tous ces corps à la fois soient puissamment excités par une cause commune à des sacrifices pareils , tous ensemble s'immoleront à l'envi : ainsi l'individu seul recule dans le cas d'un danger personnel , même assez foible ; mais est-il membre d'un corps obligé

de braver un danger extrême , il s'y précipite avec lui.

521.

L'exemple
du roi seroit
très-propre à
augmenter la
facilité de
l'exécution de
ce système.

De quel poids ne seroit pas ici le monarque, donnant le premier l'exemple de l'abandon de ses domaines à la nation, à la charge d'un hypothèque sur les produits de son sol? non, rien ne résisteroit à ce grand mobile des François, toujours prêts à suivre l'exemple d'un roi qu'ils adorent. Si Louis XVI, à la tête du clergé & de la noblesse assemblés maintenant sous ses yeux, alloit un jour au pied des autels abdiquer la puissance féodale, affranchir devant l'Eternel ses grands & ses petits vassaux de la tyrannie qui les avoit soumis à des droits & à des devoirs non-rachetables, & jurer que, par des principes de justice & d'humanité, il commuoit ces redevances éternelles en capitaux remboursables à époques, & destinés au paiement de la dette publique; quel commendataire, quel prélat, quel gentilhomme ne rougiroit pas d'arborer encore dans les provinces l'étendard de la féodalité? C'est comme si dans une de ces journées décisives pour le salut de la monarchie: le monarque, entouré de la noblesse, se jettoit le premier au milieu des escadrons ennemis, lequel de ces braves gentilhommes ne fondroit pas avec lui dans la mêlée?

L'honneur de la couronne, la ferme assiette

de la monarchie & le salut du peuple ne sont-ils pas aussi d'assez grands motifs pour engager tous les trois ordres à sauver le roi du désordre absolu de ses finances ; désastre pire que la perte de vingt batailles ?

§ 23.

Il faut ici rétablir l'ordre, l'économie & l'abondance des revenus publics, ou se couvrir d'opprobre ; comme en un jour de bataille, ayant l'ennemi en face, & un fleuve derrière soi, il faut vaincre ou mourir. C'est aujourd'hui le cri de tout bon François ; ce sera certainement en délibérant sur cet objet le cri de tous les ordres.

*Nécessité
de faire un
grand effort
ou de périr.*

§ 24.

Le déficit sera comblé par bémol ou par bécarre ; cela paroît assez probable : & je veux bien supposer que la chose soit déjà faite, mais en tenant tous les ressorts du système actuel de nos finances, & en épuisant toutes les petites économies que peuvent permettre les besoins & les passions qui entourent le trône. Voilà, je le suppose, l'équilibre rétabli, juste comme l'or, entre les revenus fixes & les dépenses fixes. Cela fait, & moyennant un bel & bon pacte avec la providence, par lequel elle aura promis qu'il n'arrivera plus aucune occasion de dépense extraordinaire, nous joindrons les deux bouts, en bien tiraillant. Cette situation, comme on le voit, n'a

*Le déficit
une fois com-
blé laisse sub-
sister la néces-
sité d'éteindre
la dette.*

pas une stabilité bien certaine , ni ne paroît être d'une durée bien longue , mais enfin ce fera un certain répit.

Si c'est là notre ressource , nous n'aurons fait que commencer le grand ouvrage de la régénération des finances ; & nous ne serons parvenus à un moment de calme , que pour retomber dans les horreurs de la gêne & du discrédit , résultans de l'impuissance absolue d'éteindre , même par une lente progression , l'effroyable capital de la dette publique.

On ne manquera pas de dire : le principal est fait , nous sommes à flot ; oui , mais mis à l'ancre par les créanciers de l'état , qui nous empêchent de voguer , & qui nous submergeront encore par le poids de la dette nationale , si nous ne l'acquittions , s'ils ne sont même assurés que nous avons pour cela des ressources certaines.

§ 25.

Il n'y a que
cinq moyens
différens d'é-
teindre la
dette publi-
que.

Or , il ne faut pas nous le dissimuler ; je ne vois pas que le choix de ces ressources puisse tomber sur d'autres moyens que les cinq suivans : la banqueroute , le papier-monnaie , les impôts , les emprunts , une caisse d'amortissement , ou mon système des finances.

§ 26.

Banqueroute,
moyen infâ-
me d'éteindre
la dette pu-
blique.

La banqueroute ? Ah ! détournons les yeux de cette ressource abominable & convulsive , qui

couvriroit à jamais d'ignominie & la couronne de France & la nation, qui les jetteroit ensuite dans l'état de convulsion, & enfin dans un état de foiblesse & d'anéantissement incroyables.

§ 27.

Le papier-monnoie seroit à coup sûr les billets d'enterrement du commerce & de la confiance publique : ce papier sinistre seroit un signal presque universel, pour cacher cent cannes sous terre ; le numéraire en circulation, plutôt que d'en faire cet échange odieux. Ce seroit précisément tourner le dos à son but, & l'état seroit également perdu, avec moins d'opprobre sans doute, mais avec plus d'ineptie.

Papier monnoie, moyen funeste d'éteindre la dette publique.

§ 28.

Que dirons-nous de la ressource des impôts ? La surcharge d'un peuple expirant sous le poids des impositions actuelles est une idée tout à la fois absurde & barbare : on ne peut plus imposer qu'en desséchant le fonds des impôts ; les augmenter, après tant d'augmentations déjà si funestes à la reproduction, ce seroit de plus en plus en tarir la source ; ce seroit nous rendre plus insolubles par les efforts mêmes qu'on nous auroit forcé de faire pour nous libérer, & on ne fait lequel des deux devroit plus indigner de l'inhumanité ou de l'impéritie du ministre qui adop-

Impôts, moyen impossible d'éteindre la dette publique.

Emprunts à
rente perpé-
tuelle impos-
sibles, même
à la nation si
elle ne peut
offrir des ga-
ges de l'em-
prunt.

Les seuls emprunts qu'il soit permis de faire pour la libération de l'état, sont donc des emprunts à rente perpétuelle: mais pour en faire de tels avec quelque fruit, il faut auparavant avoir rétabli la confiance par un nouvel ordre de finances, capable de réparer le désordre passé; & il faut que ce nouvel ordre laisse voir aux prêteurs des gages assurés de leurs capitaux.

Je fais que la nation dira aux prêteurs: ce n'est plus le gouvernement, ce débiteur décrédité qui vous emprunte, c'est moi corps de nation, moi débiteur digne d'une confiance illimitée; parce que mes ressources sont infinies.

Mais ce ne sera pas assez que la nation se présente & se nomme aux prêteurs, ce sera beaucoup sans doute qu'elle ait consolidé la dette du gouvernement: ce sera beaucoup que les créanciers de l'état voyent le *déficit* comblé; mais ce ne sera pas tout: l'énorme dette restera, il restera urgent d'en amortir une grande partie, pour cela il faut des prêteurs; pour en trouver, il faut qu'il se trouve des capitalistes sans défiance; pour en avoir de tels en nombre suffisant, il faut un gage du prêt: c'est la solidité de ce gage qui fait la sûreté du prêteur, & qui crée la confiance publique; la confiance née de l'enthousiasme de l'opinion,

n'est qu'une confiance éphémère , que l'imagination détruit plus facilement qu'elle ne l'a voit enfantée. L'imagination refroidie observe le débiteur & se ravise du premier moment qu'elle le voit dans la gêne : or , la gêne du débiteur quelconque , particulier , roi ou nation , est une gêne effrayante , lorsque après avoir balancé par le plus grand des efforts sa recette & sa dépense annuelles , il reste insolvable quant aux capitaux , qui forment une masse de dettes accablante.

Quels seront , dans cette situation critique , les gages que la nation pourra offrir aux prêteurs à rente perpétuelle pour les tranquilliser ? car , encore une fois , ce ne sera pas le nom de *na- tion* qui suffira pour attirer des fleuves de numéraire , ce seront ses moyens pour assurer les fonds qu'elle demandera : les créanciers de l'état voudront appercevoir , connoître , apprécier ces moyens nationaux , & s'assurer que ce seront des moyens capables d'opérer , sans risque pour les prêteurs , l'amortissement progressif des dettes de l'état. On vient de voir qu'un nouvel impôt ne doit ni ne peut être compté au nombre des gages que la nation pourra offrir aux prêteurs.

531.

Je n'en vois donc plus qu'un seul , ce sont les Les extinc-
tions succes-
sives des ren-
tes viagères
sont le seul extinctions annuelles des rentes viagères , que j'ai évaluées plus haut à 96 millions : ces rentes

gagé que la
nation puisse
maintenant
donner aux
prêteurs.

viageres ayant été comprises dans l'état des dépenses fixes , & leurs extinctions n'ayant pas été comprises dans les revenus fixes , on voit que le *deficit* une fois comblé , sans que ces extinctions y soient entrées pour rien , elles peuvent servir de gages à de nouveaux emprunts ; ces emprunts pourroient être faits chaque année , pour une somme qui seroit le capital des rentes éteintes dans l'année précédente ; & cette succession d'emprunts pourroit durer jusques aux dernières extinctions , qui pourroient bien n'arriver que dans trente ou quarante ans.

C'est à cette misérable ressource que sera réduite la nation elle-même , tant qu'elle conservera le système actuel des finances , parce qu'elle n'aura pour de nouveaux emprunts qu'un gage misérable.

532.

Vices de ce
gagé & des
petits em-
prunts an-
nuels qu'il
procuretoit
tous les ans.

Qu'ils seroient ignobles , fatigans & destructifs du crédit national tous ces emprunts modiques , annuels , sollicités sur de foibles gages , que fourniroient tous les ans les extinctions des rentes viageres , pendant vingt , trente ou quarante ans ! Qu'ils seroient lents , qu'ils seroient indignes d'une grande nation tous ces pauvres petits moyens sempiternels de faire , par-ci , par-là , tous les ans quelques remboursemens.

Et de quoi serviroient encore des remboursemens obtenus par cette longue suite d'emprunts

royables , pendant qu'il nous faut sur le champ des sommes immenses , pour nous mettre au courant cette année-ci & les deux suivantes , & qu'aussi-tôt après il nous faut encore d'autres sommes considérables pour des remboursemens , à époque , les plus urgens , & pour des dettes arriérées ?

Quel seroit enfin le résultat , au bout de vingt , trente ou quarante ans , de cette longue chaîne d'emprunts & de remboursemens annuels ? La dette publique seroit-elle diminuée de quelque chose ? Nullement : tant de peine n'auroit servi pendant si long-tems qu'à faire de la terre le fossé sans nous libérer d'une obole.

333.

Cependant , cette même ressource des extinctions successives des rentes perpétuelles , si faible , si lente , si pénible , pour obtenir des emprunts annuels , dans l'état de discrédit & de foiblesse où se trouve le gouvernement , suffiroit , aidé de la confiance publique , pour obtenir tout-à-la-fois des emprunts suffisans pour les besoins du moment , quoique immenses ; si la nation se présentait aux prêteurs avec le projet arrêté de combler le *déficit* , & de solder tout-à-la-fois la dette publique , par les moyens extraordinaires que j'ai proposés.

Ce gage seroit suffisant s'il étoit aidé de la confiance publique qu'opérerait mon système.

Même en ce cas les emprunts ne peuvent ja-

mais être considérés , dans un état bien ordonné , que comme la ressource du moment dans des besoins impérieux, mais portant toujours sur l'avenir un contre-coup déplorable. Comment pourroient-ils donc être regardés en général comme une ressource de libération ? Par ce moyen on peut bien dénaturer la dette publique , mais non l'éteindre ; soulager l'état dans un moment urgent , mais non le libérer , changer ses créanciers , mais non l'affranchir d'une masse de créance à-peu-près pareille.

§ 34.

Caisse d'amortissement
inconciliable
avec l'em-
prunt & la
gêne des fi-
nances.

Reste la voie de l'amortissement , on croit encore avoir tout dit pour assurer la libération de l'état , quand on a dit , *établisons une caisse d'amortissement* : rien de plus facile en effet que d'établir la caisse ; mais y affecter des fonds libres , c'est autre chose.

Une caisse d'amortissement , pendant qu'on emprunte , seroit en finance une inconséquence bien ridicule ; c'est-là notre cas présent , & ce sera toujours le même , tant que mon système des finances ne sera pas adopté , sauf à le modifier ou à le corriger convenablement.

Mais , dira-t-on , ne peut-on pas emprunter à intérêt modéré pour amortir des capitaux d'un intérêt excessif ? oui sans doute , l'opération est excellente ; c'est dommage qu'elle soit impossible à un débiteur , qui a été assez gêné dans ses fi-

nances, pour emprunter à gros intérêt : le débiteur insolvable ou gêné, par conséquent sans crédit, ne peut faire que l'opération inverse, & s'endetter davantage avec l'usurier, au lieu de se libérer insensiblement : c'est ce discrédit qui l'a rendu facile & généreux, ou qui a rendu le prêteur âpre, difficile, avantageux : or, ce n'est point pendant que dure ce discrédit qu'il est possible de faire la loi à l'usure, & d'en obtenir des emprunts à intérêts ordinaires.

C'est donc une chose mal vue de prétendre pourvoir, par des emprunts annuels, à des amortissemens progressifs : quand on est sans crédit, on ne sauroit emprunter qu'à des conditions onéreuses, qui surchargent celui qui se libère de dettes à moindre intérêt, mais urgentes : & quand on a un grand crédit, ce crédit même suppose un ordre excellent de finances, qui n'existe presque jamais avec la nécessité d'une caisse d'amortissement.

Ne pensons donc plus, à faire par des emprunts, les fonds d'une caisse d'amortissement. Ce revirement de parties, si nous étions en situation de le faire avec profit, seroit bien lent, d'une exécution pénible, & d'un effet bien modique, pour le grand effet qu'il s'agit de produire ! Il seroit nul pour la libération de l'état, s'il se faisoit au pair ; & il augmenteroit la dette au lieu de la diminuer, s'il se faisoit avec désavantage.

Je conviens cependant que quand il s'agit de remboursemens à époques urgens, de paiemens indispensables pour intérêts arriérés, de moyens de subsister dans le moment, ou dans un avenir très-prochain, il n'y a de salut que dans l'emprunt même onéreux : mais ce sont-là des amortissemens extraordinaires, qui n'entrent pas dans l'ordre de ceux qu'on opere graduellement & sans secousse, par les fonds annuels d'une caisse d'amortissement : ce sont ces seuls remboursemens progressifs & réglés dont je parle ici.

535.

Un superflu
de recette est
le seul fonds
qui convient
à une caisse
d'amortisse-
ment.

La seule maniere de pourvoir à des remboursemens réglés, sans effort, & sans user presque inutilement son crédit, c'est d'y consacrer annuellement un superflu de la recette ordinaire, & si l'on veut, la rentrée des fonds extraordinaires : mais cette maniere ne peut convenir qu'à des finances bien ordonnées, c'est-à-dire, que pour être en état de se libérer graduellement du capital de sa dette, il faut être assez riche ou assez économe pour avoir du superflu en revenus, & n'avoir rien de trop urgent en remboursemens.

C'est la situation où mettroit nos finances le systême que je propose, il auroit même cet avantage, qu'en éteignant tout-à-coup la dette publique toute entiere, il ne resteroit d'autres amortissemens annuels à faire que ceux des capitaux

représentatifs , des dîmes inféodées & des droits féodaux , & que ces amortissemens peu considérables auroient une marche invariable qui les termineroit en vingt ans.

536.

Tant que subsistera le système actuel de nos finances , est-il possible d'espérer , après le comblement du *déficit* , un superflu de recette suffisant pour faire un fonds un peu sensible dans la caisse d'amortissement? Ne seroit-ce pas s'aveugler bien étrangement sur l'état de nos affaires , que d'espérer une situation aussi favorable , sans qu'elle soit amenée par l'abandon qu'on demande aux deux premiers ordres , & par une révolution dans les finances , capable de changer en résidu les frais immenses de la perception actuelle des impôts ?

Le système proposé peut seul procurer le superflu de recette qui peut être affecté à l'amortissement

537.

Mais pour faire reste de raison aux partisans du système actuel de nos finances , supposons que par cent petites économies , & autres petites opérations de cette espece , on ait pu parvenir non-seulement à combler le *déficit* , à pourvoir par un gros emprunt à tous les besoins de la présente année ; à payer les anticipations faites sur les années 1790 & 1791 , mais encore qu'on ait pu parvenir à se procurer un excédant de recette sur la dépense , suffisant pour faire un fonds honnête de la caisse d'amortissement , par exemple , un ex-

Quand la dette publique est immense des petits fonds ne peuvent jamais l'amortir.

cédant de 10 millions , il faudra 340 ans pour éteindre la dette publique : c'est-à-dire « voilà renvoyée aux kalendes grecques , et libération tant désirée ; car , pour nous François , toute chose qui ne peut pas être faite en vingt ans , ne l'est jamais.

538.

Une caisse d'amortissement toujours subordonnée à mille accidens qui forcent d'en suspendre les paiemens & d'augmenter la dette au lieu de l'éteindre.

Quand nous pourrions avoir pour la première fois cette constance dans les opérations que demanderoit l'amortissement complet de 3 mill 400 millions ; quel trouble ne nous ameneroit pas le chapitre des accidens ? des guerres , des calamités , des révolutions , de grands désavantages dans la balance du commerce ; qui pourroit prévoir les changemens désastreux , qui , par cent causes , pourroient arriver à la fortune publique ? Que deviendrait alors la caisse d'amortissement , & la destination annuelle de ses fonds ? Hélas ! On ne manqueroit pas de leur en donner une toute contraire. Cette même somme affectée à l'amortissement annuel , serviroit de gage pour des emprunts qui auroient bientôt ramené la dette publique à son premier état. Quelle disparoisse donc tout à coup , par les sacrifices réunis du monarque & des trois ordres de la nation , ou condamnons la monarchie à périr insolvable.

On me dira peut-être, qu'en paroissant éteindre la dette publique je la laisse subsister toute entière ; qu'en paroissant libérer l'état, je le laisse également obéré. On me dira que les dîmes, les droits féodaux supprimés restent sur la tête du peuple sous la forme des capitaux portant intérêt, & de plus remboursable à des époques déterminées, que je charge ainsi d'une main le peuple en le soulageant de l'autre main. On me dira que l'abandon des domaines, du clergé séculier & régulier, des villes, des communautés, des hôpitaux & autres corporations, n'est pas un abandon lucratif pour l'état, puisqu'il reste chargé de l'intérêt des capitaux formant la valeur des biens aliénés ; qu'au contraire cette masse d'intérêts effroyable nécessitera une masse pareille de subsides plus onéreux que la dette qu'on veut éteindre, & que tout au plus le mérite de ces opérations bouleversantes pour les propriétés, sera de changer les créanciers de la nation sans diminuer la masse des créances.

Objection
qu'on fera
peut-être sur
ma manière
de libérer l'état.

On ne me soupçonnera pas d'avoir affoibli l'objection. Quel intérêt aurois-je à la dissimuler

Réponse à
cette objec-
tion.

quand je suis bien sûr d'y répondre avec avantage ?

541.

Justification
de mon sys-
tème de libé-
ration à l'é-
gard du chan-
gement des
créanciers.

Ne seroit-ce donc rien de se débarrasser des créanciers urgens , anciens , arriérés , impatiens , murmurans , pour y substituer une nouvelle espèce de créanciers , dont l'impatience auroit été contenue par le titre même de leur créance , & qui verroient avec chagrin approcher l'époque de leur remboursement ? Ne seroit-ce donc rien de substituer à des créances en capital , remboursables à époque , ou même constituées des créances non remboursables en capital , parce qu'elles appartiendroient à des corps par essence incapables d'aliéner , & réduits à la simple qualité d'usufruitiers ? Ne seroit-ce donc rien de n'avoir que des intérêts à payer avec des facultés suffisantes , au lieu d'une masse effroyable de capitaux qui menaçoient sans cesse un trésor borné à des revenus ? Si ce n'est pas-là une dette éteinte , c'est du moins une dette dénaturée au grand avantage du débiteur , comme les domaines abandonnés par les trois ordres , ne seroient pas des propriétés aliénées & perdues par les possesseurs , mais des propriétés dénaturées à leur grand avantage.

Mais est-il bien vrai qu'il n'y aura dans le fond aucune extinction de la dette publique ? C'est-là certainement une assertion dépourvue de toute vérité , les dîmes ecclésiastiques & les dîmes inféodées ne donneront pas , j'en conviens , un bénéfice apparent à la nation , puisqu'elle n'obligera les communautés délivrées de cet impôt , qu'à lui payer un intérêt pareil à celui qu'elle se fera obligée de payer elle-même aux aliénateurs , c'est-à-dire , un intérêt égal au prix de ferme convenu dans les baux passés sur ces dîmes ; mais a-t-on donc glissé sur ce que j'ai dit en son lieu de l'obligation que la nation imposeroit aux communautés à raison de leurs profits sur ces abandons de dîmes , tant inféodées qu'ecclésiastiques , d'amortir chaque année le vingtième des dîmes inféodées & des droits féodaux , par le secours d'un impôt local ? N'est-ce donc pas éteindre une partie de la dette publique , que d'amortir le capital d'un impôt aussi grand , dont le peuple est grevé sous le nom de dîmes inféodées & de droits féodaux de toute espèce ? Le peuple après cet amortissement ne sera-t-il pas foulagé d'une somme de contributions très-considérable ? N'aura-t-il pas fait cet amortissement avec les seuls pro-

justification
de mon sys-
tème de libé-
ration à l'é-
gard des di-
mes inféo-
dées & de
droits féo-
daux.

fits qu'il aura trouvés dans ces abandons ? Sa libération à cet égard lui aura-t-elle coûté quelque chose ?

Cet amortissement n'ayant été fait qu'avec les profits qui auroient eu lieu sur les dîmes amorties , & ces profits ne devant jamais cesser , ne pourroit-on pas , sans surcharge nouvelle , exiger des communautés , la prorogation de l'impôt local tout entier , & l'affecter au paiement total ou partiel des charges locales de ces mêmes communautés , dont la nation se seroit chargée , en s'appropriant leurs biens ? Alors ni les dîmes inféodées , ni les droits féodaux ne subsisteroient plus , & la partie de l'impôt local , correspondante à ces deux objets subsistant toujours , seroit pour l'état une nouvelle branche de revenu , sans être pour le peuple une surcharge nouvelle.

543.

Justification
de mon sys-
tème de libé-
ration à l'é-
gard des dî-
mes ecclésiast-
iques.

L'abandon des dîmes ecclésiastiques aura pour la nation ses petits profits particuliers , quoique relâchés par elle aux communautés , sur le même taux qu'elle les aura reçus du clergé ; car ces dîmes , quand le clergé sera une fois réduit à ses membres utiles , auront , malgré l'honnête dotation des ecclésiastiques , un résidu sans doute considérable , qui se reversera sur les hôpitaux & sur les fonds locaux destinés à détruire le va-

gabondage & la mendicité , ou sur les ateliers de charité , établis pour faire subsister le peuple dans des tems de calamité , dépenses qui seroient entièrement à la charge de la nation , si elle ne trouvoit des secours dans le superflu des revenus du clergé.

Quant aux domaines du clergé séculier & régulier , & des corporations quelconques du royaume aliénés à la nation , à la charge d'un intérêt perpétuel égal au prix de ferme stipulé dans les baux , qui ne voit :

Justification de mon système de libération à l'égard des domaines abandonnés à la nation.

1°. Que ces domaines seront vendus à un prix plus haut que le capital des fermages ?

2°. Que les charges réelles des bénéfices seront toutes déduites des fermages des biens ecclésiastiques , & de ceux des corporations , que cependant elles n'influeraient la plupart en rien ou presque rien à baisser le prix de la vente qui sera faite des domaines destinés au paiement de la dette publique ?

3°. Qu'à raison des réparations des bâtimens dépendans des domaines mis en vente , il aura été déduit par la nation un vingtième pour les réparations , & que le prix de la vente ne sera pas diminué pour pareille raison ?

4°. Que si , pour la commodité des proprié-

taires voisins des domaines de ces corporations , la nation se prête à des échanges , contrat toujours favorable dans un gouvernement éclairé , aucun de ces échanges ne se fera qu'avec un profit évident , qui sera le prix de la convenance , & ce prix ne pourra être moindre que le vingtième du prix de l'objet échangé ?

5°. Que la multitude des contrats de vente & d'échange , ainsi que des contrats des communautés envers la nation , opéreront dans les finances nationales une somme immense , tant à raison du contrôle de ces actes que du centième denier , lods & ventes , & ensaisinement ?

6°. Que la vente des couvens d'hommes & de filles qui auront été évacués avec leurs enclos , fournira des sommes considérables , qui , n'étant pas entrées dans l'état des revenus du clergé régulier , parce qu'en effet ce n'étoient pas des objets de revenu , tourneront entièrement au profit de la nation qui les vendra ?

7°. Qu'il se trouvera pour la nation un avantage inappréciable à vendre de préférence tous les domaines & bâtimens du clergé , & de toutes les corporations à des étrangers , & de leur vendre aussi comptant tous les contrats à constitution de rente que ces corps & celui du clergé auroient abandonnés à la nation : car enfin , quel avantage
n'y

n'y auroit-il pas à payer la dette nationale ; & sur-tout la dette étrangère , avec l'or étranger ? ce seroit retenir dans le sein du royaume le numéraire dont la circulation lui est si nécessaire , & y attirer une masse importante de numéraire étranger ; ce seroit augmenter la population & les richesses , donner à l'agriculture & au commerce une nouvelle vie , ranimer les manufactures & les arts ; ce seroit nous habituer de plus en plus à une tolérance salutaire , & fermer les plaies qui nous restent de cette funeste émigration que nous causa la révocation de l'édit de Nantes. Ce seroit par conséquent augmenter en vingt-manières la source de l'impôt , & sans en augmenter la quotité , le rendre plus abondant.

8°. Quel profit ne trouvera pas la nation à simplifier la perception de l'impôt ; & à remettre dans la circulation de la société & du travail , tant de personnes employées à ce funeste usage , qui , non-seulement sont perdues pour l'état , mais qui lui nuisent essentiellement ? Qui ne voit que la suppression demandée à grands cris de tant de subsistances funestes à sa prospérité , sera un grand bien substitué à un des plus grands fléaux de la monarchie ?

9°. Que dirai-je de ce haut degré de confiance publique que donnera nécessairement la nation française , la simple publication du projet qui doit , par une sorte de magie politique , adouber

en un moment d'une dette qui sembloit devoir bientôt l'écraser sans ressource? Que dirai-je du projet qui doit exterminer l'hydre de la finance, & lui substituer un nouveau genre de subside, d'une perception plus simple & d'un produit égal? Que dirai-je du projet qui doit affranchir le peuple de tout autre tribut que du tribut national, dont l'étendue sera par conséquent proportionnée à celle des tributs particuliers dont il fera l'ensemble? Que dirai-je du crédit indéfini, inaltérable qui doit résulter de l'idée seule que cette grande régénération va commencer? Que dirai-je du reflux sur l'agriculture, sur le commerce, sur les arts, de l'or des capitalistes qui n'espéreront plus d'en augmenter la masse, à vue d'œil, par des collocations usuraires; de la baisse de l'intérêt qui en sera la suite nécessaire, de la chute de l'agiotage, ce jeu aussi indécent que téméraire, qui se trouvera totalement déconcerté par le remboursement des effets publics, & par l'ordre invincible de nos finances? Que dirai-je enfin des fonds que pourra verser la nation dans des banques & monts-de-piété distribués dans les provinces, & du régime salutaire de ces établissemens, qui, par une sorte d'usure nationale, toujours ouverte & toujours modérée, antécipera les excès ruineux des usures individuelles?

Ne sont-ce pas là des profits multipliés, & de tout les genres? Qu'il importe qu'il aient un rap-

port plus ou moins direct au remboursement des créanciers de l'état ? N'est-il pas vrai que tout ce qui enrichit un débiteur occupé de sa libération, la favorise, la facilite, en accélère le terme, ou en est une indemnité ?

545.

Vous l'adopterez donc, du moins en gros, ce système de finances, régénérateur de la France, vous augustes députés des nos provinces, qui toutes soupirent après une régénération complète.

Comblen j'aime à me faire cette douce illusion ! Oui, malgré les sinistres divisions qui déchirent en ce moment l'auguste assemblée des états-généraux, malgré le mauvais succès des conférences entre les commissaires conciliateurs, je ne fais quel pressentiment me fait espérer encore que de cette grande fermentation résultera par certaines affinités & par certaines répulsions des élémens de cette masse hétérogène un certain corps épuré, qui ne cessera pas d'être la nation, & qui après avoir assis la monarchie sur des bases immuables, sans s'arrêter à de vaines recherches sur les causes, les progrès du déficit, sans se perdre dans le tortueux dédale de la science du fisc, sans le noyer dans des détails minutieux, crayonnera à grands traits la réforme du système actuel des finances, & le projet d'un système nouveau qui puisse changer la face du royaume.

Mon espoir que l'idée en gros de mon projet pourroit être adoptée par la présente assemblée des états-généraux, & que ses divisions n'en empêcheront pas le cours.

Vaste plan
d'opérations
que les états-
généraux
pourroient
confier à M.
Necker pour le
présent &
pour l'avenir.

Je crois entendre ces législateurs à grandes vues adresser au directeur général des finances, ce grand homme, à qui un mot suffit pour tout saisir, parce qu'il a tout médité profondément. « Voilà les améliorations que la nation vous recommande; voilà les économies qu'elle attend de votre austère vertu; voilà les abus que vous reformerez dans le régime actuel de la perception des impôts; voilà les disparités de province à province que vous ferez évanouir, & dont il résultera une précieuse uniformité, avec un plus grand produit.

» Qu'aucun privilège n'empêche l'égalité répartition de l'impôt; qu'aucune espèce de fonds ne puisse s'y soustraire, non pas qu'il faille faire de la somme actuelle des impôts une répartition proportionnelle entre tous les citoyens sans exception: mais vous augmenterez cette somme d'impôts de tout ce qui manque à la contribution des privilégiés, pour être proportionnelle avec celle du peuple.

» Hâtez-vous de remplir ce vœu impatient de la nation, qui est aussi le vôtre, de reculer aux frontières ces barrières fiscales qui rendent certaines de nos provinces étrangères à d'autres, & suppléez par des droits de traite sageement mesurés, ce que perdrait le trésor royal à ce déplacement.

» Que vingt réformes impossibles à un ministre du roi s'opèrent avec une fière assurance, par ordre d'une nation, qu'aucune intrigue ne séduit, qu'aucune cabale ne domine, qu'aucun murmure n'affecte, & qu'aucune réaction n'intimide ni n'arrête.

» Par tant de moyens, comblez le *déficit*; assurez, quant à présent, un excédant de dix millions; la nation veut vous remettre au point où vous étiez quand la fatalité vous enleva l'administration de la fortune publique. Que ces dix millions d'excédant, joints aux extinctions successives des rentes viagères, soient le gage des emprunts que vous ferez au nom de la nation : avec ce secours, remplissez sans délai les besoins de la couronne pour la présente année; payez les anticipations faites sur les années 1790 & 1791, & remettez au courant les paiemens de tous les fonds publics.

» Que toute l'Europe sache qu'outre le gage en argent dont on vient de vous parler, elle en a de bien meilleurs à offrir pour ses emprunts; ce sont tous les fruits de son sol, tous les produits de son industrie; &, ce qui est plus que tout cela, sa magnanimité, sa justice & l'honneur national.

» Que toute l'Europe sache encore que la nation françoise s'est chargée des dettes de la couronne, & de remplir tous ses engagemens, sans rien diminuer de sa splendeur ni de ses forces militaires. Que sa renommée porte dans les deux hé-

misphères les sacrifices résolus & arrêtés par l'assemblée, auxquels se seront condamnés les trois ordres de cette nation généreuse; elle veut, d'un seul coup d'état sans exemple, éteindre une dette immense, qui menaçoit elle-même d'éteindre les forces de la monarchie. Appelez de tous les royaumes de l'Europe, & le françois réfugié, & l'étranger amateur du climat, des mœurs, des arts de la France; cet empire, revenu solidement des écarts de l'intolérance, leur offre de paisibles propriétés, & un asyle sacré: recevez leurs offres, & faites-leur pour nous celles d'un accueil digne d'une nation douce, aimante & philosophe.

» Ministre du roi, soyez-le aussi d'une nation qui s'identifie avec le souverain; laissons dans les mêmes mains des intérêts communs, dont l'immensité oblige d'en partager le soin entre la nation & le gouvernement. Ainsi, du trésor royal vous ferez deux trésors, l'un pour la couronne, l'autre pour la nation: elle veut que son roi ne trouve désormais dans ses finances que ce qu'elles ont d'agrément; elle se charge de tout ce qu'elles auront de pénible & d'épineux. Nous adoptons votre calcul sur les dépenses des départemens, sur ceux de la maison royale, & sur autres objets que demande la dignité du trône. Nous y ajoutons 5 millions par an, pour dépenses imprévues. Tout cela, d'après vos états, monte à 200 millions. Ce sera le revenu constamment versé au

trésor royal ; le surplus restera au trésor national. La nation espère de votre vertu que vous dirigerez l'un & l'autre trésor avec ce zèle infatigable , & cette sévère fidélité qui vous caractérisent ; des économies que vous ferez sur le premier de ces deux trésors , tourneront au profit de la couronne. Nous venons de vous indiquer l'usage de celles que vous ferez sur le second.

Cependant vous hâterez , par un travail digne de vous , le moment où la nation pourra sans interruption & sans secousse renverser l'édifice colossal de la fiscalité ; ce barbare monument de complication , de vexations & d'iniquité qui couvre la surface du royaume , pour y substituer graduellement un ordre nouveau , simple , juste , fécond , & dont le produit plus ménagé que celui de nos impôts , n'aille pas , en sortant comme un grand fleuve des mains du peuple , se perdre dans une foule de mains viles , comme le Rhin se perd dans les fables , & ne reparoître sous les marches du trône , que comme un ruisseau échappé des filtrations & des gouffres.

Confiez à votre génie laborieux , le calcul non-seulement de toutes les dépenses énoncées dans votre état , mais encore de toutes les dépenses nécessaires de la nation en corps , des provinces , des municipalités , dépenses dont l'état sera fait par vos soins . Ajoutez y l'intérêt des domaines & biens que les hôpitaux , les collèges , les sémi-

naires & autres corporations auroient abandonnés à la nation , & consacrés à l'extinction de la dette publique. Que cette énormité de besoins publics soit la mesure des subsides nouveaux , que vous graduerez en conséquence avec votre précision & votre profondeur ordinaires.

Qu'un grand résidu fasse la richesse de la nation , le point d'appui de ses efforts extraordinaires , le gage de ses emprunts nécessités par des guerres indispensables , ou par des calamités publiques ; que ce grand résidu fasse l'ame du commerce , les fonds de plusieurs banques nationales établies dans les provinces commerçantes , & d'autant de monts-de-piété perfectionnés que la France a de villes principales. Mais en évitant une surabondance de billets qui puisse nuire au numéraire ; que jamais les fonds nationaux ne soient stagnans dans les caisses ; mais que toujours en circulation il profitent au corps de la nation , comme aux individus , & qu'ils vivifient ainsi tout le royaume.

Vous verrez sans effroi la masse colossale qu'il faudra donner aux subsides nouveaux ; que dis-je , vous la verrez avec la satisfaction d'un citoyen vraiment politique , parce que vous verrez cette somme prodigieuse de tributs remplacer la multitude des perceptions fiscales , ecclésiastiques , féodales , judiciaires , municipales , qui se trouvoient variées en cent manières , par des millions

de mains avides , chacune ayant un titre d'oppression différent. Que désormais la nation perçoive seule , avec dignité , sur elle-même le prix de la protection qu'elle accordera aux jouissances personnelles des individus. Qu'ils ne voient qu'avec satisfaction , dans l'immensité du tribut national , exigé sous six formes différentes , une réunion modérée & moins onéreuse des tributs particuliers innombrables , qui maintenant épuisent , vexent , tourmentent de malheureux citoyens , mis à contribution de tous les côtés , à la fois par cent especes d'exaëteurs inexorables , & que chaque citoyen ne doive plus rien qu'à sa patrie.

Cette patrie , dont chaque citoyen est tributaire , ne doit l'être de personne. Ainsi , les pensions pécuniaires n'entreront , ni dans la classe de ses encouragemens , ni dans celle de ses gratifications ou de ses bienfaits : la vertu ne manque jamais de la seule récompense digne d'elle , le témoignage de la conscience & l'estime publique. Les talens sont assez excités par le desir de la gloire , & assez couronnés par le succès. Le citoyen qui remplit son devoir n'a rien à demander ; celui qui est allé beaucoup au-delà , jouit de la reconnoissance qu'il a méritée ; & sa satisfaction intérieure a passé , comme sa vertu , les bornes ordinaires. C'est avilir le génie ou les mœurs , que de les apprécier en argent : le talent

L'état ne
donnera au-
cune pension.

& la vertu élèvent l'ame; gardons-nous de décerner une récompense qui la rabaisse. Les sions multipliées rendent une nation mercenaire: l'inepte législateur affiche ainsi que l'or est le plus grand bien, & que le mérite du cœur & de l'esprit, n'est qu'un moyen de l'acquérir. Les productions excellentes de l'esprit humain, le patriotisme éminent, les actions héroïques sont les enfans de l'honneur : c'est un bon pere qui veillera à leur accroissement. Donnons-lui des secours, & non à l'avarice qui gâte & corrompt tout ce qui l'accompagne ; des honneurs, des éloges publics, des monumens de reconnoissance, de vénération, d'amour ou d'admiration, des délibérations honorables des états-généraux & provinciaux, des inscriptions publiques, des préséances flatteuses, la noblesse personnelle, la préférence des places électives donnée par acclamation : voilà ce qu'il faut aux François pour régénérer le génie national, & non le salaire de l'esclave. C'est ainsi, grand ministre, que se feront deux grands biens dignes de vous, celui d'économiser les finances nationales, & d'augmenter la vertu publique.

Voilà l'esquisse du plus grand projet d'administration de finances qu'ait eu encore aucune nation du monde ; il est digne d'être exécuté, perfectionné par le ministre le plus laborieux, le plus vertueux, & le plus profond en ce genre qu'ait jamais eu aucun gouvernement.

CHAPITRE IX.

Religion.

547.

NULLE société ne peut subsister sans une religion quelconque. La police n'arrête que le bras du méchant ; la religion en réforme le cœur. La police punit les excès des passions ; la religion les enchaîne. La police contient les attentats des pauvres sur les propriétés des riches ; la religion en ôte jusqu'au desir. La police nourrit le pauvre dans le tems de disette ; la religion , en détachant ses regards d'une terre ingrate , les élève vers le ciel , cet heureux terme de ses besoins. Il est un point où s'arrêtent les fonctions de la police , & où continuent les bienfaits de la religion : elle soutient l'homme dans l'adversité , le console dans la vieillesse , l'instruit dans tous les états & dans tous les âges.

Usage de la religion.

Qu'on perfectionne la police tant qu'on voudra ; elle ne sauroit toute seule maintenir la sûreté publique. Les peines , les supplices peuvent bien effrayer le petit nombre de méchants qui ont échappé aux chaînes invisibles de la religion ; mais quelle seroit la puissance publique capable d'arrêter un peuple entier de forcenés , dont les passions , les

besoins , & la fureur de l'indépendance n'auroient plus ce frein puissant des nations que forment le respect de la divinité , l'empire de ses commandemens , l'attrait de ses récompenses , la crainte de ses jugemens.

Exhortation
à l'incrédule
de laisser subsister l'idée
d'une autre
vie.

Que l'incrédule jouisse de la liberté de ses opinions , c'est le droit de tout être pensant ; qu'il cede même au desir si naturel à l'homme qui se croit éclairé , d'éclairer ses semblables. Cette communication d'idées est un des besoins de la société qu'il ne faut pas négliger , par la crainte de ses abus , mais qu'il n'oublie jamais qu'il est citoyen ; & qu'en égarant , sans le croire , & sans le vouloir , un certain nombre d'esprits trop faciles , il doit laisser du moins à la société la sauve - garde indispensable que lui assurent l'empire des loix divines , les terreurs , les espérances de l'autre vie , le frémissement attaché à l'idée d'un jugement suprême , & l'impression profonde que fait par les sens sur l'ame du peuple la pompe & la majesté du culte divin.

548.

Eloge du
sacerdoce.

Une religion aussi nécessaire , aussi pure , suppose des ministres purs & nécessaires comme elle ; Oui , le sacerdoce est une profession sublime , qui , par les lumières & les mœurs qu'il exige , par ses grands rapports avec la sûreté sociale , & par la dignité de ses fonctions , a mérité de for-

mer le premier ordre de l'état. Les prêtres sont des êtres, pour ainsi dire, intermédiaires entre Dieu & les hommes; ils sont les dispensateurs des grâces, des pardons de la divinité, les organes de ses menaces, les interprètes de ses loix. Tout, j'en conviens, dégénère ici - bas, jusqu'aux hommes qui foulent sans cesse les marches des autels : c'est le sort de l'humanité. La dignité sacerdotale s'est ressentie sans doute de la corruption universelle : mais un moment encore, & nous la verrons se régénérer avec un éclat étonnant.

549.

Commençons pour cela par bien garder les avenues du sacerdoce qui étoient ouvertes à tout venant, & repoussons cette foule de jeunes gens qu'on traîne à l'autel pour en débarrasser des familles, ou qui s'y jettent, tête baissée, avec le même esprit qui en fait voguer d'autres vers le nouveau-monde. Si dans un âge mûr, & avec une raison développée, on ne peut envisager l'auguste ministère des autels qu'avec un saint frémissement, est-ce à des enfans à s'y vouer, ou à des parens à les y destiner ? On pourra bien se préparer intérieurement dès l'issue de l'enfance à mériter un jour la faveur d'opter entre cette caste divine & les castes sociales. Mais ce n'est qu'après vingt-un ans révolus qu'il sera permis de faire cette option importante, & de l'annoncer.

On ne pourra entrer avant 21 ans dans l'état ecclésiastique.

550.

Le candidat ira se présenter au séminaire , où ; selon les notes de ses professeurs au collège , & selon l'opinion publique sur ses talens & sur ses mœurs , il sera admis , ou ne le sera pas. Dans le cas même de son admission , il ira vivre dans sa famille , jusqu'au moment où son tour sera venu d'entrer au séminaire.

551.

L'éducation
sera gratuite
dans les sé-
minaires.

Toutes les dépenses des séminaires seront à la charge de la nation ; l'éducation ecclésiastique s'y fera gratuitement , à l'exception des vêtemens des séminaristes , & ces vêtemens seront uniformes : s'il est néanmoins des familles généreuses qui veuillent épargner à l'état quelque partie de cette dépense publique , on recevra leurs dons quelconques , & un registre particulier en contiendra la reconnoissance.

552.

L'éducation
des élèves ec-
clésiastiques
durera quatre
ans dans les
séminaires.

L'éducation ecclésiastique qui sera donnée dans les séminaires durera quatre ans sans interruption ; après lesquels les séminaristes remplaceront les vicaires qui auront été nommés à des cures ; & ceux d'entr'eux qui , après leur éducation finie , n'auront pu être placés , en attendront le moment dans le sein de leurs familles.

Les ordres sacrés seront donnés tous à la fois En quel temps
seront... donnés
les ordres
sacés.
aux séminaristes, & seulement six mois avant
leur sortie du séminaire.

Ne pourront être admis au séminaire que des Etudes pré-
alables de qui-
conque vou-
dra entrer
dans l'église.
sujets qui auront fait dans un collège, & avec
succès les cours ordinaires, à l'exception des cours
de mathématiques, & de ceux qui en sont des dé-
pendances.

C'est à ce premier degré d'éducation publique
que sera ajouté dans les séminaires l'enseigne-
ment du *code pastoral*, dont il ne sera pas ques-
tion dans les collèges. C'est pour cela, que je
place au chapitre de la religion cet enseignement
qui d'abord sembleroit appartenir au chapitre de
l'éducation publique.

Le code pastoral sera la science propre aux Le code
pastoral sera
la science ec-
clésiastique &
aura cinq par-
ties.
ministres de l'église ; il sera écrit en françois,
& sera divisé en cinq parties principales : savoir,
la partie *fondamentale*, la partie *dogmatique*,
la partie *morale*, la partie *législative*, & la partie
pratique. Donnons une idée exacte, mais gé-
nérale de chacune de ces parties.

Ce que sera
la partie fon-
damentale
du code pas-
toral.

La partie *fondamentale* sera une traduction en langue françoise , de l'ancien & du nouveau testament , faite sur l'hébreu , à laquelle concourront dans chaque province tous les particuliers instruits de cette langue antique. Cet ouvrage sera confié par la nation aux soins & aux lumières du clergé de France , qui , après l'avoir approuvé dans une assemblée générale , le proposera aux états-généraux , pour être ultérieurement sanctionné & publié sous le titre de *traduction nationale des saintes écritures*.

On pourra , dans cette traduction , glisser par-ci par-là quelques mots étrangers au texte , & qui en seront distingués par la lettre italique , mais dans les cas seulement où ces mots seront nécessaires pour l'intelligence du texte original.

Cette traduction nous laissera un autre bien à desirer , à solliciter même de l'église universelle , mère commune de tous les peuples ; ce sera que chacun fasse dans son idiome toutes les prières qu'il fait dans l'idiome d'un peuple idolâtre , d'un peuple qui long-tems fut le persécuteur de cette même religion qui s'obstine à parler sa langue , en détestant son ancien culte.

La partie *dogmatique* du code pastoral sera ^{Ce que sera la partie dogmatique du code pastoral} uniquement l'histoire ecclésiastique, en ce qu'elle a de relatif aux dogmes de la religion ; ce ne sera point par conséquent un récit détaillé des événemens politiques, des révolutions des empires, des guerres, des batailles, en un mot, de tous les faits qui n'auront que des rapports éloignés avec la doctrine chrétienne dans tous les siècles. Le dogme sera toujours le but de l'historien.

Cette partie sera donc principalement l'histoire en raccourci des erreurs religieuses, nées dans chaque siècle, des principales preuves dont elles furent étayées, par les hérésiarques ou par les sectaires, des principaux moyens de réfutation qu'opposèrent à ces erreurs les défenseurs de la foi, connus sous le nom de pères de l'église, des décisions des conciles, qui condamnerent ces erreurs, & déclarerent le vrai dogme de la foi catholique, sur la question controversée.

Un silence éternel sera imposé par cette partie même du code pastoral, sur toute question que l'église assemblée dans un concile général n'aura pas formellement décidée.

On bannira sévèrement de cette science auguste ^{Abrogation de l'ergotisme théologique.} l'art sophistique de multiplier les objections, pour

briller par la subtilité des réponses, l'indécence de faire une arene de disputeurs éternels, d'un champ de vérités religieuses, qui ne demandent qu'une foi, humble, silencieuse & soumise; on y proscrira pour toujours toute espece d'argumentation, forme barbare de querelle, plutôt que d'instruction, moyen d'embrouiller la vérité, plutôt que de la découvrir, reste ignoble des siècles d'ignorance, ou peu occupé d'avancer dans la carrière des connoissances de toute espece, le talent s'escriroit à vétiller sur des riens.

Ainsi sera heureusement réformée cette théologie scholastique, devenue quelquefois l'école du fanatisme & de l'intolérance, deux fléaux de l'humanité qui, pour faire prédominer des opinions, ont troublé en tant de lieux la tranquillité publique, tant excité de persécutions horribles, tant causé de révolutions, tant versé de sang chrétien: ainsi finira cet ergotisme théologique qui gâte les esprits, désorganise les têtes, aigrit les cœurs, influe sur les procédés, & dénature tant d'ames: ainsi finira cette chaleur des disputes, qui fait dégénérer des recherches de la vérité en combats d'amour-propre, qui exalte l'orgueil, qui porte dans la controverse l'entêtement & la mauvaise foi, qui commence par égarer la justesse de l'esprit, & finit par le gauchir entièrement; qui fait succéder à la contradiction le ressentiment & la haine; qui ferme par vanité les yeux à l'évi-

dence , par cela seul qu'elle est démontrée par un itagoniste , & qui même , dans les contestations société , donne la vicieuse habitude de courir l'objection , avant d'avoir saisi la these.

559.

Dans la partie dogmatique du code pastoral , Maniere dont l'incrédule sera réfuté dans la partie dogmatique du code pastoral tramera essentiellement la réfutation du déiste & le l'athée , mais que la modération soit le caractère imperturbable de cette controverse. Le calme da la dispute n'est pénible qu'à celui qui a du avantage : n'agrissons pas des esprits qu'il faut ramener , il est affreux d'injurier de la même main qui défend les injures ; l'incrédule n'est-il pas plus malheureux encore que coupable ? Pourquoi ne pas l'envifager plutôt sous ce second rapport que sous le premier ? Pourquoi lui faire haïr la vérité , en la mêlant à l'outrage ? Pourquoi ne pas le presser sur notre sein , au lieu de le repousser ? Pourquoi ne pas le conjurer avec un amour tendri de ne pas se perdre avec ceux qu'il égare , au lieu de l'anathématiser à l'avance ? O défenseurs de la foi , pourquoi cette aigre colere , déguisée sous le nom de zele dévorant pour la maison de Dieu ? Craignez-vous que les puissances de l'enfer travaillent contre l'église ? Non , non , l'incrédulité est pour la foi qu'un creuset , d'où elle sortira plus brillante & plus pure.

L'esprit de
persécution
sera proscrit
par la partie
dogmatique
du code pas-
toral.

Sur-tout que la nouvelle théologie abjure l'esprit de persécution , si contraire à l'esprit de l'évangile ; qu'elle désarme , dans un retour de charité , les puissances qu'elle avoit armée pour elle dans sa fureur. Que craignez-vous de l'insurrection des incrédules contre le ciel ? elle est plus foible encore que cette guerre fabuleuse des Titans contre le dieu de l'empirée. N'opposons à cette présomptueuse audace que la sécurité , l'instruction & la douceur. Qui ne fait aujourd'hui qu'un zele cruel pour les intérêts de la vérité , ne fait qu'enraciner l'erreur & la propager ? Qui ne fait que l'œil du gouvernement , en s'arrêtant sur des sectes qui se font la guerre , en ranime les combats ; qu'en favorisant l'une , il les embrase toutes deux , l'une du feu de la persécution , l'autre , des feux de la vengeance ? Qui ne fait que les proscriptions , & les supplices mêmes sont l'aliment du fanatisme , & qu'elles exaltent le courage du martyr de l'erreur , comme celui du martyr de la foi ?

La violence , en fait de religion , n'est pas seulement tyrannique ; elle est encore pour elle un secours très-inutile , même injurieux à la divinité , absurde enfin , sous quelque point de vue qu'on l'envisage. Qu'il est pitoyable le bras de chair , qui prétend aller au secours du bras tout-puissant

de ce bras qui fait des cœurs ce que fait le potier de son argile ! Qu'il est révoltant le brutal qui frappe l'aveugle , pour le faire marcher dans le bon chemin ! Qu'il est odieux le tyran des esprits , qui commande la foi sous des peines iniques , au lieu de la persuader avec une douceur tolérante ! Qu'elle est sacrilège l'idée qu'on se fait du Dieu des chrétiens , en lui prêtant , comme aux dieux du paganisme , le goût des victimes humaines !

Ce sont ces grandes maximes qu'on gravera en caracteres d'or , dans la partie dogmatique du code pastoral , & qu'on inculquera dans l'esprit , dans les cœurs des adeptes ecclésiastiques , avec d'autant plus de force & d'attention qu'il s'agit d'opérer une révolution dans l'esprit du clergé , de faire de toutes les réformes la plus difficile , celle des erreurs religieuses , & de régénérer les mœurs les plus désespérées , celle des dévots cruels qui , par des persécutions contre ceux qu'ils appellent les ennemis de Dieu , croient acquérir des droits à ses faveurs , & presque à sa reconnaissance.

561.

Il est encore , dans la doctrine chrétienne , des maximes sacrées , qui assurent également les droits du peuple & de la couronne ; matière importante sur laquelle il importe à la nation de modifier des opinions trop reçues encore dans certaines écoles ,

Les droits respectifs du peuple & du roi seront assurés par la partie dogmatique du code pastoral.

Bb 3

& qui ont transpiré dans certains cahiers clergé.

La religion est la commune protectrice nations & des gouvernemens qu'elles ont adopté que la piété ne se laisse point séduire par des opinions indiscretement religieuses, qui sacroient l'un de ces grands intérêts à l'autre, & qui, sous prétexte de maintenir dans les souverains l'image de la divinité, & de son indépendance, leur laisseroient le pouvoir de la défiger & de la déshonorer impunément au détriment de la liberté, de la félicité publiques.

Loin de nous toute maxime favorable aux de l'autorité souveraine : que jamais le genre humain, asservi par des tyrans, ne puisse repro à la religion d'avoir jetté les fondemens du despotisme, & d'avoir resserré les chaînes des nations.

562.

Principe fondamental sur la source de l'autorité royale.

C'est à la vérité un principe fondamental de théodicée, que Dieu seul est la source unique toute autorité; & que c'est toujours à lui que nous obéissons, en obéissant aux hommes revêtus de la toute-puissance. Ne cessons jamais de rendre hommage à cette grande vérité, gardons-nous de dire, comme certains philosophes, que la source de la souveraineté est dans la concession du peuple, assertion ambiguë, dont la religion bien entendue démêle facilement le faux & le vrai.

Oui , grand Dieu ! la religion te reconnoît pour seul maître dans la nature ; tu es à ses yeux la source unique de toute autorité , de toute puissance ; toi seul as droit aux hommages de l'homme ; c'est à toi seul qu'il obéit , en obéissant aux supérieurs que lui donne la société , depuis le monarque jusques au moindre échevin , on outrageroit la divinité par un reste de paganisme , si on s'abaissoit jusqu'à fléchir le genou devant tout autre que devant toi.

563.

Mais la religion , bien loin de tirer de ce principe des conséquences funestes , au bonheur & à la liberté du peuple , par des extensions de pouvoir & d'indépendance , en faveur du monarque , oppose pour barrière à ces conséquences dangereuses les maximes suivantes.

Maximes qui n'ont rien de contraire à ce principe fondamental.

C'est le vœu du peuple qui a établi la monarchie , de préférence au gouvernement républicain.

Un particulier n'a pu être revêtu de la royauté , que parce que le peuple a conjuré le roi de l'univers , de lui communiquer une partie de son autorité suprême , non pour faire parade de son empire , mais pour être ici bas l'image & l'instrument de cette providence attentive & bienfaisante qui veille aux besoins des humains.

Dieu tempère , au gré des nations , l'émanation de pouvoir qu'il doit accorder à leurs souverains.

Les mortels , étant tous fortis égaux de sa toute puissante , il leur a permis de mettre au sacrifice de cette égalité les conditions qu'ils jugeroient les plus propres au maintien de la félicité sociale.

La théocratie étant la base commune de tous les gouvernemens ; ils sont tous également agréables à la divinité , & laissés par sa bonté au choix des nations.

Par conséquent , le choix du gouvernement & du souverain vient de l'homme ; quoique la souveraineté n'ait son principe qu'en Dieu seul.

Toute monarchie suppose un pacte fait sous les yeux de la divinité , entre le peuple & l'individu , qu'il place sur le trône , pacte pour l'exécution duquel Dieu même reçoit le double serment des deux parties ; qui oblige l'une d'être juste & protectrice , l'autre soumise & fidelle ; celle-ci d'obéir au monarque , celle-là , d'obéir à la loi.

Cette loi , sous laquelle doit fléchir la tête couronnée , n'est pas celle qu'il lui auroit plu de faire elle-même ; pacte absurde , qui auroit fondé le despotisme dès le berceau de la monarchie , en laissant le monarque seul arbitre des limites de sa puissance.

Il est donc nécessaire de présumer qu'il fut des loix jettées avec les fondemens des états , pour

en assurer le bonheur , la sûreté , la liberté ; & que , ces loix , ce fut le peuple qui les fit.

Le peuple ayant été , dès l'origine , un peuple législateur qui se donna à lui-même , comme au chef nouvellement élu , des loix également impérieuses , il n'abdiqua , ni ne put abdiquer cette législation , si nécessaire au maintien de sa félicité publique , il ne soumit ni ne put soumettre pour l'avenir , la volonté de tous à celle d'un seul ; mais au contraire il se maintint dans le droit de se gouverner lui-même , par sa propre volonté revêtue des formes de la loi.

La loi , dans une monarchie , ne peut être autrement définie , que la volonté générale d'un peuple rassemblé sous le gouvernement d'un seul ; loi qui soumet également & le chef & les membres , & qui ne donne à l'autorité souveraine , d'autre influence , en matière de législation , que celle de présider le corps législatif , de concourir à la législation par son suffrage , même par des projets de loi mis sous les yeux de l'assemblée , d'en surveiller l'exécution , & de l'assurer , s'il le faut , par toute sa puissance.

Le même traité qui fait régner un seul homme , l'oblige de régner avec autant d'équité que de douceur , & de s'éloigner du despotisme autant que son peuple s'est éloigné de l'anarchie ; il n'est par conséquent que le premier sujet de la

loi , cette souveraine par excellence du royaume & du roi tout ensemble.

Un roi n'a d'autorité légitime que celle qui lui a été donnée par les loix fondamentales de faire exécuter les autres , il n'a ni plus ni moins d'autorité que la loi n'a d'étendue , tout au-delà de ces bornes sacrées est usurpation , attentat , crime de lèse-majesté humaine & divine ; oui , divine ; car c'est manquer audacieusement au témoin , au garant suprême du pacte originaire entre la nation & le chef qu'elle a bien voulu se donner.

Comme l'église universelle est au-dessus du chef visible qu'elle a sur la terre , & qu'en concile , elle a le droit de le dominer , chaque peuple est de même supérieur à son souverain , comme le genre humain est supérieur à tous les rois , ainsi la nation assemblée jouit , indivisiblement avec le monarque , de la plénitude de l'autorité royale.

Tout monarque a donc au-dessus de lui Dieu ; la loi , la nation même ; puisque ce n'est pas pour lui que la nation est faite , mais qu'il est fait pour elle ; par conséquent il est comptable à Dieu & à la nation de l'abus qu'il pourroit faire de son autorité.

564.

Responsabilité des ministres.

Celui qui est sur le trône l'image de la divinité , est présumé toujours vouloir le plus grand

bien de ses peuples. Des opérations contraires à ce desir nécessaire de la royauté ne peuvent être regardées comme les torts du souverain, - mais comme des crimes de ses ministres. Les attentats faits à la constitution de l'état ou à la loi sont toujours une forfaiture ministérielle de toutes la plus grave, & qu'il est le plus nécessaire de punir. Les ministres sont, à cet égard, les justiciables, d'abord des censeurs établis par la nation, ensuite de la nation elle-même en dernier ressort. Quand même le monarque assureroit que les attentats ministériels sont l'effet de ses ordres, & que les ministres n'y ont eu d'autre part qu'une obéissance forcée; une telle déclaration ne pourroit être regardée, dans sa bouche, que comme un moyen officieux qu'emploieroit sa clémence pour sauver un coupable. Cette allégation prouveroit de plus en plus la surprise faite à sa religion par le ministre qui l'auroit conseillée. A l'égard du ministre prévaricateur, une justification ainsi mendée seroit un crime de plus; & en le supposant l'instrument involontaire de la tyrannie, il ne pourroit ni se laver du reproche d'avoir préféré de honteux abus de sa place, à la gloire d'une abdication éclatante & motivée, ni se soustraire à des peines sévères. C'est ainsi que se démontre la responsabilité des ministres demandée par certains

cahiers ; c'est ainsi que se concilie la sûreté personnelle du monarque , tendant au despotisme , avec le droit incontestable de la nation de réprimer les attentats de l'autorité souveraine ; c'est ainsi qu'en méditant avec profondeur de grandes vérités en apparence 'contraires , on découvre les secretes liaisons qui les unissent & les amalgame ; c'est ainsi qu'on parvient à remarquer que , sous le voile du paradoxe , se donnent la main les droits respectifs des nations & des rois.

565.

Le pacte social, quoique non écrit, n'est pas moins certain

Qu'on ne me demande pas où est écrit le pacte primordial , convenu entre la nation & ses premiers rois. Eh ! Qui auroit pu penser à l'écrire dans un moment d'engouement universel , où l'amour & l'admiration pour celui que couronnoit le vœu général , laissoient ses électeurs sans défiance sur sa fidélité à ses engagements ? Ingrat citoyen , qui pourrois te permettre un doute infidèle sur l'existence d'un pacte social , qui fait ta sûreté comme ton bonheur , apprends qu'il est gravé dans le cœur de tous les hommes , que ce droit national , par toi méconnu , est le droit même de la nature , droit inaliénable , par conséquent imprescriptible ; apprends que c'est outrager le genre humain , de soupçonner qu'il ait pu , qu'il ait voulu s'abandonner à des hommes injustes ou à des maîtres barbares.

Non , que jamais la science des prêtres ne méconnoisse aucune de ces maximes qui sont la sauve-garde de la nation françoise ; qu'elles soient toutes consacrées par le code pastoral dans sa partie dogmatique ; que jamais une théologie oppressive ne se trouve en contradiction avec le droit public , & n'ait , aux yeux des bons citoyens , la tache de servir d'auxiliaire au despotisme des rois.

566.

L'état fait à la théologie de l'école un reproche de plus , celui de nuire essentiellement au commerce , le plus ferme appui de la monarchie , en prohibant , par un rigorisme arbitraire , le prêt à terme , dans lequel seroit stipulé l'intérêt de la somme , quoique n'excédant pas le taux fixé par la loi. Ce seroit s'engager dans une digression trop longue que d'entreprendre la réfutation de cette décision théologique , non-seulement destituée de fondement , mais encore pleine d'inconséquences & de contradictions , quand on la rapproche de certains autres cas où elle regarde l'intérêt comme permis. Il nous suffira de remarquer ici que cette erreur a passé malheureusement de la théologie dans la législation ; mais que la nation , s'étant éclairée sur ce point en plus grande proportion que le clergé , a , depuis long-tems , abjuré cette

Rigor
théologic
sur l'int
d'une sor
précée à
me.

erreur. Il est certain que les tribunaux tolèrent, sous leurs yeux, ce retour à la saine raison & à l'économie politique, en laissant néanmoins subsister une loi qu'il n'est pas en leur pouvoir de détruire. Le gouvernement, de son côté, par son influence & par son exemple, a favorisé, accrédité cette espèce de prêt salulaire à l'état, tout en différant d'abroger la loi qui l'a prohibé; mais déjà proscrite par l'opinion universelle dénoncée aux états-généraux dans nombre de cahiers, cette loi ne peut échapper à la censure nationale. Le prêtre s'obstinant sur ce point antisocial de la théologie, s'opposera-t-il seul à la loi nouvelle que la nation réclame à grands cris? Nous déplorerons l'imprudence qui lui fera compromettre ainsi l'honneur de sa doctrine, & accoutumer le peuple à n'y pas croire.

567.

Tolérance
silence dé-
cé de la
théologie sur
vice des lo-
ies.

Autre reproche qu'on pourroit faire à la théologie, c'est sa tolérance, c'est son silence déplacé sur le vice des loteries.

Eh, quoi! Les contradictions & les paradoxes sont-ils donc tellement attachés à la condition humaine, que, jusques dans l'église de Dieu, la science de ses ministres en soit infectée? La même logique qui a proscrit un intérêt légitime du prêt à terme, a approuvé, sollicité des loteries, aveuglée sans doute par

la destination qu'on avoit ci-devant faite de certaines loteries à des œuvres pies. Quoi ! des loteries établies sous les auspices de l'église & à son profit ! Ah ! Revenez de cette erreur intéressée , ministres du seigneur , & voyez l'abus qu'on en a fait ensuite au profit du gouvernement. Vous devez à l'ordre public une réparation. Déclarez enfin dans le nouveau code pastoral , que ces machinations de finances sont contraires aux bonnes mœurs , funestes à toutes les classes de la société. Alarmez les consciences des ordonnateurs sur l'indignité de cet impôt séducteur , qui tend des pièges à la cupidité ; qui présente à l'indigent un vain espoir de fortune pour l'appauvrir de plus en plus ; qui donne sans cesse la tentation des vols domestiques , par l'appât d'un gain suffisant pour s'affranchir du service ; qui passionne pour le jeu la nation entière ; qui ruine & corrompt tout à la fois la partie pauvre de la nation , en rendant un peuple entier victime de l'illusion perfide de quelques exemples de bonheur ; & qui forme l'aisance d'un très-petit nombre d'individus du malheur de la multitude.

Rendons néanmoins justice à l'amélioration de la doctrine religieuse sur cette iniquité fiscale. Un prélat vient de lui jeter la première pierre.

Ce que fera
la partie mo-
rale du code
pastoral.

La partie *morale* du code pastoral ne sera pas ce volumineux recueil de cas de conscience qu'enfante la féconde imagination d'un casuiste qui s'évertue à créer des especes imaginaires ou alambiquées, pour le plaisir de les décider avec subtilité. Laissons-lui le projet tout à la fois immense, dégoutant & ridicule de composer une morale avec des cas particuliers. L'ineptie de ce travail est comparable à celle d'un détailliste jurisconsulte qui entreprendroit de faire un corps de jurisprudence, en ramassant toutes les especes particulieres de contestations possibles, dans la seule vue de décider chacune d'elles par un certain nombre de loix générales.

Le législateur moral, comme le civil, généralise ses idées, n'apperçoit que par abstractions, n'embrasse que les principaux genres, ne pose que les principes féconds; il dédaigne les conséquences & les especes particulieres: ce dernier travail est celui du patient manœuvre, qui se fatigue à appliquer sa regle à tous les cas singuliers, à la façon des toiseurs.

La partie morale du code pastoral ne répètera pas non plus ce qu'aura dit la partie morale du code national, sur les devoirs communs à tous les hommes, sur les devoirs particuliers de sujet, de pere, de fils, d'époux, de citoyen, de magistrat

gistrats d'ordonnateur en tout genre , de noble ; de commerçant , d'agriculteur , d'artisan , de manœuvre ; on n'y répétera pas non plus ce qu'aura dit le code national , d'après les plus grands philosophes , de toutes les vertus morales , civiles & politiques , comme la tolérance civile , la probité , la véracité , le secret , l'amitié , la reconnaissance , le désintéressement , la modération des desirs , la tempérance , la compassion , la bienfaisance , la modestie , la patience , la douceur , le mépris des injures , le pardon des ennemis , &c. , &c. Tout cela sera supposé par la morale du code pastoral : celui-ci commencera ou finira le premier.

Ce sera d'abord une comparaison achevée de la morale des philosophes anciens & modernes avec celle de l'évangile , non pas pour déprécier ou censurer la première , mais pour indiquer ce qui lui manque , & ce en quoi la morale chrétienne lui est supérieure.

556.

Qu'elles soient à jamais bannies de ce nouveau code les déclamations & les invectives du théologien & du prédicateur contre des hommes précieux à l'humanité , qui ont honoré la raison humaine par la théorie des vertus qui ont influé prodigieusement sur les mœurs sociales , par la majesté du précepte , & par l'ascendant de l'exem-

Eloge des
philosophes
moraux.

ple , qui ont créé par-tout la législation civile & politique , qui ont éclairé les régions où n'avoit pas pénétré le flambeau de la foi , qui , par les seules forces de la nature & de la raison , ont élevé les nations à un haut degré de vertu civique & sociale , & qui ne pouvant nulle part faire des saints , ont par-tout fait des hommes.

Que sous ces rapports ils soient applaudis par les ministres même de la religion ; que ceux-ci aient désormais à considérer les écrivains moraux , comme des précurseurs de la morale évangélique , des co-opérateurs de la prédication religieuse , des législateurs secondaires de ceux qui auront méconnu les préceptes de la loi divine , des guides qui , à la lueur de la raison humaine , ont conduit dans les voies de la vertu morale les peuples qui n'ont pas connu l'évangile , & ci les peuples qui l'ont connu , les hommes que sa rigueur sembloit rebuter.

Que , pénétrés de cette utilité de la philosophie , les prêtres l'invitent à se rapprocher de la religion , & à s'associer avec elle pour l'amélioration des hommes , qui , sourds à la loi divine & à la voix des pasteurs , prêteront encore l'oreille aux leçons de la sagesse humaine.

C'est dans cet esprit que sera composée la partie morale du code pastoral. Ce code , au lieu de jeter des regards de mépris sur le code moral de la philosophie , s'en aidera , mais en lui donnant un

fondement plus solide , des motifs plus purs , des secours plus puissans , & des espérances plus magnifiques.

557.

Descendant ensuite aux vertus propres à l'état ecclésiastique , & aux vices qui pourroient le dégrader , l'avilir aux yeux des hommes , ce code inspirera d'une part l'horreur du fanatisme , de l'intolérance , de l'égoïsme , de l'orgueil , de l'avarice , de l'hypocrisie , des indiscretions du zèle & de l'aigreur des censures ; d'autre part le goût de la piété , de la modestie , de l'édification publique , de la paix , de la charité , de la continence.

Devoirs que
prescrits aux
prêtres la par-
tie morale du
code pastoral

De la théorie passant à l'exemple , la partie morale du code pastoral exhortera puissamment tous les pasteurs à être sans cesse auprès de la nation , des états provinciaux , des municipalités , des particuliers , les avocats infatigables de la cause des pauvres & des malheureux de toute espèce ; à solliciter sans relâche pour eux , des secours publics & particuliers , à être les tendres consolateurs du peuple dans les calamités , à tenir l'œil toujours ouvert sur l'état & les traitemens des malades dans les hôpitaux , à réclamer sans cesse de chaque province en corps , & des charitables individus , les fonds nécessaires pour faire subsister le pauvre peuple dans l'hiver & dans les années de disette par des ateliers de charité , ou

pour donner un travail domestique aux personnes impropres aux travaux publics. Ce code exhorte les pasteurs à visiter les prisons , à y recueillir les plaintes des malheureux , à exciter le repentir des criminels qu'elles renferment ; ce code exhortera les pasteurs à n'avoir aucun repos , jusqu'à ce qu'ils aient obtenu de l'humanité & de la douceur de nos mœurs , qu'on ne confonde plus les mêmes dépôts , l'indigence insolvable avec le crime ; qu'on traite celui-ci sans barbarie , celle avec des attentions & des égards consolans ; qu'on mure les cachots , ces supplices anticipés , pour être de l'innocent ; qu'on ne refuse ni la lumière , ni des courans d'air salutaires à des hommes que la loi n'a pas encore déclarés indignes du jour ; ni condamnés à une mortelle suffocation ; qu'on y donne une entrée libre , un accès facile aux secours de la charité , aux consolations de la religion ; qu'on épargne enfin aux prisonniers froids rongeurs de l'oïveté , & les retours de l'infortune sur elle-même , par des occupations de travail qui soient compatibles avec la santé , qui fassent diversion au chagrin , & qui puissent tempérer par quelque gain la rigueur des privations qu'on endure dans l'horrible enceinte de ces murs.

Ce code enfin exhortera les pasteurs à prévenir les divisions des familles , à y rétablir la concorde & la paix , à modérer l'acharnement

créanciers, à réconcilier des ennemis, à procurer des asyles décens aux jeunes personnes dont la beauté pourroit tenter le vice, & que l'indigence laisse si facilement séduire, & à mériter ainsi le titre touchant de peres du peuple.

La partie législative sera uniquement un corps de discipline ecclésiastique, composé des réglemens qui auront été faits par les états-généraux pour le clergé du royaume, & dans lesquels se trouvera inséré l'esprit des saints canons que la nation aura jugé pouvoir s'adapter à nos mœurs & à la constitution nouvelle de la monarchie. Ce corps de discipline sera la description complète du régime ecclésiastique, séculier & régulier. Les prélats, à la tête de leurs synodes, pourront rendre des ordonnances de police ecclésiastique, tendante au maintien de la décence & des mœurs, & ces réglemens, en cas d'appel, seront provisoirement exécutés : mais en ce qui concerne le régime général de l'ordre ecclésiastique & son existence politique, comme cette espece de législation ne peut appartenir qu'à la nation seule, les synodes diocésains, les conciles provinciaux, les assemblées générales du clergé ne pourront, à peine d'arrentat à la puissance législative, faire d'autres réglemens sur la constitution particulière du clergé de ce royaume, que ceux qui ordon-

Ce que sera
la partie légis-
lative du
code pastoral

neroient ; au besoin , l'exécution des réglemens faits par les états-généraux.

Dans cette partie du code pastoral seront réglés les élections diverses , les gros de chaque bénéfice ecclésiastique , les droits respectifs des différentes classes , les fonctions de chacune , la foi & les objets de l'enseignement des ecclésiastiques dans les séminaires ; en un mot , tout ce qui appartient au régime de l'église , à sa discipline constitutive , & à la police des mœurs.

§72.

Le nouveau régime du clergé rendra inutiles les innombrables volumes de jurisprudence canonique.

Ils ne feront plus rien ces gros volumes , relatifs au droit canonique , ou relatifs à la juridiction ecclésiastique. Ces immenses ouvrages seront devenus inutiles , les uns par l'abandon des biens & par le retour des élections antiques , les autres par la suppression de toute espèce de tribunaux d'exception & de privilèges dans l'ordre judiciaire. C'étoit , il faut en convenir , un étrange scandale que ces gros livres pleins , d'une part , des contestations mues par les prêtres entr'eux ou contre le peuple , d'autre part de tous les objets de la juridiction gracieuse ou contentieuse qu'avoit envahis l'autorité épiscopale. Au lieu de cette bibliothèque énorme de matières canoniques , ruineuse pour les prélats les plus opulens , s'ils daignoient en faire la dépense , & dont le clergé du second ordre ignore même

le catalogue , ce ne fera qu'un petit volume de réglemens , le *vade mecum* du moindre vicaire ; & cependant ce sera tout ; graces à la parfaite régénération du clergé.

Il ne manqueroit plus à sa gloire que d'inviter le peuple dans chaque ville à faire un feu de joie de ce monceau peu édifiant de volumes de jurisprudence canonique tous devenus inutiles , & du recueil immense des arrêts provoqués par les gens d'église , & de ces énormes mémoires du clergé , & de ces tas monstrueux d'ordonnances épiscopales & de réglemens arbitraires , tous différens dans chaque diocèse , comme s'ils eussent voulu assortir la bigarrure des us & coutumes de chaque pays ; réglemens en outre variables avec la succession des prélats , comme notre administration varie avec la succession de ministres. Oui , si ces feux sont allumés de la main même des prêtres , je réponds sur ma tête des applaudissemens du peuple à tout rompre , & de l'alégresse universelle.

La partie *pratique* du code pastoral enseignera aux ecclésiastiques de toutes les classes la manière de célébrer les saints mystères , d'administrer les sacremens , de pratiquer tous les rites & cérémonies de l'église , & d'observer régulièrement tous les procédés du culte public.

Ce que sera
la partie
pratique du code
pastoral.

Ce seroit un
crime civil
autant que re-
ligieux de
troubler le
culte public.

Comme il n'y a en France qu'une religion dominante, qui est la religion catholique, il ne peut non plus y avoir qu'un culte public. Ce culte exclusif tient à la constitution ; quiconque oseroit y porter la plus légère atteinte seroit sévèrement puni, comme perturbateur de l'ordre public en matiere grave, & ce crime en seroit un contre l'état autant que contre la religion, mais dont la gravité dépendroit de la gravité du trouble, de sa publicité & de sa nature, vu non de l'œil ardent du fanatisme, mais de l'œil froid de la loi.

Maximes de
tolérance des
religions au-
tres que la do-
minante & de
leurs cultes
secrets.

Ces grandes maximes une fois établies, il n'est plus question que d'en prévenir les extensions qui, sous prétexte de conscience, pourroient nuire à la chose publique. Pour ne point aller au-delà, ni rester en-deçà des vérités relatives au culte divin, ajoutons à l'article précédent les maximes suivantes :

1°. Une religion quelconque ne peut entrer dans un royaume par voie de commandement, mais uniquement par la voie de l'instruction & de la persuasion la plus douce.

2°. Elle n'a, en entrant dans l'état, aucun droit d'attenter à sa constitution, & cette constitution a droit au contraire d'en adapter la dis-

cipline aux mœurs de la nation & à la forme du gouvernement.

3°. Quand l'état adopte une religion & son culte , il l'adopte librement , & ne peut , à son tour , commander aux individus , ni la croyance des dogmes qu'elle enseigne , ni l'exercice du culte qui l'accompagne. La seule loi à cet égard qui n'ait rien de tyrannique , est celle qui , en laissant aux consciences des citoyens toute liberté , leur défende cependant de porter quelque trouble ou quelque obstacle à l'exercice public de la religion dominante , & le droit naturel donne à l'opinion , en matière religieuse comme en matière profane , le droit de n'être soumise à aucune sorte d'empire. Par conséquent l'erreur , en fait de religion , ne peut pas , plus qu'en matière politique , donner lieu aux disgrâces du gouvernement , ni aux condamnations des tribunaux.

4°. L'esprit de la religion chrétienne est un esprit de douceur & de tolérance , autant pour la diversité des cultes que pour celle des opinions religieuses. Ce n'est d'ailleurs que par une loi de l'état , & par des motifs de tranquillité publique que se trouve prohibé dans ce royaume tout autre culte public que celui de la religion catholique. Cette loi ne pouvoit être une loi de l'église , parce que l'église ne peut faire , dans l'état des loix qui aient quelque rapport à l'é-

conomie politique, quelque sages qu'elles puissent être dans l'ordre de la religion.

5°. Quoique ce soit une loi sage dans l'état de n'y reconnoître que le culte de la religion dominante, ce seroit une inquisition tyrannique de faire des recherches sur les cultes clandestins, ou de s'en occuper.

6°. Les non catholiques n'ont donc pu perdre en France le droit que leur donnoit la nature à tous les droits civils ; & ce n'est-là qu'un commencement de justice rendu à cette classe de citoyens ; car comme l'état ne peut s'occuper ni des opinions religieuses, ni des cultes secrets, différens du culte reçu, la croyance des non catholiques ne peut être, à leur égard, un motif d'exclusion pour les places de magistrature ou des municipalités ; sauf à leur ôter le droit de suffrage dans tous les cas où il s'agiroit de religion.

Ces maximes insérées dans la partie pratique du code pastoral, seront un des grands signes de la régénération du clergé.

576.

Il convient
de rendre le
culte public
par-tout uni-
forme.

Quel sera ce culte reçu ? Qui le réglera ? Qui pourra le changer, l'altérer, le modifier, le surcharger ? Ici se réveille mon horreur pour la bizarre diversité des usages locaux. On croit changer de culte & presque de croyance, en

changeant de diocèse , quelquefois en allant dans le même diocèse d'une église à une autre. Catéchisme , bréviaires , prières publiques , cérémonies , offices divins , tout varie suivant les provinces , les districts ou les lieux , ou suivant le caprice des fondateurs , à qui on a laissé très-mal à propos le droit de surcharger le culte public , au lieu de réduire les droits attachés aux fondations quelconques , à une commémoration particulière au sacrifice de la messe , en faveur des fondateurs & bienfaiteurs de l'église en général , & de chaque église en particulier.

Est-ce donc le malheureux destin de la France d'être en toutes choses défigurée par la plus bizarre diversité , dans tous les objets dont l'uniformité seroit importante au public ? Qu'elle soit donc établie en tous lieux , cette uniformité dans l'ordre ecclésiastique par une sorte de rituel national qui fasse loi dans toutes les églises. Que le clergé de France , se conformant au vœu de la nation , se concerte pour faire évanouir toute espèce de bigarrure dans le culte extérieur. Que des confréries , au moins inutiles à la religion , n'aillent pas subdiviser une paroisse en corporations rivales , & rompre ainsi grotesquement l'unité de chaque église ; qu'en tous lieux du royaume , mêmes élémens de la religion , mêmes prières , mêmes cérémonies , même culte , annoncent des

adorateurs du même Dieu , des hommes unis par la même croyance , & que , dans tout ce vaste empire , la religion recouvre solidement ce caractère d'unité que l'apôtre célébroit par ces mots : *Unus Deus , una fides , unum baptisma.*

577.

Il convient encore que le culte public ne fasse aucune distinction des personnes.

Que les cérémonies de l'église , par-tout les mêmes dans l'étendue du royaume , soient , à plus forte raison , les mêmes pour toutes les classes de citoyens , & pour tous les individus. Que ces distinctions créées par l'orgueil , adoptées par un intérêt pécuniaire , soient à jamais bannies des temples d'un Dieu devant qui tous les hommes sont égaux , qui voit du même œil , qui met au même niveau les bergers & les rois.

Je ne fais si les ministres auroient dû permettre à la vanité des fideles , de venir , avec des distinctions graduées , ou avec une pompe analogue à la naissance , aux places , à la fortune , réclamer , au pied des autels , des sacremens ou une sépulture ; mais ce que je sais bien , c'est qu'il eût été plus convenable à des prêtres de ne pas se prêter eux-mêmes par le nombre , ou par des décorations plus riches , aux vues de l'orgueil , dans les pompes funèbres ou dans toutes autres cérémonies : ce que je fais , c'est qu'à la porte de nos temples , auroit dû tomber le faste profane que l'on auroit laissé s'avancer jusques-là ; que dans l'intérieur de

ces murs sacrés , il n'auroit pas dû se trouver plus de différence pour les rangs , les conditions & les fortunes , qu'il n'y en a dans la nature des ames , & dans le zele des prêtres pour les sauver.

578.

Les mêmes convenances auroient dû s'opposer, dans le temple du seigneur, à l'orgueil des mau-<sup>Mausolées sont déplacés dans les tem-
ples.</sup> solées : ces monumens profanes , déplacés dans le lieu saint , où le grand , abattu sous les pieds de la mort , semble vouloir sortir du tombeau pour se montrer aux vivans , où il semble vouloir partager avec l'être suprême les honneurs de ses temples , & forcer toutes les générations par un marbre éternel à conserver le souvenir de quelques hommes , dignes la plupart d'un éternel oubli.

Qu'à l'imitation des anciens peuples , des familles élèvent , à la bonne-heure , dans des palais , dans des jardins ou dans les champs , à d'illustres personnages de leur sang , ces monumens d'amour , de vénération ou de reconnoissance , & que les parcs les plus rians , tracés par des mains philosophes , soient parsémés de lugubres mausolées : mais que Dieu seul soit grand dans ses temples.

579.

Ce n'est pas assez que les cérémonies de l'é-<sup>Déformais toutes les
fonctions des
prêtres seront
gratuites.</sup> glise soient par-tout uniformes , la décence , la

dignité du culte extérieur demandent encore qu'elles soient gratuitement faites ; il est affreux d'imaginer que le peuple puisse confondre le prix du sacrifice des autels , des prières , des sacrements , ou d'autres fonctions saintes , avec l'honoraire des prêtres ; que ceux-ci ayant , pour toutes leurs fonctions , des droits pécuniaires , soient en contradiction perpétuelle avec les leçons de désintéressement qu'ils donnent au peuple ; il est affreux que des usages avilissans aient donné aux ministres de l'église , les apparences , tantôt de la simonie , tantôt de la mendicité , toujours de l'avarice ; & que le malheureux peuple retrouve , jusqu'au pied des autels , l'image odieuse de l'impôt.

580.

Indécence
des prédica-
teurs merce-
naires étran-
gers aux égli-
ses où ils vont
prêcher.

Plus de prédicateurs mercenaires , qui , pour de l'argent , vont prêcher un peuple qui n'est pas leur peuple , sorte de louage indignement pratiqué par les pasteurs , pour conduire leur troupeau , étonné d'entendre une autre voix que celle du pasteur. Ah ! détournons les yeux de cet apostolat postiche , qui consiste à réciter , dans diverses églises , un porte-feuille entier de phrases artificielles , peut-être acquises à prix d'argent ou par droit d'héritage ; à répéter , en perroquet infatigable , les mêmes sermons pendant une vie entière d'oïiveté réelle & de travail apparent , & à recevoir en argent un salaire qui donne , à l'ora-

teur banal, l'air de faire un trafic de cette même parole , qu'il appelle la parole de Dieu.

Que des religieux , voués à la retraite , n'aient plus ce prétexte de s'en éloigner : que chaque pasteur parle à son peuple , & par lui-même & par des vicaires ses co-opérateurs , non avec les recherches de ces prédicateurs ambulans , qui font de l'éloquence un moyen de s'achalander & d'arriver à la fortune ; mais avec ce ton simple , tendre & paternel , qui fait respecter les fautes de la diction , & chérir les négligences. Deux mots de la bouche d'un pere de famille , honoré & digne de l'être , oui , deux mots tout simples , prononcés avec une autorité tendre & naïve , toucheroient plus ses enfans que le discours étudié d'un moraliste à gages , dont le métier seroit d'aller réciter dans toutes les familles successivement , tantôt l'un , tantôt l'autre des lieux communs de correction domestique , dont il auroit chargé sa mémoire , & qui n'auroient rien de commun avec son ame.

581.

Que les chaires des cathédrales soient alternativement remplies par les chanoines eux-mêmes , que tout ecclésiastique s'habitue à prêcher , comme tout avocat s'habitue à la plaidoirie ; que l'évêque saisisse les occasions intéressantes de faire connaître au peuple la voix majestueuse du premier pasteur.

Devoirs des
chanoines &
des évêques
relativement
à la prédica-
tion.

582.

Il convien-
droit de di-
minuer le
nombre des
sermons &
d'y substituer
souvent des
lectures pieu-
ses.

Que pour conserver à la prédication toute sa dignité, même sa vertu, on la rende moins fréquente : & que des lectures pieuses, faites tems dans les chaires chrétiennes, fassent tourner, au profit du peuple assemblé des livres de piété d'un genre éminent, qui, par une sorte de paradoxe, n'étoient d'aucun usage public, du moment qu'ils avoient acquis, par l'impression, une espèce de publicité pour les individus.

583.

Quels seront
les prédica-
teurs à la
chapelle du
roi.

Le roi, pour exciter l'émulation dans les deux ordres du clergé, pourroit choisir pour la chapelle des orateurs, dans le premier & dans le second ordre alternativement.

584.

Cas extraor-
dinaire où un
pasteur pour-
roit prêcher
dans une
église autre
que la sienne.

Laissions néanmoins à chaque pasteur la faculté de rendre hommage au talent distingué d'un confrère, en l'invitant à venir, *par extraordinaire*, parler à son peuple : c'est ainsi qu'on peut ajouter à la pompe & à la piété d'une fête. Gardons-nous d'interdire à la dévotion ce luxe édifiant, dans des jours de solennité.

585.

Suppression
de tous droits
pécuniaires de
la cour de
Rome du
droit de dé-
port des évê-
ques & des
droits de se-
crétariat.

Après avoir banni les mercenaires des chaires de vérité, allons plus haut ; & poursuivons cette rage de contributions jusques sous la mitre & la tiare : les prélats, le souverain pontife ; ceux-là par

par le droit du déport , & par le fisc de leur secrétariat ; celui-ci par des annates ou d'autres droits peu dignes de la chaire de St. Pierre , & qui rendent le royaume tributaire d'une puissance étrangère , ont aussi , à leur manière , créé des impôts indécents , j'allois dire illicites. Qu'il ne reste aucun vestige de cette fiscalité religieuse qui , mêlant l'argent aux choses saintes , les avilit , & apprend aux peuples à n'apprécier que l'argent.

586.

Les évêques recouvreront donc leur ancien droit d'accorder les dispenses , en connoissance de cause , sans autre intérêt , sans autre motif que celui de faire plier , autant qu'il est possible , la rigueur des loix de l'église à la nécessité des circonstances , & de raffermir la loi , par les exceptions mêmes , sans lesquelles elle pourroit , en certains cas , devenir odieuse ou nuisible.

Toutes les dispenses seront gratuitement accordées par les évêques.

587.

Quelle sera donc , me dira-t-on , la ressource des fideles , pour obtenir gratuitement les prières de l'église pour leurs morts & pour eux-mêmes , dans certains cas où il leur importe d'implorer plus particulièrement la clémence de Dieu , ou sa toute-puissance ? Rien de plus simple : les prières se feront pour tous les morts en général , hors le jour de l'enterrement , de la

Comment les fideles obtiendront-ils des prières particulières.

neuvaine & du bout de l'an , trois époques où les prières seront relatives à l'individu. Le sacrifice de la messe sera offert pour tous les fideles en général ; & cependant on pourra , dans certain cas , demander au prêtre une commémoraison particulière , qu'il ne pourra point refuser , & qui ne donnera lieu à aucune sorte de rétribution , d'honoraire ou de don pieux , à peine de simonie.

588.

Manière de composer, de sanctionner & d'étudier sans cesse le code pastoral

Telles seront les notions & les maximes consacrées dans la partie - pratique du code pastoral.

La nation , après l'avoir fait composer avec le plus grand soin , après l'avoir fait passer par les épreuves réglées pour tous les codes , obligera chaque candidat de se pourvoir d'un exemplaire ; & tous les ans , chaque vicaire ira subir au séminaire un examen public sur les cinq parties de cet ouvrage & sur le code de la constitution : leurs études en ce genre seront confiées à la vigilance des curés , qui , toutes les semaines , auront avec leurs vicaires une conférence , sur un chapitre de l'un ou de l'autre de ces deux codes.

589.

La manière d'enseigner les cinq parties du code pastoral dans tous les séminaires du royaume.

L'ordre dans l'enseignement des cinq parties du code pastoral , sera le même dans tous les séminaires du royaume : les quatre premières parties seront enseignées en quatre années , suivant

l'ordre dans laquelle nous les avons présentées , à raison d'une partie par chaque année ; & la dernière fera tous les ans recommencée.

599.

L'enseignement qui aura lieu dans les séminaires sera un enseignement public , ouvert à tout le monde ; & comme l'éducation des prêtres & la doctrine qu'on leur enseigne , tiennent autant à l'intérêt de l'état & au repos public , qu'au bien de l'église ; les séminaires seront tout à-la-fois soumis à l'inspection des juges de police & de l'évêque.

L'enseignement des séminaires sera public & soumis à la police comme à l'évêque.

591.

Pour tout prévoir , il faut déterminer avec sagesse le nombre des maîtres dans les séminaires , & celui des élèves : car ces établissemens étant à la charge de l'état , il importe d'en mesurer la dépense , de manière à ne nuire ni au trésor provincial par la profusion , ni au bien public par la parcimonie.

Nécessité de régler avec sagesse le nombre des élèves & le nombre des maîtres.

395.

Chaque séminaire sera composé de cinq maîtres , dont quatre expliqueront & développeront successivement les quatre premières parties du code pastoral : ainsi chacun d'eux aura pendant le cours entier les mêmes élèves. Un cinquième , sous le nom de maître de cérémonies , expliquera toujours la partie - pratique , & exercera aux rites de

Nombre des maîtres & maniere dont les cinq parties du code pastoral seront enseignées.

l'église tous les élèves des quatre autres maîtres ; dans ces rites sera compris le plein-chant ; ce maître de cérémonies sera aussi le sacristain de la maison.

595.

Occupations
des élèves ou-
tre l'étude du
code pastoral

Comme le code pastoral n'aura rien d'abstrait, que chaque partie ne suffira pas pour occuper un élève l'année entière , & qu'il importe de ne pas souffrir l'oisiveté dans des établissemens de cette espece , le loisir des élèves sera rempli par des lectures de piété , capables de féconder l'imagination & le cœur de ces jeunes gens , quand le tems sera venu d'instruire les fideles ; pour s'assurer qu'ils ont lu , même qu'ils ont lu avec fruit , pour les habituer encore à parler avec facilité , au peuple , des vérités de la religion ; on les obligera de faire chacun à son tour , en présence de leurs condisciples , des discours simples & touchans , tels qu'il les faudroit dans des paroisses de campagne ; les sujets de ces discours leur seront donnés : pour les leur faciliter , on leur prescrira les lectures les plus propres à étendre sur ces objets la sphere de leurs idées , & à développer les sentimens de leur ame.

594.

Choix, fonctions & gros
des cinq maîtres
dans chaque
séminaire

Les cinq maîtres seront alternativement supérieurs , sous-supérieurs , économes de la maison , & n'auront que trois années d'exercice dans cha-

que place. C'est avec la plus grande attention que l'évêque , de concert avec tout le clergé du diocèse assemblé en synode , choisira au scrutin pour ces cinq places , des ecclésiastiques du plus grand mérite , à bons principes , à tête froide , d'une conduite grave , irréprochable , & aussi bons citoyens que bons prêtres : leur gros sera le même que celui des chanoines de la même ville.

595.

Pour déterminer le nombre fixe d'élèves que renfermera chaque séminaire, il faut se livrer à des suppositions qui sont , moitié calcul , moitié hasard , mais qui valent mieux que le hasard tout seul : voici sur cela mon idée.

Manière , à peu-près de régler le nombre des élèves dans chaque séminaire.

Le nombre des curés sera connu dans chaque diocèse ; & par conséquent on saura , en partie par le calcul , en partie par l'observation , & en donnant un peu au hasard , quel est le nombre de curés qui meurent , année commune , dans le diocèse , ce sera précisément ce nombre d'élèves qu'on recevra tous les ans au séminaire. Si le nombre des morts est moindre une année , les élèves superflus , dont le tems de séminaire sera expiré , rentreront dans leurs familles jusqu'à ce qu'on les rappelle ; si le nombre des curés morts excède le nombre ordinaire , on aura recours à la réserve répandue dans les familles , même en cas d'insuffisance , à la réserve des diocèse voisins ; enfin,

au défaut de ces réserves, on nommeroit vicaires ; par anticipation , des élèves de la quatrième année , les plus formés ; & pour cela leur ordination seroit anticipée.

596.

Obligation
contractée
par chaque
élève en re-
cevant au sé-
minaire une édu-
cation & un
entretien gra-
tuit.

Comme chaque élève aura été , pendant quatre ans , instruit , entretenu au séminaire aux frais de la nation , il est juste qu'il exerce le saint ministère , pendant huit ans , par forme d'indemnité des avances faites pour lui : il ne pourra donc , avant ce tems-là , quitter la desserte d'une paroisse pour se marier , ou pour toute autre cause , sans payer au séminaire autant d'années de pension , qu'il en manquera aux huit années d'exercice auxquelles il s'étoit obligé ; & pour raison de cette dette possible de l'élève envers le séminaire , il donnera en y entrant bonne & suffisante caution.

597.

On ne pour-
ra être curé
sans avoir été
vicaire pen-
dant cinq ans

Les élèves , sortis du séminaire , ne pourront être nommés à une cure avant d'avoir rempli , pendant cinq ans , les fonctions de vicaire.

598.

Maniere
dont on pro-
cèdera à la
nomination
des cures va-
cantes.

Les curés & les vicaires de chaque doyenné , se rassembleront le lendemain du décès de chaque curé dans son presbytère ; & après lui avoir rendu les honneurs funebres , ils nommeront à la cure un des vicaires du diocèse , à la pluralité des

suffrages & au scrutin, en la maniere qu'on y procéde pour les élections des députés aux états-généraux : ceux qui pour cause légitime , ne pourront se trouver à l'assemblée , seront privés du droit de suffrage. Parmi les électeurs , seront , le premier officier municipal , représentant la la communauté des habitans , & le premier marguillier , représentant le corps des paroissiens ; sur la présentation de tous ces patrons , l'évêque donnera , sans examen , l'institution canonique.

599.

L'usage des résignations sera abrogé sans exception ; néanmoins , quand deux curés voudront permuter leurs cures , ils prieront le doyen d'assembler chez lui tout le doyenné , non les vicaires ; & après une première délibération de ces curés , qui aura approuvé le projet de permutation , chacun des co-permutans donnera à l'assemblée , sa démission pure & simple , sur laquelle sera faite la double nomination proposée.

Résignations
obolies. Ma-
niere de pro-
céder à des
permutations.

600.

Les curés que les infirmités ou la vieillesse mettront hors d'état de remplir leurs fonctions , auront pour asile , ou le séminaire , dans lequel ils seront entretenus , convenablement en tout point hors les habits , ou leur famille avec une pension de moitié plus petite que celle que la nation paieroit pour eux au séminaire. Leur

Asile des
curés vieux &
infirmes.

titre clérical & le prix de leur mobilier serviront à les vêtir.

601.

Les curés feront la pépinière des chanoines, & pour être éligibles, il suffira qu'ils aient eu, comme curés, deux ans d'exercice, outre les cinq ans d'exercice préalables en qualité de vicaires. Ce seront les chanoines qui, vacance avenant, nommeront aux canonicats à la pluralité des suffrages, & au scrutin des curés du diocèse, & ce sera l'évêque qui, sans examen, donnera sur leur présentation l'institution canonique.

602.

Vacances des
chanoines.

Les chanoines n'auront d'autres vacances que celles qui seront nécessitées par des infirmités suffisamment connues, ou par des affaires impérieusement urgentes, dont l'objet sera déclaré au chanoine chargé de la pointe. Cet article est une suite nécessaire de la grande maxime de cet écrit, que l'état ne doit souffrir aucun réms d'inaction & d'inutilité dans les citoyens chargés de quelque fonction publique, & capables encore de la remplir.

603.

Composition
du bas chœur
des chapitres.

Le bas chœur ne fera composé que de chantres & de musiciens nécessaires à la majesté du chant.

On exigera de ces hommes de bonnes mœurs & de la décence ; ils pourront d'ailleurs être peres de famille , & ne porteront qu'au chœur l'habit de leur état. Leur gros sera le même que celui des vicaires. Le chef de la musique aura le gros d'un chanoine , & , moyennant une pension payée par l'état , nourrira & soignera les enfans de chœur confiés à sa garde.

604.

On embaumera le corps des évêques après leur mort. On les renfermera ensuite dans un cercueil de plomb hermétiquement fermé , après quoi on les déposera dans une chapelle de leur cathédrale pour huit jours. Là , les curés des paroisses de la ville & des environs viendront successivement en procession avec leurs paroissiens , ainsi que les religieux établis dans la ville (s'il y est resté quelque monastere) pour rendre au prélat défunt des devoirs funebres. Le huitieme jour après sa mort , tous les évêques de la province se rendront dans son palais , feront ses obseques & nommeront ensuite son successeur , concurremment avec les chanoines de sa cathédrale , avec le premier officier municipal de la ville , & le premier marguillier de chaque paroisse. Cette élection se fera à la pluralité des suffrages & au scrutin , ainsi qu'il a été dit pour les curés , & ce successeur ne pourra

Maniere de
procéder à
l'élection des
évêques.

être choisi que sur le nombre des chanoines ou des curés du diocèse.

605.

L'élection
des évêques
justifiée par
nos libertés.

On me dira que c'est de ma part une *liberté* bien étrange de rendre ainsi électives les prélatures , au mépris des droits de la couronne ; je répondrai que la *liberté* que je prends n'est qu'une partie des *libertés* de l'église gallicane ; elles consistent à conserver dans leur antique pureté les anciens usages & les maximes primitives de la religion catholique ; or , ces anciens usages , ces maximes primitives , à l'égard des prélatures , étoient que le peuple , & non le roi , en étoit l'électeur ; & cette antique discipline valoit bien l'usage moderne de livrer ces élections aux intrigues de cour. Pourquoi sur le refus du pape de donner *gratis* des bulles à nos évêques , une loi nationale n'autoriserait-elle pas l'archevêque de la province à les donner , & celui-ci à les recevoir du plus ancien des évêques , qui procéderoit à son sacre ?

606.

Age nécessaire
pour être
élu évêque.

On ne pourra être nommé évêque qu'après avoir exercé cinq ans au moins les fonctions de vicaire , & deux ans celles de curé. Le tems d'exercice comme chanoine sera très-indifférent.

Les quatre dignités des chapitres seront à la nomination de l'évêque ; elles seront essentiellement affectées aux grands vicaires du diocèse.

Dignités affectées aux grands vicaires.

Dans aucun diocèse il ne pourra y avoir ni plus ni moins de quatre grands vicaires. Ce titre ne pourra être séparé du titre de chanoine de la même église. Comme les curés choisiront leurs vicaires ; il est juste aussi que les grands vicaires soient du choix des prélats. Ce choix pourra tomber sur d'autres chanoines que les dignitaires , grands vicaires du prédécesseur. En ce cas , la place de grand vicaire sera détachée de toute dignité , jusques à ce qu'il en vaille une par mort ou par démission , & alors l'évêque en disposera en faveur de celui de ses grands vicaires , qu'il lui plaira de nommer. Enfin , si un grand vicaire en exercice donne la démission de sa place , cette démission emportera de droit celle de la dignité dont il se trouvera titulaire.

Nombre fixe des grands vicaires que pourra choisir chaque évêque.

Les nominations des vicaires aux cures , celles des curés aux canonicats , & celles des chanoines ou des curés aux évêchés , ainsi que les nominations à toute espèce de place ou d'emploi se

Toutes les élections tomberont alternativement sur la noblesse & sur les communes.

feront alternativement en faveur d'un sujet pris dans la noblesse & dans les communes, sans que, sous aucun prétexte, cette alternative puisse être intervertie. A défaut de nobles qui veuillent accepter une place quelconque vacante, le sujet sera pris dans les communes, sans préjudice de leur droit à la nomination prochaine.

610.

Inamovibilité de toute place élective dans l'église, hors dans les cas prévus par la loi.

Dans toute place élective, le titulaire sera inamovible, hors dans les cas prévus par la loi, & dans lesquels elle prononceroit la peine de l'exclusion; en ce cas, cette exclusion pourra être poursuivie à la requête du ministère public; mais pour éviter les scandales, le sujet sera prévenu charitablement de la procédure qui le menacera, & exorté secrètement par les supérieurs de donner la démission de sa place, & cette démission emportera la privation absolue de la pension nationale.

[611.

La multiplicité des sermens est un grand abus à réformer.

Ne vous séparez pas, réformateurs précieux des abus civils, politiques & religieux, sans vous occuper de l'abus des sermens, & sans l'extirper jusques dans sa racine; ils avoient été établis pour prévenir des abus de la plus grande importance; par quelle fatalité en a-t-on fait un abus, en quelque sorte sacrilège, en les mut-

tiplant à l'infini , & tranchons le mot , en les prostituant.

C'est ainsi que la main des hommes corrompt tout ce qu'elle touche , & jusques aux choses les plus saintes.

Jetez donc , jetez , avant de vous séparer , des yeux réformateurs sur cette foule de sermens qu'il faut faire à chaque pas dans l'administration religieuse , civile ou politique , & qui impriment du respect , en raison inverse de leur nombre. Voyez chaque corporation , armée d'une formule particulière de serment , lier , par cette redoutable chaîne , la conscience du récipiendaire aussi fortement que s'il s'agissoit du salut de l'état. Voyez avec indignation le magistrat , le juge de police , l'ordonnateur de toute espèce , forcer à chaque instant le citoyen de prendre à témoin l'Être-suprême pour l'intérêt le plus vil , en faire dépendre une multitude de jugemens qui pourroient avoir d'autres bases , également simples & solides. Voyez la fureur de l'autorité s'emparer des consciences , saisir les plus misérables occasions d'y exercer de toutes les formes du despotisme la plus impérieuse. Que votre ame se révolte à la vue de ces sermens , renouvelés chaque année ou à chaque nouveau pas dans les fonctions publiques , comme si le serment n'avoit , comme le ressort de la pendule , qu'une force d'une durée limi-

tée , & comme si on ne s'étoit engagé à la probité & à la fidélité , que pour un tems déterminé. Voyez avec frémissément les ministres , même de l'église , entachés de l'abus des sermens , porté à un excès incroyable ; les chapitres , monasteres , les écoles publiques de la religion , les palais épiscopaux conservent , par l'empire de l'usage , des formules de serment que dicterent en partie les préjugés , les passions , le fanatisme ou l'ignorance. L'esprit de secte a imaginé , commandé , forcé les consciences de répéter à cent reprises , en peu d'années , des sermens qu'on devroit appeller des conjurations haineuses contre des personnes , des écrits , des opinions plus dignes d'oubli que d'anathème , dans la vue d'éterniser des querelles scholastiques nées de l'ardeur du moment.

Cependant l'ordre public , la paix de l'état sont menacés , ont été même quelquefois ébranlés par la fougue de ces consciences qu'égarent ou l'esprit de parti , ou les scrupules d'une piété peu lumineuse , mais ardente. Le progrès des lumières , l'amélioration des mœurs nationales a sans doute corrigé dans un grand nombre de ces consciences le vice des sermens. mais ce n'est qu'en affoiblissant l'horreur du parjure ; ainsi cet étrange vice ne peut , dans le misérable état de la législation françoise , être tempéré que par un vice contraire.

Ah ! dignes représentans d'une nation sage & religieuse, corrigez en ce point nos usages & nos mœurs, puisque c'est le moment, Sans aller chercher loin de vous l'abus qu'on fait de cet acte de religion, voyez combien vous avez été gênés vous-mêmes & comme enrayés par des sermens impolitiques & prescrits par l'esprit de cabale qui a limité vos pouvoirs.

Puisqu'il est également contraire à la saine raison, aux vrais maximes de la religion & du gouvernement, de laisser subsister dans l'état cette multitude toujours renaissante de sermens qui semble supposer un peuple de scélérats dont il faut garoter & réenchaîner sans cesse la mal-faisance & l'infidélité ; qu'une loi très-solemnelle proscrive en tous lieux tout serment dont la formule n'aura pas été formellement adoptée par les états-généraux.

612.

Mais une loi plus digne de la nation françoise, & de la religion qu'elle professe, peut, doit même, ce semble, être faite par ses représentans; c'est de n'exiger de chaque personne des deux sexes qu'un seul serment en sa vie, prononcé à haute voix, & à genoux, à l'âge de vingt ans révolus, en pleine assemblée municipale, & avec un appareil imposant, d'être constamment fidelle à la religion, à la patrie, au roi, à la constitution

Unique serment qui sera ordonné par une loi nationale.

de l'état, aux loix de la nation, aux devoirs de citoyen dans toutes les fonctions publiques qui pourroient lui être confiées ; à la vérité lorsqu'elle lui sera demandée au nom de la divinité, serment tout à la fois civique & religieux, qui ajouteroit nécessairement l'odieux du parjure à toutes sortes d'infidélités relatives à la chose publique.

613.

Objection
relative aux
sermens & la
réponse.

Qu'on ne me dise pas, ce n'est point à l'état à réformer, ni à modifier des sermens usités dans l'église : ils tiennent à sa juridiction spirituelle, & par cela seul indépendante de l'autorité politique ; un mot va faire évanouir le sophisme.

614.

Bornes des
deux puissances.

La juridiction de l'église est soumise, quant au temporel, à la juridiction de l'état ; c'est une première vérité qui ne peut être contestée. Sous le mot de temporel est compris tout ce qui n'est pas absolument incorporel, toute chose spirituelle qui s'annonce par un acte extérieur, tout sentiment qui n'est pas renfermé dans le cœur, tout desir manifesté par des œuvres, toute pensée transmise au public ou à des particuliers par un écrit ou par la parole, tout mouvement du corps, quoique commandé par une ame incorporelle, tout procédé dans le régime des choses les plus spirituelles par leur nature, comme les sacremens, tout culte sensible de la Divinité, & à plus forte raison,

raison, tout serment public exigé dans une classe majeure de citoyens, capable d'influer sur l'administration de l'état, & pouvant en affecter d'une manière ou d'autre l'économie politique.

Les voilà posées sûrement, & avec une précision remarquable, ces bornes des puissances qu'on avoit sous les pieds, quand on cherchoit à les découvrir au loin. La voilà cette ligne de démarcation entre les deux puissances qu'on croyoit n'être que celle du regne des esprits & des corps : c'étoit pourtant cette même ligne qui séparoit les deux pouvoirs spirituels & temporels. Je suis comptable à l'église de mes desirs, de mes sentimens, & si vous voulez de mes pensées, je suis comptable à l'état de mes paroles, de mes écrits, de tous mes mouvemens, quel qu'en soit l'objet. Voilà tout le secret de ce grand problème que le préjugé seul rendoit difficile à résoudre.

C'est donc à la puissance législative qu'il appartient exclusivement d'ordonner ou de supprimer des sermens publics, & de prohiber sévèrement tous ceux qu'elle n'aura pas établis ou confirmés par la constitution nouvelle.

615.

Ne finissons pas ce chapitre important, sans dire un mot des cimetières, objet vraiment digne de la sollicitude & des travaux de la puissance législative.

Projet de
réforme à faire
sur les ci-
metières.

E e

Nécessité de
publier ce
projet, quoi-
que le tems
de son exécu-
tion paroisse
éloigné.

Il est dans cet ouvrage nombre d'articles que j'ai écrits sans espoir que la génération présente en voie l'exécution ; falloit-il pour cela en réserver les projets pour le moment où la raison publique, mûrie sur ces objets particuliers, s'empreseroit de les adopter ? Fausse maxime qui tendroit à retarder infiniment les progrès de l'esprit humain. Plus les projets sont de nature à violenter l'usage, à étonner l'imagination, à effaroucher le préjugé, plus il faut s'empresser de commencer la révolution par des projets jettés au hasard ; ce sont des graines qu'il faut se hâter d'autant plus de répandre, qu'elles sont de nature à rester plus long-tems en terre avant de germer.

Il faut donc que certains esprits marchent en avant de leur siècle, pour préparer les voies des vérités étonnantes, & des révolutions salutaires, comme des pionniers marchent en avant d'une armée pour en frayer la route. Ce travail de l'esprit est ingrat, & ne promet d'abord que des fruits amers, la censure, l'incrédulité, le mépris ou la dérision : il faut du courage pour braver ces premières disgrâces, & ce courage doit être soutenu par une sorte d'esprit prophétique qui fait voir dans l'avenir les tems amener insensiblement les révolutions dont on jette dans le public les premières semences.

Il est en effet des idées réputées folles en naissant, qui seront la sagesse du siècle suivant. Il est des nouveautés révoltantes, qui, dans quelques années seront un des lieux communs de la raison publique. Le temps accoutume l'esprit humain à voir de sang-froid des objets qui du premier coup-d'œil l'avoient révolté, ensuite les lui fait aimer. Ainsi le coursier fougueux s'effare d'abord à la vue subite d'un objet étrange à son œil ; mais calmé par la sagesse du cavalier, tantôt il considère cet objet avec un inquiet étonnement, tantôt se retourne avec frayeur, & peu à peu reconnoissant ses formes, s'en approche pas à pas, & finit par y porter le soufflé de ses parines.

Le sujet que je traite ici est à peu près de ce genre-là. Il faudra peut-être un demi-siècle pour substituer insensiblement mes idées au préjugé reçu ; peut-être même l'assemblée nationale, qui réunit aujourd'hui tant de lumières de tous les genres, se ressentira-t-elle de l'empire de ce préjugé, ou jugera-t-elle devoir le respecter encore jusqu'à ce que cet objet de législation ait été suffisamment préparé & mûri par l'opinion publique. Cette circonspection paroîtra justifiée par l'exemple du gouvernement, qui, tout en faisant sur les cimetières un commencement de loix sages & nécessaires, a eu la sagesse de mollir sur leur exécution dans certaines circonstances & dans

certains lieux. La loi en effet la plus sage cesse de l'être quand elle violente l'opinion générale; il suffit qu'elle s'empare par degrés du terrain que lui abandonne l'opinion elle-même, à mesure qu'elle se réforme & s'épure.

En attendant, pensons, écrivons ici sur cette matière, de manière à commencer la réforme de l'opinion.

617.

Les cimetières présentent une image horrible pour nos mœurs.

Les cimetières sont le poison des vivans; il n'y a plus de doute sur le méphitisme des tombeaux. La réunion des cadavres dans un même lieu est donc une source continuelle de contagion causée par des exhalaisons mortelles. C'est de plus pour l'imagination un objet hideux, & pour la délicatesse de nos mœurs une institution barbare. Misérables humains, pourquoi vous obstiner à respirer une mort anticipée? Pourquoi préférer cette masse de corruption sans cesse augmentée par de nouveaux cadavres, sans cesse remuée & bouleversée par des mains atroces, à l'idée d'une dissolution paisible au fond d'un tombeau champêtre? Pourquoi renoncer à la paix des sépulchres, la seule peut-être qui pourroit exister sur la terre? Pourquoi laisser à des fossoyeurs le droit de fouiller, de fracasser, de disperser vos tristes ossemens, & de continuer ainsi sur un corps inanimé les persécutions qui le troublerent & qui le tourmenteront pendant la vie? Comment, vous qui

aimez aujourd'hui éperduement votre personne ;
 cessez-vous tout-à-coup même de la respecter ?
 Moins d'égoïsme en vivant , & moins d'abandon
 de vous-même après le dernier soupir ; voilà ce
 que la raison vous commande. Ce corps , qui fut
 l'organe de vos pensées , le compagnon de vos
 plaisirs & de vos peines ; ce corps , par qui vous
 teniez à vos proches , à vos amis , à toute la na-
 ture , l'instrument de vos vertus & de vos con-
 noissances , ce corps , que le Tout-Puissant avoit
 associé à votre ame , de la maniere la plus intime ;
 cette portion de substance qui faisoit la moitié
 de vous-même , & votre propriété par excellence ;
 comment pouvez-vous le voir sans frémir , con-
 damné à grossir l'infecte pourriture d'un cime-
 tiere , & à y être cent fois rompu par des bèches
 infâmes pour faire place à des infections nou-
 velles. Voyez , si vous le pouvez , sans que votre
 cœur se souleve , cette terre , sainte sans doute ,
 mais exhalant la mort sous la hideuse forme d'un
 hachis de cadavres : habitans sensuels de la nou-
 velle Babylonne , voyez autour des murs de votre
 superbe cité ces gouffres fétides qui dévorent des
 tas de morts immenses , où vont s'abîmer sans
 cesse , pêle-mêle , toutes les saletés de la misere ,
 & tous les raffinemens du luxe. Voyez , si vous le
 pouvez , avec les mœurs du dix-huitieme siecle ,
 ces fosses infectes , rouvertes par intervalles , &
 des milliers de morts d'abord entassés , ensuite

exhumés par lambeaux , qui se mêlent , se brouillent , se confondent. Ah ! détournons les yeux de cette horreur , & fuyons ces exhalaisons putrides : mais comment fuir ? Des miasmes funestes remplissent les airs ; & quoique formés hors des villes , sont portés par les vents dans leur enceinte , & remplissent nos habitations de vapeurs pestilentiellles.

618.

Moyens de
remédier à
l'horreur des
cimetieres.

Finissons ce tableau dégoûtant , & pensons aux moyens d'établir à cet égard une maniere de traiter les morts , plus analogue à la délicatesse de nos mœurs , & à la dignité de l'homme.

On est déjà convenu que l'éloignement ou la proximité des cimetieres de nos églises est une chose très-indifférente , & ne blesse aucun des principes de la religion ; c'est un grand pas déjà fait dans cette partie de l'économie religieuse. Il ne reste qu'une question à traiter : l'assemblage des morts importe-t-il à la religion ? perdrait-elle quelque chose à souffrir qu'on les dispersât dans la suite , même avec certaines attentions & de sages formalités ? rien pour la religion de plus indifférent.

Il convient sans doute que des corps qui ont été animés par des ames chrétiennes reposent dans une terre sanctifiée par les bénédictions de l'église. Je n'entends donner aucune sorte d'atteinte à cet usage pieux ; mais ne peut-on pas bénir des

tombeaux épars, comme des tombeaux contigus, une vaste étendue de terrain libre, comme un petit espace circonscrit par des murs, les fonds de terre d'un diocèse entier, comme un seul arpent ?

619.

Mais, dira-t-on, un terrain non clos est sujet à être profané par la pâture des bestiaux ; & de très-vastes terrains consacrés à des tombeaux se-
roient perdus pour la culture. Nullement. Qu'on laisse profane la surface du sol à deux ou trois
pieds de profondeur, & qu'on ne bénisse que la
couche inférieure épaisse de six pieds. Cela dis-
sipé sans réplique les deux difficultés proposées.

Réponse à
quelques ob-
jections.

Et le prêtre, comment se transportera-t-il dans la campagne pour inhumer, dans les champs, les prés ou les vignes, les corps des propriétaires qui auront choisi ces lieux pour leur sépulture ? Pourquoi s'y transporterait-il ? Ne suffiroit-il pas qu'il fit à l'église toutes les prières accoutumées ; & qu'ensuite il livrât le corps à des parens, à défaut de parens à des amis, & si c'étoit un étranger, au propriétaire de la maison où il avoit son logement ; pour l'aller inhumer en présence de trois témoins qui ? Ne seroit-ce pas assez que ces trois témoins signassent le verbal d'inhumation dressé par le curé ?

Et le pauvre, ou l'artisan, qui n'a aucun

Et 4

fonds de terre en propriété, resteroit donc sans sépulture ? ... Non certainement ; car la loi lui donneroit en pareil cas droit de sépulture dans les fonds communaux ou dans ceux appartenans aux particuliers , sur les bords des chemins , lorsqu'ils ne seroient pas chargés de moissons.

620.

Les cimetières subsisteront pour quiconque voudra y être inhumé.

Il faudra donc rompre le préjugé à force ouverte , violenter l'opinion publique , exposer la législation à la honte de céder aux séditions populaires ou à l'affreuse nécessité de les punir ?... Eh ! non ; je n'entends introduire le nouvel usage par aucune espece de violence ni d'autorité. Que la puissance législative laisse subsister les cimetières tels que le peuple s'acharne à les vouloir. Que l'innovation se réduise à faire bénir dans chaque diocèse , & dans toute son étendue , la couche de terre épaisse de six pieds qui se trouve à trois pieds au-dessous de la surface du sol , ou à autoriser des particuliers à faire bénir cette couche de terre dans leur parc , leur bois , leur vigne , leur champ , ou toute autre possession particulière , & qu'ensuite chacun détermine à son gré le lieu de sa sépulture. Que le cimetière soit toujours ouvert à tous ceux qui , pendant leur vie , auront tenu à cette sépulture , & qu'on porte les autres au tombeau de leur choix : bientôt l'orgueil des grands , la rage des distinctions , aura

de réparer les torts , l'indifférence & l'apathie de nos peres.

622.

L'uniformité de l'institution , pour être étendue autant qu'elle doit l'être , doit tout embrasser dans chaque genre d'enseignement ; il faut qu'en quelque lieu du royaume qu'un jeune homme soit élevé , son éducation soit la même , & que chaque pere de famille puisse s'assurer que son fils sait , s'il l'a voulu , ce qu'il doit savoir , en sortant de chaque classe d'enseignement , & qu'il puisse juger par la mesure de ses progrès , de celle de son talent ou de sa paresse.

623.

Un moyen tout simple de rendre uniforme en tous lieux l'enseignement de la jeunesse , est de calquer tous les établissemens du royaume , concernant le même genre d'enseignement sur le même modele , de mettre les mêmes livres dans les mains des élèves , d'obliger les maîtres à n'être que des explicateurs & des commentaires de ces livres classiques ; de les éclairer eux-mêmes par un ouvrage *ad hoc* sur la meilleure maniere d'enseigner : ainsi finiront ces diversités déplorables dans l'enseignement , qui mettoient autant de différences entre les méthodes , les objets enseignés & les succès des maîtres , que la nature en avoit mis dans leurs esprits : ainsi pourront deve-

Les mêmes livres seront la base de l'enseignement en tous lieux.

CHAPITRE X.

Education publique.

621.

Nécessité de
l'uniformité
dans l'éduca-
tion publique

SOYONS fideles à la loi de l'uniformité : que semblable à la nature , l'administration d'un grand royaume agisse en tous lieux , par un petit nombre de loix générales , les mêmes en tous lieux , quoique différentes entr'elles : la bigarrure , dans les mêmes genres d'administration , n'annonce que des effets incohérens du hasard ou de l'inconséquence , & font la honte de la législation.

Le premier effet de la régénération de l'éducation publique sera donc d'en ramener les mêmes especes à une grande unité de vues & de méthodes. Il faut convenir que ce ne sera pas sans besoin : la France avoit en ce point le ridicule des variétés , plus encorè que dans tout autre : chaque ville , chaque collège , chaque professeur avoit sa maniere : la seule chose constante & générale étoit l'abandon de l'éducation publique au caprice des maîtres : la nation , en effet , non-seulement ne la dirigeoit pas , mais encore s'en occupoit très-peu , & la laissoit se varier ou se corrompre au gré des instituteurs. Jamais affaire ne fut ni plus intéressante pour l'état , ni plus négligée : voici le moment

de réparer les torts , l'indifférence & l'apathie de nos peres.

622.

L'uniformité de l'instruction , pour être étendue autant qu'elle doit l'être , doit tout embrasser dans chaque genre d'enseignement ; il faut qu'en quelque lieu du royaume qu'un jeune homme soit élevé , son éducation soit la même , & que chaque pere de famille puisse s'assurer que son fils fait , s'il l'a voulu , ce qu'il doit savoir , en sortant de chaque classe d'enseignement , & qu'il puisse juger par la mesure de ses progrès , de celle de son talent ou de sa paresse.

623.

Un moyen tout simple de rendre uniforme en tous lieux l'enseignement de la jeunesse , est de calquer tous les établissemens du royaume , concernant le même genre d'enseignement sur le même modele , de mettre les mêmes livres dans les mains des élèves , d'obliger les maîtres à n'être que des explicateurs & des commentaires de ces livres classiques ; de les éclairer eux-mêmes par un ouvrage *ad hoc* sur la meilleure maniere d'enseigner : ainsi finiront ces diversités déplorables dans l'enseignement , qui mettoient autant de différences entre les méthodes , les objets enseignés & les succès des maîtres , que la nature en avoit mis dans leurs esprits : ainsi pourront deve-

Les mêmes livres seront la base de l'enseignement en tous lieux.

nir aussi utiles à l'état des instituteurs clairs, patients, méthodiques, quoique d'un talent médiocre, d'un génie faible, d'une science bornée, que les hommes les plus transcendans & les plus érudits.

624.

Quels seront les livres que la nation mettra dans les mains des élèves, en chaque genre d'enseignement ? C'est ce qu'il n'est pas tems de préciser encore : il suffira de dire ici que, par les soins de la nation, devront être composés des traités sur toutes les parties des connoissances humaines, qu'elle voudra faire entrer dans l'enseignement public.

625.

La nation
fera composer
sur chaque
objet de
l'enseignement,
un
ample traité
& un traité
élémentaire.

Chaque matière différente de l'enseignement public sera d'abord traitée d'une manière élémentaire : il en sera fait ensuite un traité complet. Cette seconde partie sera la science des maîtres ; la première sera la seule qu'on enseignera dans les écoles ; car il importe infiniment que l'enseignement public soit à la portée de tous les esprits, & n'en rebute pas un grand nombre. D'ailleurs, les genres des connoissances humaines sont si nombreux ; chacun de ces genres est si étendu & porté si loin aujourd'hui, que c'est assez pour l'enseignement public d'être une introduction à ces différentes carrières de l'esprit humain. Le principal objet

de cette éducation sera donc de donner aux élèves une idée générale du vaste champ de connoissances que l'homme a défriché ; de les mettre dans le cas de poursuivre leurs études par leurs propres forces , & de s'attacher moins à leur apprendre le contenu des productions savantes , qu'à leur en donner l'alphabet , à les leur faire lire avec facilité , & à leur en inspirer le goût.

626.

Les élèves, dans chaque genre , seront tenus d'acheter , en entrant dans la classe , les deux parties de la science qu'ils veulent apprendre : la seule inspection de ce qu'ils ne sauront pas encore , sera propre à leur inspirer tout-à-la-fois de la modestie , & le desir d'en savoir davantage. La nation se remboursera ainsi des avances considérables qu'elle aura faites pour faire composer & imprimer ce nombre prodigieux de volumes de toute espèce ; & comme elle sera surchargée encore de la subsistance des maîtres , ainsi que de la construction des écoles publiques ; chaque élève sera tenu , tous les ans , de payer au receveur du collège la valeur de deux setiers de blé froment , mesure de Paris , évalué , comme on l'a vu tant de fois plus haut.

Les élèves
seront tenus
d'acheter ces
deux ouvrages.

Il sera fâcheux , sans doute pour la nation d'exiger ce tribut des élèves , & d'être privée de la satisfaction de leur faire un don des livres imprimés

més par ses ordres : mais un peuple gémissant sous le poids énorme d'une dette nationale , ou sous le poids des engagemens qui seront la suite de cette extinction miraculeuse , pourra-t-il se livrer à tous les mouvemens de sa générosité naturelle ? Viendra sans doute le tems où allégé lui-même , par une longue suite d'amortissemens & d'opérations économiques , il pourra alléger à son tour les différentes classes de citoyens : mais que jusques alors , chaque contribuable se console par la double certitude de la nécessité du tribut , & du bon emploi qu'on en fera.

627.

Par qui la
nation fera
composer ces
ouvrages.

Tant de livres classiques ne sauroient être l'ouvrage ni d'un seul corps , ni d'un petit nombre d'individus. L'étendue de l'éducation nationale demande le concours de la nation entière : ce sera , à l'exception des arts mécaniques , presque toute l'encyclopédie à refondre , & à diviser en autant de traités qu'il y aura d'especes d'enseignement public , & en autant d'abrégés.

La ville de Paris sera chargée de ce grand ouvrage , par commission des états-généraux ; les collèges , l'université , les académies , le parlement , le collège des avocats de cette capitale s'occuperont du genre de connoissances qui les concerne ; & feront des projets en manuscrit , d'abord de la première partie , ensuite de la seconde , de chaque traité particulier : chacun de ces corps

porations invitera les particuliers distingués par la science, ou par les talens, à l'aider de leurs lumières & de leur travail; chacune en outre correspondra avec toutes les corporations semblables, établies dans les principales villes du royaume, leur adressera les deux parties successivement de son travail en manuscrit, pour la mettre à portée de faire ses observations: sur ces observations les auteurs se réformeront autant qu'ils le jugeront convenable, d'après les mûres délibérations de leur corps, & présenteront leur écrit corrigé, aux états-généraux, pour être sanctionné; après quoi l'assemblée en délibérera l'impression.

On ne s'occupera au surplus de la seconde partie, dans chaque genre, qu'après avoir fini la première.

628.

Une loi nationale portera que chaque volume de cette immense collection sera orné du portrait gravé de l'auteur, ou des auteurs qui y auront eu la plus grande part. L'auteur sera dispensé de tout impôt, non pas à titre de récompense pécuniaire, car elle seroit indigne tout-à-la-fois de la nation qui la donneroit, & de l'homme de lettres à qui elle seroit offerte, mais à titre d'honneur, & secondairement à titre d'indemnité des frais de secrétaire. Un homme qui a été assez heureux pour payer à la nation un tribut aussi noble, doit être dispensé de tout tribut envers elle, & mérite

Récompense
des auteurs
qui auront
composé ces
ouvrages.

à son tour un tribut public d'amour & de reconnaissance : mais les deux parties de chaque genre étant d'un mérite différent , il convient de graduer les récompenses : ainsi les auteurs des premières parties , dans chaque genre , auront , outre l'exemption de l'impôt , le droit de siéger à l'assemblée des états de la capitale ; & les auteurs de la seconde auront le droit de siéger aux états-généraux , dans la classe des sciences & des belles-lettres.

929.

Manière de
perfectionner
ces ouvrages
à chaque nouvelle
édition.

Dans l'intervalle d'une édition à l'autre de l'enseignement national , chacune des deux parties de chaque traité sera soumise à la censure publique , par invitation spéciale des états-généraux ; elle sera sur-tout soumise aux observations des maîtres , & ces observations seront prises en considération dans les corporations compétentes de la capitale : c'est ainsi que se prépareront insensiblement des éditions nouvelles de tous les traités , plus parfaites que les premières ; c'est ainsi que s'élèvera par degrés l'enseignement national , à toute la perfection dont il sera susceptible.

630.

Six especes
d'éducation
nationale.

Voici le moment d'entrer dans le détail des différentes especes d'éducation , qu'il est nécessaire d'établir dans tout le royaume : j'en distingue six especes , savoir , l'éducation domestique , l'éducation

éducation générale, l'éducation particulière, l'éducation des arts libéraux, l'éducation populaire & l'éducation corporelle : chacune de ces especes d'éducation aura son enseignement particulier.

631.

L'éducation domestique est celle que recevront les enfans, jusqu'à l'âge de treize ans révolus dans leur maison paternelle, ou dans des pensions particulières, ce n'est qu'après cet âge-là qu'ils pourront être admis à l'éducation générale, & cette loi sera de rigueur. C'est parce qu'on se hâte trop d'envoyer des enfans au collège, qu'on ne peut leur apprendre que si peu de chose, & que leurs progrès sont si lents : c'est encore parce qu'on n'a pas assez préparé leur esprit, assez ouvert leur intelligence, assez exercé leur mémoire, par une éducation préliminaire, & faite pour l'enfance.

632.

L'éducation domestique comprendra :

- 1°. Des leçons de lecture & de prononciation régulière.
- 2°. Des leçons d'écriture.
- 3°. Des leçons d'arithmétique.
- 4°. Des élémens de grammaire françoise.
- 5°. Des leçons de religion.
- 6°. Des leçons de mémoire.
- 7°. Des leçons de dessein.
- 8°. Des leçons de musique.

Neuf especes
de leçons
comprises
dans l'éduca-
tion domes-
tique.

9°. Les exercices du corps propres à des enfans , comme la danse , la course & autres jeux qui ne soient pas trop violens.

De toutes ces leçons , les six premières seront indispensables , pour mettre les enfans en état d'être admis à l'éducation publique.

633.

Première es-
pece de le-
çons domes-
tiques.

La première espece de leçons pourra insensiblement corriger l'accent des différentes provinces , & les vices ordinaires de leur prononciation.

On ne fera plus lire du latin aux enfans , c'est un tems perdu pour le françois , & qui leur en rend la lecture plus difficile ; deux livres seront constamment ceux dans lesquels ils apprendront à lire , ce seront le catéchisme & la constitution françoise.

634.

Seconde es-
pece de le-
çons domes-
tiques.

La seconde espece de leçons manque aux personnes d'ailleurs les mieux élevées , & laisse à leur éducation une tache qu'il est tems d'effacer.

A ce propos , la nation devoit bien contenir les variations des maîtres à écrire à l'égard de la forme des lettres , ce sont ces variations de caprice qui rendent les écrits d'un siècle illisibles pour les siècles suivans , & qui rendent si pénible la lecture des anciens manuscrits , tant nécessaire aux progrès de l'histoire. J'oserois donc ici proposer à des états-généraux , une fois débarrassés des

affaires majeures , non-seulement de fixer invariablement la forme de chaque lettre de la maniere la plus simple , & de bannir cette écriture coulée , qui défigure les lettres , mais encore de faire disparoître la grottesque différence des lettres employées dans les manuscrits & dans les livres. Pourquoi ne pas écrire comme on imprime , ou ne pas imprimer comme on écrit ? Ce seroit un un embarras de moins dans la premiere éducation des enfans , & une maniere de plus d'atteindre à l'uniformité , but essentiel de toute administration raisonnable.

635.

La troisieme espece de leçons est nécessaire à tous les individus ; parce que chaque jour leur donne à tous des occasions de compter : Barême , Troisième espece de leçons domestiques. en devenant la ressource des ignorans , les a multipliés à l'infini : ôtons Barême des mains du peuple ; & qu'il apprenne à faire lui-même ses calculs.

636.

La quatrieme espece de leçons ne sauroit commencer assez tôt , pourvu qu'on ne surcharge pas les enfans des raffinemens de notre grammaire , & qu'on ne leur en présente que les regles élémentaires. Ajoutés à ces premiers principes l'attention de faire composer aux enfans des lettres en françois , & de corriger des fautes de conversation ;

F f 2

te feront trois leçons à la fois , dont le résultat fera bientôt sensible.

637.

Cinquieme
& sixieme es-
peces de le-
çons domes-
tiques.

La cinquieme & la sixieme espece de leçons pourront commencer avec la premiere , & accompagner toutes les autres , c'est-à-dire , qu'on exercera la mémoire des enfans , en leur faisant apprendre par cœur ce qu'ils auront appris à lire couramment , dans leur catéchisme ou dans la constitution ; ces livres une fois casés dans leur mémoire , on pourroit leur faire apprendre par cœur les Fables de la Fontaine , les Contes Moraux de Marmontel , ou autres ouvrages de cette espece , & sur-tout l'Evangile. Ce sera , en exerçant leur mémoire , jetter dans leur ame les premieres semences des vertus civiles , morales , & religieuses.

Qu'on se garde sur-tout de surcharger les enfans de travail & de les dégoûter ainsi de l'étude. Une contention trop constante nuiroit également aux forces de l'esprit & à celles du corps.

637.

7e. 8e. & 9e.
especes de le-
çons domes-
tiques.

Les trois dernieres especes de leçons ne sont pas aussi nécessaires les unes que les autres ; les exercices du corps sont indispensables , si on ne veut sacrifier absolument le physique au moral , & nuire même au dernier. Quant au dessein & à la musique , il n'y a que l'insuffisance de la for-

une des pere & mere qui puisse excuser une omission de cette conséquence dans l'éducation première de leurs enfans. Négliger de leur donner des maîtres de cette espece , ce seroit les condamner , dans un siecle comme le nôtre , à être , dans la société , des automates , qui auroient des yeux sans voir , & des oreilles sans entendre.

638.

L'éducation générale est celle que recevront dans un collège les jeunes gens âgés au moins de treize ans , & qui auront fini leurs cours d'éducation domestique ; sur quoi , ils seront examinés & renvoyés , au cas que cette dernière éducation soit encore incomplète.

Education générale. Ce que c'est.

L'éducation générale sera appelée ainsi , parce que ce sera l'éducation commune à tous les citoyens qui se consacreront à l'étude , & qu'elle servira de base à l'éducation propre aux divers états de la société.

640.

Cette éducation embrassera les leçons :

- 1°. De sphere , de géographie ancienne & d'histoire ancienne , sacrée & profane.
- 2°. De géographie moderne , d'histoire universelle moderne , & d'histoire de France.
- 3°. De langues latine & françoise.
- 4°. De rhétorique & d'art poétique dans ces deux langues.

Douze espèces de leçons comprises dans l'éducation générale.

3°. De droit public & de constitution française.

6°. D'histoire naturelle dans les trois regnes.

7°. D'observations & d'expériences de physique, qui ne demandent pas des connoissances mathématiques.

8°. D'arithmétique, d'algebre & de géométrie, y compris la trigonométrie rectiligne & sphérique.

9°. D'application de la géométrie & de l'algebre à la nature & aux propriétés des sections coniques & de toute autre espece de courbes.

10°. D'application de la géométrie & de l'algebre aux phénomènes sublunaires de la physique.

11°. D'application de la géométrie & de l'algebre aux loix de la gravitation universelle & aux phénomènes de l'astronomie.

Toutes ces leçons se borneront à la partie élémentaire ; les huit premières seulement seront nécessaires à quiconque demandera d'être admis dans l'état ecclésiastique, & d'entrer au séminaire, comme aussi à quiconque se présentera aux différentes écoles dont il sera question dans l'article de l'éducation particulière.

641.

Chaque professeur donnera ses leçons deux fois le jour, & chaque séance sera de deux heures.

Durée des
leçons & des
vacances.

tes. Chaque cours sera d'une année. Les vacances ne seront que de deux mois. Ce seront les mois d'août & de septembre, consacrés aussi aux vacances des magistrats; & jamais, sous aucun prétexte, il n'y aura d'autres vacances dans le cours de l'année, à l'exception de celles des dimanches & jours de fêtes : encore faut-il espérer que les jours de fête seront tous réunis aux jours de dimanche.

642.

La première espèce de leçons dans l'éducation générale, se subdivise en trois parties, savoir, la sphere, la géographie ancienne & l'histoire ancienne. Les leçons s'ouvriront soir & matin par la sphere. Cela fait, le même professeur donnera encore soir & matin des leçons de géographie ancienne : ce n'est qu'à la suite de ces deux traités qu'il expliquera celui de l'histoire ancienne, en commençant par l'histoire sacrée. Les leçons d'histoire seront toujours données, en fixant sur les cartes les yeux des élèves.

Première espèce de leçons d'éducation générale.

643.

La seconde espèce de leçons se subdivise aussi en trois parties; savoir, la géographie moderne, l'histoire universelle moderne, & l'histoire de France. Ces trois parties seront enseignées dans l'ordre où l'on vient de les présenter. Les auteurs de l'histoire seront plus encore les historiens des

Seconde espèce de leçons d'éducation générale.

mœurs, des loix, des gouvernemens des différens peuples, que de faits minutieux & peu dignes de la postérité. Ils feront principalement les historiens des révolutions des empires venues du dehors, & plus encore des révolutions internes, l'effet des mœurs, du choc des pouvoirs contraires, ou des abus de l'autorité souveraine.

Enfin, c'est en philosophe juge des nations, qu'on écrira l'histoire, & non en conteur misérable des événemens de toute espece.

Leçons sur
l'histoire de
France.

L'histoire de France présentera sur-tout les anciennes formes du gouvernement & ses altérations successives jusqu'à nos jours ; la fatale origine de l'aristocratie féodale, qui a également asservi le peuple & contenu fortement la puissance royale ; les maux qu'elle a faits au royaume, son heureuse décadence due à un nouveau genre de corruption, & ce qui lui reste encore malheureusement des anciens privilèges qu'elle avoit audacieusement usurpés.

L'église de France sera un des principaux objets de l'attention particulière de l'historien : qu'il nous peigne en traits saillans ses modestes commencemens, ses moyens d'acquérir des propriétés immenses, ses alternatives d'ignorance & de lumières, de vertus & de vices ; dans son régime ; l'ascendant qu'elle a conservé sur nos rois selon le degré de foiblesse ou d'énergie du gouverné.

ment; l'usurpation de ses grands privilèges ; les progrès de son despotisme sur le clergé du second ordre , en même tems qu'il cédoit de ses droits à l'ambition des papes ; son adresse à subjuguier par les terreurs de la religion ces descendans barbares des barbares soldats venus des forêts de la Germanie , qui tenoient sous leur joug la France entière , & à dominer ainsi ce vaste royaume par ses violens dominateurs.

Que notre histoire nous peigne l'influence prépondérante de ces deux corps privilégiés dans les différentes assemblées des états-généraux qu'ils appelloient la nation , après s'être substitués à elle avec un mélange de force & d'artifice.

Que l'histoire nous peigne cette nation libre dans son origine , asservie ensuite par des conquérans barbares restés au milieu d'elle pour son malheur , devenue comme nulle par l'oppressive prépondérance des deux ordres de citoyens étrangers à sa constitution primitive ; nation abattue , à la vérité , sous les pieds de ces deux classes d'aristocrates , mais comme un lion profondément endormi , & qui , réveillé par l'éclat des lumières & par l'activité de l'industrie , a commencé par dédaigner la foiblesse de ses tyrans , continue par leur contester leurs iniques prérogatives , & finira , s'ils lui résistent , par les soumettre à sa vaste puissance.

Que l'histoire nous peigne la conjuration constante de ces deux ordres contre la liberté populaire & l'autorité royale , successivement par deux genres de pouvoir , dont l'un captivoit les personnes , l'autre les ames ; qu'elle nous peigne les rapports ambigus de ces deux ordres avec l'état , je dis ambigus en ce que , quoiqu'ils soient *dans l'état* par leurs possessions , supposées légitimes , ils sont néanmoins par leurs privilèges , *hors de l'état*.

Que l'histoire de France nous peigne avec des traits de feu une troisième aristocratie née dans les sanctuaires de la justice , par cette fatalité qui augmente sans cesse le pouvoir des corporations nécessaires , dont l'ambition n'est ni suffisamment surveillée , ni suffisamment contenue ; aristocratie artificieuse , dont la vue secrète étoit de s'élever , en déprimant les deux premiers ordres de se rendre redoutable au souverain , & de s'entourer du peuple , mais sans en briser les fers , pour n'avoir jamais à le craindre : politique à vingt faces , qui , parlant au trône , disoit , pour lui en imposer & partager impunément avec lui la puissance législative : « Par moi tous » les ordres sont maintenus dans l'obéissance & » la fidélité , » qui , parlant au haut clergé , lui disoit , pour le consoler des arrêts obtenus par le clergé du second ordre : « Silence & » tience , car c'est moi qui maintiens la religion

» par laquelle vous avez tant d'opulence & d'autorité » : qui , parlant à la noblesse , lui disoit , pour faire respecter sa terrible balance , quelquefois favorable aux droits du peuple : « c'est moi qui suis votre égide contre le despotisme , en maintenant l'autorité de la loi contre les volontés du monarque ; sans moi vous seriez enchaînés aux pieds du trône que vous bloquez fièrement » : qui , parlant au peuple , lui disoit , pour se l'attacher , mais sans rompre sa chaîne : « c'est moi qui te défends de la voracité du fisc & des nouvelles entreprises de la tyrannie féodale » : qui , parlant au clergé du second ordre , lui disoit : « Si je sacrifie tes revenus aux réclamations des paroisses ; si je te soumetts à la puissance féodale , je te soustrais à l'avidité du décimateur & au despotisme épiscopal , de tes dangers les plus grands. »

Que l'histoire , achevant le tableau de l'aristocratie judiciaire , la peigne recueillant , pour fruits de cette *multiforme* existence , 1°. des privilèges pareils à ceux de la noblesse & du haut clergé , qui l'ont associée à ces privilèges , pour lui donner un intérêt puissant de les maintenir : 2°. une stupide reconnaissance de la part du peuple qui ne compte pour rien ni les fers qu'on lui laisse , ni ce qu'on lui a enlevé de sa substance , quand il voit des magistrats

faire mine de repousser les nouvelles chaînes ou les nouveaux impôts dont on le menace : 3°. l'effroi que donnent aux deux ordres tout à la fois la redoutable balance de la justice & l'ascendant qui néanmoins les enchaîne à la magistrature par un intérêt commun , quoique rival aux haineux de sa fiere aristocratie : 4°. la gloire de forcer le souverain à la rétablir après des proscriptions éclatantes , malgré le ressentiment qui lui restoit de sa réaction ferme contre ses ordres : 5°. enfin , une situation politique qui , au milieu des intérêts divers du trône , du clergé , de la noblesse ou du peuple , laissoit toujours la robe prête à s'allier au besoin & selon la nature des dangers , à celles qu'il voudroit de ces quatre puissances.

Que l'histoire de France ajoute à ces trois aristocraties du royaume une quatrième , née autour des marches mêmes du trône , formée de ce qu'on appelle *la cour* ; aristocratie à cent têtes assemblées par groupes opposés les uns aux autres , toutes occupées de tourner vers eux la tête couronnée , afin de régner par elle ; chacun offrant au prétendu souverain de vrais souverains à nommer sous le nom de *ministres* , & ces ministres réduits à être dans les grandes choses les esclaves du groupe de têtes dont ils ne sont que les bras ; mais aristocrates absolus dans les détails qu'on leur abandonne.

Que l'histoire de France nous peigne cette aristocratie suprême de la cour , régnant toujours dans le sein des orages , divisée en partis qui s'abhorrent , & qui lancent alternativement les uns sur les autres les foudres du trône , aussi-tôt qu'ils ont pu s'en saisir ; les uns appelant à leur secours une des trois aristocraties répandues sur la surface du royaume ; les autres en appelant une autre ; mais se conjurant tous & contre l'indépendance du roi , & contre la liberté du peuple.

Que l'histoire nous peigne , dans ce conflit des cabales , le roi seul privé du plaisir de régner , ne retirant son sceptre d'une main qu'on lui fait haïr , que pour le livrer à une autre main qu'on lui fera haïr bientôt , toujours roi sans jamais l'être , quand tout ce qui l'environne l'est à son tour ; pilote purement honoraire du vaisseau de l'état , vaisseau malheureux , toujours battu par les flots de l'intrigue comme par la tempête ; qui pour comble de désordre & de dangers est baloté sans cesse par la foule de pilotes obstinés à le gouverner ; vogant au hasard & en sens contraire , selon que ses voiles sont enflées par le vent de l'une ou de l'autre cabale : c'est ainsi qu'un roi vertueux , au sein d'une cour corrompue , au milieu des corporations du royaume qui s'arrachent les fleurs de sa couronne & qui brisent le sceptre pour se le partager , au

lieu d'être l'ame & le premier ordonnateur d'une monarchie , n'est que le premier sujet de l'aristocratie dominante , & l'esclave de toutes ensemble.

Que cette histoire déplorable finisse par consoler la nation en lui montrant enfin un roi qui doit, à son amour pour son peuple, l'idée politique la plus grande, la plus simple & la plus salutaire qui soit entrée encore dans le conseil de nos rois, celle de s'armer de son peuple contre tous ces aristocrates usurpateurs de son autorité, qui ne lui laissoient que le vain nom de monarque & une pompe toute aussi vaine, de dire au corps de la nation : « Aidez- » moi à reprendre mon sceptre, » de délivrer ce peuple à son tour de la gueule dévorante du fisc, en lui laissant manier ses propres finances; de se délivrer ainsi lui-même de l'importunité des uns, de l'infidélité des autres, & de la vile dépendance où son trône est de l'usure; d'inviter son peuple à se gouverner lui-même, pour le soustraire aux secousses irrégulières, souvent opposées du gouvernail de l'état, toujours disputé par des mains violentes; de se contenter du véritable apanage des rois, la puissance exécutive dans toute son étendue; de donner à la monarchie une base ferme & solide par une constitution inébranlable, au lieu de la faire dépendre d'un équilibre de pouvoirs souvent

rompu , toujours orageux ; de fixer à jamais la balance des pouvoirs , fruit précaire , incertain , déplorable des luttes intestines des corporations entr'elles & contre la puissance royale , en se mettant avec son peuple dans un des bassins qui se jouera de la futile légèreté de l'autre ; enfin , d'être libre avec son peuple & par son peuple , au lieu d'être dominé par des corporations également oppressives pour la nation & pour son chef.

Mais où m'emporte l'amour de ma patrie ? O France ! Entraîné par un sentiment patriotique , j'ai presque oublié mon sujet pour m'occuper amèrement de tes calamités intestines , & me livrer à l'espoir consolant de tes hautes destinées ; reçois mon hommage ; & toi , lecteur , pardonne ma digression , & daigne reprendre avec moi les arides détails que me commande la nature de cet écrit.

644.

La troisième espèce de leçons est celle des langues française & latine. Les grammairiens instruits savent aujourd'hui qu'il est impossible de parler une langue morte d'une manière supportable à l'oreille & au goût du peuple qui la parloit ; ils savent qu'il faut renoncer à en saisir les finesses , souvent à discerner la propriété des mots. J'ai balancé sur l'idée de bannir cette

Troisième
espèce de le-
çons d'éduca-
tion générale.

langue de l'éducation publique ; je l'aurois fait ; je l'aurois abandonnée à l'étude des amateurs de l'antiquité , comme le grec & l'hébreu ; j'aurois borné , pour l'homme de lettres ordinaire , ce luxe de littérature ancienne à des traductions perfectionnées , si je n'avois pas vu trop éloignée la révolution qui doit donner à la France des livres sacrés , des prières & des loix en langue françoise. Laissons donc subsister , pour un tems indéterminé , cette surcharge de l'éducation publique ; mais qu'en apprenant la langue latine on s'attache principalement à bien parler la nôtre. Bannissons les traductions du françois en latin , & ne souffrons dans les écoles que celles du latin en françois. Ce sera apprendre aux élèves à entendre passablement l'une de ces langues , & à bien parler l'autre ; c'est tout ce qu'on peut espérer.

645.

Quatrième
espece de le-
çons d'éduca-
tion générale

La quatrième espece de leçons sera encore relative aux mêmes langues , avec cette différence que les leçons précédentes étoient des leçons de grammaire , & que celles-ci seront des leçons d'éloquence , de poésie & de goût. Je répète ici que l'attention principale doit être réservée pour notre langue , qu'à l'égard de la poésie latine , il suffise de faire remarquer aux élèves la différence des vers latins entr'eux , & celle de ces vers avec les nôtres ; que jamais

on

on ne leur fasse perdre un tems précieux à composer aucune espece de vers latins.

Qu'on ne donne jamais non plus des discours françois à composer à des jeunes gens dont on n'a pas encore formé le goût, dont le goût ne peut être que commencé par des leçons publiques, & ne peut être affermi qu'à force de lecture des meilleurs orateurs long-tems soutenue. C'est alors seulement qu'il sera permis au candidat de faire des essais heureux de son génie, au lieu des avortemens scholastiques que provoquoit la sottise des maîtres. Donnez du goût à vos élèves, & tenez-vous-en là, sages instituteurs.

Les grands intérêts, les occasions éclatantes, les passions vives, les grandes vertus déceleront l'éloquence ignorée : alors le goût que vous aurez su donner viendra très-à-propos au secours de l'éloquence.

Tout ceci est encore plus vrai pour la poésie françoise. Faites naître le goût des vers par un exposé tentateur des charmes de notre poésie & par l'heureux choix des meilleurs vers pris dans nos poètes ; mais laissez à la nature le soin de faire éclore la passion poétique. L'explosion d'un grand talent se fera d'elle-même. Ne vous attendez pas à trouver cent poètes rassemblés sous vos yeux, on a les créer par de vains discours sur l'art poétique, & n'ayez pas le

ridicule de donner des vers à faire à une classe entiere ; j'aimerois autant dire à cent jeunes gens : « Voilà l'art de l'équilibre , l'usage du balancier , l'histoire des grands voltigeurs ; voyez-les danser sur ce cable avec autant de facilité que de précision : c'est assez , voilà cent cordes tendues sous vos yeux ; allons , voltigez tous.

646.

Cinquieme
espece de le-
çons d'éduca-
tion générale

La cinquieme espece de leçons sera celle des leçons de logique , de métaphysique & de morale. C'est par-là que les esprits seront introduits dans la carrière des sciences.

J'ai cédé au préjugé , mais avec regret , quand j'ai fait ci-dessus de la logique un objet distinct de la métaphysique , & un objet principal. J'abjure ici cette servile soumission aux idées reçues , & je donnerai le projet de cette espece de leçons , comme je le vois.

Le premier pas dans la carrière des idées abstraites est de s'élever de la connoissance profonde de tous les attributs de la *matiere* à la hauteur d'une autre espece d'êtres , connue sous le nom d'*esprit* , & à laquelle seule il appartient de sentir , de juger & de vouloir. C'est par un premier effort d'abstraction qu'on fera franchir à l'esprit des jeunes gens le prodigieux intervalle qui sépare la région matérielle de celle des esprits. Qu'on ne fatigue point la jeunesse

des difficultés immenses qu'a jetées le délire métaphysique sur ce premier pas de nos méditations. Ces discussions profondes seront réservées à la seconde partie ; la première ne doit contenir que les résultats sensés de cent disputes interminables.

Une difficulté s'offrira d'elle-même aux yeux des élèves ; ils se sentiront penser , & n'appercevront en eux que le corps. Ce sera donc le lien de leur dévoiler l'alliance comme incompréhensible des deux substances aussi différentes que le corps & l'esprit.

Quelle puissance a pu lier aussi intimement deux êtres aussi disparates ? C'est ce qu'il faudra expliquer alors , & sans délai , aux jeunes gens , pour faire disparaître , par la toute-puissance du créateur , tout doute sur cette union ineffable de deux substances par essence inaliénables : & voilà le moment de donner des preuves choisies de l'existence de Dieu , & d'un Dieu créateur , dont la même puissance tira tous les êtres du néant , les empêche d'y rentrer , les met à son gré , les unit ou les sépare du même souffle qui les créa. Nulle argumentation encore sur cette grande vérité : qu'il suffise d'annoncer à la jeunesse les doutes de l'athéisme , comme un délire de la philosophie indigne d'occuper l'enseignement public.

Un Dieu créateur & tout-puissant étant devenu

pour les cleves le mot de l'énigme que présentait à leurs yeux un corps & une ame étroitement liés l'un à l'autre , il faudra les arrêter sur cette société miraculeuse : ils verront alors que dans l'homme les sens sont la porte des pensées ; qu'elles doivent pour cela porter le nom de *sensations*. Ce sera ici le lieu d'observer le merveilleux d'une organisation qui concourt à l'exercice des facultés de l'intelligence humaine, qui aide à comparer les idées , à y voir des rapports qui les rapprochent ou les séparent , à les généraliser par l'abstraction , & à mener l'esprit de l'une à l'autre : ce sera donc là l'occasion d'analyser la nature des idées , des jugemens & de la mémoire.

Il restera , pour terminer la carrière métaphysique , à discuter la question épineuse de la liberté de nos jugemens , de nos volontés , & de nos actions.

On finira par traiter du raisonnement & de ses différentes especes ; mais grace de l'attirail péda-
dantescque des regles du syllogisme , plus difficiles à saisir qu'il n'est difficile de bien raisonner sans regles ; & qui apprennent péniblement à marcher à des esprits qui d'eux-mêmes courent déjà ; grace de ce tems perdu en vaine théorie de toutes les formes possibles d'argumenter, qui laisse les esprits aussi gauches en raisonnement , que resteroit gauche à la danse un balourd à qui le maître à danser auroit donné

pour toutes leçons d'exactes définitions de tous les pas, & les auroit même exécutés sous ses yeux.

Nous voilà sortis de la région métaphysique, région de disputes éternelles & d'incertitudes, chère patrie du sceptique, où effectivement sans la foi le pied le plus assuré ne trouve que des sables mouvans, & où le génie le plus hardi ne trouve presque aucun point d'appui d'où il puisse s'élancer vers des notions sublimes. Que l'éducation publique fasse traverser rapidement aux élèves cette région dangereuse pour de novices raisonneurs, en ne cessant de les soutenir par la main, de peur qu'ils ne s'égarent, de les supporter même en partie, de peur qu'ils ne tombent, pour les mener & les arrêter agréablement dans le champ riche & vaste de la morale.

Cette morale aura quatre belles parties à traiter, celle des vertus domestiques, des vertus civiles, des vertus morales & des vertus religieuses. C'est ainsi que les préceptes & les vues de la saine philosophie serviront d'échelon aux vérités religieuses, & que pour l'honneur de la raison humaine, il sera prouvé qu'il y auroit encore une morale & une morale sublime, dans des régions que n'auroit pas éclairées le flambeau de la révélation.

Sixième es-
pece de le-
çons d'éduca-
tion générale

La sixième espèce de leçons aura pour objet le droit naturel, le droit public, & la constitution françoise; c'est après avoir connu d'abord les droits de l'homme, considéré dans l'état de nature, ensuite les droits de l'homme se réunissant en société; enfin les droits d'une société formant un gouvernement, qu'on n'aura plus à faire qu'une application courte & facile de tous ces droits différens aux différens articles de la constitution françoise. On ne voit jamais bien les droits d'un individu que dans ceux de l'humanité; ceux d'une société particulière, que dans les droits généraux de la société humaine; les droits d'une nation soumise à un gouvernement, qu'en remontant à ceux qu'elle avoit en l'adoptant, & qu'elle n'a pu perdre, ni par sa négligence à les stipuler, ni par l'excessive confiance qui lui a dérobé la nécessité du contrat social. Qu'elle étoit déplorable jusqu'à ce moment l'apathie de la nation françoise! elle se perdoit dans un océan de misérables détails du droit civil d'individu à individu; & ses droits nationaux contre les usurpations des classes privilégiées, contre le régime abusif de l'ordre judiciaire, contre l'usurpation du pouvoir législatif que se disputoient, à son préjudice, le trône & la magistrature, enfin contre les abus effrayans

du pouvoir exécutif, à peine cette nation abattue par l'habitude de l'esclavage, oseroit-elle y jeter les yeux !

648.

La septieme espece de leçons, en déployant aux yeux des élèves toutes les richesses de la nature dans les trois genres, écartera de cette science l'esprit de systême qui la dégrade en paroissant l'embellir des couleurs de l'imagination : les systêmes n'en feront que la partie historique dont le résultat sera de se défier de cette précipitation que donne à certains génies l'amour de la célébrité. L'observateur à grandes vues se lasse de cette tâche lente & pénible, & court à la gloire de l'inventeur. L'illusion attachée à l'esprit de systême lui persuade qu'il a saisi le bout de cette grande chaîne qui lie tous les corps & tous les phénomènes ; mais l'esprit d'observation qui paroît ramper à ses pieds, & se traîner péniblement d'objet en objet, découvre bientôt des phénomènes qui sont en contradiction avec le systême nouveau, & l'esprit de détail déconcerte le génie qui a généralisé certains faits de la nature, avant d'en avoir assez complété l'histoire. Cependant le systême séducteur a exalté l'imagination de tous ceux dont la manie est de courir aux causes, avant d'avoir pour base une assez grande collection d'effets. Ce sont des conversions à faire, souvent

Septieme espece de leçons d'éducation générale

difficiles, toujours lentes; & le progrès des sciences est retardé : il importe de prévenir de pareils écarts dans les élèves, en décrivant à leurs yeux les écarts des génies qui ont couru la même carrière. On arrêtera sur-tout leurs regards sur la classe des êtres amphibies qui semblent tenir à deux regnes, & qui pourroient faire soupçonner qu'ils sont liés tous les trois dans le grand théâtre de la nature, par des chaînons inconnus, peut-être étrangers au globe de la terre, & dont la suite complete feroit de tous les êtres de la nature une chaîne continue.

649.

Huitieme es-
pece de le-
çons d'éduca-
tion générale

La huitieme espece de leçons sera une physique uniquement fondée sur l'observation & sur l'expérience. Ce sera-là une physique aussi ennemie des systêmes généraux, que l'est le vrai, le solide amateur de l'histoire naturelle.

Cette belle partie de la physique suffira aux personnes qui se voueront à des professions particulières, pour lesquelles deviendrait inutile l'étude des mathématiques, & des sciences dont elles sont la base. Cependant, pour que ces personnes n'ignorent pas les résultats des démonstrations mathématiques, qui viennent à la physique expérimentale; on donnera, au besoin, ces résultats sous la forme d'assertions toutes nues.

qu'on démontre par le secours de la géométrie ou de l'algebre. Ce sera aux élèves à les croire sur parole, & ce ne fera pas le cas d'une sage défiance.

650.

Les neuvieme, dixieme, onzieme & douzieme ^{9^e. 100. 110. & 120. especes de leçons} ne roulant que sur ^{ces de leçons d'éducation générale.} des démonstrations rigoureuses, il ne restera à désirer, dans les traités relatifs à cette partie de l'enseignement national, que la plus grande attention à préférer les méthodes les plus faciles pour des esprits ordinaires.

A ce propos, je désirerois dans la neuvieme classe un premier professeur de géométrie élémentaire qui démontrât tout par la syntèse. C'est en sortant des mains de ce professeur qu'on passeroit l'année d'après à celui qui démontreroit les mêmes objets par la voie de l'analyse. La premiere méthode rendroit la méthode analytique, bien plus satisfaisante & plus lumineuse. Ce ne seroit certainement pas une année de perdue pour des élèves qui voudroient se vouer à des états dont les mathématiques sont la science nécessaire.

651.

L'éducation particulière sera celle que recevront ^{Education particulière. Ce que c'est,} dans les écoles destinées à certaines professions les sujets qui auront fait leurs cours d'éducation générale, qui auront du moins reçu les

huit premieres especes de leçons de ce genre d'enseignement.

Ces écoles formeront un établissement distinct & séparé de l'établissement destiné à l'éducation générale, & n'auront lieu que dans les principales villes du royaume : celles du second ordre n'auront que l'établissement destiné à l'éducation générale, mais elle y sera complete : les huit premieres especes de leçons suffiront aux villes du troisieme ordre.

652.

Sept écoles
d'éducation
particuliere.

Sept professions demanderont chacune une école particuliere. Ce seront la profession ecclésiastique, la profession militaire, la profession des loix, qui comprend le magistrat & l'avocat, celle de médecin, celle de chirurgien, celle d'apothicaire, & celle d'agricole amateur.

653.

Premiere
école d'édu-
cation parti-
culiere.

Nous avons tout dit sur l'enseignement ecclésiastique dans le chapitre de la religion, en parlant amplement du code pastoral.

654.

Seconde
école d'édu-
cation parti-
culiere.

L'école relative à la profession militaire ne sera établie que dans les principales villes de guerre, & sera établie aux dépens du gouvernement : elle aura trois professeurs ; l'un donnera des leçons de génie & d'artillerie ; l'autre des leçons

de tactique ; le troisieme des leçons de fortifications , avec les méthodes de tracer des plans d'architecture militaire , de lever des plans de terrain , & de laver les uns & les autres. Ce ne seroit peut-être pas une mauvaise loi militaire , que celle qui assujettiroit les officiers d'un âge au-dessous de trente ans à faire ce cours dans les garnisons où ils se trouveroient établis , sans préjudice de ceux qui voudroient les faire , quoique dans un âge plus avancé.

Des écoles de marine seront de même établies dans les ports de mer principaux , à frais égaux du gouvernement & de la nation.

655.

L'école relative à la profession des loix aura trois professeurs ; l'un sera chargé d'enseigner une grande partie du code civil national ; l'autre sera chargé d'enseigner le reste du code civil & le code criminel ; un troisieme enseignera toutes les loix du commerce & de la navigation , pour l'instruction des juridictions consulaires , des amirautés & des chambres souveraines qui jugeront ces matieres en cause d'appel.

Troisieme
école d'édu-
cation parti-
culiere.

656.

L'école relative à la profession de médecin aura de même trois professeurs , entre lesquels se partagera l'étendue immense des connoissances que comprend la science de la médecine.

Quatrieme
école d'édu-
cation parti-
culiere.

Cinquième
école d'édu-
cation parti-
culière.

L'école relative à la profession de chirurgien aura de même trois professeurs : l'un donnera toujours des leçons d'anatomie , avec un cadavre mis constamment sous les yeux des élèves ; le second donnera des leçons uniquement relatives aux maux vénériens qui menacent d'étouffer dans leur source les générations futures ; le troisième donnera sur des cadavres des leçons pratiques de toutes sortes d'opérations chirurgicales , & notamment des accouchemens : ce professeur sera employé de préférence aux opérations des hôpitaux , & il aura le droit de se faire assister continuellement par quatre de ses élèves pris alternativement dans son école , même de les faire opérer sous ses yeux , quand il les croira suffisamment instruits.

Sixième école
d'éducation
particulière

L'école relative à la profession d'apothicaire aura aussi trois professeurs comme les autres : l'un enseignera la seconde partie de l'histoire naturelle dans les trois genres , c'est-à-dire , l'histoire naturelle , non pas élémentaire , comme dans l'éducation générale , mais complète ; le second donnera des leçons de chymie ; le troisième exécutera aux yeux des élèves les manipulations & les opérations de pharmacie les plus intéressantes , & en raisonnera les méthodes.

Nul ne pourra être admis aux écoles de médecine, sans avoir passé, avec un succès constaté, par celles de chirurgie & de pharmacie.

Par quelles écoles on doit avoir passé pour entrer dans celle de médecine.

Si les professeurs de médecine, de chirurgie & de pharmacie consacroient tous les mêmes heures à leur enseignement, il faudroit neuf ans pour achever son cours de médecine, cette longue durée pourroit rebuter les élèves; douze ans employés à faire un cours complet d'éducation générale, ou huit ans pour recevoir les huit premières especes de leçons pourroient aussi décourager les esprits qui se sentent des ailes: il est juste de se prêter à l'impatience agile des uns, à donner aux autres le tems de se traîner dans la même carrière. Le moyen tout simple de finir plutôt ou plus tard le cours de ces enseignemens divers, c'est que deux professeurs donnent le matin leurs leçons, deux autres dans l'après-midi, tous à des heures différentes: le premier, par exemple, depuis sept heures du matin, jusqu'à neuf heures; le second, depuis neuf heures jusqu'à onze, ou depuis dix heures jusqu'à midi; le troisième, depuis deux heures jusqu'à quatre; le quatrième, depuis quatre heures jusqu'à six. On pourra ainsi prendre tous les jours quatre leçons, deux d'une espece, deux autres d'une autre espece, il en ré-

Maniere de faire deux cours à la fois.

fulnera deux avantages : les jeunes gens plus occupés se livreront moins à la dissipation , & leur cours sera plutôt fini ; ce qui sera en même-tems économiser du tems & de l'argent.

661.

Septieme
école d'édu-
cation parti-
culiere.

L'école relative à l'état d'agricole amateur aura trois professeurs : l'un enseignera la théorie des divers genres d'agriculture dans les différentes especes de terrain ; le second enseignera la partie du potager , avec un traité des couches, la culture des arbres fruitiers , la coupe de ces arbres , suivant la méthode de Montreuil , la culture des arbustes , soit indigenes , soit exotiques , & la culture des fleurs de toute espece ; le troisieme enseignera la meilleure maniere d'élever les animaux qui forment la ménagerie rurale , de les utiliser & de guérir leurs différentes maladies , avec un traité des épifootories.

662.

Educacion
des arts libé-
raux. Ce que
c'est.

L'éducation des arts libéraux se fera dans un établissement différent de ceux de l'éducation générale & de l'éducation particuliere , & n'aura lieu que dans les plus grandes villes. Elle comprendra six écoles différentes : celle de musique , celle de dessein , celle de peinture , celle de sculpture , celle de gravure & celle d'architecture. L'émulation sera excitée dans toutes ces écoles par des prix & par l'exposition publique faire à

certaines époques tous les ans des essais des élèves ; du moins de ceux de ces essais qui seront jugés dignes de l'attention des connoisseurs.

663.

L'éducation populaire sera celle qui se fera des ^{Educations populaires. Ce que c'est.} habitans de campagne des deux sexes par les maîtres & maîtresses d'école. Ce double secours sera donné à tous les villages ayant cent feux & au-dessus : les villages moins peuplés , qui n'en seront pas éloignés , pourront profiter de cette école voisine , & y seront admis.

664.

Pour subvenir aux frais immenses de tant de ^{Tribut qui sera payé aux maîtres & maîtresses d'école.} maîtres & de maîtresses d'école , chaque élève de l'un ou de l'autre sexe donnera chaque année , à l'ouverture de l'école , la valeur d'un demi-seuier de froment , mesure de Paris.

665.

Dans toutes les écoles de l'éducation générale, ^{Supplément de tribut dans l'éducation générale & particulière , pour des livres , instrumens & machines.} & de l'éducation particulière , qui demanderont une grande dépense en instrumens , en machines , ou autres objets de cette espece , il sera donné par chaque élève , chaque année , l'équivalent d'un demi-seuier de blé , jusques à ce que l'école soit suffisamment fournie , & ce indépendamment du tribut qui sera dû pour l'enseignement.

**Education
corporelle.
Ce que c'est.**

Enfin , l'éducation corporelle consistera dans les exercices du corps , ils sont aussi nécessaires à la jeunesse que les travaux de l'esprit ; c'est par l'inaction que des enfans s'accoutument à la fainéantise , & qu'une nation s'énervé ; tous les organes s'affoiblissent en proportion du peu d'usage qu'on en fait ; le genre nerveux ne se fortifie que par le jeu fréquent de tous les muscles. Tout s'engorge par le repos dans des êtres organisés pour le mouvement ; & les engorgemens sont les fléaux de l'organisation : on ne sauroit dire ce qui détruit le plus le corps humain , d'une action excessive trop continuée , ou d'une constante apathie : l'une & l'autre , quand elles ne détruisent pas brusquement , accélèrent du moins la vieillesse. Que de maux attaquent des organes affoiblis par la mollesse ! que ferons-nous d'une nation infirme , & , dès l'enfance , usée par le non-usage de ses forces ? au-dehors un ennemi plus robuste la terrassera ; au-dedans elle s'appauvrira par le mince produit de son travail. L'agriculture , le commerce , les arts , demandent des bras exercés , toutes les fonctions publiques demandent des hommes sains & fortement organisés : le travail décourage le foible : des êtres inactifs par habitude , devenus paresseux par nécessité , ne font jamais rien qu'à demi. Le moral d'une nation languit avec le physique : le courage , la grandeur d'ame ,
la

la hardiesse des entreprises, la constance dans le travail, sont les fruits de la force & de la santé ; sans elles on perd jusqu'au goût de la fortune , si elle paroît devoir être pénible. Il est des vices qui se fortifient en raison inverse de la vigueur des membres , & de la constitution physique ; ce sont la paresse , la lâcheté , l'égoïsme , l'oisiveté , l'ennui , l'inquiétude, Ah ! si de ces enfans dont on relâche tout à la fois le physique & le moral ; si c'étoit-là le grand nombre , c'en seroit fait de la nation : exerçons donc avec le même soin leur corps , leur intelligence , leur ame ; que la danse , les armes , la course , le manège , la paume , &c. réparent en eux les ravages de la contention de l'esprit ; & que l'étude les délasse des fatigues du corps.

Pour assurer cette salutaire vicissitude , que tous ces exercices soient réunis dans des établissemens voisins des écoles publiques , pour être une branche d'éducation comme parallèle à l'enseignement : la nation qui en sentira l'importance fera les frais des bâtimens , & logera les maîtres ; les profits de leur art feront le reste.

Il me reste , pour achever ce chapitre , de proposer l'espece des maîtres auxquels seront confiées les diverses écoles de l'éducation nationale , la manière de les former à l'enseignement , celle de les élire , de les doter , & d'assurer un asile

aux maîtres émérites , trop vieux ou trop infirmes pour continuer les fonctions de leur place.

667.

Deux congrégations rivales seront chargées de l'éducation générale.

Il convient de confier les collèges de l'éducation générale par nombre égal, à deux congrégations séculières, telles que la doctrine chrétienne & l'oratoire, pour y entretenir l'émulation par la rivalité.

668.

Régime de ces deux congrégations.

Mais avant tout il convient de régler le régime de ces deux corps, de manière à les rendre les plus propre qu'il soit possible à l'enseignement: voici quelle seroit mon idée sur le régime de ces congrégations.

Personne ne pourra être admis dans ces congrégations, sans avoir passé avec un succès constaté par les neuf premières espèces de leçons, relatives à l'éducation générale.

Dans chacune des deux congrégations enseignantes, tout professeur sera prêtre; le motif d'une telle disposition est de mieux assurer, dans ces corps, l'ordre, la discipline, la décence, les bonnes mœurs, & d'affermir la confiance publique à la vue de tels maîtres.

Cette première disposition en rend nécessaire une seconde, c'est que dans ces corps les différentes espèces d'enseignemens soient réputées égales.

lement nobles , qu'elles y donnent aux professeurs la même considération , les mêmes droits , & le même traitement ; par conséquent nulle autre préséance , dans les lieux d'assemblée , que celle de l'âge , & celle qui sera due à la place de principal , de sous-principal & de préfet , qui seront les trois dignités des collèges.

Chaque professeur sera fixé pour sa vie au même genre d'enseignement , à moins qu'il n'ait donné de grandes preuves de talent dans un autre genre , preuves publiques , & jugées suffisantes par le conseil général de la congrégation , séance à Paris ; ou qu'il n'ait des dégoûts de sa classe bien avérés , & capables de lui en faire mal remplir les fonctions. On évitera ainsi le grand vice , le très-grand vice des corps enseignans , c'est de faire passer les professeurs par tous les degrés de l'enseignement comme par le feu , de leur confier de nouvelles leçons , lorsqu'à peine ils commençoient à bien donner les précédentes , de n'avoir jamais d'autres maîtres que des hommes avortés & novices dans leur art , & de voir sans cesse la congrégation engorgée au-delà du tems des classes , par la multitude des membres qui ont fini le cours de l'enseignement ; à moins que les déjections & la mort ne fassent de ces corps autant de tonneaux des danaïdes.

Chaque professeur sera aussi fixé au même collège , à moins qu'il ne soit réclamé par la muni-

cipalité d'une ville d'un ordre supérieur , ou re-
buté par la municipalité de celle qu'il habite.
Aucun professeur ne pourra être renvoyé de la
congrégation contre son gré , ni appliqué contre
son gré à un nouveau genre d'enseignement , sans
le concours du conseil général de la congrégation ,
& le consentement de la ville , où il enseignera :
dans le cas que les deux corps soient en cela
d'avis contraire , le différent sera jugé , sur des
mémoires respectifs , par les états de la province.

669.

A qui les
collèges se-
ront subor-
donnés.

Les collèges seront subordonnés à la police ; &
quant au régime ou discipline intérieure , les pro-
fesseurs d'éducation générale seront subordonnés
en premier lieu au principal , & de plus au préfet
du collège , mais seulement quant à la manière
d'enseigner ; en second lieu à la municipalité ; en
troisième lieu aux états de la province ; l'évêque
n'aura sur eux que sa juridiction ordinaire sur les
mœurs de tous les prêtres de son diocèse ; aussi
devra-t-il concourir à l'expulsion d'un sujet pour
fait de mœurs ; & en ce cas elle sera décidée à la
pluralité des suffrages par l'évêque , par le conseil
général de la congrégation , & par la ville où en-
seignera le professeur.

670.

Dotation des
collèges.

Chaque collège d'éducation générale aura pour
dotation autant de fois le gros d'un curé de la

même ville , qu'il aura de membres nécessaires ; la moitié de chaque gros sera versée dans la caisse du collège , l'autre moitié restera au professeur , pour son vêtement & autres besoins.

Ne seront réputés membres nécessaires que le principal, le sous-principal, le préfet , l'économe qui fera en même tems le trésorier du collège , & autant de professeurs qu'il y aura d'écoles différentes.

671.

Le trésorier du collège rendra compte de sa re- Trésorier
comptable
des revenus
du collège.
cette au receveur de la ville , celui-ci au receveur de la province : si par le résultat du compte la recette ne suffit pas pour compléter le revenu du collège ; le trésor provincial fournira le surplus ; si au contraire il y a de l'excédant , il servira à augmenter la bibliothèque publique du collège , ou le recueil des instrumens , ou des machines que certains genres d'enseignemens pourroient rendre nécessaires.

672.

- Si le collège avoit des biens pendant qu'existoit l'ancien régime ; comme ils auront été abandonnés à la nation , le trésor provincial versera dans la caisse du collège , très-régulièrement , une somme égale à l'ancien revenu du collège , & selon que ce revenu seroit considérable , on pourroit diminuer le tribut des élèves , ou l'employer

Les anciens
revenus de
chaque col-
lège lui sont
comptés

à accélérer le recueil des instrumens & des livres nécessaires.

673.

Élèves gra-
tuits.

Le revenu des collèges gratuits sera réuni aux écoles, auxquelles ces collèges étoient affectés : les élèves gratuits seront logés & entretenus dans le nouvel établissement , & le nombre en sera réduit comme il convient, pour qu'eux & leurs maîtres de pension puissent y avoir une subsistance honnête.

674.

Fonction du
principal ,
sous - prin-
cipal & préfet.

Le principal , le sous-principal & le préfet remplaceront les professeurs, qu'une indisposition, une maladie ou une absence forcée obligeroit d'interrompre le cours de leurs fonctions.

675.

Fonctions des
répétiteurs.

Chaque école aura deux ou trois répétiteurs, dont les fonctions seront de donner des leçons particulières aux élèves qui auront recours à eux : ces répétiteurs auront l'attention de préparer les élèves aux leçons des maîtres , & de marcher toujours en avant d'eux, soit pour rendre plus efficaces les leçons publiques , soit pour empêcher qu'il n'y ait des traîneurs : si malgré cela il s'en trouve, ils s'appliqueront à les remettre au courant.

La taxe du répétiteur pour chaque élève qui l'emploiera , sera moitié du tribut payé pour le professeur , & néanmoins si le travail du répétiteur ne lui fournissoit pas , faute d'un nombre suffisant d'écoliers , une subsistance équivalente à celle des vicaires de la même ville , la province fourniroit le surplus , d'après des états dressés & certifiés véritables par le principal , le sous-principal , le préfet & le professeur de l'école à laquelle le répétiteur seroit attaché.

Taxe des répétiteurs.

Chacune des deux congrégations enseignantes aura , à Paris , une maison d'institution , où elle formera ses novices à l'enseignement : comme ces deux maisons devront fournir des professeurs à tous les collèges du royaume affectés à l'éducation générale , à mesure que les professeurs décéderont , ou deviendront incapables de continuer leurs fonctions , il faudra que la maison d'institution soit nombreuse , & par conséquent dispendieuse à l'état : mais rien de plus nécessaire qu'une dépense de cette espèce , le moyen d'avoir de bons élèves , si on ne s'attache à faire de bons maîtres ?

Maisons d'institution de chacune des deux congrégations enseignantes.

Le tems d'étude des novices des deux congrégations sera de six ans , au bout de ce tems-là

Durée de l'institution & manière

de former les
novices à
l'enseigne-
ment.

ils seront ordonnés prêtres : pendant ce tems-là des maîtres excellens leur apprendront la seconde partie de tous les traités , qui feront l'objet de l'éducation générale dans tous les genres : je dis la seconde partie ; car on se sera assuré , avant de les recevoir , qu'ils possèdent parfaitement la partie élémentaire de tous ces traités , qu'un bon écolier ne doit pas ignorer : on y joindra la partie qui leur convient du code pastoral , & on les habituera à la meilleure forme d'enseigner , en leur faisant alternativement écouter les leçons de leurs maîtres d'institution , & en donner à leurs confreres.

679.

Attention de
ne vouer cha-
que profes-
seur qu'au
genre d'en-
seignement
auquel il est
le plus propre

Pendant les six ans d'institution , les maîtres tiendront des notes exactes , faites tous les trois mois , des progrès de chaque novice , & du genre de talent qui paroîtra prédominer dans la diversité de ses études , & de son caractère particulier : quand il s'agira de le placer dans les collèges , on aura la plus grande attention de déterminer , par le résultat des notes de six années , le genre d'enseignement auquel il est le propre , pour l'y fixer absolument ; & dans le cas où , le tems étant venu de le placer , il ne se trouveroit pas de place vacante , analogue à son talent prédominant , il ne sera placé que provisoirement.

680.

Les répétiteurs qui voudront entrer dans la congrégation , après avoir eu trois années au moins d'exercice , ne seront tenus qu'à trois ans d'institution , pour étendre leurs connoissances aux genres d'enseignement , dans lesquels ils n'étoient pas employés.

Faveur accordée aux répétiteurs qui voudront entrer dans la congrégation enseignante.

681.

La maison d'institution ne recevra pas de novices sans caution ; cette caution s'obligera , au cas que le novice sorte de la maison d'institution sans aller enseigner , de payer sa pension pour tout le tems de son institution , au taux réglé pour la subsistance des vicaires des grandes villes. Cette précaution éloignera le projet que pourroient faire certains spéculateurs de faire perfectionner gratuitement l'éducation de leurs enfans sous prétexte de les dévouer à l'enseignement.

Caution que donnera chaque novice.

Mais si les professeurs abandonnent l'enseignement ; leur caution ne sera tenue de payer leur pension que pour autant d'années qu'il en manquera au tems de leur exercice , pour égalier celui de leur institution.

682.

Quant aux professeurs employés dans les diverses écoles de l'éducation particulière , ils seront logés dans le collège même ; leur dotation sera la

Traitement des professeurs dans l'éducation particulière.

même que celle des professeurs dans l'éducation générale , ils auront de même chacun deux ou trois répétiteurs , leurs auxiliaires & chargés de les remplacer en cas de maladie , leurs places en cas de vacance seront occupées par des sujets qui auront été élus dans l'assemblée générale de la municipalité.

683.

Traitement
des profes-
seurs émé-
rités.

Dans le cas qu'un professeur émérite, dans l'éducation , soit générale , soit particulière , soit obligé de renoncer à l'enseignement, à raison de son grand âge ou de ses infirmités , il aura pour retraite un logement au collège , & moitié de la pension nationale qui lui étoit payée pendant son tems d'exercice.

684.

Traitement
des maîtres
dans l'éduca-
tion des arts
libéraux.

Les maîtres , dans l'éducation des arts libéraux , auront le même traitement que les professeurs dans l'éducation particulière , & seront élus de même dans l'assemblée municipale.

685.

Quels seront
les éducateurs
des maîtres
d'école.

Il ne reste plus qu'à former une pépinière suffisante de maîtres & maîtresses d'école dans les campagnes. Ceux-là seront enseignés dans les couvens des religieux , celles-ci dans les couvens des chanoinesses. Quiconque donc se destinera à l'état de maître d'école , sera tenu de faire son

ours d'étude dans un couvent d'hommes , d'en avoir le certificat , avec éloge , tant sur la capacité que sur les mœurs. Il en sera de même des maîtresses d'école.

Les religieux enseigneront deux fois par jour à leurs élèves , 1°. le catéchisme & la constitution du royaume , 2°. l'art de bien lire , 3°. l'art de bien écrire suivant la forme qui aura été établie par la nation , 4°. la méthode de conduire la main de leurs élèves , 5°. les quatre règles de l'arithmétique sur les quantités simples & complexes , 6°. la règle de trois , 7°. l'extraction de la racine quarrée , 8°. la méthode d'opérer sur les fractions , 9°. l'arpentage , 10°. le plein chant. C'est ainsi qu'ils se rendront vraiment utiles à l'état , qu'ils acquerront des droits à la reconnoissance , qu'ils rempliront des momens de loisir bien critiques dans les monastères , & qu'ils dédommageront le public de ce que l'obscurité des vertus monastiques lui fait perdre en édification. Pour remplir leurs fonctions d'instituteurs avec la distinction convenable , le régime monastique aura égard ; dans le choix des novices , aux talens divers que cette institution demande ; & le noviciat qui sera de trois ans , sera lui-même un apprentissage d'institution , autant qu'un tems d'épreuve pour les mœurs & la piété monastique. Si dans le commencement ils n'avoient point parmi eux de

bons maîtres à écrire, ils s'en procureroient du dehors à leurs frais.

686.

Quelles se-
ront les édu-
catrices des
maîtresses
d'école.

Les couvens de filles auront parmi elles deux degrés de dignité, celui de chanoinesses & celui de sœurs. On ne parviendra au premier degré que par dix ans d'exercice dans le second. Les deux classes d'institutrices auront aussi deux classes d'élèves. Les sœurs auront pour élèves toutes les personnes qui se destineront à l'état de maîtresses d'école. Elles leur enseigneront les cinq premiers objets de l'éducation donnée aux maîtres d'école ; non, les cinq autres qui seront remplacés par des leçons de couture, de tricorage & de filature. C'est ainsi qu'on occupera dans la classe même le gros des élèves, pendant que l'éducation deviendra personnelle à certains individus.

687.

Education
des demoisel-
les.

Les chanoinesses donneront à des demoiselles une éducation plus distinguée, & tels maîtres que les parens auront paru désirer.

688.

Nulle clo-
ture pour les
couvens des
filles.

Au surplus, nulle clôture. Il sera seulement défendu de recevoir des hommes ailleurs que dans la salle des visites.

689.

La dotation des couvens sera autant de fois Dotation des couvens de filles.
le gros des vicaires de la même ville qu'ils auront
de personnes utilement employées.

690.

Les maîtresses d'école prendront le titre de Titre & habit que prendront les maîtresses d'école
sœurs , & en porteront l'habit , pour imprimer
plus de respect.

691.

C'est aux couvens d'hommes & de filles que Comment seront élus les maîtres & maîtresses d'école.
les communautés d'habitans s'adresseront , pour
avoir des maîtres & des maîtresses d'école , qui
seront élus par l'assemblée du couvent , à la
pluralité des suffrages.

692.

Voilà ma tâche remplie , bien ou mal , mais Reproche qui sera fait à cet écrit.
du moins remplie dans toute son étendue.

Je m'attends qu'on me reprochera de m'être
livré dans cet écrit à l'esprit d'innovation , de
l'avoir porté à l'excès , & d'avoir indiqué des
moyens désagréables aux grandes corporations du
royaume. De ce reproche je ne supprime que le
mot *excès* , tout le reste est vrai.

Mais qu'on me dise aussi quel est le vœu de Injustice de ce reproche.
la nation : ne demande-t-elle pas à grands cris
la régénération du royaume ? Je conviens que les
classes privilégiées la demandent tout bas , pour

avoir l'air de faire *chorus*, & qu'elles voudroient donner le change à la nation, en lui faisant regarder quelques bagatelles de réforme, comme toute la refonte possible de l'ordre politique. C'est sur-tout dans ces classes que seront mes censeurs; & dès-lors ce ne sera pas une censure, mais un éloge de l'écrit.

J'avoue que je ne fais pas la manière de régénérer un état corrompu à l'*excès*, sans innover à l'*excès*, & que j'ignore l'art de produire de très-grandes choses avec de très-petits moyens.

Résumons en bref tous les objets qu'attend la nation de ses représentans, & qui devoient entrer nécessairement dans mon plan.

Donner à la France une constitution immuable, & qui, en rendant à la nation ses droits inaliénables, & aux individus la liberté, soit un nouvel affermissement des droits du trône, remédier à l'iniquité des privilèges pécuniaires, combler un *déficit* énorme dans nos finances, éteindre une masse effrayante de dette publique, en conservant à la France ses forces militaires, & sa prépondérance dans la balance de l'Europe; rétablir un crédit anéanti, ôter à la féodalité ses droits désastreux, sans la détruire, & en lui offrant des indemnités qui puissent constater le respect dû à la propriété; former un corps de législation nationale, simple & fait pour nos mœurs, de ce chaos de loix romaines, de coutumes innom-

brables , d'ordonnances , d'édits , de déclarations , & d'arrêts du conseil qui forment un tout barbare ; réformer les abus infinis dans l'administration de la justice , sur-tout ceux d'être vénale , ruineuse , éternelle , arbitraire , dangereuse pour l'innocence ; rendre au clergé le lustre des beaux siècles de l'église ; diminuer le faste d'une partie , aider l'autre à subsister , tempérer par l'esprit national des restes de fanatisme & d'intolérance ; assurer la prospérité du commerce , des arts , de l'agriculture gémissans , l'un sous l'iniquité des privilèges exclusifs , l'autre sous le poids des réglemens onéreux , la troisième sous le poids de l'impôt ; jeter enfin les vastes fondemens d'une éducation nationale , jusqu'à présent livrée au caprice & à l'ignorance des maîtres ; n'est-ce pas-là le vœu de la France bien constaté ? & ces grandes nouveautés , il falloit les faire sans innovation , ou du moins sans innovation sensible ? Ce talent m'a manqué , j'en conviens ; je n'ai pu mettre l'esprit des cahiers dans mon écrit , qu'en exprimant le vœu général , & en imaginant des réformes capables de le remplir. Car il faut en convenir , ces cahiers contiennent plus de demandes que de ressources , plus de vœux que de moyens. Les miens vous paroissent prodigieux ; mais étoit-ce avec un court levier des carrieres , & un petit point d'appui qu'Archimède se promettoit de déplacer la terre ? Pouvois-je avec de petites

causes opérer des effets prodigieux ? ces moyens ont-ils quelque chose de contraire aux loix de l'équité ? ont-ils excédé les droits du public sur les propriétés particulières ? ont-ils substitué à l'ordre présent des choses un ordre qui ne soit pas plus régulier , plus avantageux à la chose publique ? S'ils n'ont aucun de ces vices , il faut rendre hommage à mes vues , ou dire comme Panglos, que *tout est au mieux* ; car si tout est au plus mal , & s'il faut que tout soit au mieux , comment faire une si grande révolution avec de petits ravaudages qui laisseront toutes choses subsister à peu près comme elles sont.

693.

Fausſes idées
de la régéné-
ration royau-
me.

Par le grand mot *régénérer la France* , le gouvernement n'auroit-il entendu que régénérer le trésor-royal ? la noblesse n'auroit-elle entendu que payer quelque chose de plus à l'état ? le clergé n'auroit-il entendu que changer le nom de son impôt ? la magistrature n'auroit-elle entendu que continuer *gratis* son métier , tel quel , après le remboursement de sa finance ; & la nation toute entière n'a-t-elle entendu que garder tous ses maux , & supplier seulement qu'on ne lui en fasse point d'autres ? En ce cas , j'ai tort , & mon livre doit être brûlé.

F I N.



BUILDING
USE ONLY

BUILDING
USE ONLY

~~BUILDING
USE ONLY~~





**BUILDING
USE ONLY**

**BUILDING
USE ONLY
BUILDING
USE ONLY**

**BUILDING
USE ONLY**

**BUILDING
USE ONLY**

DO NOT



22-530-003

**BUILDING
USE ONLY**

